

*Répertoire numérique réalisé par **Sophie Chouial**
Attachée de conservation du patrimoine
sous la direction de **Jean-Christophe Labadie**, directeur*

Couverture : l'hôtel de la sous-préfecture de Sisteron vers 1905
(AD AHP, 31 Fi 1382, fonds Saint-Marcel Eysseric)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
Histoire administrative	5
Les fonctions du sous-préfet	6
Le sous-préfet dans les Basses-Alpes entre 1800 et 1940.....	9
Les hôtels des sous-préfectures	34
Les organes administratifs de l'arrondissement gérés par le sous-préfet.....	39
Liste des sous-préfets par arrondissement	42
Historique de conservation et modalités d'entrée	48
Présentation matérielle du fonds et du contenu.....	52
Présentation matérielle	52
Présentation du contenu	52
Évaluation, tris et éliminations, sort final	56
Accroissements.....	56
Mode de classement	56
Conditions d'accès et d'utilisation	57
Conditions d'accès	58
Conditions de reproduction	58
Instruments de recherche.....	58
Sources complémentaires	58
Sources imprimées et périodiques.....	68
Bibliographie	69
Contrôle de la description	75
Auteur.....	75
Note de l'archiviste	75
Règles ou conventions.....	75
Date de la description.....	76
Corps de l'instrument de recherche	77
Sous-série 1 Z, sous-préfecture de Barcelonnette (1800-1965)	78
Administration générale et économie.....	79
Administration et comptabilité communale	88
Domaine, Enregistrement, Hypothèques.....	99
Finances, Postes	100

Affaires militaires.....	101
Travaux publics, transports, industrie	106
Enseignement général, affaires culturelles.....	109
Justice, établissements pénitentiaires	110
Cultes.....	110
Assistance et prévoyance sociale	112
Sous-série 2 Z, sous-préfecture de Castellane (1810-1926).....	114
Administration générale et économie.....	115
Administration et comptabilité communale	120
Affaires militaires.....	129
Travaux publics et transports	132
Enseignement général	133
Cultes.....	133
Assistance et prévoyance sociale	134
Sous-série 3 Z, sous-préfecture de Digne (1811-1816)	136
Sous-série 4 Z, sous-préfecture de Forcalquier (1800-1960)	138
Administration générale et économie.....	139
Administration communale	151
Affaires militaires.....	165
Enseignement général, affaires culturelles, sport.....	166
Cultes.....	167
Hôpitaux et assistance	168
Sous-série 5 Z, sous-préfecture de Sisteron (an VIII-1953).....	169
Administration générale de l'arrondissement	170
Affaires militaires.....	171
Travaux publics et transports	172
INDEX.....	174
Tableau méthodique des mots matières utilisés	174
Index général	182
ANNEXES.....	196

INTRODUCTION

Histoire administrative

La réforme de 1790 crée les départements, districts, cantons, communes ; avec la Constitution de l'an 3, le Directoire supprime les districts et les remplace « dans une certaine mesure » par une administration cantonale : il y a donc département, canton, commune avant la réforme de 1800¹. L'administration cantonale disparaît en 1800 mais le canton redevient ce qu'il était avant 1795, une unité électorale et judiciaire. La création des sous-préfectures en 1800 s'inscrit dans la première grande réforme de réorganisation administrative initiée par Napoléon, la *Loi concernant la division du territoire de la République et l'administration* du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800)². Il y a en moyenne quatre à cinq arrondissements par département. Le sous-préfet est placé à leur tête.

À sa création en 1790, le département des Basses-Alpes compte cinq districts : Digne (chef-lieu du département), Barcelonnette, Castellane, Forcalquier et Sisteron. Deux arrondissements sont supprimés avec la réforme de 1826, Sisteron et Castellane, mais ce dernier est rétabli en 1842.

Dans les Basses-Alpes, les premières nominations administratives de sous-préfets interviennent avec l'arrêté du 14 germinal an VIII (4 avril 1800)³. Nicolas Rippert est en fonction dans l'arrondissement de Barcelonnette du 4 avril 1800 au 30 avril 1816. Jean Joseph Francoul administre l'arrondissement de Castellane du 4 avril 1800 au 27 janvier 1815. Clémentis est à la tête de celui de Forcalquier du 4 avril 1800 au 20 novembre 1806, remplacé par La Tourrette d'Ambert jusqu'au 11 novembre 1813. Enfin, il y a trois nominations dans l'arrondissement de Sisteron durant l'année 1800 : Pellegrin meurt en fonction le 4 avril 1800, lui succède Eymard du 22 avril au 1^{er} juin, puis Louis Bignon qui demeure en poste jusqu'au 31 janvier 1816. La longévité administrative des sous-préfets des Basses-Alpes caractérise le Premier Empire. Passé cette période, la norme est plutôt de deux à trois ans. Après 1815, trois sous-préfets ont néanmoins une carrière longue dans le département : Antoine Duvillard pour l'arrondissement de Castellane est en poste de 1815 à 1830, André Chassigne à Forcalquier, de 1826 à 1839, et enfin d'Hyacinthe Giubega à Sisteron, de 1837 à 1848. Entre 1800 et 1914, à l'échelle nationale, seuls 576 sous-préfets sur un effectif total de 10 661 demeurent en poste dix ans et plus. Après les conseillers de préfecture⁴, c'est la deuxième fonction qui présente ces cas extrêmes de stabilité⁵.

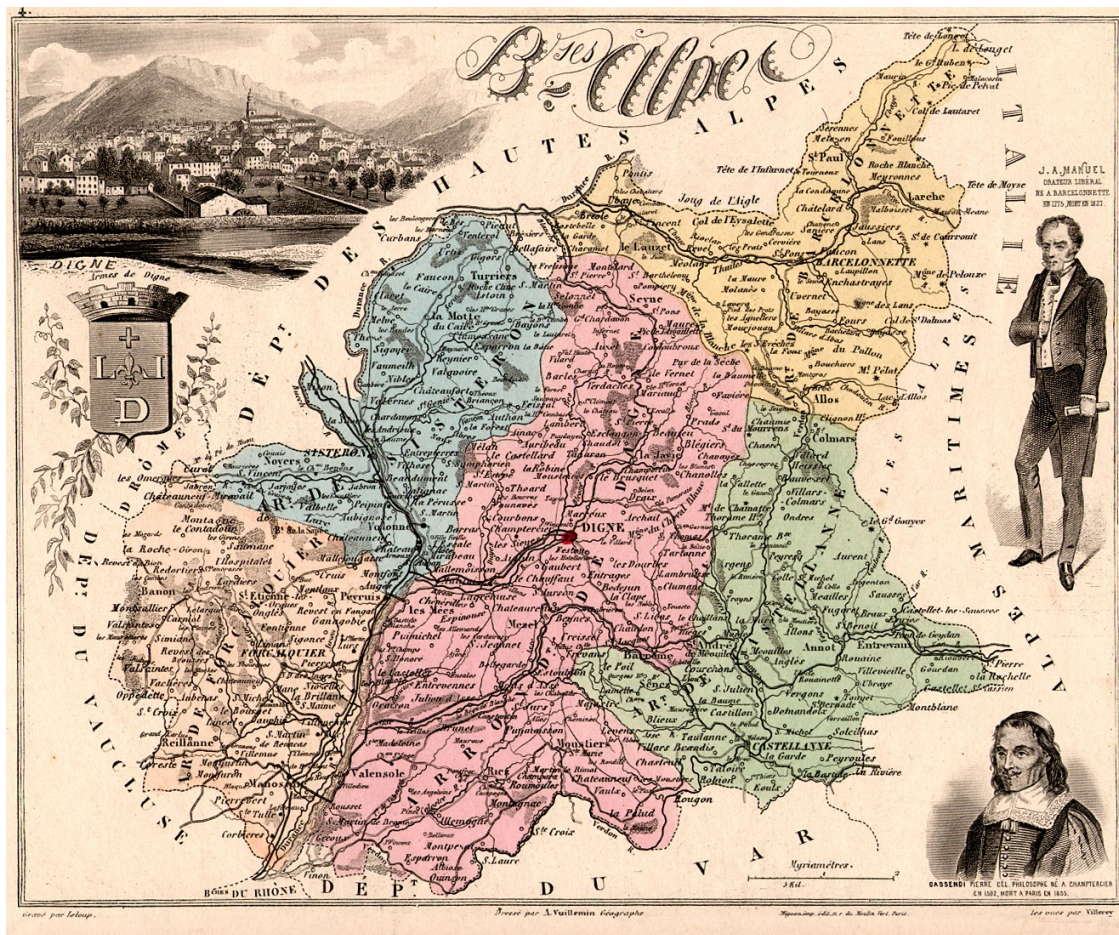
¹ GODECHOT (Jacques), *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, Paris, Puf, 1951, p. 412.

² AD AHP, 1 K 2, *Bulletin des lois de la République Française contenant les lois et arrêtés rendus depuis le mois de Nivôse jusqu'au dernier jour complémentaire an VIII*, 3^e série, tome premier, bulletin n° 17, p. 1-94.

³ Les arrêtés de nomination concernant les sous-préfets des Basses-Alpes sont conservés aux Archives nationales sous la cote AF/IV/10.

⁴ La loi du 28 pluviôse an VII crée dans chaque département un préfet, un conseil de préfecture et un conseil général. Le préfet représente le gouvernement (le secrétaire général est le responsable de l'administration préfectorale) ; les conseillers de préfecture jugent le contentieux administratif au sein du Conseil de préfecture ; les conseillers généraux s'occupent principalement de la répartition de l'impôt au sein du conseil général.

⁵ LAHARIE (Patrick), « Le personnel de l'administration préfectorale, chiffres et graphiques, 1800-1914 », *Histoire et Archives*, n° 5, janvier-juin 1999, Paris, Honoré Champion éditeur, 1999, p. 62. Les préfets en poste dix ans et plus entre 1800 et 1914 sont 139 sur un total de 4 212 et les secrétaires généraux 207 sur un total de 3 016.



1. Carte des Basses-Alpes avec la délimitation des arrondissements, 1836

(AD AHP, 101 Fi 17)

Les fonctions du sous-préfet

Les articles 8 et 9 de la loi du 28 pluviôse an VIII ne détaillent pas les compétences du sous-préfet. L'article 9 précise seulement qu'il « remplira les fonctions exercées maintenant par les administrations municipales et les commissaires de canton, à la réserve de celles qui sont attribuées ci-après au conseil d'arrondissement et aux municipalités ». Le *Dictionnaire de l'administration française*⁶ de Maurice Block permet de connaître les principales attributions du sous-préfet au XIX^e siècle.

Attributions politiques

Le sous-préfet est un agent de transmission, d'information, de surveillance et d'exécution. Il relève directement du préfet. Il instruit les dossiers dont la décision relève du préfet et fait appliquer les instructions relatives aux communes ainsi que toutes les mesures d'intérêt général prises soit par le Gouvernement soit par le préfet. Il est chargé de la sécurité publique, et en cas d'urgence il peut requérir la gendarmerie.

Attributions en matière militaire

Le sous-préfet arrête avec l'assistance des maires de chaque canton les tableaux de recensement qui servent au recrutement annuel de l'armée de terre et préside les opérations de tirage au sort. Il a voix consultative au conseil de révision de l'arrondissement. C'est lui qui proclame ensuite ceux qui feront partie de l'armée active ou de la réserve. Le décret du 13 avril 1861 lui permet de

⁶ AD AHP, 12 00 834, BLOCK (Maurice), *Dictionnaire de l'administration française*, quatrième édition, Nancy, Berger-Levrault et C^{ie}, 1898, p. 199-202.

légaliser les signatures données en cas de libération du service militaire et sur les pièces destinées à constater l'état de soutien de famille.

Attributions en matière financière

Le sous-préfet vise annuellement les états de répartition faits entre les communes de la contribution foncière (impôt sur les propriétés bâties et non bâties) due par l'arrondissement et transmet au préfet les éventuelles réclamations des contribuables. Il contrôle l'activité des receveurs et percepteurs. Pour les contributions indirectes, « le sous-préfet donne son avis sur toutes les contestations relatives au droit d'entrée sur les boissons »⁷. Il statue sur les contestations relatives au paiement de l'octroi de navigation. Enfin, depuis le décret du 13 avril 1861⁸, il autorise les débits temporaires de boissons et nomme les simples préposés d'octroi.

Attributions administratives

Le sous-préfet exerce une tutelle administrative sur les communes et les bureaux de bienfaisance de son arrondissement. « Maître d'apprentissage des municipalités »⁹, il a un rôle important auprès des communes pour qui il est un interlocuteur privilégié. Il autorise ou prescrit les convocations extraordinaires des conseils municipaux, surveille la gestion financière, prépare les dossiers communaux soumis à la décision du préfet ou des autorités de l'État et émet un avis motivé. Il se doit de visiter au minimum une fois par an les communes de son arrondissement¹⁰. Les frais inhérents à cette visite sont pris sur le fonds d'abonnement¹¹ et les sous-préfets possèdent aussi une carte de circulation sur les chemins de fer pour faciliter leurs déplacements au sein du département. En 1903, l'*Annuaire de l'administration préfectorale* mentionne qu'à l'échelle nationale il reste cinq chefs-lieux d'arrondissement qui n'ont pas de station de chemin de fer. Deux sont dans notre département : Barcelonnette et Castellane.

Le décret du 13 avril 1861¹² renforce les pouvoirs réglementaires du sous-préfet. Il se voit confier, en effet, des attributions qui, jusqu'alors, étaient du ressort du préfet. Il légalise désormais les signatures apposées pour les actes suivants :

- approbation des polices d'assurance contre l'incendie des édifices communaux ;
- homologation du tarif des concessions dans les cimetières, des droits de place, foires et marchés, des tarifs des droits de pesage, jaugeage et mesurage établis sur la base d'arrêtés préfectoraux ;
- autorisation des battues pour la destruction des animaux nuisibles dans les bois des communes et des établissements de bienfaisance ;
- approbation des travaux ordinaires et de simple entretien des bâtiments communaux dont la dépense n'excède pas 1000 francs et dans la limite des crédits ouverts au budget.

Le même décret confère au sous-préfet plus de pouvoir dans la gestion des bureaux de bienfaisance. Il vérifie leurs budgets et comptes, approuve leurs délibérations pour leurs baux à ferme lorsque leur durée n'excède pas 18 ans, vérifie les placements de fonds, les acquisitions,

⁷ BLOCK (Maurice), *op. cit.*, p. 201.

⁸ Décret impérial du 13 avril 1861 [...] sur la décentralisation administrative dans *Bulletin des lois*, n° 922, p. 477.

⁹ ALLORANT (Pierre), « Du bon usage du sous-préfet », *Histoire@politique, Politique, culture, société*, revue électronique du centre d'histoire de Sciences Po, n° 1, mai-juin 2007. Url : <http://www.histoire-politique.fr/>, lien valide le 17 octobre 2013.

¹⁰ Arrêté du 17 ventôse an VIII dans *Bulletin des lois*, n° 13. Cet arrêté prescrit une tournée annuelle pour le préfet mais n'évoque pas les sous-préfets.

¹¹ *Annuaire de l'administration préfectorale*, sixième édition, Paris-Nancy, Berger-Levrault et Compagnie, 1903, p. 664. Le fonds d'abonnement était une somme mise à disposition des préfets et sous-préfets par l'État pour payer leurs employés et subvenir aux dépenses courantes de leur administration (imprimés, papeterie, chauffage, éclairage etc...).

¹² Décret impérial du 13 avril 1861 [...] sur la décentralisation administrative dans *Bulletin des lois*, n° 922.

les ventes et les échanges d'objets mobiliers, le règlement du service intérieur de l'établissement et de l'acceptation des dons et legs faits à ces bureaux lorsqu'ils n'excèdent pas 3 000 francs.

En matière électorale, la loi du 13 ventôse an IX (4 mars 1801) *concernant la formation et le renouvellement des listes d'éligibilité prescrites par la Constitution* autorise le sous-préfet à participer à la formation des listes d'éligibilité

Dans le domaine sanitaire, il autorise l'établissement des manufactures et ateliers de 2^e et 3^e classe ¹³. D'après le décret du 15 octobre 1810, il appartient au sous-préfet de prendre un arrêté autorisant l'implantation des établissements de 2^e classe. Une enquête préalable est réalisée. L'arrêté est ensuite transmis au préfet qui accordera ou pas son autorisation. Pour les établissements de 3^e classe, le sous-préfet se prononce sur la convenance de l'emplacement du futur atelier ou de la manufacture, même si ces derniers peuvent théoriquement se situer à côté des habitations. Le sous-préfet prend auparavant avis auprès du maire et de la police locale.

En matière de police administrative, il est compétent pour les contraventions de grande voirie ¹⁴. Il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser les dommages affectant les routes départementales, nationales et les chemins de grande communication : alignement, dépôt de matériaux ou autres objets, détériorations commises sur ces routes, sur les arbres et les fossés qui les bordent, sur les ouvrages d'art. Il est en mesure aussi d'ordonner la démolition d'édifices menaçant ruine qui bordent la voie publique. Il surveille la conservation des travaux de dessèchement, des digues, des travaux exécutés sur les bords de lacs ou de la mer, l'exploitation des carrières à galeries souterraines ¹⁵. En matière de roulage, il transmet le procès-verbal soit au conseil de préfecture soit au procureur selon la nature du délit ¹⁶. Enfin, il assure l'exécution des mesures pour les marchandises saisies en contrebande.

Dans le cas du maintien de l'ordre public, l'autorité administrative a le pouvoir d'ordonner le placement des personnes aliénées mentales. Le sous-préfet transmet alors au préfet les pièces nécessaires à l'internement.

Là encore, le même décret du 13 avril 1861 ajoute d'autres attributions au sous-préfet :

- légalisation des actes de l'état civil chaque fois que la légalisation du sous-préfet est requise ;
- certificat d'indigence ;
- certificats de bonne vie et mœurs ;
- certificat de vie ;
- délivrance des passeports ;
- délivrance des permis de chasse ;
- autorisation de mise en circulation des voitures publiques ;
- autorisation des loteries de bienfaisance jusqu'à concurrence de deux mille francs ;
- autorisation de changement de résidence dans l'arrondissement des condamnés libérés.

¹³ Le décret du 15 octobre 1810 divise les établissements insalubres ou incommodes en trois classes : en 1^{ère} classe, ceux qui doivent être éloignés des habitations ; en 2^e classe, ceux dont l'éloignement n'est pas rigoureusement requis ; en 3^e classe, ceux qui peuvent être établis à côté des habitations mais néanmoins sous contrôle de la police.

¹⁴ Loi relative aux contraventions en matière de grande voirie du 29 floréal an X (19 mai 1802) dans *Bulletin des lois*, n° 192, an 10.

¹⁵ BLOCK (Maurice), *op. cit.*, p. 201.

¹⁶ Voir les attributions de l'autorité administrative en matière de voirie dans BLOCK (Maurice), *op. cit.*, p. 2279-2314.

Le sous-préfet dans les Basses-Alpes entre 1800 et 1940

Sous l'Empire, le préfet et son subordonné le sous-préfet sont essentiellement jugés, par le ministère de l'Intérieur, sur leur aptitude à réussir deux missions fondamentales : la conscription et le contrôle des deniers publics. Durant l'Empire, la France n'a de cesse de légitimer son hégémonie européenne au moyen d'interventions militaires. « À partir de la loi du 8 fructidor an XIII (26 août 1805), les préfets et les sous-préfets ont la haute main sur la répartition du contingent ¹⁷ ». Ce dernier est fixé par le préfet pour chaque arrondissement et réparti par les sous-préfets entre les divers cantons. Le sous-préfet est responsable de la formation des listes de conscrits et de leur exactitude. L'effort de guerre s'intensifiant à partir de 1808, les sous-préfets doivent lutter contre la désertion et veiller à ce que tous les nouveaux nés soient bien inscrits à l'état civil. Mais déjà durant la Révolution, à cause de la guerre, des jeunes gens essayaient de se soustraire aux levées. Dans les Basses-Alpes, le phénomène de la désertion est bien décrit par Christian Cauvin dans un article paru en 1915 dans les *Annales des Basses-Alpes* ¹⁸. Les « montagnes pastorales, les forêts, servent d'asile à de nombreux déserteurs qui ne tardent pas à former de véritables bandes » ¹⁹. À partir de 1800, préfets et sous-préfets du département n'ont de cesse de combattre ce phénomène, mais avouent leur impuissance car municipalités et populations sont parfois complices.

La deuxième mission essentielle est la gestion administrative de l'arrondissement et des communes. Les premiers rapports adressés par les préfets au Premier Consul évoquent l'inertie municipale et le manque de compétence des maires. Les sous-préfets sont chargés de contrôler les budgets communaux mais aussi ceux des bureaux de bienfaisance. La fréquence des circulaires dites « itératives » (surtout sous le ministère de Montalivet, ministre de l'Intérieur de 1809 à 1814), prouve combien le volume de travail était important. Corollaire du renforcement du contrôle de l'État sur les territoires, la collecte des données statistiques est une obsession de l'Empire ²⁰. Ce dernier entend aussi fonder sa politique sur des informations statistiques fiables. L'information doit « remonter » de la plus petite commune au ministère de l'Intérieur. Courroies de transmission, les sous-préfets ont des difficultés à réunir en temps et en heure l'information demandée. Cependant, forte de son efficacité et de son maillage territorial, l'administration préfectorale et sa structure hiérarchique résisteront à la chute de l'Empire.

« Si l'institution préfectorale est demeurée ainsi presque immuable à travers les tempêtes politiques, c'est bien parce qu'elle incarne le pouvoir d'État dans sa continuité, par-delà les régimes et les hommes qui ont assuré sa fonction. Mais à son tour cette explication renvoie à une raison plus profonde ; l'attachement des Français à un État-puissance publique, garant de l'ordre et de la tranquillité de la vie sociale et de l'équanimité administrative face aux crises nationales » ²¹.

L'épisode chaotique des Cent-Jours (20 mars-22 juin 1815) prend une couleur particulière pour les Basses-Alpes. L'histoire locale croise fugacement l'histoire de France durant ces trois jours du mois de mars 1815 : Napoléon traverse le département du 3 au 5. Après avoir débarqué le 1^{er} mars à Golfe-Juan, son intention était de remonter vers Grenoble à travers les Alpes en évitant la

¹⁷ PIGEARD (Alain), « La conscription sous le premier empire », *Revue du Souvenir Napoléonien*, n° 420, octobre-novembre 1998. Consulté sur le site internet : www.napoléon.org. (lien valide le 5 novembre 2013).

¹⁸ CAUVIN (Christian), « Les Basses-Alpes avant le retour de l'île d'Elbe », *Annales des Basses-Alpes, Bulletin trimestriel de la société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, janvier-juin 1915, numéro 136, tome XVII, n° 1, p. 8-23. Consulté sur Gallica URL : <http://gallica.bnf.fr>. (lien valide le 28 novembre 2013). L'exemplaire est en lacune aux Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence.

¹⁹ CAUVIN (Christian), *op. cit.*, p. 11.

²⁰ BIARD (Michel), BOURDIN (Philippe), MARZAGALLI (Silvia), « 1789-1815, Révolution, Consulat, Empire », dans CORNETTE (Joël), dir., *Histoire de France*, Paris, Belin, 2009, p. 238.

²¹ Borella (François), dir., *Le préfet, 1800-2000. Gouverneur, administrateur, animateur*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, [2000], p. 18.

basse Provence et la vallée du Rhône qui s'étaient montrées hostiles au régime un an auparavant. « L'itinéraire choisi, était alors une suite de chemins difficiles, parfois escarpés »²². L'empereur souhaite avancer rapidement afin que Louis XVIII n'ait pas le temps de réagir. Le 2 mars Napoléon passe la nuit à Séranon dans les actuelles Alpes-Maritimes. Il déjeune le 3 à Castellane puis continue vers Barrême où il fait étape pour la nuit. Le 4 mars, après une halte à Digne en milieu de journée, il repart vers Malijai où il est logé pour la nuit au château. Enfin, il arrive le 5 au matin à Sisteron pour repartir en début d'après-midi en direction de Gap.

La construction du récit de l'épopée napoléonienne dans les Basses-Alpes

Dans un article paru en 2007 dans la revue *Recherches régionales*²³, Régis Bertrand décrit les grandes étapes de la constitution de cette page d'histoire locale. Dès 1816, le récit de Fabry²⁴ « fixe presque d'emblée les principaux traits du récit du retour de l'île d'Elbe »²⁵. Puis, entre 1840 et 1843, plusieurs articles édités dans la revue des *Annales des Basses-Alpes* relatent des témoignages de contemporains de l'épopée. Régis Bertrand cite la relation de l'abbé Laurent (économe du grand séminaire de Digne) avec l'Empereur ou encore le récit de Jean Joseph Laurent de Gombert, maire de Sisteron. En 1861, c'est l'abbé Féraud qui consacre quelques pages au passage de Napoléon dans les Basses-Alpes²⁶. Le thème même du Premier Empire retenu par les *Annales des Basses-Alpes* dans les années 1840-1843 est intéressant car selon Éric Fabre, pour la période 1838-1879, 49 % des articles sont dédiés à l'Antiquité contre 12 % seulement à la Révolution et l'Empire²⁷. Les érudits locaux ne s'intéressent donc pas au Premier Empire. Est-ce le retour des cendres de Napoléon en 1840 et son inhumation aux Invalides qui a incité les contributeurs de la revue à se pencher sur cet épisode ? Enfin, l'on doit à Christian Cauvin la description la plus complète de l'événement. Il lui consacre plusieurs articles publiés par les *Annales des Basses-Alpes* entre 1916 et 1931. Cette publication semble participer à la construction « scientifique » du récit²⁸.

Les haltes de Napoléon à Castellane et Sisteron : arrêt sur image

L'histoire nationale²⁹ évoque rapidement le périple napoléonien à travers le département et pour aborder cet événement sous l'angle des deux sous-préfectures de Castellane et Sisteron, il est nécessaire de se référer aux productions de l'histoire locale³⁰ et à « l'enquête » menée par Fabry³¹. Napoléon et sa troupe ne font que de simples haltes méridiennes dans les deux sous-préfectures de Castellane et Sisteron³² mais elles font cependant l'objet d'un éclairage historique

²² LENTZ (Thierry), *Nouvelle histoire du Premier Empire. 4. Les Cent-Jours*, Paris, Fayard, 2010, p. 291.

²³ BERTRAND (Régis), « De l'itinéraire de Buonaparte à la route Napoléon : mémoire écrite et monuments commémoratifs », *Recherches régionales*, n° 185, Nice, édition des Archives départementales des Alpes-Maritimes, 2007, p. 83-90.

²⁴ [FABRY J.-B.-G.], *Itinéraire de Buonaparte de l'île d'Elbe à l'île Sainte-Hélène ou mémoires pour servir à l'histoire des évènements de 1815, avec le recueil des principales pièces officielles de cette époque*, Paris, Le Normant, Rey et Gravier, 1816.

²⁵ BERTRAND (Régis), « De l'itinéraire de Buonaparte à la route Napoléon : mémoire écrite et monuments commémoratifs », *op. cit.*, p. 84.

²⁶ FERAUD (abbé J.-J.-M.), *Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes*, Digne, Vial, 1861, p. 93-116.

²⁷ FABRE (Éric) « Les travaux sur la haute Provence vus au filtre des Annales de Haute-Provence », dans *Actes de la première journée d'études d'histoire de la haute Provence, la matière et le bâti en haute Provence*, Digne, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 2013, p. 58-64.

²⁸ BERTRAND (Régis), « Érudits et historiens de Haute-Provence depuis le XVII^e siècle », *Provence historique*, n° 153, 1988, p. 314.

²⁹ LENTZ (Thierry), *Nouvelle histoire du Premier Empire. 4. Les Cent-Jours*, Paris, Fayard, 2010.

³⁰ Les sources bibliographiques utilisées pour rédiger ce paragraphe sur le passage de Napoléon dans les deux sous-préfectures sont les suivantes : FERAUD (abbé J.-J.-M.), *Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes*, Digne, Vial, 1861 ; CAUVIN (Christian), *Le retour de l'île d'Elbe et les cent jours dans les Basses-Alpes*, Digne, Chaspoul, 1916 ; GOMBERT (Pierre de), *Napoléon de l'île d'Elbe à la citadelle de Sisteron*, Aix-en-Provence, le S.O.C.L.E, 1968.

³¹ [Fabry J.-B.-G.], *op. cit.*

³² Entre 12 heures et 15 heures le 3 mars 1815 à Castellane et de 10 heures à 13 heures à Sisteron le 5 mars soit en tout six heures de halte. Christian Cauvin et Fabry évoquent une halte de trois heures à Castellane (CAUVIN (C.), *op. cit.*, p. 62-64, p. 70) ; [FABRY J.-B.-G.], *op. cit.*, p. 23-24). Christian Cauvin indique que Bonaparte arrive à Sisteron vers midi et en repart vers 13h (CAUVIN (C.), *op. cit.*, p. 144, 152). Fabry ne donne pas plus de précisions sur la durée de la halte de Sisteron ([FABRY J.-B.-G.], *op. cit.*, p.

intense. En effet, les différents auteurs locaux de cette histoire bas-alpine des Cent-Jours³³ décrivent minutieusement le moment où Napoléon est physiquement présent dans les deux chefs-lieux de sous-préfecture mais restent muets (Fabry) ou plus circonspects sur les autres étapes de passage de la troupe (avant-garde et arrière-garde). Ce temps est en quelque sorte décrit comme une « apogée » à laquelle précède et succède d'autres événements. Avant ce temps singulier, c'est souvent Cambronne³⁴ qui arrive le premier sur les lieux pour organiser au mieux la halte « impériale » ; après ce sont l'arrière-garde et les équipements qui passent par ces deux sous-préfectures. On doit à Christian Cauvin la description la plus complète de ce temps qui précède et qui suit l'arrivée de Napoléon dans les deux chefs-lieux d'arrondissement.

D'après Cauvin, l'avant-garde entre le 3 mars à dix heures dans la ville de Castellane. Les officiers surveillent les issues de la ville et rassemblent mulets et rations demandées. Puis un nouveau détachement de 200 hommes pénètrent dans la cité³⁵. Le soir du 3 mars, « Castellane reste encore occupée par près de 400 hommes »³⁶. À Sisteron, l'arrivée de l'avant-garde est davantage décrite par les auteurs³⁷ car ils s'appuient alors du témoignage de J.J.L de Gombert, maire de Sisteron³⁸, présent lors du passage de Napoléon. Il raconte l'arrivée de Cambronne et de l'avant-garde à son domicile dans la nuit du 4 au 5 mars 1815 et l'entretien qu'ils ont ensemble. Le récit du maire de Sisteron est l'unique référence citée par Féraud, Cauvin et Gombert, la confrontation des sources est impossible. Quant au passage de l'arrière-garde, il est mentionné uniquement par Cauvin et de façon laconique : « Le 6 mars, Sisteron avait vu défilé l'arrière-garde de la troupe de l'île d'Elbe »³⁹.

Ce « traitement historique » des deux haltes napoléoniennes à Castellane et à Sisteron n'est-il pas une contribution à la « geste » que, d'après Régis Bertrand, Napoléon aurait lui-même intentionnellement voulu créer à partir du succès de son périple⁴⁰ ? Ou faut-il lire cette histoire locale à travers le contexte historiographique du début du XX^e siècle ? Quel est l'état des sources sur ce sujet ? Ces questions restent posées et il ne nous appartient pas d'y apporter des réponses.

Thierry Lentz, dans son ouvrage sur les Cent-Jours, indique que « jusqu'au défilé de Laffrey, dernière étape avant Grenoble, Napoléon ne rencontra aucune difficulté sérieuse. Chaque maire des communes traversées, chaque sous-préfet de chef-lieu d'arrondissement recevaient une lettre officielle de Cambronne qui annonçait l'arrivée de l'empereur. Aucun ne tenta de résister »⁴¹.

Castellane le 3 mars 1815

Napoléon déjeune à l'hôtel de la sous-préfecture. Première sous-préfecture dans laquelle il rentre depuis son débarquement à Golfe-Juan, incarnation de l'État dans l'arrondissement, est-ce un symbole fort ou un timide prélude à la restauration de l'Empire ? Légende ou fait historique avéré ? Fabry précise simplement que Napoléon « logea dans la même maison que ce

40-43). Cependant la description minutieuse du déroulement de l'événement laisse entrevoir sa temporalité, globalement quelques heures en milieu de journée.

³³ [Fabry J.-B.-G.], Féraud, Cauvin, Gombert, *op.cit.*

³⁴ Pierre Jacques Étienne Cambronne (1770-1842) est un général d'Empire. Il accompagne Napoléon pendant les Cent-Jours et commande l'avant-garde de son armée. C'est un fidèle parmi les fidèles. Voir aussi l'amusant *Éloge de Cambronne* écrit par Marcel Provence en 1934 (Éditions du Feu, Aix-en-Provence).

³⁵ CAUVIN (C.), *op. cit.*, p. 62.

³⁶ Mentionné par CAUVIN (C.), *op. cit.*, p. 71 et l'abbé FÉRAUD *op. cit.*, p. 97.

³⁷ FABRY est très laconique sur ce sujet et sa version diffère (voir FABRY, *op. cit.*, p. 39).

³⁸ Voir le paragraphe que lui consacre un de ses descendants, Pierre de Gombert, aux pages 128 à 132 de son ouvrage *Napoléon de l'île d'Elbe à la citadelle de Sisteron*, Aix-en-Provence, le S.O.C.L.E., 1968.

³⁹ CAUVIN (C.), *op. cit.*, p. 155.

⁴⁰ BERTRAND (Régis), « De l'itinéraire de Buonaparte à la route Napoléon : mémoire écrite et monuments commémoratifs », *op. cit.*, p. 84.

⁴¹ LENTZ (Thierry), *op. cit.*, p. 292.

magistrat »⁴², sans donner plus de précision. Cependant la force du symbole est fortement atténuée par la rencontre de Napoléon avec le sous-préfet de Castellane. Il s'agit de Jean Francoul, qui avait été destitué le 27 janvier 1815 mais qui était encore en poste en mars⁴³. Premier sous-préfet de Castellane, nommé en 1800, c'est un homme acquis à l'Empire. Jean Francoul et Saint-Martin, maire de la commune, ont un entretien avec l'Empereur. Christian Cauvin ne dit rien du contenu sauf la promesse faite à Francoul de lui « re-donner » une sous-préfecture.



2. Castellane, vue générale, vers 1889

(AD AHP, 31 Fi 0710, fonds Saint-Marcel Eysseric)

Sisteron le 5 mars 1815

Napoléon lui-même craignait le passage de Sisteron⁴⁴ d'après le maire de cette localité. Ville de garnison, la troupe impériale devait emprunter un unique pont⁴⁵ pour traverser la Durance. Le détruire aurait permis d'arrêter sa progression, or il n'en fut rien. Le pont de Sisteron n'est pas l'unique ouvrage d'art dans le département dont la destruction aurait sérieusement ralenti ou stoppé la marche impériale. Celui de Castellane sur le Verdon, le « Grand Pont » de Digne sur la Bléone auraient-ils pu aussi jouer ce rôle ? Le passage d'un pont n'est-il pas un enjeu stratégique militaire ? L'histoire locale a ici retenu le « rôle décisif » du pont de la Baume à Sisteron, mais on peut aussi s'interroger sur les possibilités d'action de la garnison de la citadelle. Elle aurait pu empêcher ou ralentir la progression impériale. Il n'en fût rien.

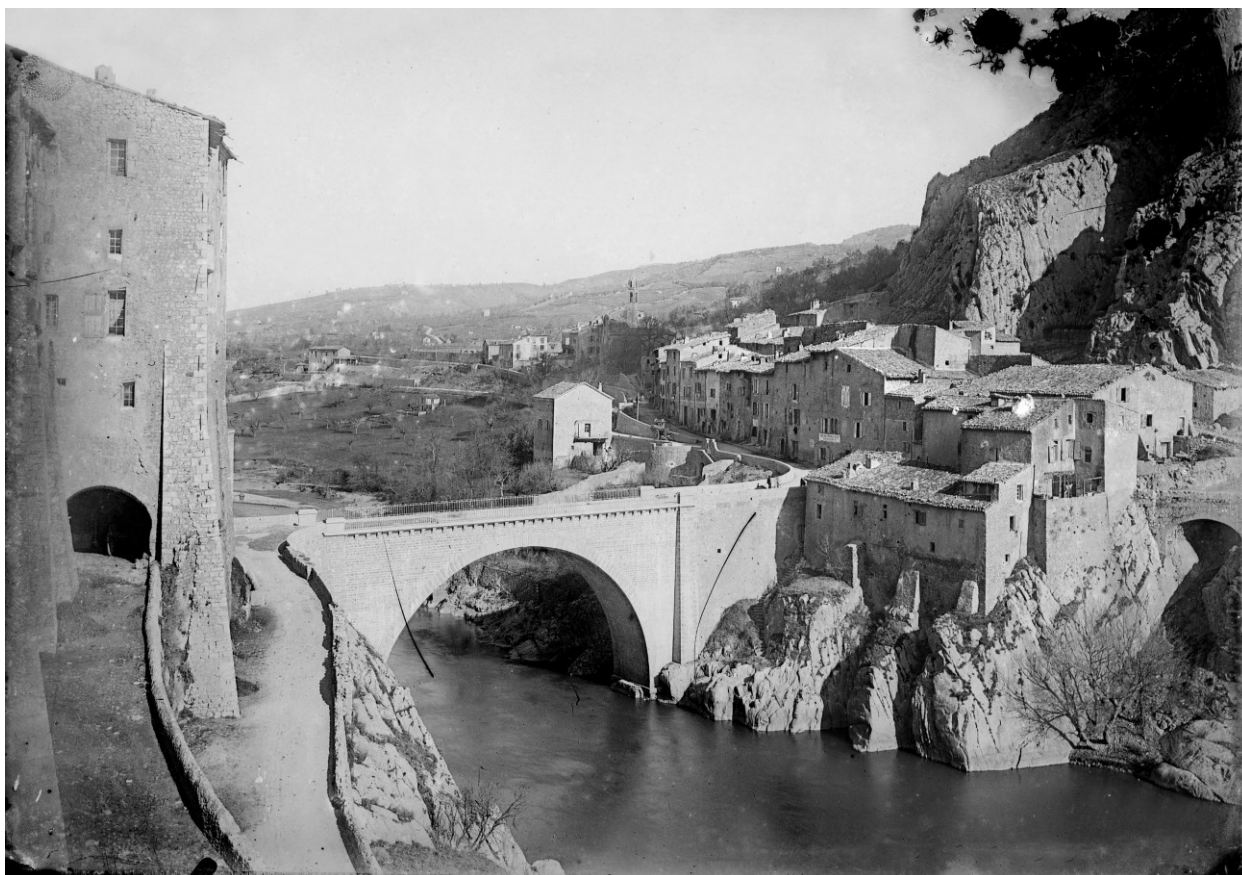
⁴² [FABRY J.-B.-G.], *op. cit.*, p. 23.

⁴³ Son successeur, Emmanuel de Villeneuve-Bargemon, n'a pas rejoint sa localité. Voir l'encadré qui lui est consacré.

⁴⁴ CAUVIN (C.), *op. cit.*, p. 127 ; FERAUD, *op. cit.*, p. 113 ; Fabry n'en dit mot.

⁴⁵ Même si le XIX^e siècle est le grand siècle de la construction des ponts sur la Durance, en 1815, le pont de la Baume à Sisteron était l'unique moyen permanent de passer la rivière. AURAN (Philippe), « Le réseau routier aux XIX^e et XX^e siècles : de la Révolution à la mécanisation » dans *D'une rive à l'autre, les ponts de Haute-Provence de l'Antiquité à nos jours*, Les Alpes de Lumières, n° 153, 2006, p. 32.

Le maire de Sisteron raconte le passage de Napoléon dans sa ville ⁴⁶. Il aurait tenté, en vain, de rallier à lui les autorités militaires et civiles afin de préparer la résistance. ⁴⁷ Lorsque l'empereur arrive aux abords de la ville, le maire et le sous-préfet Louis Bignon se portent à son devant. Napoléon serait entré dans la ville en conversant avec les deux fonctionnaires ⁴⁸. Il aurait alors demandé au maire d'enlever la décoration du Lys qu'il portait afin de lui éviter les insultes de ses hommes. Napoléon s'installe à l'hôtel du Bras-d'Or au centre de la ville où il s'entretient avec le sous-préfet et le maire. Il aurait alors interrogé Bignon afin de savoir ce qu'il pensait de sa rentrée en France. Le sous-préfet lui répond qu'il craint le « retour de la conscription et de tous les fléaux ». En fonction depuis le 1^{er} juin 1800, Bignon conserve évidemment son poste pendant les Cent-Jours mais est destitué le 31 janvier 1816 par le nouveau régime.



3. Sisteron, le pont de la Baume vers 1890

(AD AHP, 31 Fi 243, fonds Saint-Marcel Eysseric)

⁴⁶ Son récit est publié une première fois en 1843 dans les *Annales des Basses-Alpes*, puis en 1848 et 1898. Les Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence conservent ce dernier récit. GOMBERT, M. de (maire de Sisteron), *Un épisode du retour de l'île d'Elbe, Napoléon à Sisteron, 5 mars 1815*, Paris, Edmond Dubois, 1898.

⁴⁷ Christian Cauvin, dans les années 1920, fait une critique intéressante de ce récit en déplorant l'absence de commentaires sur les diverses versions historiques. Déjà en 1843, l'éditeur des *Annales* avait demandé au maire de mettre en perspective son récit. Cauvin précise même en note que « l'attitude du maire ne fut connue que vaguement par le préfet, Villeneuve » (CAUVIN (C.), *op. cit.*, p. 139).

⁴⁸ [FABRY J.-B.-G.], *op. cit.*, p. 41.

Les Cent-Jours d'Emmanuel-Ferdinand de Villeneuve Bargemon : de la sous-préfecture de Castellane à la préfecture du département ⁴⁹.

Nommé sous-préfet de Castellane le 27 janvier 1815 à la suite de Jean Francoul, il ne se rend pas immédiatement à son poste. Il apprend en effet la nouvelle du débarquement de Napoléon à Bargemon, dans le Var. Il aurait ensuite rejoint un groupe de nobles, partisans de la royauté, à Draguignan. Puis il quitte l'armée et est effectivement installé dans ses fonctions de sous-préfet le 14 mars 1815. Le 17 mars 1815, il est nommé préfet par intérim des Basses-Alpes par le duc d'Angoulême ⁵⁰ en remplacement de Jean Duval, préfet, suspendu provisoirement. Il se fait reconnaître à Digne le 25 mars 1815 où il reste jusqu'au 13 avril puis il résigne ses fonctions le 14 avril ⁵¹ et se retire à Castellane comme sous-préfet. Villeneuve est remplacé le 19 avril par Jean-Baptiste Paul Itard ⁵², sous-préfet provisoire. Le 22 juin 1815, Napoléon abdique une seconde fois. Villeneuve revient à Digne le 2 juillet où il est réinstallé le 4 juillet. Le 8 juillet la seconde Restauration est instaurée et Louis XVIII rentre à Paris. Villeneuve devient définitivement préfet le 14 juillet 1815. Le lendemain Napoléon est exilé à Sainte-Hélène.

Les années 1815-1848 sont une période de paix et de changements économiques caractérisée notamment par des améliorations dans les domaines industriels, agricoles et par le développement des voies de communication. Préfets et sous-préfets se doivent de susciter le progrès et l'enrichissement de la France dans leurs départements respectifs. Mais les Basses-Alpes ne s'inscrivent pas dans ces mutations même si les autorités de l'État paraissent s'en préoccuper. Puis, dans les années 1830, le périmètre d'intervention de l'État s'élargit, ce qui semble se traduire par un surcroît de travail des sous-préfets mais sans renforcement de leur pouvoir. Enfin l'insurrection bas-alpine au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851 est évoquée à travers le portrait de quatre sous-préfets impliqués de gré ou de force dans les événements.

La pauvreté du département ?

La France des années 1815-1848 est celle du progrès agricole avec l'augmentation des terres cultivées, l'intensification des méthodes culturales et le développement de l'élevage. Les Basses-Alpes sont à l'écart du développement économique du royaume. Il existe, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, quelques petites industries de faïencerie, tuileries, verrerie, papeterie, filatures de soie et draperie, industrie du cuir, mais leurs activités économiques demeurent réduites ⁵³. Philippe Vigier cite le chiffre de 9,6 % de la population totale active bas-alpine qui a une activité industrielle ou commerciale ⁵⁴. L'agriculture d'autosubsistance reste la principale ressource des habitants. Dans une publication locale parue en 1823, Zéphérin Jouyne décrit en

⁴⁹ CAUVIN (C.), *Le retour de l'île d'Elbe et les Cent Jours dans les Basses-Alpes*, deuxième volume, Les Cent Jours, Digne, Imprimerie Chaspoul, 1922, p. 60. CAUVIN (C.), *Annales des Basses-Alpes*, t. XIX, n° 141, 1919-1920, p. 58.

⁵⁰ Rentré en France lors de la restauration, le duc d'Angoulême était à Bordeaux en mars 1815 pour commémorer le premier anniversaire du ralliement de la ville aux Bourbons. Il aurait été alors chargé par Louis XVIII de lever une armée de volontaires dans le Midi à partir de Nîmes. LENTZ (Thierry), *Nouvelle histoire du Premier Empire*, 4. *Les Cents-Jours, 1815*, Paris, Fayard, 2010, p. 300 ; CAUVIN (Christian), *Annales des Basses-Alpes*, t. XIX, n° 141, 1919-1920, p. 30.

⁵¹ Dumolard (Joseph, Vincent) est nommé préfet le 6 avril 1815, puis remplacé par Estornel (Charles, François, Augustin) nommé préfet par intérim le 19 avril. Estornel était le sous-préfet de Digne. Il est remplacé par Didier (Louis, Paul, Antoine) le 19 mai 1815 qui reste en poste jusqu'à la seconde Restauration (ARCHIVES NATIONALES, *Le personnel de l'administration préfectorale, 1800-1880*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998, p. 737). Mis à part deux arrêtés de nomination, la consultation du dossier d'Emmanuel-Ferdinand de Villeneuve Bargemon (2 M 9 et 2 M 15) n'apporte rien de plus. L'année 1815 du *Recueil des actes administratifs de la préfecture* n'existe pas. La collection débute en 1817 aux Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence (cotée Per 062)

⁵² Aucun dossier n'est conservé sur ce sous-préfet dans la série M des Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence. Il n'est pas non plus mentionné dans le répertoire nominatif des Archives nationales (ARCHIVES NATIONALES, *Le personnel de l'administration préfectorale, 1800-1880, op. cit.*). Jean-Baptiste Paul Itard est cité par Christian CAUVIN, *op. cit.*, p. 60.

⁵³ VIDALENC (J.), *La situation économique et sociale des Basses-Alpes en 1848*, s.l., [1954], p. 7.

⁵⁴ VIGIER (Philippe), *La Seconde République dans la région alpine étude politique et sociale*, t. I : Les notables (vers 1845-fin 1848), Paris, PUF, 1963, p. 104.

filigrane les efforts de quelques agriculteurs du département et leur influence locale pour développer l'agriculture⁵⁵. Mais ce ne sont que des initiatives isolées. Ce même auteur n'hésite pas à écrire que l'agriculture est « négligée par ceux-là mêmes qui en ont le plus besoin et auxquels il importe le plus d'en connaître les principes et les moyens »⁵⁶! Le département est essentiellement découpé en de petites et moyennes propriétés où le faire-valoir direct est quasi exclusif⁵⁷ et celles-ci ne participent guère à cet effort de modernisation. Il serait pertinent d'étudier de plus près le fonctionnement de ces petites structures agraires car, en effet, les récentes études historiques montrent que le morcellement n'est pas forcément signe d'archaïsme⁵⁸. Effectivement, l'essor de la petite propriété dans le canton de Valensole à la fin des années 1840 a permis d'accroître les surfaces ou de mieux cultiver les terres⁵⁹. Le « retard » bas-alpin est aussi imputable à l'état déplorable des routes et chemins qui empêche le développement des échanges et donc du commerce⁶⁰. Les voies de circulation n'étaient qu'« ébauchées » en 1792⁶¹ et il faut attendre le second Empire pour qu'enfin le département bénéficie d'un réseau de voirie réellement praticable au roulage.

Par ailleurs, toujours dans un souci de promotion des techniques agricoles, des comices⁶² sont organisés à partir des années 1830⁶³. Les sous-préfets en prennent la présidence. Ils dirigent les réunions de ces organisations, veillent à leur bon fonctionnement, attribuent les primes aux agriculteurs les plus méritants, justifient et sollicitent les subventions ministérielles. Dans les Basses-Alpes, le *Bulletin de la société centrale d'agriculture du département des Basses-Alpes*⁶⁴, indique en 1838 que les progrès doivent être réalisés pour en hâter la création. Celui de Barcelonnette est fondé en 1839⁶⁵ et Sisteron peu de temps après⁶⁶. En 1840, les sous-préfets nomment dans chaque arrondissement une commission de cinq membres chargée d'organiser les comices mais le « zèle n'a pas été partout le même »⁶⁷. Le comice de Forcalquier a nommé tous ses membres titulaires et correspondants, « mais il ne s'est pas définitivement installé [...] et rien n'a encore été fait à Castellane, et celui de Digne n'est point définitivement organisé »⁶⁸. À

⁵⁵ JOUYNE (Zéphérin), *Vues sur l'agriculture du département des Basses-Alpes ; moyens propres à l'améliorer, applicables aux départemens méridionaux de la France*, Marseille, Imp. Antoine Ricard, 1823, p. VII, 84. L'auteur est avoué à la Cour royale d'Aix et membre de la société d'agriculture de Digne. Il possède une ferme aux alentours de Digne qu'il a mise en fermage et pour laquelle il a établi un règlement des travaux annuels (publié à la fin de son ouvrage, p. 97). Il y met en œuvre les techniques agricoles qu'il développe en amont.

⁵⁶ JOUYNE (Zéphérin), *op. cit.*, p. IV.

⁵⁷ Je remercie Éric Fabre, habilité à diriger des recherches en histoire moderne et contemporaine, de cette précision lors de notre entretien du 11 février 2015. Voir aussi le chapitre VI dans Fabre (Éric), *La vie rurale en haute Provence de la fin du XVII^e au milieu du XX^e siècle*, Digne, Archives départementales, 2016.

⁵⁸ APRILE (Sylvie), *La révolution inachevée : 1815-1870*, [Paris], Belin, 2010, p. 136, Collection Histoire de France, sous la direction de Joël Cornette.

⁵⁹ ROBERT (J. B.), *Statistique agricole de Valensole (Basses-Alpes)*, Marseille, typographie Barlatier-Feissat et Demonchy, 1848.

⁶⁰ VIGIER (Philippe), *La Seconde République dans la région alpine étude politique et sociale*, *op. cit.*, p. 44-45. AD AHP, L 225, tableau général du département des Basses-Alpes en 1792, dressé par Martin, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Voir aussi FABRE (Éric), *La vie rurale en haute Provence de la fin du XVII^e au milieu du XX^e siècle*, Digne, Archives départementales, 2016, p. 58-62.

⁶¹ AD AHP, L 225, tableau général du département des Basses-Alpes en 1792, dressé par Martin, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, p. 49.

⁶² « Comice agricole : société libre formée par des cultivateurs, des éleveurs, etc, à l'effet de discuter en commun les meilleurs procédés en agriculture, et de perfectionner la culture des terres et l'élevage des bestiaux par des perfectionnements divers. Ce nom a été donné à des réunions en 1788 » selon la définition de LACHIVER (Marcel), *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*, Paris, Fayard, 1997, p. 491.

⁶³ APRILE (Sylvie), *La révolution inachevée : 1815-1870*, *op. cit.*, p. 136.

⁶⁴ Société créée en 1838.

⁶⁵ Procès-verbal de la séance du 12 septembre 1839 publié dans le *Journal de la société d'agriculture des Basses-Alpes*, Digne, Repos, 2^e semestre 1839. AD AHP, Per 023.

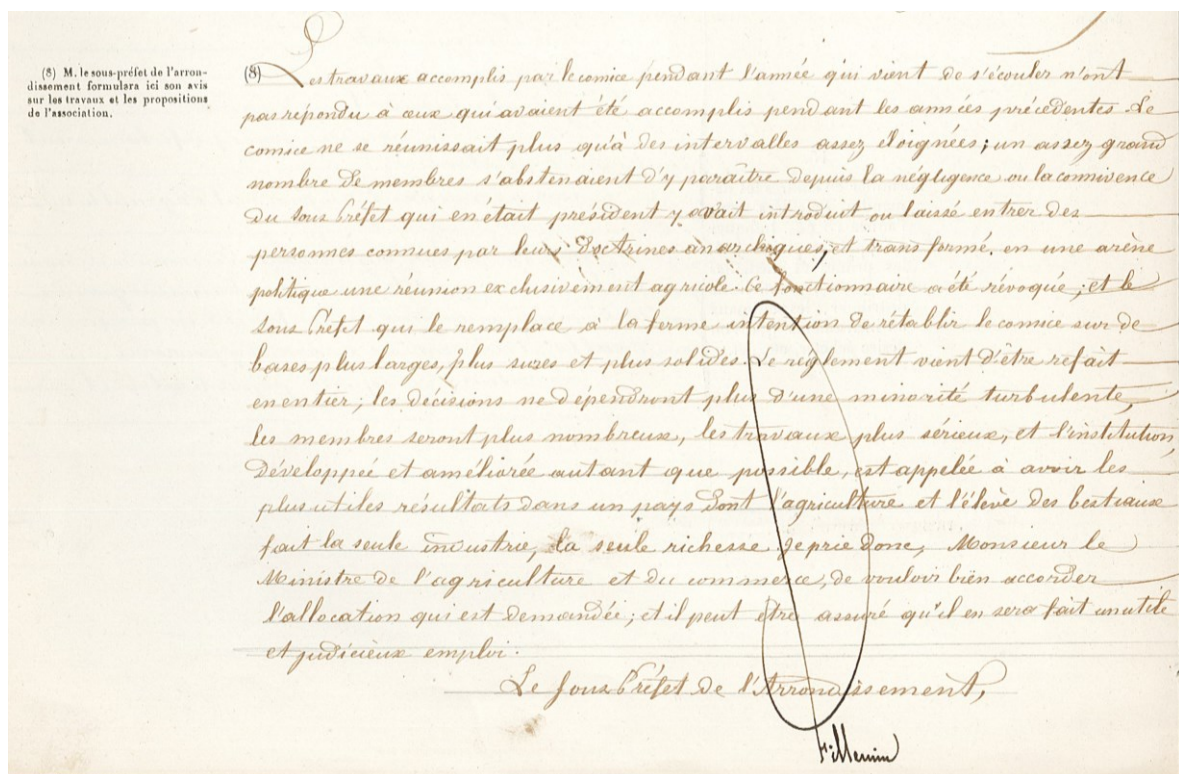
⁶⁶ AD AHP, Per 023, *Journal de la société d'agriculture des Basses-Alpes*, Digne, Repos, 1^{er} trimestre 1841, p. 371.

⁶⁷ AD AHP, Per 052, *Annuaire du département des Basses-Alpes*, Imprimerie Guichard, 1840, p. 161.

⁶⁸ *Ibid.*

Castellane, le comice est créé en 1841⁶⁹. Quant à ceux de Digne et de Forcalquier, ils ont vraisemblablement été constitués entre 1840 et 1846⁷⁰. On l'aura compris, le but est essentiellement agricole, mais dans le cas de l'arrondissement de Barcelonnette, le comice prend une couleur politique durant l'année 1850. Le sous-préfet Dutrou Bornier est accusé d'avoir laissé entrer des personnes « connues pour leurs doctrines anarchiques qui ont transformé en arène politique une réunion exclusivement agricole »⁷¹. Dutrou révoqué, son remplaçant Fillemin réorganise le comice au moyen d'un nouveau règlement qui encadre plus strictement les modalités d'admission et les thèmes de discussion des réunions. L'article 4 stipule que les admissions se feront sur proposition de deux membres du comice, par écrit, et que ce dernier statue à bulletin secret sur l'admission de la personne⁷² ! Quant à l'article 9 il interdit toutes « discussions et motions politiques » lors des sessions du comice. Pourtant, malgré le dynamisme de Fillemin, les progrès en matière agricole sont lents et difficiles. Dès avril 1852, son président déplore l'ingratitude des sols, l'âpreté du climat et l'intensité du froid⁷³.

Dans quelles mesures l'action de ces comices se répercute-elle dans les pratiques culturelles ? Favorise-t-elle vraiment les innovations agricoles ? Il serait utile de comparer intentions et discours avec les pratiques telles que les livrent les archives.



4. Enseignements sur la situation du comice agricole de Barcelonnette

20 mai 1851

(AD AHP, 7 M 9, administration générale du département, agriculture eaux et forêts, extrait)

⁶⁹ AD AHP, Per 052, *Annuaire du département des Basses-Alpes*, Imprimerie Guichard, 1848, p. 186.

⁷⁰ Dans le *Journal de la société d'agriculture des Basses-Alpes* de 1846, les comices de Forcalquier et Digne sont cités (AD AHP, Per 023).

⁷¹ AD AHP, 7 M 9, renseignements sur la situation du comice agricole de Barcelonnette le 20 mai 1851.

⁷² AD AHP, 7 M 9, règlement du comice agricole de Barcelonnette, 4 octobre 1851.

⁷³ AD AHP, 7 M 9, renseignements sur la situation du comice agricole de Barcelonnette le 27 avril 1852.

En 1850, en réponse à une enquête sur les bureaux de bienfaisance, le préfet Vatar des Aubiers s'adresse au ministre de l'Intérieur le 30 octobre 1850 en ces termes :

« Le paupérisme ne se révèle que dans des limites heureusement assez restreintes dans le département des Basses-Alpes. Le nombre des mendiants est insignifiant presque nul si l'on considère que l'on a fait figurer sur les tableaux ci-joint les infirmes les vieillards les enfants appartenant aux familles de journaliers pauvres, parce qu'ils réclament quelquefois principalement pendant la saison rigoureuse, les secours de la charité privée. Les Bas-Alpins s'adonnent à peu près tous à l'agriculture : la sobriété et l'économie sont leurs vertus dominantes »⁷⁴.

Toujours dans le cadre de cette enquête, la réponse du sous-préfet de Sisteron est particulièrement éclairante sur la pauvreté de son arrondissement⁷⁵. Le nombre de mendiants est minime au regard de la population mais cette appréciation est à nuancer pour deux raisons. La première est relative au nombre de communes qui ont répondu à cette enquête : seulement dix-neuf sur cinquante. Il convient d'être prudent quant aux conclusions qu'en retire le sous-préfet. La deuxième raison tient à l'association faite entre mendicité et pauvreté. Le sous-préfet constate que le nombre de mendiants est presque nul, or la misère dans un monde de micropropriété ne se traduit pas forcément par la mendicité et demeure, par conséquent, difficilement mesurable⁷⁶. Le sous-préfet propose ensuite trois mesures, qui selon lui, devraient être appliquées pour réduire la misère : le maintien de l'ordre, l'endiguement des torrents et la propagation des mesures d'hygiène.

Le préfet, dans sa réponse au ministère de l'Intérieur, place les catastrophes naturelles comme principale cause de la misère de la population de ce département. Et d'énumérer les débordements de torrents qui détruisent les récoltes, les gelées, la grêle⁷⁷. Le contexte climatique permet d'expliquer ces phénomènes météorologiques. Le milieu du XIX^e siècle est en effet marqué par la dernière poussée du « petit âge glaciaire », caractérisée par des températures plus froides et des précipitations plus intenses dans la région méditerranéenne⁷⁸. Dans les Basses-Alpes, pluies et orages plus fréquents sont la cause de catastrophes naturelles (coulée de boue, glissement de terrain lors des épisodes orageux, inondations⁷⁹). Ces catastrophes sont imputées à la déforestation. Les autorités administratives bas-alpines se mobilisent très tôt pour promouvoir le reboisement. Le mémoire rédigé par le préfet des Basses-Alpes, Dugied dès 1819 en témoigne. Son *Projet de boisement des Basses-Alpes* sera par la suite diffusé en France par le ministère de l'Intérieur⁸⁰. Vingt ans plus tard, le sous-préfet de Barcelonnette, Cotte, exprime la même préoccupation. Il sollicite en 1841 l'appui de la société d'agriculture des Basses-Alpes pour convaincre les comices agricoles, les conseils municipaux, les conseils d'arrondissement et le conseil général de prohiber le pâturage sur les terrains communaux, de reboiser ceux-ci et de les soumettre par conséquent au régime forestier⁸¹. La volonté du sous-préfet Cotte s'inscrit dans le contexte de gestion de la forêt imposée par l'administration générale des Forêts depuis la promulgation du code forestier en 1827. Pourtant, Annick Douguedroit nuance cette théorie

⁷⁴ AD AHP, 3 X 4, lettre du préfet des Basses-Alpes au ministre de l'Intérieur, 30 octobre 1850.

⁷⁵ AD AHP, 3 X 4, lettre du sous-préfet de Sisteron au préfet des Basses-Alpes, 22 octobre 1850. Par comparaison, les sous-préfets des arrondissements de Forcalquier et Castellane n'adressent au préfet que de simples courriers d'accompagnement. Nous n'avons pas de courrier pour l'arrondissement de Barcelonnette.

⁷⁶ Je remercie Éric Fabre de cette précision lors de notre entretien du 11 février 2015.

⁷⁷ AD AHP, 3 X 4, lettre du préfet des Basses-Alpes au ministre de l'Intérieur, 30 octobre 1850.

⁷⁸ DOUGUEDROIT (Annick), *Les paysages forestiers de Haute-Provence et des Alpes-Maritimes*, Aix-en-Provence, Édisud, 1976, p. 433. Voir aussi LE ROY LADURIE (Emmanuel), *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, Flammarion, 1967, p. 102-216.

⁷⁹ Les inondations de 1856 par exemple, voir AD AHP, 1 N 8, délibérations du conseil général, séance du 28 août 1856.

⁸⁰ DUGIED (M.P.H.), *Projet de boisement des Basses-Alpes*, Paris, Imprimerie royale, 1819.

⁸¹ AD AHP, Per 023, COTTE (sous-préfet de Barcelonnette), « Mémoire sur le reboisement et la nécessité de soumettre au régime forestier tous les terrains communaux inclinés, autres que ceux qui sont en nature de montagne pastorale... », *Journal de la société d'agriculture des Basses-Alpes*, Digne, Repos, 1^{er} trimestre 1841, p. 373. La promulgation du code forestier date de 1827.

communément admise de l'efficacité du reboisement comme moyen absolu de lutte contre l'érosion⁸². La forêt naturelle des Alpes du Sud est une forêt claire et « ne peut jouer un rôle efficace contre le ruissellement »⁸³. Ainsi, même si l'idée d'un reboisement méthodique des montagnes est très prégnante pour le département durant tout le XIX^e siècle, son efficacité réelle comme moyen de lutte contre l'érosion est à nuancer⁸⁴.

Les autorités de l'État dans le département sont-elles réellement préoccupées par la situation économique du territoire qu'elles administrent, et celle des populations dont les moyens de subsistance restent limités ? Pour sa part, Philippe Vigier, écrit que le pouvoir central semble laisser le département à l'abandon. Sept préfets se succèdent entre 1830 et 1847 et, dans les faits, ce sont plutôt les notables locaux qui exercent une influence sur le territoire.

L'accroissement du périmètre d'intervention de l'État

Autour des années 1830, une série de lois vient renforcer le rôle de l'État dans plusieurs domaines : gestion des forêts, éducation, développement des voies de communication. Cependant, d'après Joseph Hourcastagné, ce n'est pas pour autant que le sous-préfet voit véritablement son pouvoir s'accroître⁸⁵. En 1827, le Code forestier est promulgué et les sous-préfets sont par exemple chargés d'agréeer les gardes particuliers que les propriétaires engageraient pour la surveillance de leurs bois. Le code interdit aux particuliers de défricher sans en avoir fait au préalable la déclaration à la sous-préfecture. L'administration peut alors s'y opposer. En matière éducative, le 28 juin 1833, la loi dite Guizot, sur l'instruction primaire, confie aux sous-préfets la présidence des comités d'arrondissement chargés de surveiller et d'encourager l'instruction primaire (article 18). Ces comités ont l'obligation de se réunir au moins une fois par mois. Ils ont aussi le pouvoir de nommer les instituteurs communaux après proposition des conseils municipaux, ou de les suspendre en cas de faute grave (articles 22 et 23). Concernant les voies de communication, la loi du 21 mai 1836 donne au sous-préfet le droit de nommer un expert, dans l'intérêt des communes, chargé de fixer le prix d'achat du sol d'un chemin vicinal déclassé que des riverains souhaiteraient acquérir. Faute d'accord amiable préalable entre l'acquéreur et la commune, ce sont les experts respectivement désignés par les parties qui procèdent à l'évaluation du sol.

Cependant, c'est en matière électorale que le rôle des sous-préfets est le plus important et l'évolution est notable entre la Restauration et la Monarchie de Juillet. Sous la Restauration, la collusion entre politique et administration est chose fréquente. Préfets et sous-préfets font et défont les candidatures : « les élections locales portent l'empreinte des personnalités plus que de leur étiquette politique »⁸⁶. La Monarchie de Juillet instaure, avec la loi du 21 mars 1831 pour les communes et la loi du 22 juin 1833 pour les départements, l'élection au suffrage censitaire des conseillers municipaux et des conseillers généraux supprimée sous le Consulat. Ainsi, « dans les petites communes, un dixième de la population reçoit le droit électoral »⁸⁷. Cependant, les électeurs restent parfois maléables. Philippe Vigier mentionne par exemple l'influence du sous-préfet de Castellane, Féraud, en poste entre 1840 et 1848. Il conduit à Digne, au chef-lieu du département, les électeurs de son arrondissement afin qu'ils votent « d'un seul homme sous son

⁸² DOUGUEDROIT (Annick), *Les paysages forestiers de Haute-Provence et des Alpes-Maritimes*, Aix-en-Provence, Édisud, 1976, p. 450.

⁸³ DOUGUEDROIT (Annick), *op. cit.*

⁸⁴ Tout d'abord on ne reboise pas tout, même si de grandes surfaces sont concernées, puis il y a le temps de croissance de l'arbre et enfin les pins ne couvrent pas parfaitement le sol (Éric Fabre). Voir aussi sur le reboisement FABRE (Éric), *La vie rurale en haute Provence de la fin du XVII^e au milieu du XX^e siècle*, Digne, Archives départementales, 2016, p. 75-78.

⁸⁵ HOURCASTAGNÉ (Joseph), *L'institution du sous-préfet. Histoire et avenir*, thèse de doctorat en droit, Université de Bordeaux, 1953, p. 62.

⁸⁶ APRILE (Sylvie), *La révolution inachevée : 1815-1870*, [Paris], Belin, 2010, p. 103, collection Histoire de France, sous la direction de Joël Cornette.

⁸⁷ APRILE (Sylvie), *op. cit.*, p. 104.

œil vigilant »⁸⁸ pour Gravier⁸⁹, député presque constamment réélu pour l'arrondissement de Digne pendant la Monarchie de Juillet.

La révolution de février 1848 permet l'installation de la II^e République. L'instauration du suffrage universel masculin le 5 mars est une des premières mesures mise en œuvre ce qui accroît considérablement le nombre d'électeurs. Le corps électoral bas-alpin passe ainsi de 701⁹⁰ à 46 000 électeurs entre 1847 et 1848⁹¹. L'élection des députés de l'Assemblée nationale constituante, prévue en avril, lance une campagne électorale dans les Basses-Alpes. Le principal souci des représentants locaux du gouvernement provisoire est de républicaniser le pays afin d'asseoir le nouveau régime. « À une époque où la grande masse rurale ignore tout de la politique, le rôle des agents du pouvoir peut être primordial » comme le souligne Philippe Vigier⁹². Le gouvernement provisoire remplace les préfets par des commissaires de la République. Trois se succède dans les Basses-Alpes entre février et juin 1848. Repellin est nommé commissaire général des Basses-Alpes, du Vaucluse, du Var et des Bouches-du-Rhône dès le 24 février 1848. Il est surtout chargé d'organiser les élections et de favoriser les candidatures républicaines⁹³. Châteauneuf lui succède le 2 mars dans les Basses-Alpes. Candidat aux élections d'avril 1848, il se heurte aux notables du département, détenteurs du pouvoir sous la Monarchie de Juillet. En effet, deux famille dignoises, les du Chaffault et les Fortoul, se disputent le poste de secrétaire général de la préfecture et semblent avoir confisqué l'autorité préfectorale durant la Monarchie de Juillet car les préfets nommés dans le département ne songent qu'à le quitter le plus rapidement possible⁹⁴. Avec l'arrivée de Châteauneuf en 1848, il semblerait que pour la première fois, les représentants de l'État dans le département aillent à l'encontre de ces notables bas-alpins. Pourtant Châteauneuf perd les élections ; l'instauration du suffrage universel ne signifie pas un changement des mentalités. Châteauneuf est remplacé par David de Thiais (Henry, Stanislas) nommé préfet le 18 juin 1848, poste qu'il occupe jusqu'au début de l'année 1849.

Les sous-commissaires (équivalents des sous-préfets), à la tête des arrondissements, sont évidemment des républicains convaincus⁹⁵. Sont ainsi nommés, le 24 février 1848, Coupier à Sisteron et Astoin à Barcelonnette, puis en mars 1848 Arnaud à Castellane et le 27 mars Julien dit Julien-Sauve à Forcalquier. Deux sous-commissaires participeront activement aux événements de décembre 1851 : Astoin et Julien-Sauve.

L'insurrection de 1851

Entre 1848 et 1851, le département est marqué par la progression des idées républicaines. La nomination successive de quatre sous-préfets durant l'année 1849 dans l'arrondissement de Forcalquier traduit d'ailleurs l'agitation républicaine dans cette partie du département. Un personnage va cependant contribuer à bâtir « les fondations de la formidable résistance populaire

⁸⁸ VIGIER (Philippe), *La Seconde République dans la région alpine étude politique et sociale*, t. I : *Les notables (vers 1845-fin 1848)*, Paris, PUF, 1963, p. 167.

⁸⁹ Jean-Basptiste Gravier est élu bas-alpin à la chambre des députés en 1815, 1816 puis de 1827 à 1846.

⁹⁰ AD AHP, Per 052, *Annuaire du département des Basses-Alpes*, Digne, A. Guichard, 1847, p. 52.

⁹¹ AD AHP, Per 052, *L'Annuaire du département des Basses-Alpes* (Digne, A. Guichard, 1849, p. 52) mentionne le chiffre de 45 973 électeurs. Mais il convient d'être prudent car le procès-verbal des élections à l'Assemblée constituante en avril 1848 mentionne quant à lui 47 121 électeurs bas-alpins (AD AHP, 3 M 3).

⁹² VIGIER (Philippe), *op.cit.*, p. 206.

⁹³ VIGIER (Philippe), *op.cit.* p. 241.

⁹⁴ VIGIER (Philippe), *op.cit.*, p. 164.

⁹⁵ Astoin a participé à la fondation du journal *L'Indépendant* avec Julien-Sauve, Arnaud a fondé à Castellane le Club de l'Union démocratique (VIGIER (Philippe), *op. cit.*, p. 243) et prend une part active dans la campagne électorale de mars-avril 1848. Enfin, nous disposons de peu d'informations sur Théophile Coupier ; il a publié vers 1848-1849 un opuscule intitulé *République française. Liberté, égalité, fraternité. Aux habitants des Basses-Alpes*, Digne, Imprimerie de Repos, (s. d.) (notice Bibliothèque nationale de France, cote LE64-52).

au coup d'État de 1851»⁹⁶ : Louis Langomazino⁹⁷. Cet ancien ouvrier de l'arsenal de Toulon, né en 1820, devient journaliste vers 1848 et s'installe dans les Basses-Alpes en février 1849. D'abord correspondant de *La Voix du peuple*, journal républicain marseillais, il fonde ensuite *L'Indépendant des Alpes* en 1850, devenu par la suite *L'Indépendant*⁹⁸. Langomazino sillonne le département au cours des années 1849 et 1850. Organisateur des sociétés secrètes des Basses-Alpes ou rédacteur en chef du journal *L'Indépendant*⁹⁹, il souhaite œuvrer à la diffusion des idées républicaines. Julien-Sauve et Astoin¹⁰⁰, deux anciens sous-préfets, sont aussi fondateurs de ce journal. Langomazino est arrêté à Digne le 25 octobre 1850 car il est impliqué dans le « complot de Lyon »¹⁰¹. Organisation clandestine qui avait pour but de fomenter une insurrection dans le Midi et de renverser le gouvernement, ses meneurs sont accusés d'atteinte à la sûreté de l'État et donc jugés par un conseil de Guerre. Langomazino est condamné à la déportation en août 1851.

À l'annonce du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851, les Bas-Alpins voulant défendre la République prennent les armes et marchent sur Digne. Maurice Agulhon démontre que la résistance au coup d'État est vigoureuse là où elle constitue la réparation d'une injustice récente¹⁰². Entre le 4 et le 15 décembre 1851, un mouvement insurrectionnel d'une ampleur exceptionnelle entraîne le département vers une véritable expérience démocratique. C'est aussi un moment particulier pour quatre sous-préfets. Deux sont des républicains, deux autres vont être inquiétés par les insurgés. Julien-Sauve à Forcalquier a un parcours atypique. Né le 21 octobre 1816 à Aix, il est avocat, a quatre enfants et 2 200 francs de revenus¹⁰³. Nommé le 12 mars 1848 conseiller de préfecture des Basses-Alpes, puis sous-commissaire à Forcalquier le 27 mars et confirmé sous-préfet le 23 juillet 1848. Il ne reste pas longtemps à la tête des services de l'État dans l'arrondissement puisqu'il est remplacé le 24 janvier 1849 par Paul Odent. Julien-Sauve est arrêté en octobre 1849 et interné à la prison de Lyon, car il est accusé d'être l'un des correspondants du principal instigateur du complot de Lyon : Alphonse Gent. Cette affaire est jugée en août 1851 et Julien-Sauve est cité par Marcel Dessal comme l'un des principaux prévenus¹⁰⁴.

⁹⁶ LECŒUR (Dominique), « Du socialisme ouvrier à la république des paysans, l'itinéraire de Louis Langomazino », ASSOCIATION POUR LE 150^E ANNIVERSAIRE DE LA RÉSISTANCE AU COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE 1851, *Provence 1851 une insurrection pour la République, Actes des journées d'étude de 1997 à Château-Arnoux et de 1998 à Toulon*, Gap, Imprimerie Louis Jean, 2000, p. 82.

⁹⁷ LECŒUR (Dominique), *Louis Langomazino (1820-1885). Un missionnaire républicain de la Provence aux îles Marquises*, Mane, Alpes de Lumière, Association 1851-2001, collection Les cahiers de Salagon, n° 6, 2002.

⁹⁸ AD AHP, Per 516. Les Archives départementales en conservent une vingtaine de numéros.

⁹⁹ AD AHP, 2 U 91, registre des décisions de la commission départementale des Basses-Alpes : voir par exemple les jugements n° 1602, Duchaffaut (père) et n° 1607, Itard. Le nom de Longomazino est plusieurs fois cité dans les motifs de condamnation des insurgés de 1851,

¹⁰⁰ AD AHP, 2 U 91, registre des décisions de la commission départementale des Basses-Alpes, jugement 1602, Duchaffaut (père) où la colonne « observations » mentionne que « de concert avec MM. Astoin, Itard notaire, Sauve et Frison, [Duchaffaut] [a] fait un acte de société pour fonder le journal dit *L'Indépendant des Basses-Alpes* qui avait pour rédacteur en chef Longomazino ». Voir aussi le jugement n° 1595 au sujet d'Astoin. Sa participation à la fondation de *L'Indépendant* est aussi évoquée dans la colonne « observations ». Voir aussi le jugement n° 1607, Itard Joseph. Cependant, bien que la participation de Julien-Sauve soit établie par Dominique Lecœur, cet auteur n'évoque pas celle d'Astoin lorsqu'il retrace l'historique de la fondation du journal. LECŒUR (Dominique), *Louis Langomazino (1820-1885). Un missionnaire républicain de la Provence aux îles Marquises*, Mane, Alpes de Lumière, Association 1851-2001, collection Les cahiers de Salagon, n° 6, 2002, p. 66-78.

¹⁰¹ Le département des Basses-Alpes appartenait à l'association créée en 1849 par Alphonse Gent à Lyon dans le but de fédérer les républicains d'une quinzaine de départements. Langomazino était l'un des correspondants de Gent. Voir à ce sujet DESSAL (Marcel), « Le Complot de Lyon et la résistance au coup d'État dans les départements du Sud-Est », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 22, 2001. Mis en ligne le 27 juin 2005 et consulté le 14 mai 2014. URL : <http://rh19.revues.org/255>.

¹⁰² AGULHON (Maurice), *1848 ou l'apprentissage de la république 1848-1852*, Paris, Le Seuil, 1992, Nouvelle histoire de la France contemporaine, p. 194.

¹⁰³ AD AHP, 2 M 15, personnel, dossier nominatif des sous-préfets, dossier Sauve.

¹⁰⁴ DESSAL (Marcel), « Le Complot de Lyon et la résistance au coup d'État dans les départements du Sud-Est », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 22, 2001. Mis en ligne le 27 juin 2005 et consulté le 14 mai 2014. URL : <http://rh19.revues.org/255>.

En mai 1849, il publie un ouvrage *Aux électeurs de l'arrondissement de Forcalquier* imprimé à Digne. *Illustration « aux électeurs de l'arrondissement de Forcalquier »*. Il participe aussi, comme cela a été dit en amont à la création du journal *L'Indépendant* en 1850.

Il est démissionnaire le 2 décembre 1851¹⁰⁵. Or, il ne semblait plus officiellement en fonction depuis janvier 1849. Julien-Sauve fait partie des insurgés de décembre 1851. Il est condamné en février 1852 par la commission mixte départementale pour les motifs suivant :

« Condamné lors du complot de Lyon à une année d'emprisonnement pour sociétés secrètes. Ne pourrait rester dans le département des Basses-Alpes où il a organisé la vaste association qui a été la base de l'insurrection de décembre. Sa présence dans le département et peut-être en France serait un danger »¹⁰⁶.

Condamné à l'expulsion hors de France, sa peine est commuée en une simple surveillance le 28 août 1852¹⁰⁷. Poursuit-il sa carrière d'avocat entre 1852 et 1870 ? On perd sa trace et à la chute de l'Empire, le 23 septembre 1870, il est nommé pour quelques mois sous-préfet à Forcalquier. Il devient ensuite sous-préfet de Toulon le 12 novembre 1870, puis de Bastia en 1872 mais est révoqué le 24 mai 1873¹⁰⁸. Il bénéficie ensuite d'une réversion de pension au titre de la loi de réparation nationale du 30 juillet 1881¹⁰⁹.

Le deuxième sous-préfet républicain est Jean, Joseph Astoin. Propriétaire né à Selonnet en 1796, il exerce aussi la profession d'avocat. Nommé sous-commissaire de Barcelonnette en février 1848, puis sous-préfet le 23 juillet 1848, il sera remplacé en juillet 1849¹¹⁰. Il est poursuivi à la suite du coup d'État de décembre 1851 au motif qu'il s'était mis en relation avec les chefs de l'insurrection. Le jugement de la commission départementale des Basses-Alpes en date du 26 février 1852¹¹¹ indique aussi qu'il est un « républicain de la veille »¹¹² et qu'il avait fondé le journal *L'Indépendant* dont « L'angomasino » était le rédacteur. Il est condamné à l'expulsion hors de France. Astoin fait partie des réfugiés qui rejoignent le pays niçois, relevant alors du royaume de Sardaigne¹¹³. Les exilés bas-alpins, contrairement à ceux du Var, sont plutôt de condition aisée¹¹⁴. Astoin fait sa soumission le 29 avril 1852 et sa peine est commuée en une simple surveillance le 29 septembre 1852¹¹⁵. Sa carrière de sous-préfet s'arrête là ; il a peut-être poursuivi une carrière d'avocat et il ne bénéficie pas d'une pension de réversion¹¹⁶.

¹⁰⁵ ARCHIVES NATIONALES, *Le personnel de l'administration préfectorale, 1800-1880*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998, p. 405, 741.

¹⁰⁶ AD AHP, 2 U 91, registre des décisions de la commission départementale des Basses-Alpes, jugement n° 1611, 26 février 1852.

¹⁰⁷ Base de données électroniques *Poursuivis à la suite du coup d'État de décembre 1851*, centre Georges Chevrier (Université de Bourgogne, CNRS), mis en ligne le 27 août 2013. URL : <http://tristan.u-bourgogne.fr/1851.html>.

¹⁰⁸ ARCHIVES NATIONALES, *op. cit.*, p. 405.

¹⁰⁹ DEVOS (Denise), *La Troisième république et la mémoire du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Archives nationales, 1992, p. 40.

¹¹⁰ ARCHIVES NATIONALES, *op. cit.*, p. 67.

¹¹¹ AD AHP, 2 U 91, jugement n° 1595.

¹¹² C'est-à-dire que ses convictions républicaines sont antérieures à février 1848.

¹¹³ Le comté de Nice et la Savoie seront rattachés à la France en 1860.

¹¹⁴ COMPAN (André), « Les réfugiés politiques provençaux dans le Comté de Nice, après le coup d'État du 2 décembre 1851 », *Provence historique*, t. VII, fascicule 27, janvier-mars 1957, p. 61-75.

¹¹⁵ Base de données électroniques *Poursuivis à la suite du coup d'État de décembre 1851*, centre Georges Chevrier (Université de Bourgogne, CNRS), mis en ligne le 27 août 2013. URL : <http://tristan.u-bourgogne.fr/1851.html>.

¹¹⁶ DEVOS (Denise), *La Troisième république et la mémoire du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Archives nationales, 1992. Le nom d'Astoin n'y figure pas.



BUREAUX : A Digne, Maison Cochard A Manselle, place des Hommes, 4.

Abonnement : Trois mois... fr. 3 Six mois... 6 Un an... 12

Rédacteur en Chef: L. Langomazino. Administrateur: H. Julien-Sauve.

L'INDÉPENDANT

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Paraissant une fois par semaine.

On s'abonne aussi... sans augmentation de prix chez: André Riby à Barcelonnette, Expitieux fils à Manosque, Escoffier fils à Forcalquier, Auguste Forevoix fils à Sisteron, Marcellin Morlhay à Biez, Lazare, ex-directeur des postes, à Valensole, Souvrière, maître-d'hôtel à Castellane.

S'adresser, pour la Rédaction, au bureau de Digne. — Les lettres sans signatures et sans adresses sont brûlées sans être lues. (Ecrire franco.) — On traite à gré à gré pour les annonces de toute nature.

Le 14 Juillet.

La France, après quatorze siècles de monarchie, c'est-à-dire quatorze siècles d'oppression, de misère et de tyrannie, ouvrait ses bras à la Liberté et marchait à pas lents à la conquête de l'égalité politique, de la tolérance religieuse et du bien-être social.

Le roi eut l'air de céder; mais bientôt le comité du comte d'Artois, celui de Marie-Antoinette, stimulèrent son orgueil royal, le décidèrent à user de ses forces pour venger ce qu'ils appelaient la violation de la loi, et bientôt Paris et ses environs furent envahis par la force armée et approvisionnés de munitions de guerre.

Necker, le ministre populaire, fut renvoyé avec ordre de partir immédiatement et en secret pour Bruxelles.

Ce départ, bientôt connu, est le signal de l'insurrection. Les gardes-françaises brisent la consigne qui les cloue dans leurs casernes et s'unissent au peuple; les troupes campées au Champ-de-Mars méconnaissent la voix de Besenval qui les appelle aux Champs-Élysées et refusent de se battre.

à l'Hôtel-de-Ville. constituent une municipalité provisoire de concert avec Flesselles, prévôt des marchands. Cette municipalité convoque les assemblées primaires des districts, livre des armes au peuple soulevé, organise une garde bourgeoise composée de 48,000 hommes; les places sont envahies, les rues sont décapées, des tranchées sont ouvertes, les couleurs nationales, bleue et rouge, sont arborées; tout annonce qu'une lutte décisive, suprême, va s'engager entre ce peuple opprimé depuis tant de siècles et cette cour vicieuse et tyrannique qui avait compté sans lui jusqu'à ce jour.

C'était le 14 juillet. Un beau soleil dorait la grande capitale du monde civilisé et venait éclairer cette lutte gigantesque qui devait faire changer la face du monde. Dès le matin, la population envahit les Invalides, s'empare de vingt-huit mille fusils et de vingt canons qui s'y trouvent. De là, elle se porte à la Bastille...

La Bastille! sombre et terrible monument témoin de tant de crimes atroces, de tant d'injustice et d'arbitraire... La Bastille! image vivante des haines implacables de la royauté, symbole granitique de l'oppression et de la dégradation des masses... Il fallait qu'elle tombât la première sous les efforts du bélier populaire; car, debout, elle semblait défier, comme un Titan orgueilleux, la colère de ceux qui grouillaient dans la boue de l'asservissement et de la misère; elle devait tomber, car elle avait été la complice muette de toutes les iniquités royales, car elle avait enseveli dans ses antres profonds les victimes du bon plaisir, car ses murs ne s'étaient pas écroulés aux cris de désespoir qui depuis sa fondation, les avaient frappés; elle devait enfin tomber pour faire place au monument élevé à la mémoire des héros morts en combattant pour la défense des libertés publiques et de l'égalité sociale.... Elle tomba!

La foule accourt vers le terrible monument et demande des armes; le gouverneur Delaunay lui répond par des coups de fusil et renvoie avec hauteur et dédain les députés de l'Hôtel-de-Ville... Le combat commence, et pendant cinq heures la fusillade la plus vive répond à la canonnade la plus meurtrière. Les assiégés avaient eu 98 hommes tués et 73 blessés, pendant que les assiégeants n'avaient perdu qu'un seul homme. Un pont est enfin abaissé, et le peuple se pré-

cipite dans la forteresse, fait payer de sa tête le mépris et la résistance meurtrière de Delaunay et s'empare des clés de la Bastille, qu'il porte en triomphe à l'Hôtel-de-Ville. Flesselles est mis à mort, convaincu d'avoir trahi, de concert avec Delaunay, la cause qu'il semblait avoir embrassée avec tant de ferveur. Besenval rassemble ses forces et menace la ville de Paris. On élève des barricades, on braque des canons, on forge des piques; la garde bourgeoise est en éveil, car on sait que la cour a donné l'ordre d'attaquer Paris par sept points différents à la fois, d'envoyer trois régiments pour enlever l'Assemblée nationale dans la nuit du 14 au 15, a médité de relever les finances par l'éclat d'une banqueroute.

La prise de la Bastille fit échouer toutes ces combinaisons; dès ce moment, le peuple fut réellement maître et souverain; la majesté et la puissance royale disparurent pour faire place à la majesté et à la puissance populaires.

Il y a 61 ans, que ces faits se sont accomplis, et cette date est toujours présente à la mémoire des amis du peuple; et chaque année, lorsque le mois du lion marque une quatorzième journée, tous les cœurs vraiment républicains tressaillent d'allégresse; car cet anniversaire est celui qui rappelle la fondation du règne de la liberté sur les débris de l'antique despotisme.

Cette victoire semblait assurer à jamais à notre chère France, la paix, le bonheur et la prospérité, car elle ouvrit les portes à la République; les seules du royalisme cependant en diminuèrent les bienfaits: il fallut au peuple de nouveaux combats, de nouveaux sacrifices, de nouvelles conquêtes; mais la révolution ne s'arrêta jamais, elle franchit toutes les barrières et brisa tous les obstacles; aujourd'hui même, après 60 années d'expériences et de luttes, des insensés rêvent encore le rétablissement de ce qu'elle a détruit; la République renaissante est en proie aux déchirements des factions royalistes: sa ruine est méditée dans les conciliabules des ennemis du progrès et de la raison humaine, son nom est outragé par ceux qui devraient la défendre, son principe est méconnu par ceux qui ont pour mission de le faire respecter, son origine est maudite par ceux qu'elle a comblés de ses bienfaits.

Le royalisme aux abois veut tenter de relever de ses mains débiles et inhabiles une nouvelle Bastille dans

FEUILLETON DE L'INDÉPENDANT.

UNE NUIT EN ESPAGNE.

(SUITE *).

Oh! oui, ma mère, tout est vrai! Mon cœur te reconnaît. Voilà bien les baisers dont mon âme avait gardé le souvenir! La baronne se souleva vivement et tendit sa main à Duvernoy.

— Depuis deux ans, général, vous lui avez servi de père.. mon affection pour vous était un pressentiment: c'était vous qui deviez me rendre mon fils!

— Ah! s'aprebleu! je ne croyais pas si bien faire.

— Mais dis-moi donc, enfant, reprit Mme de Ramberg, comment tu as quitté l'Espagne, ton père?

— Mon père, je ne l'ai vu qu'une fois dans ma vie.

— Que dis-tu?

— Mon Dieu, mon histoire est bien courte: c'est celle de mes sensations, de mes souvenirs; pas un nes'est échappé de ma mémoire. J'avais trois ans, je me le rappelle comme si c'était hier, vous m'aviez laissé seul pendant une heure; un homme vint me chercher de votre part... et pourtant je ne vous revis plus. Je fus conduit dans une belle maison de l'autre côté de Madrid. On me donna des jouets, on m'entoura de soins, mais à toute heure je vous demandais et je pleurais. Chaque matin on me promettait que vous viendriez le soir, et chaque soir on m'endormait en me disant: votre mère viendra demain.

(* Voir les numéros 8, 20, 11, 14, 16, 17, 18, 19 et 20.



— Pauvre enfant! — Ce fut là que s'écoula ma première jeunesse, partageant mes heures entre les jeux de mon âge et le commencement de mes études.

Une seule fois, un homme jeune mais d'un visage triste et austère, quoique beau, s'offrit à mes yeux: On me dit que c'était mon père. J'allai pour me jeter dans ses bras, mais sa froideur me glaça.

Il parla longuement au précepteur qui ne me quittait jamais, et je me suis toujours rappelé cette phrase que j'écoutai avidement:

— Vous avez eu tort, disait-il, d'apprendre à cet enfant le bien qui nous unit, il faut qu'il l'oublie. Vous savez quelle barrière s'élève entre nous deux; seulement l'assurerez son avenir et vous surveillerez son éducation. Lorsqu'il sera en âge de se choisir une carrière ma protection ne lui faillira point.

— Et sa mère, demanda mon précepteur.

— Elle est en France et ne doit jamais le revoir.

— Puis il partit. J'avais sept ans alors, et il ne revint plus.

J'arrivai à l'âge de seize ans, ayant conservé le souvenir de cette scène, et un seul désir, celui de retrouver ma mère dont on me séparait, en usant d'un pouvoir que rien, à mes yeux, ne justifiait. Je me sentais humilié des bienfaits que l'affection ne me forçait point d'accepter. Je n'étais rien pour le cœur de mon père; il me faisait l'aumône de la vie; ma fierté s'en révolta.

J'avais toujours eu un goût très vif pour la peinture, et l'on m'avait laissé suivre les inspirations de cette espèce

de vocation. Ce fut aux arts que je voulus demander mon indépendance. On avait dit que ma mère était en France; ce fut vers Paris que se dirigèrent toutes mes pensées. Mon précepteur était français et sa langue m'était familière, et nous parlions ensemble de son pays dont il racontait des merveilles. On me donnait tout l'argent que je voulais, et dans l'espoir de réaliser mon projet, je m'étais depuis deux ans refusé mille fantaisies et j'avais deux mille francs d'économie. Ce fut avec cette somme qu'un jour, profitant d'une courte absence de mon précepteur, je partis et je pris la route de France.

Je craignais tellement d'être poursuivi par les ordres de mon père, que je changeai mon nom de Pablo en celui de Paul et que je cachai désormais et mon pays, et la triste histoire de ma vie.

Je ne vous dirai pas, ma mère, avec quelle économie je fis ce long voyage, et combien, malgré cela, je dus subir de privations en arrivant à Paris. Cependant je ne me décourageai pas, je travaillai nuit et jour. Quelques croquis me furent enfin achetés et m'aident à vivre. Puis, dès que je pouvais dérober une heure au travail, ma mère, je vous cherchais... et je ne savais ni votre rang, ni votre nom! Mais je me disais que si nous nous recontraitions une fois vous crieriez: — Mère, voilà ton fils! Enfant, voilà ta mère.. — Et j'avais raison.

Oh! Dieu nous a guidés!

Et voilà celui qu'il a choisi pour nous réunir, dit le jeune homme en se rapprochant de Duvernoy.

— C'est égal, murmura le général avec tristesse, tu ne m'aimeras plus tout seul.

Les deux sous-préfets inquiétés par les insurgés sont Paillard à Forcalquier et Fillemin à Barcelonnette. La sous-préfecture de Forcalquier est le premier poste d'Alphonse Paillard (1817-1903). Il y est nommé le 7 décembre 1849 et il y demeure jusqu'au 1^{er} décembre 1851. Il mène une lutte incessante contre les chefs montagnards locaux¹¹⁷ ce qui lui vaudra d'être soumis à la vindicte populaire. Nommé à Dunkerque le 1^{er} décembre 1851, il est encore à Forcalquier lorsqu'éclate l'insurrection le 5. Il est grièvement blessé par les insurgés et emprisonné¹¹⁸. Après son poste à Dunkerque, il poursuit une carrière de préfet à partir de 1854 jusqu'en septembre 1870. Nommé préfet du Lot-et-Garonne en 1858, il publie en 1860 une *Histoire de l'Hôtel de la Préfecture d'Agen*. Ancien élève de l'École des Chartes, mis à la retraite de ses fonctions préfectorales en 1872, il se consacre ensuite à l'histoire et publie deux ouvrages en 1875 et 1876¹¹⁹.

Quant à Fillemin (1814-1875), il débute sa carrière comme conseiller à la préfecture du Lot avant d'être nommé à la sous-préfecture de Barcelonnette le 16 juillet 1851. Il y demeure jusqu'en 1853. Il y remplace Dutrou-Bornier révoqué, semble-t-il, pour avoir communiqué la lettre officielle annonçant la modification de la Constitution¹²⁰. Contrairement à Paillard, Dutrou-Bornier n'inquiète pas les républicains de son arrondissement. Lorsque l'insurrection éclate, Fillemin est arrêté et gardé à vue à son domicile à cause de son état de santé¹²¹. Du 7 au 16 décembre 1851, Barcelonnette est aux mains des républicains. C'est le dernier arrondissement soumis par l'armée. Cet épisode vient clore la phase insurrectionnelle.

Pour comprendre l'action des sous-préfets dans les Basses-Alpes pendant cette période, il est nécessaire de la replacer dans le contexte politique national. Maurice Agulhon utilise très justement le terme d'« apprentissage » pour caractériser la Seconde République¹²². Les luttes politiques sont vives entre le parti dit de l'Ordre formé de conservateurs, et les partisans de la République démocratique et sociale, abrégée en « démoc-soc ». Les conservateurs remportent les élections législatives du 13 mai 1849, or le département des Basses-Alpes a voté majoritairement pour les « démoc-soc ». Alphonse Paillard est envoyé à Forcalquier à la fin de l'année 1849 pour « mater » ces Montagnards. En effet, « à la pensée que des millions de paysans pouvaient être des rouges en puissance, l'on frémissait de peur ou d'espérance, selon le cas »¹²³.

Entre 1848 et 1851, certains sous-préfets bas-alpins ont favorisé l'ancrage des idées républicaines au sein des populations de leur arrondissement. Par leur engagement républicain

¹¹⁷ VIGIER (Philippe), *La Seconde République dans la région alpine étude politique et sociale*, t. II, *Les paysans (1849-1852)*, Paris, PUF, 1963, p. 232. On nomme Montagnards ou Rouges les partisans de la République démocratique et sociale en France par opposition au parti de l'Ordre, conservateur. Bien que le régime soit républicain, il n'en demeure pas moins que les « démoc-soc » sont craints et pourchassés par le gouvernement et la majorité après les élections législatives de mai 1849. Ses principaux chefs sont exilés (voir à ce sujet : AGULHON (Maurice), *1848 ou l'apprentissage de la république 1848-1852*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 107, 108, Nouvelle histoire de la France contemporaine).

¹¹⁸ Ursch (Jacqueline), « L'insurrection bas-alpine contre le coup d'État du 2 Décembre 1851 et l'action du pouvoir », dans Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, *Regard sur l'histoire des services du ministère de l'Intérieur dans les Alpes-de-Haute-Provence*, Gap, Imprimerie Louis-Jean, 2002.

¹¹⁹ PAILLARD DE SAINT-AIGLAN (Alphonse), *Histoire de la transmission du pouvoir impérial à Rome et à Constantinople*, E. Plon, 1875. PAILLARD DE SAINT-AIGLAN (Alphonse), *Les grandes remontrances et l'exil du Parlement en 1753*, impr. de A. Pougin, 1876. Il publie aussi d'autres articles pendant sa carrière, détaillés dans le catalogue des fonds de la Bibliothèque nationale de France sous le nom Paillard de Saint-Aiglan, Alphonse.

¹²⁰ DEVOS (Denise et Jean-Claude), *L'insurrection de 1851 à Barcelonnette*, Cahier de la vallée, Sabença de la Valeia, Barcelonnette, 2001, p. 9. Cet article, bien documenté, mentionne malheureusement des cotes archivistiques erronées, ce qui complique la vérification des sources. Ceci est nullement imputable à l'auteur mais au fait que les anciennes cotes des documents n'avaient pas été effacées après le reclassement des fonds.

¹²¹ DEVOS (Denise et Jean-Claude), *L'insurrection de 1851 à Barcelonnette*, Cahier de la vallée, Sabença de la Valeia, Barcelonnette, 2001, p. 4.

¹²² AGULHON (Maurice), *1848 ou l'apprentissage de la république 1848-1852*, Paris, Le Seuil, 1992, coll. Nouvelle histoire de la France contemporaine.

¹²³ AGULHON (Maurice), *op.cit.*, p.105.

(Astoin, Julien-Sauve) ou au contraire par leur tolérance bienveillante (Dutrou Bornier à Barcelonnette en 1849-1850) ou leur incompétence à contenir une agitation républicaine (quatre sous-préfets dans l'arrondissement de Forcalquier durant l'année 1849), ils ont contribué à préparer cette mobilisation exceptionnelle de décembre 1851. Au plus près des populations de leur arrondissement, chefs des services de l'État, ils détenaient des informations qui leur donnaient la possibilité d'inquiéter ou non les meneurs républicains durant les dernières années qui ont précédé le coup d'État de 1851. Une relecture de ces événements, à l'aulne des activités de ces représentants locaux de l'État, trop souvent laissés dans l'ombre, serait pertinente.

Les grands travaux

Même si l'on associe volontiers le Second Empire aux grands travaux d'embellissement des villes et notamment à l'œuvre d'Hausmann à Paris, les campagnes ne sont pas exclues des politiques d'aménagement. Dans les Basses-Alpes, les efforts d'amélioration portent sur trois domaines d'intervention : l'amélioration des voies de communication, le reboisement des montagnes et l'endiguement des cours d'eau, et enfin l'irrigation des terres agricoles.

Bernard Le Clère et Vincent Wright évoquent « une véritable politique préfectorale des communications » concernant les routes départementales et les chemins vicinaux. La loi du 11 juillet 1868 accorde aux communes de larges subventions et des facilités d'emprunt auprès d'une Caisse des chemins vicinaux¹²⁴. Malgré ces encouragements financiers, l'état de la voirie bas-alpine n'est pas encore satisfaisant au lendemain du Second Empire :

« Le département des Basses-Alpes n'a pas encore son réseau de chemins de fer ; [...] les routes nationales ne sont pas achevées ; sur 457 kilomètres de voies de cet ordre, 270 kilomètres seulement sont en bon état. Des ponts importants restent à construire. Quant aux routes départementales, [...] sur les 506 kilomètres du réseau, 256 seulement sont en bon état. Le réseau vicinal est plus arriéré encore. Le système de la viabilité est dans un état d'imperfection notoire »¹²⁵.

En matière de voirie, le sous-préfet a plutôt un rôle d'exécution des décisions préfectorales. Il est par exemple chargé, dans l'arrondissement de Castellane entre 1861 et 1868, de faire appliquer les décisions de démolition des immeubles menaçant ruine bordant la route impériale n° 85, et de procéder à la vente d'un délaissé de route à un propriétaire riverain. Mais il éprouve, parfois, de grandes difficultés à faire exécuter les décisions préfectorales. Entre 1863 et 1867, le sous-préfet de Castellane exhorte le maire de Braux à réaliser un chemin charretier reliant le village à la route départementale n° 11. Le maire explique que le projet n'a pu aboutir car il vient concurrencer un autre chantier d'envergure dans la commune : la construction des canaux d'irrigation. L'administration n'a pas versé les subventions attendues pour ces derniers et, par conséquent, les habitants n'ont pas terminé de régler les emprunts qu'ils ont dû contracter. Le conseil municipal refuse alors de financer les travaux de voirie¹²⁶.

L'irrigation n'est pas pour autant délaissée par les pouvoirs publics. Dans un contexte de développement de la politique agricole nationale, relayée localement par les comices, la question de l'élevage est liée à celle de l'irrigation des prairies (naturelles et artificielles)¹²⁷. Au début des années 1860, le préfet des Basses-Alpes prescrit une étude de tous les ouvrages à exécuter. C'est dans ce domaine que les plus importantes réalisations ont lieu. En 1873, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussée dresse un bilan positif en écrivant que « des travaux importants ont été

¹²⁴ LE CLÈRE (Bernard), WRIGHT (Vincent), *Les préfets du Second Empire*, Paris, Armand Colin et Fondation nationale des sciences politiques, 1973, p. 76.

¹²⁵ AD AHP, S 160. Département des Basses-Alpes, service vicinal, *Projet de remaniement du réseau des voies de communication, rapport de l'agent-voyer en chef*, Digne, Imprimerie Barbaroux, Chaspoul et Constans, 1875, p. 6.

¹²⁶ AD AHP, 2 Z 36, établissement d'un chemin charretier du village de Braux à la route départementale n° 11.

¹²⁷ FABRE (Éric), *La vie rurale en haute Provence de la fin du XVII^e au milieu du XX^e siècle*, Digne, Archives départementales, 2016, p. 543-547.

entrepris et menés à bonne fin ces dernières années »¹²⁸. La création d'un service hydraulique dans les Basses-Alpes en 1849 et la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales contribuent fortement au creusement des canaux d'irrigation. Le service hydraulique vient en appui de ces associations pour dresser les devis, surveiller les travaux, et instruire les questions contentieuses¹²⁹. À la fin du XIX^e siècle, un cinquième des associations syndicales de la France ont leur siège dans les Basses-Alpes (211 sur 1040)¹³⁰. Ces associations accomplissent aussi des travaux d'endiguement des rivières et torrents toujours avec l'aide du service hydraulique. Ces travaux sont entrepris afin de protéger les habitations et les terres agricoles des crues de torrents dévastatrices, provoquées par les orages. La nudité des montagnes et la déclivité du terrain sont autant de facteurs aggravants l'érosion des terres. Certains travaux ont des durées d'exécution relativement longues. Là encore, le sous-préfet joue un rôle de transmission entre l'échelon local et le préfet. Et ce rôle est fort difficile lorsque l'argent fait défaut. La construction de la digue du torrent du Rif-Versant aux hameaux des Fortouls et de la Murette à Jausiers, en Ubaye, aura fait l'objet d'une longue bataille administrative derrière laquelle se devine toute la détresse des populations déjà durement éprouvées par les inondations de 1856.

Le financement des travaux de construction de la digue du Rif-Versant des hameaux des Fortouls et de la Murette à Jausiers (1859-1868).

Lors des inondations de 1856, les deux torrents de l'Abriès et du Rif-Versant n'en forment plus qu'un. Les eaux du Rif-Versant ont en effet quitté leur lit habituel. Les deux torrents se jettent dans l'Ubaye et menacent directement les habitations des hameaux des Fortouls et de La Murette. Lors de la délibération de la commission syndicale du Rif-Versant du 15 mai 1859, les membres approuvent le projet de construction d'une digue mais demandent ardemment que le montant des travaux soit entièrement pris en charge par l'État. Ils ont déjà été durement éprouvés par les inondations de 1843, 1847 et la dernière en 1856. « Au prix de grands sacrifices ils avaient relevé leur digues et remis une grande partie de leur terrain en culture »¹³¹. Or, l'État ne prend en charge que la moitié de la dépense. Pas moins de six sous-préfets se succède à Barcelonnette entre 1859 et 1868, tous sont soumis aux pressions du préfet et ils ont la difficile tâche d'aider les différents partenaires du projet à réunir les fonds. Dix ans sont nécessaires ! Finalement, sur un montant total de travaux de 19 000 francs l'État finance 11 333 francs, la commune de Jausiers contracte un emprunt de 3 500 francs, le syndicat alloue 1 000 francs et une prestation en nature à hauteur de 500 francs, une souscription auprès de différents particuliers réunit la somme de 1 548 francs, tandis que l'entreprise accorde une remise de 5 %. C'est seulement en 1868 que les travaux sont achevés¹³². Mais le répit est de courte durée car une crue emporte deux maisons la même année. La réparation des avaries de la digue de la Murette à Jausiers s'impose une fois encore, s'élevant à 7 000 francs¹³³. Cet exemple d'endiguement de torrent, au demeurant fort modeste par rapport à d'autres projets, illustre toute la difficulté des populations bas-alpines à se protéger des ravages des inondations.

¹²⁸ AD AHP, S 3, tournée d'inspection de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, service hydraulique, 1873.

¹²⁹ AD AHP, Per 052, *Annuaire du département des Basses-Alpes*, Digne, A. Guichard, 1852, deuxième partie, p. 95.

¹³⁰ AD AHP, 12 00 834, BLOCK (Maurice), *Dictionnaire de l'administration française*, 4^e éd., Nancy, Berger-Levrault et C^{ie}, 1898, p. 2 144.

¹³¹ AD AHP, 1 Z 63, endiguement des torrents, dossier du syndicat d'endiguement du torrent du Rif-Versant à Jausiers (1855-1866), extrait du registre des délibérations de la commission syndicale du Rif-Versant quartier de la Murette et des Fortouls, 15 mai 1859.

¹³² AD AHP, Per 052, *Annuaire du département des Basses-Alpes*, rapport au conseil général par M. C. Falcon de Cimier, préfet des Basses-Alpes, session ordinaire de 1867, Digne, A. Guichard, 1868, p. 24.

¹³³ AD AHP, Per 052, *Annuaire du département des Basses-Alpes*, rapport au conseil général par M. C. Falcon de Cimier, préfet des Basses-Alpes, session ordinaire de 1869, Digne, A. Guichard, 1870, p. 28.

La gestion de l'eau est donc un enjeu important pour les Basses-Alpes durant le Second Empire. S'en servir à bon escient pour développer les cultures (irrigation) et se protéger de ses ravages mobilisent l'administration départementale à tous les échelons. La politique de reboisement est aussi un moyen de lutter contre l'érosion provoquée par les crues dévastatrices ¹³⁴.

Deux lois, du 28 juillet 1860 sur le reboisement et du 8 juin 1864 sur le gazonnement, permettent d'accélérer la gestion de ce problème majeur pour les Basses-Alpes. Dès 1861, les premiers essais de gazonnement sont entrepris, mais sans résultat probant. Puis, en 1862, quatre projets de reboisement sont arrêtés : un dans le territoire de Barrême, l'autre à Seyne dit du Travers de la Colle, le troisième à la Montagne de Lachaux à Montclar, le dernier sur le versant du Labouret entre Beaujeu et Le Vernet. Mais le reboisement ou le gazonnement ne sont pas sans conséquences économiques pour les populations montagnardes. Ils réduisent les surfaces pâturables par les bêtes à laine, principale ressource des habitants, mais aussi principales responsables, par leur piétinement, de l'érosion des sols ¹³⁵. Entre 1861 et 1863, une initiative du sous-préfet de Barcelonnette retient l'attention. Conscient des difficultés éprouvées par les populations montagnardes, Buchot cherche à convaincre les habitants de son arrondissement de vendre les bêtes à laine pour les remplacer par des vaches. Le préfet, dans son rapport annuel au conseil général, fait l'éloge de son subordonné :

« Il s'est livré, dans son arrondissement accidenté, aux courses les plus pénibles pour voir l'éleveur dans sa ferme, dans sa chaumière, au milieu de son troupeau ; pour traiter avec lui cette grave question de la substitution des races » ¹³⁶.

Les efforts de Buchot sont récompensés et cinq fruitières ¹³⁷ sont créées dans la partie haute de l'Ubaye par des associations d'éleveurs de vaches laitières à Meyronnes, Saint-Ours, au Villard de la Condamine, Fouillouse et Tournoux. Le conseil général dans sa séance du 29 août 1861 vote des remerciements et des félicitations à Buchot « qui a bien mérité du pays » ¹³⁸. Cette motion est remarquable car les félicitations du conseil général s'adressent généralement au préfet et plus rarement directement à ses subordonnés. Plus tard, pour compenser la perte financière liée à la diminution des surfaces pâturables, une indemnité compensatrice sera allouée aux communes, à charge pour elles d'en assurer la répartition entre les éleveurs. Pourtant cette politique des fruitières ne rencontre pas partout le même écho. Elle se développe surtout dans les zones montagneuses du département et plutôt au début du XX^e siècle dans l'arrondissement de Castellane ¹³⁹. L'implication personnelle de Buchot à Barcelonnette a sûrement contribué au succès de cette initiative.

Les travaux de reboisement s'accélérent et, à la chute de l'Empire, le conservateur des Forêts à Aix se félicite du résultat des travaux, dans son rapport adressé au préfet des Basses-Alpes :

« Les populations montrent de plus en plus leur sympathie pour l'œuvre entreprise, et nous sommes heureux de constater que les émotions de la fin de 1870 n'ont eu aucun contre-coup fâcheux, au point de vue de nos travaux. [...] Le service des reboisements poursuit avec courage et, on peut le dire, avec succès la difficile mais importante mission qui lui a été confiée » ¹⁴⁰.

¹³⁴ Même si cette théorie est contestée par Annick Douguedroit. Voir *supra*.

¹³⁵ FABRE (Éric), *La vie rurale en haute Provence de la fin du XVII^e au milieu du XX^e siècle*, Digne, Archives départementales, 2016, p.60.

¹³⁶ AD AHP, Per 052, *Annuaire du département des Basses-Alpes*, Digne, Barbaroux, Chaspoul et Constans, 1862, p. 77 et s.

¹³⁷ Une fruitière est une coopérative formée par des agriculteurs associés pour l'exploitation du lait et la fabrication du fromage. Le terme désigne aussi le local dans lequel s'effectue cette transformation.

¹³⁸ AD AHP, 1 N 8, délibérations du conseil général, session du 29 août 1861.

¹³⁹ FABRE (Éric), *op.cit.*, p. 651-653.

¹⁴⁰ AD AHP, 7 M 177, rapport sur le service forestier (1870).

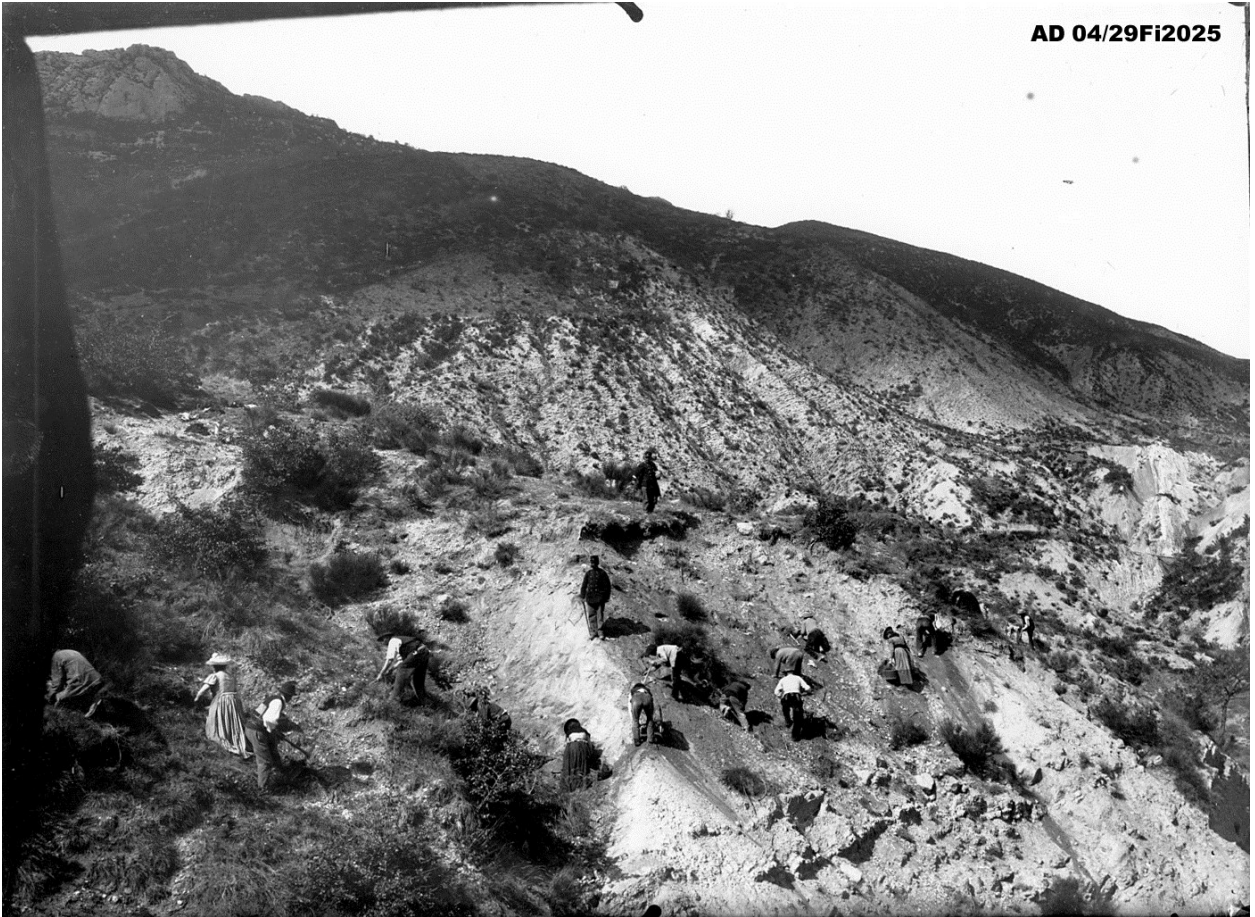
Les « grands travaux » bas-alpins du Second Empire ne sont pas circonscrits dans un espace urbain mais construisent un paysage rural. La forêt qui recouvre aujourd'hui la majeure partie du territoire départemental en est un témoignage. Mais il faut insister sur le fait qu'en dépit de l'importance des reboisements, la forêt bas-alpine actuelle est d'avantage le résultat de la déprise humaine qui s'installe dans la seconde moitié du XIX^e siècle que de ces travaux. En d'autres termes, c'est l'abandon progressif des terres, lié au déclin démographique, qui, en permettant un reboisement spontané, sans action de l'homme, est à l'origine des surfaces forestières actuelles ¹⁴¹.



6. Vergons, ravin de Toutes-Aures

(AD AHP, 29 Fi 477, fonds de la RTM, 1899)

¹⁴¹ FABRE (Éric), VERNET (Claire), « Évolution de l'occupation du sol dans les Alpes-de-Haute-Provence (début du XIX^e siècle-fin du XX^e siècle) », dans *Méditerranée*, t. 107, 3.4, 2006, p. 40. Voir aussi FABRE (Éric), *La vie rurale en haute Provence de la fin du XVII^e au milieu du XX^e siècle*, Digne, Archives départementales, 2016, p. 75-78.



7. Vilhosc, plantations

(AD AHP, 29 Fi 2025, fonds de la RTM, s. d.)

L'action sociale

Les préfets et sous-préfets ont aussi joué un rôle dans la promotion de l'enseignement primaire, en matière d'assistance et de droit du travail. Concernant l'instruction publique, la loi Falloux (15 mars 1850) instaure le principe de l'ouverture d'une école de filles pour les communes de plus de 800 habitants. Elle distingue aussi deux systèmes d'enseignement : l'enseignement public et l'enseignement « libre » essentiellement assuré par les écoles catholiques. Dans les Basses-Alpes, les différents rapports du conseil académique ou du préfet signalent la difficulté qu'il y a à ouvrir une école de filles dans les petites communes¹⁴². De ce fait, le département compte plus d'écoles mixtes que d'écoles de filles ou de garçons. Le sous-préfet semble avoir un rôle relativement minime dans l'organisation administrative départementale de l'instruction publique. Là où avec la loi Guizot (1833), il était président des comités d'arrondissement chargés de surveiller l'instruction primaire, la loi Falloux confère au contraire ce pouvoir de contrôle au conseil académique d'une part et aux délégués cantonaux d'autre part. Le sous-préfet est absent dans cette nouvelle organisation administrative de l'instruction publique. Lui est simplement réservé le droit de saisir le préfet pour former opposition à l'ouverture d'une école libre.

En matière d'assistance, un service médical gratuit est créé dans le département en 1853 en faveur des malades indigents. Parallèlement, la formation des sociétés de secours mutuels est encouragée par le gouvernement avec le décret du 26 mars 1852. Au nombre de six en 1860¹⁴³,

¹⁴² AD AHP, Per 052, rapport du préfet au conseil général publié dans *L'Annuaire du département des Basses-Alpes*, année 1870, et 1 T 4, rapport sur la situation de l'enseignement par le conseil académique (1851-1858).

¹⁴³ La société de secours mutuel de Digne a été fondée en 1837, celle de Sisteron en 1842, Barcelonnette en 1845, celles de Manosque et des Mées en 1851 et enfin de La Motte en 1854. AD AHP, 4 X 10, comptes rendus annuels des sociétés de secours mutuels, année 1860.

le département en compte douze à la fin de l'Empire¹⁴⁴. En 1858 le conseil général des Basses-Alpes prévoit d'inscrire au budget de 1859 la somme de 100 francs, à titre d'encouragement, pour les communes pauvres qui envisageraient d'en fonder une¹⁴⁵. En plus de l'assistance portée aux membres malades, les sociétés avaient aussi la faculté de constituer des fonds de retraites auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Le sous-préfet était un simple organe de transmission administrative pour les modifications de statuts, les admissions des membres à faire valoir une pension de retraite, les tableaux statistiques annuels etc. Son rôle n'est nullement mentionné dans le décret du 26 mars 1852 relatif aux sociétés mutuelles. L'action sociale s'exerce aussi dans le développement des prestations de retraites. Au départ réservée aux seuls employés de la préfecture, en 1859, ce sont les agents voyers et les employés des sous-préfectures qui sont autorisés à cotiser à la caisse¹⁴⁶. Le conseil général des Basses-Alpes appelle de ses vœux le développement de ce type d'initiative et invite ses membres à solliciter, dans leur canton respectif, les instituteurs, les cantonniers et gardes champêtres, les associations religieuses et de bienfaisance à adhérer aux caisses de retraite et à les promouvoir. Au terme d'une instruction du ministère des Finances en date du 20 juin 1859, le sous-préfet devait transmettre mensuellement un extrait du registre des versements effectués à la recette de l'arrondissement au profit de la caisse de retraite pour la vieillesse. Le fonds de la sous-préfecture de Castellane conserve ce type de registre pour la période 1862-1897¹⁴⁷. Enfin, en matière de droit du travail, Napoléon III s'intéresse davantage à la question ouvrière à partir de 1859. La loi de 1864 sur les coalitions accorde le droit de grève aux ouvriers. Les préfets sont amenés à intervenir dans le cadre des conflits du travail¹⁴⁸. Les mentions de conflits liés au travail apparaissent uniquement dans les fonds des sous-préfectures de Forcalquier et de Barcelonnette, et ce, à partir du premier tiers du XX^e siècle¹⁴⁹. Cette rareté et cette période tardive sont à relier au fait que les Basses-Alpes ne sont pas un département manufacturier.

L'économie et la société traditionnelle bas-alpine changent de visage

Entre 1870 et 1914, les Basses-Alpes participent de ce mouvement de transformation des campagnes. Vincent Duclert, qui s'appuie sur les travaux de l'historien américain Eugen Weber, montre que celle-ci résulte des « effets cumulés d'une unification du territoire (permise par les réseaux de chemin de fer et de canaux), des progrès de la scolarisation et de la multiplication des écoles, du développement de la presse jusqu'à un échelon très local. À cela s'ajoute, pour les garçons, l'effet du service militaire »¹⁵⁰. Le chemin de fer arrive à Sisteron en 1872. Digne, ville préfecture, n'est reliée au réseau ferré français qu'en 1876 et la sous-préfecture de Forcalquier en 1890. Barcelonnette et Castellane sont les grandes « oubliées » du rail. Pourtant le projet de la ligne Chorges (Hautes-Alpes) Barcelonnette connaît un début d'exécution. Entre 1890 et 1937, date de l'abandon définitif des travaux, cette ligne était un des derniers projets du plan Freycinet¹⁵¹. Emplacement des futures gares, gestion des cessions de terrain, demande de subventions aux communes, constitution des commissions d'enquête, le sous-préfet de Barcelonnette est au cœur du processus administratif. Lors du déclassement de la ligne Chorges-Barcelonnette en 1940-1941 il est aussi celui vers qui les maires se tournent pour exprimer leur mécontentement.

¹⁴⁴ AD AHP, 4 X 10, compte rendu annuel des sociétés de secours mutuels.

¹⁴⁵ AD AHP, 1 N 8, délibérations du conseil général, session du 27 août 1858.

¹⁴⁶ AD AHP, 1 N 8, délibérations du conseil général, session du 26 août 1859.

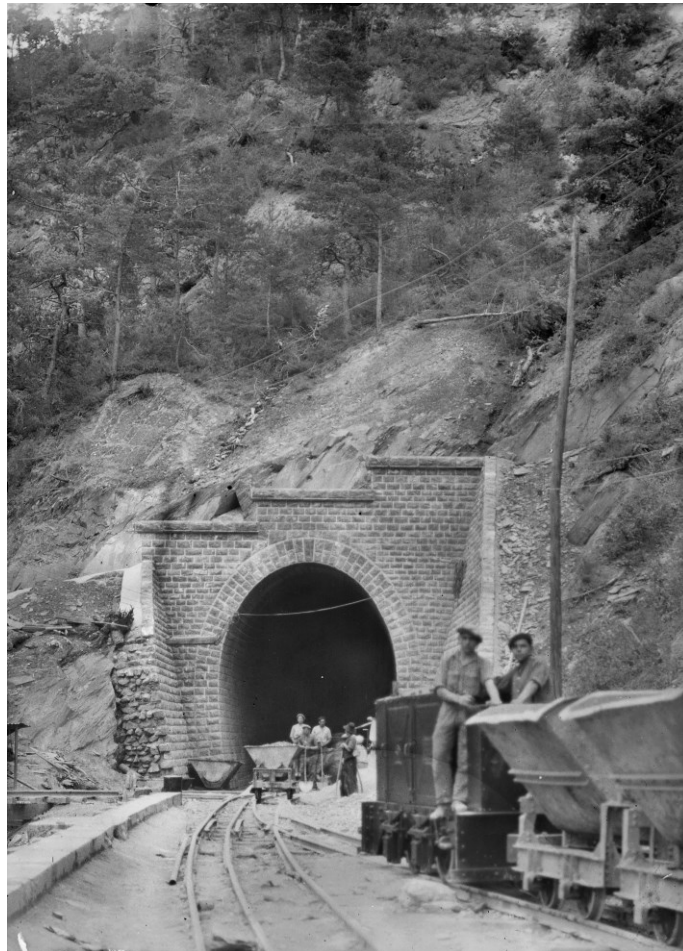
¹⁴⁷ AD AHP, 2 Z 123.

¹⁴⁸ APRILE (Sylvie), *La révolution inachevée : 1815-1870*, [Paris], Belin, 2010, p. 442-444, collection Histoire de France, sous la direction de Joël Cornette.

¹⁴⁹ AD AHP, 1 Z 56, 4 Z 112 et 113.

¹⁵⁰ DUCLERT (Vincent), *La République imaginée : 1870-1914*, [Paris], Belin, 2010, p. 629, collection Histoire de France, sous la direction de Joël Cornette.

¹⁵¹ Le plan Freycinet est un ambitieux programme de travaux publics, lancé en 1878 par le ministre des Travaux publics, Charles de Freycinet, qui porte principalement sur la construction de chemins de fer, mais aussi de canaux et d'installations portuaires.



8. Le Lauzet, travaux du tunnel du chemin de fer, vers 1900

(AD AHP, 26 Fi 427, collection Therminarias)

Les progrès de la scolarisation sont notables dans le département. Après les lois Ferry ¹⁵², l'inspecteur d'Académie constate dans son rapport annuel ¹⁵³ que le réseau scolaire est correct avec 584 écoles publiques dans le département. Les caractéristiques géographiques du territoire, avec un habitat disséminé et des communications difficiles, favorisent la création d'écoles de hameaux. Mais déjà en 1890, l'inspecteur d'Académie s'inquiète de la fréquentation réduite de ces écoles à cause de la désertification du département. L'obligation scolaire (loi du 28 mars 1882) n'est pas toujours appliquée dans les Basses-Alpes et le manque d'assiduité est constamment dénoncé dans les rapports des inspecteurs entre 1882 et 1910. Travaux des champs l'été, mauvais état des chemins l'hiver, éloignement de l'école : toujours en 1890, l'inspecteur d'Académie évalue une moyenne de fréquentation annuelle inférieure à 100 jours par élève ¹⁵⁴. Diverses solutions sont envisagées pour remédier à ce problème et notamment l'aménagement des horaires de l'école en période estivale. Les plus grands fréquentent l'école de cinq à huit heures du matin. Ils sont ainsi libres le reste de la journée pour aider aux travaux des champs. Les plus jeunes ont cours en matinée ou en début d'après midi. Les arrondissements de Barcelonnette, Sisteron et Castellane adoptent ce système autour de l'année 1895 ¹⁵⁵ mais

¹⁵² 21 décembre 1880, loi sur l'enseignement secondaire des jeunes filles ; 16 juin 1881, loi sur la gratuité de l'enseignement primaire ; 28 mars 1882, loi sur l'enseignement primaire obligatoire et la laïcité de l'enseignement.

¹⁵³ AD AHP, 1 N 12, rapport de l'inspecteur d'Académie, 1882.

¹⁵⁴ AD AHP, 1 N 20, rapport de l'inspecteur d'Académie, 1890.

¹⁵⁵ AD AHP, 1 N 25, rapport de l'inspecteur d'Académie, 1895.

semblent ne pas l'appliquer longtemps, car il induit des heures d'enseignement supplémentaires pour les maîtres. Plus tard, en 1910, le conseil général alloue aux maîtres une indemnité de cinquante francs pour financer du combustible et des ustensiles de cuisine, dans le but d'aider les enfants lors de la préparation de leur déjeuner. L'assiduité scolaire s'améliore car les élèves ne repartent pas à leur domicile à la pause méridienne ¹⁵⁶.

Les conditions matérielles des locaux scolaires nuisent aussi à leur fréquentation régulière. En période hivernale, faute de combustible pour le chauffage, l'école peut temporairement fermer ¹⁵⁷. Bien que l'achat de combustible est une dépense communale rendue obligatoire par la loi du 19 juillet 1889, l'inspecteur d'académie signale que le système dit de la « bûche » (chaque famille emmène sa quote part de combustible) perdure encore dans le département en 1900 ¹⁵⁸.

Sur le thème de la laïcité, il semble qu'aucun mouvement d'ensemble hostile à l'école laïque ne s'est manifesté dans les Basses-Alpes ¹⁵⁹. Est-ce à mettre en relation avec la composition majoritairement laïque du corps enseignant départemental ? Cette spécificité bas-alpine est relevée dès 1883 par l'inspecteur d'Académie ¹⁶⁰. En 1906, pour répondre à une circulaire de 1903 du ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, il est procédé à une enquête concernant la présence d'emblèmes religieux dans les écoles. Dans l'arrondissement de Castellane, tous les instituteurs adressent alors leur réponse au sous-préfet. Seules les classes des écoles d'Argens et Éoulx arboreraient encore un crucifix.

La modernisation se manifeste aussi dans l'agriculture. Un poste de professeur départemental d'agriculture est créé par le conseil général vers 1887. Il dispense des conférences itinérantes dans le département à destination des agriculteurs, assure des consultations gratuites mais aussi l'enseignement agricole. Il dresse, dans son rapport de 1905, un bilan sur l'évolution agricole des Basses-Alpes : « meilleure utilisation des eaux, augmentation considérable du stock d'engrais employé, augmentation des rendements dans toutes les cultures, progrès incontestables réalisés dans les cultures maraîchères et fruitières, création de sociétés mutuelles contre la mortalité du bétail, création d'une caisse de crédit agricole » ¹⁶¹. Son propos serait à comparer à des données chiffrées mais il reste cependant éclairant sur la situation agricole du département à l'orée du XX^e siècle. Le professeur évoque aussi, dans ce même rapport, le rôle particulièrement actif du sous-préfet de Sisteron. Ce dernier l'invite à l'accompagner lors de sa tournée de tirage au sort en février 1905. Schneider, le sous-préfet, est, au dire du professeur d'agriculture, « un mutualiste convaincu et un bon orateur ». Le professeur d'agriculture donne alors une conférence dans tous les chefs-lieux de canton où les opérations de recrutement militaire ont lieu. De même, il incite à la création de sociétés de secours mutuels contre la mortalité du bétail. Le sous-préfet constitue, dans les communes, des bureaux provisoires en charge de cette question ¹⁶².

La fin du XIX^e siècle est aussi marquée d'un point de vue politique par la montée des extrêmes : nationalisme, extrême droite, glissement d'une partie de la gauche vers l'anarchisme, ce dernier thème étant représenté dans les fonds des sous-préfectures de Castellane et Barcelonnette. Dans le cadre de la surveillance dont faisaient l'objet les anarchistes, les sous-préfets, informés par télégramme, devaient consigner leur passage éventuel par le département dans un registre. Deux registres d'inscriptions des anarchistes pour les années 1894-1895, 1898 et un répertoire alphabétique pour 1898 sont conservés pour Castellane ¹⁶³. Outre ces deux registres, le sous-

¹⁵⁶ AD AHP, 1 N 40, délibération du conseil général du 14 septembre 1910, p.737, 738.

¹⁵⁷ AD AHP, 1 N 25, rapport de l'inspecteur d'Académie, 1895.

¹⁵⁸ AD AHP, 1 N 30, rapport de l'inspecteur d'Académie, 1900.

¹⁵⁹ AD AHP, 1 N 40, rapport de l'inspecteur d'Académie, 1910.

¹⁶⁰ AD AHP, 1 N 13, rapport de l'inspecteur d'Académie, 1883.

¹⁶¹ AD AHP, 1 N 35, rapport du professeur départemental d'agriculture, 1905, p. 179.

¹⁶² AD AHP, 1 N 35, rapport du professeur départemental d'agriculture, 1905, p. 170, 171.

¹⁶³ AD AHP, 2 Z 23, dossier anarchistes.

préfet a constitué divers dossiers de suivi administratif des anarchistes : « état signalétique des anarchistes » et « anarchistes rayés ». L'assassinat du président Sadi Carnot le 24 juin 1894 et la série d'attentats anarchistes que connaissent les années précédentes ont fait violemment réagir le gouvernement qui adopte alors une série de mesures entre 1893 et 1894 dénoncées comme « lois scélérates »¹⁶⁴, et qui sont fortement restrictives des libertés publiques. Est-ce à dire que des anarchistes militaient dans le département ? Est-ce qu'une organisation anarchiste était active ? Il ne semble pas qu'il y ait eu une publication à tonalité anarchiste dans le département à la fin du XIX^e siècle¹⁶⁵. Entre 1870 et 1914, une seule procédure pour propagande anarchiste est instruite en 1906 par le tribunal de première instance de Castellane contre un ouvrier maçon demeurant à Annot¹⁶⁶. Un non-lieu est prononcé car l'identité de l'inculpé n'a pas été suffisamment établie et celui-ci est en fuite en Italie. Cependant, le dossier d'instruction renferme un journal italien « *Il Libertario* », daté du 8 novembre 1906, spécifiquement identifié comme journal anarchiste. La proximité de la frontière favoriserait-elle la circulation de ce type de publication dans l'arrondissement de Castellane ? Les Archives départementales ne possèdent pas de collection de périodiques italiens à tendance anarchiste qui auraient été publiés à la fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e¹⁶⁷. En 1925, mais cela dépasse notre cadre chronologique, deux dossiers du tribunal de Digne sont instruits pour propagande anarchiste (1925)¹⁶⁸. Quant au fonds de la sous-préfecture de Barcelonnette, il renferme deux dossiers relatifs aux anarchistes¹⁶⁹. Le premier porte sur les manifestes prohibés (1892-1896). Le sous-préfet a, conjointement avec les commissaires de police et de gendarmerie de l'arrondissement, pour mission d'en empêcher la circulation. Le second intitulé « Caserio troubles » informe de la situation de l'arrondissement au lendemain de l'assassinat du président Sadi Carnot. Il est notamment demandé aux autorités locales de veiller à ce que les ouvriers italiens travaillant dans la vallée de l'Ubaye ne soient pas inquiétés.

Mobilisation générale ! Le télégramme du 4 août 1914 est le seul document conservé dans le fonds de la sous-préfecture de Forcalquier sur la première guerre mondiale. Seuls les fonds des sous-préfectures de Barcelonnette et de Castellane renferment quelques dossiers sur cette période. Pour Barcelonnette, un ensemble statistique sur les mobilisés et des sous-dossiers sur les sursitaires bas-alpins affectés notamment dans l'industrie du bois éclairent la situation locale. Les récoltes de l'été 1914, 1915 et 1918 semblent s'être déroulées dans de bonnes conditions : correspondance du préfet et lettres de remerciements des maires de l'arrondissement l'attestent. Durant l'hiver 1914, le sous-préfet diligente une enquête sur les ressources en peaux de mouton. Les femmes se mobilisent alors pour confectionner des cache-nez pour les soldats. Un peu plus tard, en 1915, une souscription en faveur des Belges est organisée. Un dossier sur l'accueil des jeunes Serbes à Jausiers et au collège de Barcelonnette permet de suivre l'itinéraire de certains et la mobilisation des autorités administratives. Une fois la guerre terminée, chaque commune dresse un bilan. Listes nominatives, états des « Morts pour la France » mais aussi listes des insoumis et déserteurs sont élaborées à la demande du sous-préfet. Même si l'arrondissement n'a pas souffert des dommages de guerre tels que les ont subis les communes du nord de la France, le thème de la reconstruction est abordé à travers un dossier sur « l'adoption » de la commune d'Ébouleau (Aisne) par l'arrondissement de Barcelonnette. Afin de lui venir en aide, le sous-préfet organise en 1920-1921 une souscription auprès des communes de son ressort. Enfin, le

¹⁶⁴ La désignation de ces lois comme « scélérates » est donnée par Léon Blum dans un article paru dans la *Revue Blanche* en juillet 1898 intitulé « les lois scélérates » et qu'il signe sous le pseudonyme « un juriste ». *La Revue Blanche*, consultée en ligne le 16/12/2014 sur <http://gallica.bnf.fr>.

¹⁶⁵ Je remercie Mélanie Claux, archiviste, qui a participé au recensement des périodiques anciens pour la Bibliothèque nationale de France et qui me l'a confirmé.

¹⁶⁶ AD AHP, 3 U 5/350, dossier Bagalini Alfred.

¹⁶⁷ Je remercie Mélanie Claux.

¹⁶⁸ AD AHP, 3 U 1/467.

¹⁶⁹ AD AHP, 1 Z 39-40.

personnel de la sous-préfecture de Barcelonnette est relativement stable pendant la durée de la guerre. Sauvaire demeure en poste de 1914 à 1917, date à laquelle il est affecté à la sous-préfecture de Sisteron. Giacobbi lui succède à Barcelonnette jusqu'en 1920.

Dans l'arrondissement de Castellane, deux thématiques illustrent bien l'action du sous-préfet : le contrôle de la presse et l'accueil des réfugiés. Le sous-préfet de Castellane, à l'instar de ses homologues, exerce en effet une fonction de censeur pendant toute la durée de la guerre. Il semble prendre particulièrement à cœur le contrôle de la presse et de la propagande. En témoigne une collection chronologique très complète de dépêches et télégrammes visant à interdire ou au contraire autoriser la diffusion d'informations dans le *Bulletin des communes*. Le sous-préfet tient aussi des cahiers sur lesquels il note l'état d'esprit de la population. Divers relais locaux lui adressent aussi l'analyse de la situation de leur canton de résidence. En ce qui concerne l'accueil des réfugiés dans l'arrondissement, les maires évoquent en arrière-plan la situation matérielle des communes et les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Enfin, un dossier sur le camp d'internement d'Annot présente le personnel administratif du camp, son ravitaillement et la situation individuelle de quelques internés ¹⁷⁰.

Trois sous-préfets se sont succédé à Castellane durant la guerre : Ourmet du 15 juillet 1914 au 30 novembre 1916 ; puis Sestier jusqu'au 18 avril 1917 qui semble assurer l'intérim de Paul Ourmet appelé à un autre poste pendant la durée de la guerre ; et enfin Cayol du 18 avril 1917 jusqu'en 1920.

Dans le contexte de l'après-guerre où la réduction des dépenses s'impose, le gouvernement envisage des mesures de simplifications administratives. Après plus d'un siècle de fonctionnement, la réforme de 1926 sonne le glas de deux sous-préfectures : Sisteron et Castellane. Mais bien avant 1926, les jugements négatifs fusent à l'égard des sous-préfets. Paul Reynaud, dans un rapport fait au conseil général des Basses-Alpes en 1918 au sujet du projet de création des régions, prône la suppression de l'arrondissement, et par là même celle des sous-préfets. Il n'hésite pas à les qualifier de « ralentisseurs » ¹⁷¹. À la suite de ce rapport, les conseillers généraux surenchérisent sur l'inutilité des sous-préfets.

« Les sous-préfets ne constituent que des agents de transmission et d'information dont la suppression n'affaiblirait en rien l'administration. Ils constituent un rouage absolument inutile, qui ne produit d'autre effet que de compliquer et allonger le règlement des affaires » ¹⁷².

« Le sous-préfet à poste fixe, est un agent du temps de Napoléon I^{er} ; de l'époque où il n'y avait pas de chemins de fer, pas de télégraphe, pas de téléphone, pas d'automobiles » ¹⁷³.

Le sous-préfet est même qualifié de « dangereux », par Léon Honnorat et de « poète » par le président du conseil général ¹⁷⁴, en référence à Alphonse Daudet. Un seul conseiller général, Barou, est pour leur maintien :

« Je trouve que dans un département aussi peu peuplé et aussi vaste que le nôtre, les sous-préfets rendent des services aux populations rurales. Ils sont les conseillers des maires qui n'ont pas le temps de se rendre au chef-lieu, de

¹⁷⁰ Cependant, pour avoir un aperçu de son fonctionnement, il convient de se référer aux dossiers conservés sous les cotes 5 R 26-27 (AD AHP).

¹⁷¹ AD AHP, 8 02 893, *Consultation des conseils généraux au sujet de la proposition de loi relative à la réorganisation administrative de la France. Rapports et discussion*, Digne, Imprimerie Davin, [1918], p. 13.

¹⁷² Propos de Léon Honnorat, *Consultation des conseils généraux*, op.cit., p. 18.

¹⁷³ Propos de M. Malon, *Consultation des conseils généraux*, op.cit., p. 18, 19.

¹⁷⁴ *Consultation des conseils généraux*, op.cit., p. 19.

*converser avec le représentant de l'autorité. Dans ces conditions j'estime que la suppression des sous-préfectures nous serait préjudiciable*¹⁷⁵. »

En 1921, le préfet Simoneau est invité à exprimer un avis au ministre de l'Intérieur sur la simplification économique des services publics¹⁷⁶. Il juge que le nombre des sous-préfectures est excessif dans le département et propose de conserver quatre arrondissements sur cinq. Le grand perdant serait celui de Castellane.¹⁷⁷ Le préfet craint que les bas-alpins protestent si, par rapport à sa proposition initiale, un arrondissement supplémentaire vient à disparaître. Ses arguments sont d'ordre géographique et structurel. Il décrit le département comme étendu, découpé en vallées distinctes et peu accessibles, et qui plus est, avec des communications difficiles. Les deux arrondissements de Barcelonnette et Castellane ne sont pas desservis par le chemin de fer. En conclusion il va même jusqu'à proposer la fusion des deux départements des Hautes et Basses Alpes ! Quelques années plus tard, le sous-préfet de Castellane s'exprime sur la suppression des sous-préfectures et juge que la sienne peut disparaître sans « aucun inconvénient »¹⁷⁸.

Enfin, le couperet tombe avec le décret-loi du 10 septembre 1926 qui supprime en France métropolitaine 106 sous-préfectures et 70 emplois de secrétaire général de préfecture. Les sous-préfectures de Sisteron et Castellane disparaissent, ce qui ne semble n'émouvoir personne... La presse locale ne rend pas compte d'une quelconque opposition ou réaction de la population entre septembre et décembre 1926¹⁷⁹. Seules quelques lignes publiées dans *La Sentinelle des Alpes, journal Républicain de défense des intérêts de l'arrondissement de Castellane* le 5 septembre 1926 relatent la séance du conseil municipal de Castellane du 26 août dernier. Les élus estimaient que la suppression de la sous-préfecture allait « hâter la dépopulation et l'exode rural, et « ruiner la vie économique et intellectuelle »¹⁸⁰. Indifférence générale ou conséquence d'une dépopulation du département où les forces vives ne sont plus assez nombreuses pour contester la disparition d'une sous-préfecture ?

Après 1926, les sous-préfectures de Barcelonnette et Forcalquier demeurent. Castellane est rétablie en 1942.

Les hôtels des sous-préfectures

À Digne, le bâtiment de la préfecture est propriété du département depuis 1810 mais les quatre sous-préfectures sont logées dans des immeubles dont le département est locataire. L'obligation faite aux départements de fournir une résidence aux sous-préfets est inscrite dans la loi du 10 mai 1838. Seul reste à la charge du sous-préfet l'ameublement. Avant 1838, les fonctionnaires sont tenus de se loger à leur frais, mais en pratique beaucoup habitent des bâtiments appartenant à l'État ou au département ou loués par ce dernier. Dans le cas des Basses-Alpes, la consultation des budgets départementaux ne permet pas de déterminer avec précision si les loyers des sous-préfectures sont réglés par le département avant la loi de 1838¹⁸¹. Il n'existe pas non plus le moindre bail de location de sous-préfecture antérieur à 1838. Par ailleurs, une délibération du conseil général en date du 25 août 1838 expose que les « quatre sous-préfets des Basses-Alpes ont eu jusqu'à ce jour leur logement et leurs bureaux dans des bâtiments qu'ils louaient eux-mêmes à leur frais »¹⁸². Pourtant, les réparations locatives semblent être néanmoins à la charge

¹⁷⁵ Consultation des conseils généraux, op.cit., p. 21.

¹⁷⁶ AD AHP, 2 M 35, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur sur la simplification économique des services publics, 31 janvier 1922.

¹⁷⁷ Contrairement à ce qui sera fait en 1926, puisque l'arrondissement de Sisteron sera aussi supprimé.

¹⁷⁸ AD AHP 2 M 35, lettre du sous-préfet de Castellane au préfet des Basses-Alpes le 14 mars 1924.

¹⁷⁹ Consultation du *Journal des Basses-Alpes*, de *La Gazette des Alpes*, du *Travailleurs des Alpes*, et de *La Sentinelle des Alpes*, de septembre à décembre 1926.

¹⁸⁰ AD AHP, Per 555, *La Sentinelle des Alpes*, n° 233, 5 septembre 1926.

¹⁸¹ AD AHP, 3 N 1 à 3 N 3, budgets départementaux de 1806 à 1839.

¹⁸² AD AHP, 1 N 7, délibérations du conseil général, 25 août 1838.

du département. En 1833, la réparation de la toiture de la sous-préfecture de Sisteron est payée par le département¹⁸³. Quand bien même il est difficile de savoir qui règle quoi avant 1838, le décret du 28 mars 1852 modifie ces conditions. Désormais, en plus du loyer et de l'entretien du bâtiment, l'ameublement de l'hôtel de la sous-préfecture devient une dépense départementale¹⁸⁴.

Il est difficile, dans les quatre villes chefs-lieux d'arrondissement, de trouver des maisons spacieuses et convenablement situées qui sont susceptibles d'abriter les sous-préfectures¹⁸⁵. Par ailleurs, les ressources financières du département ne permettent pas d'édifier des sous-préfectures et sont même insuffisantes pour les meubler correctement. Les conditions de résidence des sous-préfets sont loin d'être satisfaisantes. En 1843, Rabiers de la Baume du Villars, sous-préfet de Barcelonnette, déplore l'humidité du bâtiment qui endommage ses vêtements. La propriétaire, Rosalie Canton, veuve du docteur Caire, refuse d'exécuter les travaux utiles alors que le sous-préfet a déjà été contraint de réparer les clefs et les serrures de plusieurs portes à ses frais¹⁸⁶. Plus tard, en 1847, le bail de location de l'hôtel de la sous-préfecture avec la veuve Caire est reconduit, signé par le marquis de Castellane qui a succédé à Rabiers de la Baume du Villars. La maison se situe quartier du Gravier à Barcelonnette. Elle a quatre étages et les pièces réservées au sous-préfet se mêlent à celles dont la propriétaire se réserve l'usage. Le sous-préfet dispose du rez-de-chaussée avec vestibule, salle à manger, caveau par derrière, un corridor desservant une cuisine, une pièce servant de bureau, d'un premier étage, avec un salon de compagnie, une alcove et un cabinet, du second étage avec les mêmes pièces que le premier, d'une pièce pour servir de chambre au domestique au quatrième étage, d'une pièce au troisième étage pour la lingerie, et enfin une place au grenier à foin. La veuve Caire se réserve le passage du corridor pour arriver à un autre caveau situé près de la cuisine et la majorité du troisième étage. En 1848, le nouveau sous-préfet, Astoin, se plaint de cette situation auprès du préfet. Il explique qu'un médecin exerce au troisième et que les personnes patientent sur son palier au second. Cela nuit à la confidentialité des entretiens qu'il a avec ses hôtes. Il ajoute même que « les archives ne sont pas sûres dans une maison indivise d'autant mieux que la maison d'un médecin est très souvent ouverte la nuit¹⁸⁷. À Castellane, en 1898, c'est le jardin que le sous-préfet partage avec les propriétaires, les demoiselles Chauvin. Celles-ci viennent y puiser de l'eau dans le bassin. Après des échanges de courrier quelque peu houleux, il est décidé de clôturer le jardin et de construire un bassin dans l'autre partie affectée aux demoiselles¹⁸⁸.

Mais les difficultés ne s'arrêtent pas aux bâtiments, les conditions d'ameublement font l'objet de plaintes récurrentes de la part des sous-préfets. La réponse à une enquête du ministère de l'Intérieur, diligentée en 1844, permet d'apprécier la situation de chaque sous-préfecture¹⁸⁹. Les sous-préfets de Sisteron, Barcelonnette et Castellane sont unanimes : le mobilier est très insuffisant et il conviendrait d'y affecter une part du budget le plus tôt possible. Marc Féraud à Castellane indique même au préfet qu'il a été personnellement obligé de fournir un canapé, un fauteuil, un bureau, une grande table. Et sa liste n'est pas complète car elle se termine par un « etc. »¹⁹⁰. La sous-préfecture de Forcalquier semble un peu mieux lotie, puisque le sous-préfet juge que son cabinet est suffisamment meublé et que seul le mobilier du bureau reste incomplet.

¹⁸³ AD AHP, 1 N 6, délibérations du conseil général, session de janvier 1833.

¹⁸⁴ *Annuaire de l'administration préfectorale*, 6^e édition, Paris-Nancy, Berger-Levrault et Compagnie, 1903, p. 649.

¹⁸⁵ AD AHP, 4 N 1, rapport du préfet des Basses-Alpes au ministre de l'Intérieur, 18 octobre 1844.

¹⁸⁶ AD AHP, 4 N 7, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Barcelonnette, dossier sous-préfecture 1838-1939, lettre du sous-préfet de Barcelonnette au préfet, 30 décembre 1843.

¹⁸⁷ AD AHP, 4 N 7, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Barcelonnette, dossier sous-préfecture 1838-1939, lettre du sous-préfet de Barcelonnette au préfet, 30 septembre 1848.

¹⁸⁸ AD AHP, 4 N 11, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Castellane, dossier sous-préfecture 1838-1937, dossier de réclamation des demoiselles Chauvin, 1898-1899.

¹⁸⁹ AD AHP, 4 N 1, dossier de l'état des immeubles départementaux en 1844.

¹⁹⁰ AD AHP, 4 N 1, dossier sur l'état des immeubles départementaux en 1844, lettre du sous-préfet de Forcalquier au préfet, 27 septembre 1844.

Les sous-préfets ne cessent de réclamer des fonds afin d'être meublés correctement. C'est souvent à l'occasion de leur installation qu'ils sollicitent de menus travaux ou le renouvellement de leur mobilier. Casabianca à Sisteron adresse au préfet en 1857 un état succinct des réparations à faire aux bâtiments départementaux de l'arrondissement. Il écrit au sujet du mobilier de la sous-préfecture :

*« Je ne puis plus donner les rideaux à laver, ils tombent en morceaux. Dans les chambres plusieurs objets indispensables manquent, beaucoup de meubles ont besoin de réparations »*¹⁹¹.

Les demandes portent sur l'acquisition ou l'entretien du mobilier de première nécessité : réparation au fourneau de la cuisine, acquisition d'un fauteuil pour le cabinet du sous-préfet, de cahiers pour le bureau, de tapis pour la descente de lit, de flambeaux, batterie de cuisine hors d'état de service...

Les sous-préfets qui disposent d'une fortune personnelle recourent à leur propre mobilier. Pour les autres, reste le mobilier départemental. Tel est le cas de Louis Salles à Castellane qui constate en 1876 l'état délabré de son mobilier. Il dresse une liste qu'il fait parvenir au préfet lui demandant de solliciter auprès du conseil général le crédit nécessaire aux réparations ou achats indispensables¹⁹².

Cependant, d'après l'architecte départemental, les conditions matérielles semblent s'améliorer à l'extrême fin du Second Empire. Dans son rapport au conseil général en 1868, il remarque que les sous-préfets qui se sont installés avec leur famille ont bénéficié d'un mobilier plus complet que ceux qui sont célibataires¹⁹³. Néanmoins, les difficultés d'ameublement persistent lorsqu'un sous-préfet et sa famille succède à un sous-préfet célibataire. Louis Hudelo à Castellane juge en 1891 que les conditions matérielles de son installation peuvent compromettre sa santé et celle de sa famille. Consulté, l'architecte départemental le conforte dans sa requête tout en y apportant des réserves. Le sous-préfet ne doit pas « succomber à la mode » en exigeant de l'étoffe sur les murs d'une pièce... au risque de déplaire au fonctionnaire suivant. L'architecte départemental propose alors le choix du papier de tenture assorti aux couleurs de la pièce¹⁹⁴. Bien plus tard, en 1939, l'ingénieur du service des bâtiments départementaux sollicite des crédits auprès du conseil général pour procéder à la réfection de la sous-préfecture de Forcalquier car, selon ses dires, le précédent sous-préfet vivait en célibataire. L'ingénieur donne une description peu flatteuse des lieux. Cuisine et salon de réception sont sales et dépourvus d'hygiène, les appartements occupés par le sous-préfet manquent de confort et il n'y pas de WC dans l'immeuble occupé par le personnel¹⁹⁵.

Contrairement à la préfecture, les travaux réalisés dans les sous-préfectures ne sont pas des travaux d'embellissement mais d'entretien nécessaires qui présentent même parfois un caractère d'urgence. En 1863, la sous-préfecture de Forcalquier menace de s'écrouler et l'architecte départemental fait un rapport pour le moins alarmant. Le préfet prend alors un arrêté à l'encontre du propriétaire lui intimant l'ordre de procéder sans délai à des travaux de réparation¹⁹⁶. Il faut

¹⁹¹ AD AHP, 4 N 1, travaux d'entretien et de grosses réparations des bâtiments départementaux pour 1858, lettre du sous-préfet de Sisteron au préfet, 8 juin 1857.

¹⁹² AD AHP, 4 N 11, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Castellane, dossier sous-préfecture 1838-1937, lettre du sous-préfet de Castellane au préfet, 6 août 1873, et état du mobilier.

¹⁹³ AD AHP, 4 N 1, dossier bâtiments départementaux (réparations entretien), rapports de l'architecte au conseil général, année 1868.

¹⁹⁴ AD AHP, 4 N 11, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Castellane, dossier sous-préfecture 1838-1937, lettre du sous-préfet de Castellane au préfet, 24 février 1891, rapport de l'architecte départemental, 27 février 1891 ; réponse du préfet, 4 mars 1891.

¹⁹⁵ AD AHP, 4 N 7, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Barcelonnette, dossier sous-préfecture 1838-1939, travaux et réparations, rapport du subdivisionnaire, 3 mai 1939.

¹⁹⁶ AD AHP, 4 N 22, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Forcalquier, dossier sur la sous-préfecture de

croire que les travaux furent réalisés car la sous-préfecture occupe encore la même maison dans les années 1930.

Comme le préfet, le sous-préfet doit tenir le rang qui convient à un représentant de l'État et se doit de recevoir les autorités militaires, judiciaires, civiles et religieuses de l'arrondissement. En novembre 1884, Abeilles à Castellane, se plaint auprès du préfet :

*« L'insuffisance de l'ameublement m'est très pénible en ce moment, avec les froids exceptionnels que nous traversons ici ; et faute d'un tapis au grand salon, je vais me voir contraint de suspendre les réceptions intimes que j'ai inaugurées le mois dernier »*¹⁹⁷.

Le tapis n'a pas été acheté. Il revient à la charge en mars 1885 et adresse un télégramme au préfet lui demandant de changer le lustre et le grand tapis du salon avant la réception qu'il organise le 21 du même mois. Crédit lui est accordé. En 1907, ce n'est pas un tapis qui est demandé mais véritablement du chauffage. Louis Menecier, sous-préfet de Castellane, explique au préfet qu'il a pris son poste le 16 mars 1907 et que les crédits ordinaires de la sous-préfecture sont insuffisants pour acheter l'appareil nécessaire. Le conseil général vote une partie de la somme, non sans un débat pour le moins ironique :

M. Le président. « La sous-préfecture de Castellane est installée dans un bâtiment neuf. Il est nécessaire de procéder à l'installation d'appareils de chauffage. Le vestibule est une véritable glacière, pendant l'hiver. Nous serions désolés d'apprendre que le sous-préfet est mort de froid ».

*M. Magnier. « Et que nous en sommes la cause »*¹⁹⁸.

Bien plus tard, en 1936, Gabriel Daty, sous-préfet de Barcelonnette, n'hésite pas à écrire que le représentant du pouvoir ne veut pas avoir honte de recevoir des étrangers¹⁹⁹.

La correspondance des sous-préfets avec le préfet sur leurs conditions matérielles d'installation laisse transparaître des détails de leur vie quotidienne et familiale. Le ton est parfois amical, voire familial dans de très rares cas. Ainsi, le sous-préfet de Barcelonnette, Landel, qui souhaite installer une pompe et un lavoir à la sous-préfecture, n'hésite pas à écrire au préfet le 19 octobre 1923 en ces termes :

*« Ma femme espère, qu'en grattant bien les fonds de tiroirs, vous pourrez trouver les 393 f. nécessaires, sans attendre la lointaine session du conseil général »*²⁰⁰.

À la fin du XIX^e siècle, le département envisage l'acquisition ou la construction d'hôtels de sous-préfecture. Le préfet constate, dans la séance du 18 août 1896 au conseil général, que les sous-préfectures sont mal installées dans le département malgré des prix de loyers qu'il juge excessifs. C'est l'hôtel de la sous-préfecture de Sisteron qui présente les conditions d'installation les plus défectueuses.

« Il est enserré dans un pâté de maisons, au-dessus de deux magasins servant l'un d'imprimerie et l'autre de droguerie ; il est dépourvu de tout jardin et ses

Forcalquier, rapport de l'architecte du département au préfet, 19 mai 1863.

¹⁹⁷ AD AHP, 4 N 11, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Castellane, dossier sous-préfecture 1838-1937, lettre du sous-préfet de Castellane au préfet, 29 novembre 1884.

¹⁹⁸ AD AHP, 4 N 11, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Castellane, dossier sous-préfecture 1838-1937, dossier du conseil général sur l'appareil de chauffage de la sous-préfecture, extrait des délibérations du conseil général du 3 octobre 1907.

¹⁹⁹ AD AHP, 4 N 7, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Barcelonnette, dossier sous-préfecture 1838-1939, travaux et réparations, courrier du sous-préfet de Barcelonnette au préfet, 27 août 1936.

²⁰⁰ AD AHP, 4 N 7, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Barcelonnette, dossier sous-préfecture 1838-1939, lettre du sous-préfet de Barcelonnette au préfet, 19 octobre 1923.

*dimensions sont si restreintes qu'il n'a pas été possible d'y trouver une salle pour y installer les archives de l'arrondissement »*²⁰¹.

Un seul projet est mené à terme, celui de la sous-préfecture de Sisteron.

La construction de la sous-préfecture de Sisteron²⁰²

En 1881, la maison dite de Sainte-Ursule, appartenant à la veuve Fichet, abrite la sous-préfecture de Sisteron louée par le département. Elle est acquise par MM. Eysseric et Turcan qui dénoncent alors le bail. Le département doit quitter les lieux au 31 décembre 1883. Connaissant la situation du département, dès 1882, la commune de Sisteron adopte une délibération par laquelle elle propose de lui céder gratuitement un terrain nécessaire à la construction si, au bout de quelques années, l'immeuble construit revient dans le patrimoine de la ville, sans aucune indemnité...²⁰³ Le projet est ajourné par le conseil général dans sa séance d'avril 1882. En 1884, le département loue une nouvelle maison à la veuve Beinet, située place de l'hôtel de ville. En 1899, la commune de Sisteron délibère à nouveau sur la vente d'un terrain situé au lieu dit « Porte de Marseille » cadastré 245^P section F au prix de 6 000 francs. Le département l'achète en 1903, après la construction de la sous-préfecture. Le projet de construction de la nouvelle sous-préfecture est approuvé par le conseil général dans la séance du 24 août 1899. Le montant des travaux est estimé à 50 000 francs. Le marché est adjugé en 1900 et, en 1902, a lieu la réception des travaux. Le sous-préfet s'installe dans le nouveau bâtiment dans le courant de l'année 1902 ou au début de 1903²⁰⁴. Mais, suite à la réforme de 1926, la sous-préfecture de Sisteron est supprimée et le bâtiment est aménagé en caserne de gendarmerie en 1929²⁰⁵.

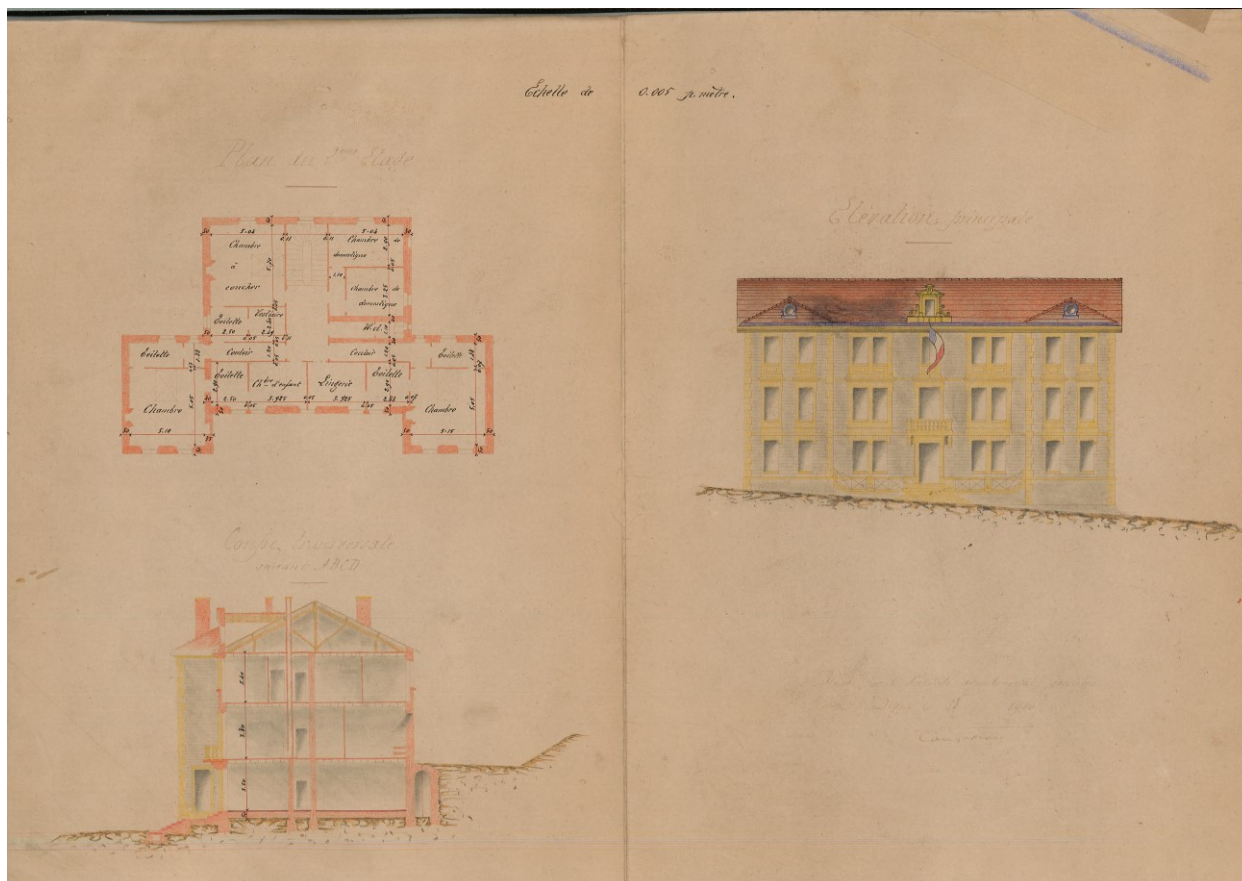
²⁰¹ AD AHP, 4 N 35, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Sisteron, extrait de délibération du conseil général du 18 août 1896.

²⁰² AD AHP, 4 N 35, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Sisteron.

²⁰³ AD AHP, 4 N 35, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Sisteron, extrait de délibération du conseil municipal de Sisteron du 25 mars 1882. La délibération ne mentionne pas les références cadastrales du terrain, par conséquent il est impossible de savoir s'il s'agit du même terrain qui sera vendu au département plus tard en 1903.

²⁰⁴ AD AHP, 1 N 32, rapport de l'architecte départemental 30 juin 1902, p. 37. L'architecte départemental mentionne dans son rapport du 30 juin 1902 qu'un crédit de 2 000 francs a permis de meubler correctement le nouvel hôtel de la sous-préfecture.

²⁰⁵ AD AHP, 1 N 48, rapport de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées chargé du service des bâtiments départementaux, exercice 1929-1930, p. 118.



9. Plan et élévations de l'hôtel de la sous-préfecture de Sisteron

(AD AHP, 4 N 35, administration et comptabilité départementales, bâtiments départementaux, 1899)

Les projets de Forcalquier et Castellane n'aboutissent pas. À Forcalquier pourtant, en 1903, le projet de construction d'une nouvelle sous-préfecture semblait avoir bien démarré. En 1905, le ministère de l'Intérieur autorise le département à emprunter les 52 000 francs nécessaires à l'acquisition d'un terrain et à la construction. En mai 1906, le département achète le terrain à un propriétaire privé, quartier de Fontauris, à Forcalquier. Mais dès le mois d'août, des doutes s'élèvent au sein du conseil général car on craint la disparition des sous-préfectures. En 1908, le projet est définitivement abandonné.

Les organes administratifs de l'arrondissement gérés par le sous-préfet

Le sous-préfet est le président d'un certain nombre de commissions dans l'arrondissement. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut citer le conseil d'arrondissement, le conseil d'hygiène publique et de salubrité, la commission des statistiques, les comices agricoles et la commission de surveillance des prisons.

Le conseil d'arrondissement

Le conseil d'arrondissement²⁰⁶ n'est pas une personne civile (à la différence de la commune ou du département), et ne peut accomplir aucun acte ni exercer aucune action. C'est une assemblée élective, mais à la différence du conseil général, il ne possède en propre ni domaine, ni service, ni budget²⁰⁷.

²⁰⁶ Voir BLOCK (Maurice), *op. cit.*, p. 202.

²⁰⁷ BACQUIAS (H.), *Le conseil général et le conseil d'arrondissement*, Paris, Berger-Levrault, 1934.

L'article 10 de la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) précise le fonctionnement et les attributions de cet organe administratif. Composé de onze membres nommés par le gouvernement, il tient une session annuelle n'excédant pas quinze jours. Il a pour attribution de répartir les contributions directes entre les municipalités de l'arrondissement. Il délivre un avis sur les demandes de décharges formées par les communes de l'arrondissement. Il entend le compte annuel que le sous-préfet rend sur l'emploi des centimes additionnels²⁰⁸ destinés aux dépenses de l'arrondissement. Enfin, il exprime un avis sur l'état et les besoins de l'arrondissement qui sera transmise au préfet. Maurice Block fait justement remarquer que l'arrondissement n'ayant jamais eu de budget distinct de celui du département, le compte rendu de l'emploi des centimes additionnels n'eut jamais lieu²⁰⁹. Les conseillers d'arrondissement sont ensuite élus par le collège électoral (c'est-à-dire les électeurs et les citoyens portés sur la liste du jury) à partir de la loi du 22 juin 1833²¹⁰. Les conseillers sont élus pour une durée de six ans, le conseil renouvelé par moitié tous les trois ans. Le conseil d'arrondissement est composé d'autant de membres que l'arrondissement a de cantons sans que le nombre de conseiller ne puisse être inférieur à neuf. Pour les arrondissements de moins de neuf cantons, le nombre des conseillers est fixé par décret²¹¹. C'est le cas pour les quatre arrondissements des Basses-Alpes. Les cantons les plus peuplés élisent un conseiller de plus. En 1892, ces dispositions sont reconduites. Dans les Basses-Alpes, le nombre de conseillers à élire par canton ne varie pas sauf pour le canton de Castellane qui passe de deux conseillers (1833) à trois en 1892.

La loi du 10 mai 1838²¹² précise les attributions des conseils d'arrondissement. Celui-ci donne son avis ou est appelé à le donner sur les sujets suivants :

- les modifications territoriales des communes, cantons, voire de l'arrondissement même et sur la désignation des chefs-lieux ;
- le classement et la direction des chemins de grande communication et des routes départementales ;
- les modifications intéressant les foires et marchés ;
- les réclamations faites par les communes en paiement de travaux qui intéressent plusieurs d'entre elles ;
- les travaux de route et de navigation ;
- acquisitions, aliénations, échanges, constructions et reconstructions des édifices et bâtiments publics de l'arrondissement (sous-préfecture, tribunal de première instance, maison d'arrêt, ou autres services publics spécifiques à l'arrondissement).

Le conseil est aussi consulté sur la taxe des prestations ou la taxe vicinale²¹³. Ces taxes, destinées à financer l'entretien des chemins communaux, sont réglées par les contribuables en nature ou en argent. Le nombre de journées de travail à accomplir est fixé par le conseil général après la délibération de conseil d'arrondissement.

²⁰⁸ Surcroît d'impôt ajouté au principal du rôle pour subvenir à certaines dépenses spéciales et qui était perçu par les collectivités locales jusqu'à la réforme de la fiscalité locale en 1974 (*Dictionnaire Larousse*).

²⁰⁹ Voir BLOCK (Maurice), *op. cit.*, p. 203.

²¹⁰ *Moniteur universel* du mercredi 26 juin 1833, p. 1 761.

²¹¹ Ordonnance du roi du 20 août 1833 qui fixe dans les arrondissements de sous-préfecture où il y a moins de neuf cantons, le nombre de Conseillers d'arrondissement que chaque canton doit élire.

²¹² « Loi sur les attributions des conseils généraux et des conseils d'arrondissement », *Bulletin des lois du royaume de France*, n° 570, 1838.

²¹³ Sur la taxe des prestations, voir les lois du 21 mai 1836, 24 février 1900, 10 juillet 1901 et 13 juillet 1925. En ce qui concerne la taxe vicinale voir la loi de finances du 31 mars 1905 qui autorise les communes à remplacer en partie ou en totalité la taxe des prestations.

Le conseil d'arrondissement siège en une seule session divisée en deux parties : l'une précède la session du conseil général, l'autre la suit. Dans un premier temps, le conseil délibère sur les réclamations qui peuvent être éventuellement faites sur la fixation du contingent de l'arrondissement aux contributions directes et sur les demandes de réductions formées par les communes. Ensuite, le conseil opère la répartition des contributions directes dont le montant a été voté par le conseil général. Le conseil d'arrondissement est tenu de se conformer aux décisions rendues par le conseil général sur les réclamations des communes (loi 10 mai 1838).

Le décret-loi du 10 septembre 1926 supprimant 106 arrondissements aurait dû conduire à une diminution du nombre de sièges. Or, bien souvent, cela n'a pas été le cas. Ainsi les membres des conseils d'arrondissement supprimés ont fait partie de plein droit des conseils d'arrondissement de rattachement ²¹⁴.

Les conseillers d'arrondissement sont appelés à exercer d'autres attributions en dehors de leur session annuelle : électeur sénatorial, membre du conseil de révision, du conseil départemental des allocations militaires, de la commission du recensement général des votes pour les élections à la chambre ou au tribunal de commerce, membre titulaire ou suppléant de la commission d'assistance du canton voisin ²¹⁵.

Les conseils d'arrondissement sont suspendus par la loi du 12 octobre 1940 et leurs attributions dévolues au sous-préfet. Ils ne furent jamais restaurés.

Le Conseil d'hygiène publique et de salubrité

L'arrêté du 18 décembre 1848 ordonne la création de commissions de salubrité dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement, et même de canton. Se mettent en place les conseils d'hygiène publique et de salubrité dans chaque arrondissement et les commissions d'hygiène publique dans chaque canton.

Le conseil d'hygiène publique et de salubrité se compose de sept à quinze membres au plus, nommés pour quatre ans par le préfet et renouvelés par moitié tous les deux ans. Médecins, chimistes, vétérinaires sont appelés à y participer mais pas exclusivement. Des notables ou des personnes ayant à s'occuper des questions d'hygiène peuvent aussi en être membre. Le sous-préfet préside ce conseil ou désigne un délégué qui le remplace. Ses membres ont voix consultative au conseil d'arrondissement. Le conseil se réunit au moins tous les trois mois ou sur demande de l'autorité administrative. Le conseil d'hygiène publique et de salubrité est consulté sur :

- l'assainissement des localités et des habitations ;
- les mesures à prendre pour combattre épidémies et maladies des animaux ;
- le développement de la vaccination ;
- les soins médicaux prodigués aux indigents ;
- l'amélioration des conditions sanitaires des populations ouvrières et agricoles ;
- la salubrité des ateliers et des établissements publics (écoles, hôpitaux, prisons, établissements de bienfaisance, casernes etc...) ;
- les questions relatives aux enfants abandonnés ;
- la qualité des aliments, boissons, médicaments commercialisés ;
- l'accessibilité des établissements thermaux aux malades pauvres ;

²¹⁴ Décret du 17 septembre 1926.

²¹⁵ BACQUIAS (H), *op. cit.*, p. 103.

- les demandes d'autorisation liées aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
- les questions d'hygiène publique pour les grands travaux d'utilité publique (construction d'écoles, prisons, casernes, voiries, cimetières, fontaines, etc.).

La commission des statistiques

Ces commissions sont créées par le décret du 1^{er} juillet 1852 dans les arrondissements et présidées par le sous-préfet. Elles sont chargées de remplir les divers tableaux envoyés par le ministère de l'agriculture ou du commerce. Le même décret crée aussi une commission dans chaque chef-lieu de canton. Ses membres sont nommés par le préfet.

La commission de surveillance des prisons

Les commissions de surveillance des prisons sont créées par l'ordonnance royale du 9 avril 1819, qui instituait la Société royale pour l'amélioration des prisons. Pour les Basses-Alpes, il en existe une dans chaque chef-lieu d'arrondissement. Celle de Castellane semble être active depuis 1823²¹⁶. Le sous-préfet en était le président et rendait compte au préfet de leur activité. Ces commissions étaient chargées de surveiller la salubrité, l'instruction religieuse et la moralité.

Liste des sous-préfets par arrondissement²¹⁷

Sous-préfets de Barcelonnette

RIPPERT (Nicolas).	1800, 4 avr.
BRUAND (Anne, Joseph).	1816, 30 avr.
LUILLIER d'ORCIÈRES (Guillaume).	1817, 16 juil.
SAVIGNHAC (Marie, Joseph).	1818, 14 oct.
URRE (Jean, Pierre, Louis d').	1820, 10 mai
BAUDIER (Jean, Nicolas).	1820, 6 sept.
GACON (Joseph, Étienne de).	1823, 19 nov.
BANE (Joseph, Toussaint).	1827, 5 avr.
BOISSIER (Isidore).	1830, 30 août
ESTORNEL (Charles, François, Augustin).	1831, 16 août
AILHAUD (Alcibiade).	1832, 12 août
BOULAGE (Ernest).	1833, 7 août
DALIGNY (Maurice, Victor.)	1836, 22 juil.
LATOURE SAINT IGEST (Louis, Jean, Baptiste).	1838, 3 février
SANTERRE (Armand, Hugues, Frédéric).	1838, 15 avr.
COTTE (Jean, Joseph, Vincent).	1838, 2 nov.
RABIER de LA BAUME DU VILLARS (Jean, Baptiste, Augustin, Octave).	1843, 18 juil.
COURTET (Jules).	1845, 13 avr.
BALDIT (Henri, Édouard, Frédéric).	1846, 11 janv.
CASTELLANE MAJASTRE (Jules de).	1846, 25 nov.

²¹⁶ AD AHP, 1 Y 14, Commission de surveillance des prisons, composition (1831-1911) ; rapports des commissions et réponses de l'administration (1873-1879) ; activités par commission : Barcelonnette (1833-1901), Castellane (1823-1926), Digne (1930-1958), Forcalquier (1833-1901), Sisteron (1827-1898) ; instructions et circulaires.

²¹⁷ Liste établie d'après les deux ouvrages des Archives nationales : *Le personnel de l'administration préfectorale, 1800-1880*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998 et *Le personnel de l'administration préfectorale, 1881-1926*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2001. Pour la période 1926-1940, la liste a été établie d'après les dossiers d'archives de la sous-préfecture de Barcelonnette et l'ouvrage éditée par la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, *Regard sur l'histoire des services du ministère de l'Intérieur dans les Alpes-de-Haute-Provence*, Gap, Imprimerie Louis-Jean, 2002.

<i>ASTOUIN (Jean, Joseph). sous-commissaire du gouvernement.</i>	1848, 24 fév.
ASTOUIN (Jean, Joseph).	1848, 23 juil.
DUTROU BORNIER (René, Pierre).	1849, 3 juil.
FILLEMIN (Ambroise, Athanase).	1851, 16 juil.
MONTAUBIN (Charles, Hilaire).	1853, 16 mars
ALBERT (Léopold).	1855, 13 avr.
DESAIX (Louis, Gabriel).	1857, 13 août
DARD (Joseph).	1858, 25 sept.
DESPLANQUES (Anatole, Louis).	1859, 28 juil.
BUCHOT (Stephen, Philibert, Richard).	1861, 2 fév.
POULIN (Auguste).	1863, 18 nov.
CACAULT (Louis, Henri).	1865, 27 oct.
LINDER (Jules, Nicolas).	1867, 23 mars
BARAGNON (Jules).	1868, 4 nov.
BLANCHET (Julien).	1869, 15 sept.
DONNEZAN (Paul, Marie, Jean-Baptiste).	1869, 8 nov.
HOUDETOT (Louis de).	1872, 24 janv.
<i>PAGÈS (Jean, Pierre, Joseph, Camille). 2e série.</i>	1874, 6 janv.
DUBOIS (Jean, Louis, Raoul).	1874, 10 janv.
L'ÉCUYER (Louis, Maximilien, Espérance de).	1875, 2 avr.
GAIDAN (Louis, Antoine, Joseph).	1876, 7 juil.
<i>DELAGE (Étienne, Georges). 2e série.</i>	1877, 30 déc.
<i>DEVOISINS (Osmin). 2e série.</i>	1879, 31 mai
TERWAGNE (Anatole, Théophile).	1880, 12 janv.
LAFARGUE (Pierre, Paul). <i>2e série.</i>	1880, 4 juil.
DURAND (Jules).	1882, 8 nov.
BEAUNE de BEAURIE (Antoine, Léopold de).	1885, 21 fév.
DU CAURROY (Hugues, Charles, François).	1887, 8 janv.
JAUBERT (Henri).	1888, 20 juin
FLUSIN (Armand, Joseph).	1888, 28 décembre
CASTA (Joseph).	1889, 22 mars
JULIENNE (Louis, Charles, Alphonse).	1889, 14 avr.
MANIETTE (Eugène).	1889, 3 déc.
HÉBERT (Jacques).	1891, 7 janv.
CANALE (Paul).	1892, 31 déc.
HÉBERT (Jacques).	1893, 19 janv.
MERLIN (Henri, Ernest).	1894, 7 janv.
CASTA (Joseph).	1895, 18 mars
COYNE (Étienne).	1895, 1er juin
MONTREUIL (Louis, Auguste, Joseph).	1898, 8 nov.
SENNÉ-DESJARDINS (Jean, Mikaël, Élisabeth, Marie, Joseph).	1902, 9 sept.
JABOUILLE (Pierre, Charles, Edmond).	1904, 5 sept.
CASSÉ-BARTHE (Henri, Jean, François). <i>Non installé.</i>	1907, 12 avr.
DUPIN (Raoul).	1907, 21 mai
SIGNORET (Joseph, Adolphe, Célestin).	1908, 17 fév.
ROCHARD (Gabriel, Auguste, Léon).	1909, 10 juin
CALLOCH (Georges, Gabriel).	1910, 3 oct.
ROUSSEL (Émile, Emmanuel).	1911, 20 oct.
DUBOIS (Augustin, Pierre, Joseph).	1912, 13 juin
JULIEN (Pierre, Alphonse).	1912, 5 déc.
SAUVAIRE (Albert, Marie).	1914, 15 juil.
GIACOBBI (Antoine, Félix). <i>Pour la durée de la guerre.</i>	1917, 13 juil.
GIACOBBI (Antoine, Félix). <i>Définitif.</i>	1918, 7 oct.

BOUQUET (Henry, Pierre).	1920, 23 mars
MOUILLOT (Jean).	1920, 23 mars
BABILLOT (Émile).	1921, 4 nov.
LANDEL (Joseph, Eugène, Victor).	1923, 2 mai
VIRLOJEUX (René, Jules, Henri).	1925, 13 fév.
FASCE (Charles, Pierre, Marie).	1925, 4 avr.
MARTIN (Robert).	1926, 25 fév.
BAILLY de (Robert)	1928, 10 juin
VASSEROT (Clément)	1930, 27 mai
LACOMBE (Jacques)	1932, 25 octobre
DATY (Gabriel)	1934, 12 juillet
OTTAVIANI (Louis)	1936, 26 octobre
SEGAUT (Marcel)	1939, 8 février
MAURIN (Joseph)	1939
ROME (Gustave)	1940, 30 octobre

Sous-préfets de Castellane ²¹⁸

FRANCOUL (Jean, Joseph). [14 germinal an VIII].	1800, 4 avr.
VILLENEUVE-BARGEMON (Emmanuel, Ferdinand de).	1815, 27 janv.
DUVILLARD (Antoine, André).	1815, 23 août
ROBION (Joseph, Antoine). I	1830, 31 août
ROBION (Joseph, Antoine). II	1837, 14 sept.
DALIGNY (Maurice, Victor).	1838, 3 fév.
FÉRAUD (Marc, Henri, Angelin).	1840, 5 sept.
ARNAUD (Joseph, Noël, Édouard). <i>sous-commissaire du gouvernement.</i>	1848, mars
SECOND (Albéric).	1848, 23 juil.
CHANDONNÉ (Charles, Louis, Marie).	1850, 12 juil.
SERVATIUS (Edmond, Charles, Nicolas).	1851, 27 mars
AILHAUD (Alcibiade).	1853, 16 mars
DES VARANNES (Ernest, Paul).	1855, 25 juil.
MERLIN (Gonzalès).	1857, 2 juin
CHAUDRUC de CRAZANNES (Charles, Paul, Alexandre, Louis).	1858, 10 avr.
GASC (Amédée, Paul, Émile).	1860, 26 janv.
LOVERDO (Georges, Nicolas, Charles, Henry de).	1860, 8 mars
CHARBONNIER (Urbain, Maximilien).	1861, 17 avr.
GRANDVAL (Emmanuel, Louis).	1862, 27 nov.
BALLERO (Auguste).	1867, 3 août
RAFÉLIS de BROVES (Charles, Arthur de).	1869, 23 oct;
COLLOMP (<i>Ferdinand, Emmanuel, Joseph</i>). <i>2e série.</i>	1870, 24 sept.
BATTEL (Anatole).	1873, 1er juil.
BOURDONCLE (Jules, Georges, Albert).	1873, 25 oct.
COLLINET de LA SALLE (Maxime, Louis, Léopold, Constant).	1874, 28 août
SALLES (Louis, François de).	1876, 24 mai
BARLET (<i>Henri, Guillaume, Alfred</i>). <i>2e série.</i>	1877, 21 févr.
MONTAGNE (Louis, Joseph, Toussaint).	1877, 24 mai
BARLET (<i>Henri, Guillaume, Alfred</i>). <i>2e série.</i>	1877, 30 déc.
AMIEL (<i>Léon, Rodolph</i>). <i>3e série.</i>	1878, 1er nov.
LÉON (Joseph).	1879, 2 déc.
MAGON-BARBAROUX (Alphonse, Jean, Marie).	1880, 17 nov.
DELAGE (Étienne, Georges).	1882, 28 fév.
ARNAL (Amédée). <i>Non installé</i>	1882, 14 mars

²¹⁸ Cette sous-préfecture est supprimée par décret du 10 septembre 1926, puis rétablie par la loi du 1^{er} juin 1942.

ABEILLE (Jean-Marie).	1882, 25 mars
TRIGANT-GENEST (Edgard).	1886, 14 nov.
BÉCHET (Pierre).	1887, 8 janv.
GIACOBBI (Jean, Socrate).	1888, 25 août
HERSENT (Francis).	1891, 7 janv.
HUDELO (Louis).	1891, 22 déc.
HENRY (Albert).	1892, 31 déc.
DUBOST (Eugène).	1894, 1er fév.
BÉRARD (Louis, Gaston).	1895, 18 mars
HARDY (Charles).	1895, 6 juil.
NICOLAS (Urbain, Gratien, Alphonse).	1896, 30 nov.
VASSAL (Victor).	1897, 13 sept.
THÉAUX (André). <i>Non installé.</i>	1898, 21 oct.
CHAUMONT (Jean, Clément, Frédéric, Henri).	1898, 8 nov.
TAINTURIER (Léon, Denis, Lucien).	1902, 9 déc.
ESCANDE (Charles, Marc, Gabriel, Émile).	1904, 5 sept.
MARINI (Henri, Marie, Adolphe). <i>Non acceptant.</i>	1905, 1er déc.
BLACHON (Fernand).	1905, 15 déc.
MENNECIER (Louis, Auguste, Anicet).	1907, 26 fév.
BARGEAUD (Jules, Édouard).	1908, 17 janv.
GUILLEMET (Marcel, Auguste, Henri).	1908, 20 juin
SALZE (Auguste, Marie, Joseph).	1908, 7 nov.
FLACH (Henri).	1911, 23 mai
PENNES (Pierre, Henri, Roger).	1911, 20 oct.
VACQUIER (Paul).	1914, 3 mars
OURMET (Paul).	1914, 15 juil.
SESTIER (Jules, Alfred, Gabriel). <i>Pour la durée de la guerre.</i>	1916, 30 nov.
CAYOL (Nazaire, Jules, Pierre). <i>Pour la durée de la guerre.</i>	1917, 18 avr.
CAYOL (Nazaire, Jules, Pierre). <i>Définitif.</i>	1919, 9 mars
BERNARDI (Xavier de).	1920, 6 août
MATHERON (Henri, François).	1921, 4 nov.
FAGUET.	1923, 5 oct.
LAPEYRE (Henri, Étienne, François)	1925, 20 fév.
RESSIER (Jean, Michel, Henri). <i>Rattaché à la préfecture le 22 septembre 1926.</i>	1925, 4 oct.

Sous-préfets de Digne (de 1811 à 1815) ²¹⁹

REY-PAILHADE (Louis, Georges, Jean, Climaque). AF/IV. Confirmé le 6 juillet 1812, le 11 avril 1813	1811, 3 oct.
ESTORNEL (Charles, François, Augustin). <i>Par intérim</i>	1815, 19 mars
RENAULDON (Charles, Claude)	1815, 10 juin
REY-PAILHADE (Louis, Georges, Jean, Climaque). <i>Reprise possible de fonction</i>	[1815, juil. ?]

²¹⁹ « Il y a près du préfet de chaque département un auditeur au conseil d'État, qui a le titre et qui fait les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement ».

Sous-préfets de Forcalquier

* <i>CLEMENTIS</i> . [14 germinal an VIII]. <i>AV/IV</i> .	1800, 4 avr.
LA TOURRETTE d'AMBERT (Eugène).	1806, 20 nov.
CALVET (Jean, Joseph).	1813, 11 nov.
POURCIN PEYRESC (Louis, Philippe, Étienne).	1815, juin
MARTIGNAN (Charles de).	1815, 23 août
BRAULT (Louis).	1819, 24 fév.
SULEAU (Élysée de).	1820, 6 sept.
CHANTREAU (Charles, Frédéric, Auguste de).	1821, 6 fév.
GRIMALDI (Jean, Henry de).	1821, 29 août
GAILLARD (Jules de).	1826, 14 mai
BONDIL (Antoine).	1831
ESTORNEL (Charles, François, Augustin).	1832, 30 juil.
DAVESIÈS de PONTÈS (Lucien).	1840, 6 juin
GASSOT de FUSSY (François, Marie).	1841, 10 mars
BRONDEAULT de SAULXURES (Aubin, Amédée).	1846, 6 avr.
GRAND (Jean, Baptiste, Adolphe).	1846, 27 déc.
JULIEN (Hippolyte, Joseph) dit Julien-Sauve. <i>Sous-commissaire du gouvernement, puis sous-préfet.</i>	1848, 27 mars
<i>JULIEN (Hippolyte, Joseph) dit Julien-Sauve.F/la*</i>	1848, 23 juil.
ODENT (Paul). <i>Sans suite.</i>	1849, 24 janv.
ALAUX (Jean-Baptiste, Édouard).	1849, 20 fév.
ABEL de LIBRAN (François, Gaspard, Alfred d').	1849, 31 mai
GAUVILLE (Charles, Louis, Antoine de).	1849, 28 juil.
PAILLARD (Alphonse).	1849, 7 déc.
CHEVREAU (Léon).	1851, 1er déc.
DAUSSE (Alexis).	1852, 9 mai
PICARD d'AMBEYSIS (Eugène, Arthur).	1854, 30 août
* <i>SAINT-PHALLE (de). F/La*. Almanach de 1857, de 1858.</i>	1856, 15 déc.
MASIN (Alfred, François, Amédée de).	1858, 30 déc.
PASSELAC (Jean, Jacques, Auguste, Amédée).	1860, 1er mai
DES MAZIS (Gaston).	1861, 24 oct.
RENARD (Charles).	1864, 11 sept.
POTIER de LA MORANDIÈRE (Fernand, James, Albert).	1866, 21 juil.
BLANCHET (Julien).	1869, 9 nov.
JULIEN (Hippolyte, Joseph) dit Julien-Sauve	1870, 23 sept.
TARDIF (Joseph, Absalon).	1870, 26 nov.
<i>ROUSTAN (Victor). 2e série.</i>	1871, 5 juin
<i>CATUSSE (Anatole). 2e série.</i>	1871, 13 juil.
FRAISSYNAUD (Paul).	1873, 1er août
LA HAYE d'ANGLEMONT (Ernest, Christian de).	1874, 30 déc.
ROMEUF (Jean, Charles, Alexandre de).	1876, 7 juil.
MARTIN (Gabriel).	1877, 3 juil.
GOYER de SENNECOURT (Charles, Hippolyte, Henri).	1877, 30 déc.
<i>MENGARDUQUE (Jules). 2e série.</i>	1879, 3 sept.
<i>GARDAVAUX (Jean, Marie, Antoine, Joseph, Auguste). 3e série.</i>	1880, 26 mars
DUPRAT (Joseph).	1881, 30 mars
BIDOU (Édouard, Jean).	1881, 20 déc.
RIVIÈRE de LA SOUCHÈRE (Eugène).	1882, 27 juil.
TOUCAS (Marie, Joseph, Georges, Ferdinand).	1886, 13 fév.
SALANSON (Georges, Marie, Eugène).	1887, 5 mars
PERRIN (Charles, Antoine).	1887, 12 mars
DUTRAIT (Ernest).	1888, 20 juin

GALTIER (Marie, Auguste, Hippolyte). <i>Non installé.</i>	1896, 28 fév.
DUTRAIT (Ernest).	1896, 5 mars
NIORD (Henry, Charles).	1897, 13 fév.
MÜLLER (Daniel, Paul).	1897, 1er mai
DADIN (Charles, Alexandre).	1900, 22 mars
MENDONÇA (Marc, Édouard, Albert de).	1904, 5 sept.
LAMY (Félix, Eugène, Georges).	1905, 30 déc.
BOISSONNADE (Marcel, Antoine). <i>Non installé.</i>	1906, 3 nov.
DUTREUIL (Prosper, Victor, Henri).	1906, 20 nov.
ROUX (Paul, Salvador, Benedetto, Joseph).	1907, 24 juil.
MASSONI (Paul, Dominique, Philippe, Joseph).	1907, 31 août
GAUZY (Georges, Jean, François, Louis). <i>Pour la durée de la guerre. Mobilisé le...</i>	1915, 16 janv.
MARCANTONI (Marc, Antoine, Cicéron). <i>Pour la durée de la guerre.</i>	1915, 24 avr.
FLACH (Xavier). <i>Par interim.</i>	1917, 3 nov.
FLACH, (Xavier). <i>Définitif.</i>	1919, 28 mars
COSTE (Ulrich, Eugène).	1921, 31 déc.
GRASSIN-DELYLE (Jean, Marie, Edmond).	1926, 9 fév.
CHASSAIGNE (Denis, André).	1926, 10 fév.
OTTAVIANI (Louis)	1939, 9 février.
REYMOND (Jean)	1941, 9 janvier.

Sous-préfets de Sisteron ²²⁰

EYMAR. [2 floréal an VIII].	1800, 22 avr.
BIGNON (Louis). [12 prairial an VIII]. AF/IV.	1800, 1er juin
REY-PAILHADE (Louis, Georges, Jean, Climaque).	1816, 31 janv.
RIPPERT (Nicolas).	1820, 6 sept.
FAURE, (Jean).	1822, 21 août
DARTTEY (Charles, Joseph, Victor).	1830, 30 août
AILHAUD (Alcibiade).	1833, 7 août
MARIANI (Antoine, Dominique).	1836, 21 oct.
GIUBEGA (Hyacinthe).	1837, 24 juil.
COUPIER (Théophile). <i>Sous-commissaire du gouvernement.</i>	[1848, 24 fév.]
COUPIER (Théophile).	1848, 23 juil.
LAMBERT (Léon, Anatole).	1850, 17 janv.
BAUCHART (Théodore, Alfred).	1851, 27 mars
BLANQUART de BAILLEUL (Charles, Joachim, Gustave).	1851, 17 sept.
PAUTET DU ROZIER (Jean, François, Jules).	1853, 4 déc.
MARBOTIN-SAUVIAC (Charles, Jeanne de).	1855, 23 nov.
CASABIANCA (Antoine, Paul de).	1857, 10 mars
CHAUDRUC de CRAZANNES (Charles, Paul, Alexandre, Louis).	1860, 26 janv.
SAINT-ÉTIENNE-CAVAIGNAC (Bernard, Marie, Joseph, Paul).	1863, 23 fév.
GAY-DU-PALLAND (Simon, Claude, François, Gabriel).	1865, 5 fév.
FIESCHI (Paul).	1867, 24 mars
BARDY (François, Eugène).	1867, 30 avr.
ESNARD (Jean, Jacques, Aristide).	1868, 4 août
DESSAUD (Pierre, Théophile).	1870, 14 oct.
HUET (Ocellus, Ernest). <i>2e série.</i>	1871, 20 sept.
CARTILLIER (Camille).	1873, 18 juin
LASMARTRE (Jean, Jacques, Guillaume, Gustave).	1873, 16 nov.
BUARD (Marie, Pierre). <i>2e série.</i>	1877, 21 fév.
THIÉBAULT (Charles, Henri).	1877, 24 mai

²²⁰ Cette sous-préfecture sera supprimée par décret du 10 septembre 1926.

JOUCLA (Étienne, Antoine) dit Joucla-Pelous Brunet. 3e série.	1877, 30 déc.
COUSIN de LA TOUR FONDUE (Jean, Baptiste, Marcelly, Marie, Joseph). 2e série.	1878, 1er nov.
CARRON (Edmond).	1881, 26 janv.
EXBRAYAT (Joseph).	1881, 6 nov.
GUISQUET (Vincent, Joseph, Paul).	1884, 3 avr.
LEYGUE (Casimir).	1886, 13 fév.
CHENOT (Louis, Joseph).	1888, 1er déc.
CHAPRON (André).	1890, 12 fév.
TOURNÉ (Xavier).	1890, 9 juil.
TOUREL (Eugène).	1891, 18 avr.
BOIS (Jean, Eugène).	1892, 31 déc.
TOUREL (Eugène).	1893, 19 janv.
BONHOURS (Clément, Benjamin).	1894, 1er fév.
DUPRAZ (Charles, Joseph, Marie).	1894, 12 sept.
TRIGANT-GENESTE (Jacques)	1895, 18 mars.
LETAINTURIER (Gabriel) dit LE TAINTEURIER-FRADIN.	1895, 16 nov.
FRANÇOIS (Georges, Antoine, Maxime).	1896, 23 mai.
CHAUVAC (Rémy, Henri).	1898, 19 juil.
CHRISTIAN (Édouard).	1899, 22 avr.
DUCAUD (Alfred).	1901, 1er avr.
SIMONEAU (Louis, Marie, Eugène).	1902, 9 sept.
SCHNEIDER (Sylvestre, Gustave, Eugène).	1904, 5 sept.
BERTIN (Auguste, Louis, Marie).	1905, 30 déc.
CHAPSAL (Jean, Pierre, Émile).	1908, 7 nov.
SIGNORET (Joseph, Adolphe, Célestin).	1909, 10 juin.
JULIEN (Pierre, Alphonse). Mobilisé le 26 septembre 1914.	1914, 15 juil.
LAVAUD (Léonard). Pour la durée de la guerre.	1914, 2 oct.
SAUVAIRE (Albert, Marie). Pour la durée de la guerre.	1917, 13 juil.
SAUVAIRE (Albert, Marie). Définitif.	1918, 7 oct.
HENRY (Louis) dit JACQUES-HENRY. Non installé.	1921, 20 fév.
CLERCK (Alfred, Célestin de).	1921, 4 mars
DUPRÉ (Jean, Baptiste, Emmanuel, Victor).	1925, 8 juin
TARDIF (Raymond).	1926, 11 janv.
GROSJEAN (Jules, Fernand, Auguste). Rattaché à la préfecture le 22 septembre 1926.	1926, 12 janv.

Historique de conservation et modalités d'entrée

L'administration centrale semble se préoccuper de la conservation des archives des sous-préfectures à partir du milieu du XIX^e siècle. Au début des années 1850, les quatre sous-préfets du département répondent à une enquête relative à l'état de leurs archives²²¹. Le constat n'est pas brillant mais les fonds, bien que la plupart soient non classés, paraissent encore en bon état.

À Barcelonnette, les archives sont reléguées depuis plusieurs années au-dessus d'une écurie et ne sont pas classées ; aucune mesure n'a été prise pour remédier à cette situation. À Sisteron, le local affecté aux archives est beaucoup trop étroit pour permettre un travail de classement. À Castellane, elles sont classées et placées dans le bureau et le cabinet affectés au sous-préfet.

²²¹ AD AHP, 2 T 41, archives des sous-préfectures, réponses de chaque sous-préfet à l'enquête ordonnée par le préfet le 20 mars 1850. Cette enquête fait probablement suite à une circulaire du ministère de l'Intérieur du 31 août 1849 rappelant l'obligation faite aux préfets de produire un rapport annuel sur les archives. La proclamation de la Seconde République en 1848 et les changements dans le personnel préfectoral font constater au ministère qu'un grand nombre de préfets n'ont pu satisfaire à cette obligation en 1848.

Enfin, celles de Forcalquier sont entreposées dans un appartement qui occupe les combles de l'hôtel de la sous-préfecture. La pièce est mal éclairée, son accès est difficile et rend impossible tout travail de mise en ordre.

En 1861, une circulaire du ministère de l'Intérieur interroge les préfets sur l'opportunité de déposer au chef-lieu de département des archives des sous-préfectures antérieures à 1830²²². Il y est constaté, en outre, que les archives des sous-préfectures françaises sont en désordre par manque de locaux et de personnel adapté. Entre 1862 et 1863, les sous-préfectures de Barcelonnette, Sisteron, Forcalquier procèdent à ce dépôt et dans une moindre mesure celle de Castellane. Les papiers sont déposés aux archives de la préfecture à Digne²²³ mais pas dans le bâtiment des archives départementales car ce dernier n'est pas encore construit²²⁴. Les archives de Castellane sont lacunaires avant 1830 sans que la raison n'en soit indiquée par le sous-préfet²²⁵. Pourtant rien n'avait été signalé dans l'enquête de 1850. Aujourd'hui, les documents antérieurs à 1830 sont rares dans le fonds de la sous-préfecture de Castellane. Il s'agit de l'enregistrement des diplômes de médecins et d'un registre d'arrêtés débutant en 1826.

La conservation et le traitement des archives des sous-préfectures du département sont très préoccupantes durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. L'installation matérielle des hôtels de sous-préfectures ne favorise pas la bonne conservation des documents. Quand bureaux administratifs et logements du sous-préfet sont exigus ou inconfortables, lorsque les déménagements se succèdent au gré des renouvellements de baux, les archives ne sont pas au cœur des préoccupations de l'administration sous-préfectorale et elles en pâtissent. Dans son rapport annuel de 1882, l'archiviste départemental consacre un long développement aux archives des sous-préfectures²²⁶. Celles de Forcalquier sont entassées sous les combles de l'hôtel, recouvertes de poussière et rongées en partie par les rats ; Sisteron n'est pas mieux lotie car les papiers sont stockés dans une soupenne étroite et obscure. À Barcelonnette, les conditions de conservation ne sont pas évoquées, mais le rapport souligne qu'il n'y a pas de salle spéciale affectée aux archives et que les travaux de classement et d'inventaire restent à faire. Enfin, à Castellane, il est nécessaire de trier les papiers inutiles. Le ministère de l'Intérieur, puis celui de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, ne cesse depuis 1861 de relever la situation désastreuse des archives des sous-préfectures des Basses-Alpes. Le 23 décembre 1886, le ministre de l'Instruction publique, dans un courrier adressé au préfet, tire la sonnette d'alarme :

« La situation déplorable des archives des sous-préfectures de votre département fait depuis longtemps l'objet des observations du ministère. Déménagées à chaque instant, reléguées dans des galetas, elles sont livrées à la destruction et au pillage, et l'on n'a jamais pu obtenir des employés, occupés ailleurs, la moindre classification de ces documents. Pour éviter la prolongation d'un tel état de choses et la reproduction d'irrégularités aussi graves que celles qui se sont passées naguères à Sisteron, où des dossiers d'affaires courantes ont été anéantis, M. l'inspecteur général et M. l'archiviste proposent que tous les papiers des sous-

²²² AD AHP, 2 T 25, circulaires et instructions relatives aux archives, 1860-1869, circulaire du ministère de l'Intérieur du 2 janvier 1861.

²²³ 2 T 41 (liasse 1), archives des sous-préfectures, sous-préfecture de Forcalquier, lettre [du préfet] au ministre de l'Intérieur du 21 novembre 1862. Sous-préfecture de Barcelonnette, lettre du sous-préfet au préfet du 28 mars 1863. Sous-préfecture de Sisteron, lettre du sous-préfet au préfet du 4 octobre 1862.

²²⁴ AD AHP, 4 N 20, plan du projet de bâtiment des archives départementales, 1875. Cet ancien bâtiment était situé au quartier dit de « Soleille Bœuf ». Il n'existe plus aujourd'hui. D'après Raymond Collier, la construction fut décidée le 9 avril 1875 par le conseil général et l'adjudication eu lieu le 7 février 1876. Les travaux sont vraisemblablement terminés fin 1877 ou début 1878 (COLLIER (Raymond), *Guide des archives des Alpes-de-Haute-Provence*, Digne, 1974, p. 17).

²²⁵ AD AHP, 2 T 41(liasse 1), archives des sous-préfectures, sous-préfecture de Castellane, courrier du sous-préfet au préfet, 16 février et du 11 octobre 1861.

²²⁶ AD AHP, 1 N 12, rapports du préfet et délibérations du conseil général, rapport de l'archiviste départemental, 1882, p. 91 et suivantes.

préfectures qui n'auraient plus d'utilité actuelle soient transportés aux archives départementales où ils seraient conservés et classés méthodiquement. Cette mesure me paraît la seule efficace »²²⁷.

Ce n'est qu'au début du xx^e siècle que les travaux de classement sont réellement entrepris. Les archives de la sous-préfecture de Castellane sont mises en ordre entre 1897 et 1899 par un employé de la sous-préfecture, M. Chaix, rétribué 150 francs pour ce travail de classement²²⁸. Celles de Forcalquier sont classées en 1900 par M. Jean, ancien employé de préfecture, qui reçoit une indemnité de 280 francs²²⁹. Il poursuit le travail entrepris en 1894 par M. Reynaud, employé de la sous-préfecture²³⁰. À Sisteron, en 1903-1904, c'est un employé des ponts et chaussées, M. Baume, qui commence ce travail que M. Brunet, le secrétaire du sous-préfet, achève²³¹.

Quant aux archives de la sous-préfecture de Barcelonnette, les papiers antérieurs à 1830 sont triés par l'archiviste départemental en 1883 de façon sommaire²³². Dix ans plus tard, la situation demeure pour le moins alarmante : les vieilles archives ont été montées dans le grenier de la sous-préfecture et l'actuel sous-préfet est même convaincu que « les bonnes ou les domestiques de ses prédécesseurs ont dû se servir de ces archives comme de vieux papiers pour allumer leur feu »²³³.

La réforme administrative de 1926 qui supprime les arrondissements de Sisteron et Castellane a pour première conséquence de provoquer le versement ou l'élimination de leurs archives. L'arrondissement de Sisteron étant rattaché à celui de Forcalquier, ses archives sont versées à la sous-préfecture de Forcalquier en décembre 1926. En 1927, dans l'urgence, le sous-préfet de Forcalquier fait procéder à des travaux dans la cave où elles ont été entreposées. Lumière électrique et étagères sont installées²³⁴. Toujours en décembre 1926, sept registres et dix-sept liasses provenant de la sous-préfecture de Sisteron sont versés aux archives départementales²³⁵. Enfin en 1927, l'archiviste départemental dresse un inventaire des papiers à éliminer en précisant, le cas échéant, qu'il s'agit essentiellement de documents de portée générale, ou en double ou des imprimés²³⁶. Cent trois liasses, dont le volume n'est pas indiqué, sont éliminées. Le rapport de l'archiviste départemental indique pour l'exercice 1927-1928 une vente de papiers périmés de la sous-préfecture de Sisteron : trente-sept mètres linéaires qui rapportent 373 francs au département²³⁷. Il est impossible de connaître le sort précis des archives de la sous-préfecture de Sisteron : la part détruite, la part versée. Un constat aujourd'hui : c'est le fonds le plus lacunaire de la série Z avec seulement une dizaine d'articles.

²²⁷ AD AHP, 2 T 41, archives des sous-préfectures, documents généraux, courrier du ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes au préfet, 23 décembre 1886.

²²⁸ AD AHP, 1 N 27, rapports du préfet et délibérations du conseil général, rapport de l'archiviste départemental, 1897, p. 170. Voir aussi 1 N 29, rapport de l'archiviste départemental, 1899, p. 196.

²²⁹ AD AHP, 4 N 22, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Forcalquier, sous-préfecture de Forcalquier, extrait de délibération du conseil général du 16 avril 1901.

²³⁰ AD AHP, 1 N 25, rapports du préfet et délibérations du conseil général, rapport de l'archiviste départemental, 1895, p. 210.

²³¹ AD AHP, 1 N 33, rapports du préfet et délibérations du conseil général, rapport de l'archiviste départemental, 1903, p. 186.

²³² AD AHP, 1 N 13, rapports du préfet et délibérations du conseil général, rapport de l'archiviste départemental, 1883, p. 287.

²³³ AD AHP, 2 T 41, archives des sous-préfectures, sous-préfecture des Barcelonnette, lettre du sous-préfet au préfet du 14 juillet 1892.

²³⁴ AD AHP, 4 N 22, dossier des baux et travaux des bâtiments du département à Forcalquier, lettre du sous-préfet de Forcalquier au préfet, 23 février 1927.

²³⁵ AD AHP, 1 N 47, rapports du préfet et délibérations du conseil général rapport de l'archiviste départemental, 1927, p. 81 et suivantes.

²³⁶ AD AHP, 2 T 28, Bordereaux de versement et états de suppression d'archives (1857-1940), sous-préfecture de Sisteron, 1927.

²³⁷ AD AHP, 1 N 47, rapports du préfet et délibérations du conseil général rapport de l'archiviste départemental, 1928, p. 176. Ce sont 1 868 kgs de papier de la sous-préfecture de Sisteron qui sont vendus. La conversion adoptée est à 50 kg correspondent 1 mètre linéaire.

Les archives de la sous-préfecture de Castellane sont quant à elles versées directement aux archives départementales car l'arrondissement est rattaché à Digne. Ce sont onze registres et quatre-vingt-quatre liasses qui parviennent au dépôt départemental le 14 décembre 1926²³⁸. Là encore, il est procédé à une vente et ce sont trente-quatre mètres linéaires qui sont éliminés²³⁹.

Les archives de la sous-préfecture de Forcalquier sont versées aux archives départementales en 1926, conséquence de la saturation des locaux de l'hôtel de la sous-préfecture. Tout comme à Sisteron, il est procédé à une élimination des archives en 1926²⁴⁰. La liste des pièces éliminées peut sembler édifiante aux historiens d'aujourd'hui mais elle répond alors aux préconisations de l'arrêté du 1^{er} juillet 1921 portant règlement général des archives départementales, publié conjointement par le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et celui de l'Intérieur. Joint à ce règlement, un « tableau des documents conservés dans les archives départementales et dans les sous-préfectures qui sont susceptibles d'être supprimés ». Le bordereau d'élimination de 1926 se réfère explicitement aux articles de ce tableau. C'est une partie de l'activité de la sous-préfecture de Forcalquier durant le XIX^e siècle qui est ainsi détruite.

Trois générations d'archivistes²⁴¹

Pendant près de 75 ans, les archives départementales sont dirigées par les représentants de la famille Isnard. Trois générations se succèdent. Le père, Cyriaque-Union Isnard (1794-1867) est chef de division à la préfecture avec charge des archives de 1841 à 1864. Il a succédé à M. Segond, ancien archiviste du département de 1839 à 1841²⁴². Ce dernier est admis à faire valoir ses droits à la retraite le 16 août 1841. Isnard est provisoirement nommé archiviste du département par arrêté préfectoral le 18 décembre 1841. Il conserve, en outre, la direction des affaires militaires et du recrutement²⁴³. Sa nomination doit être approuvée par le ministère de l'Intérieur. Or, le 16 février 1842, le ministère émet des observations sur l'arrêté préfectoral du 18 décembre. Le ministre souhaite que le poste des archives soit un poste à part entière et qu'Isnard soit déchargé du recrutement militaire et du personnel. L'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1842 est pris en ce sens²⁴⁴. Le ministère l'approuve le 20 avril 1842. Cyriaque-Union n'est pas chartiste et ne semble pas avoir suivi une formation particulière pour occuper le poste d'archiviste départemental²⁴⁵, ce qui n'est pas le cas de son fils, Marie-Zéphirin Isnard (1842-21 octobre 1923) qui lui succède en 1864 et qui reste en poste jusqu'à sa retraite en 1922. Il détient le titre d'archiviste paléographe. Il est proposé au titre de la légion d'honneur en 1921 mais ne la reçoit pas. La fille de Marie-Zéphirin, Jeanne Isnard, assure l'intérim des archives départementales de 1921 à 1926²⁴⁶. Elle quitte ses fonctions le 1^{er} janvier 1928 pour convenance personnelle²⁴⁷. Elle

²³⁸ AD AHP, 1 N 47, rapports du préfet et délibérations du conseil général rapport de l'archiviste départemental, 1927, p. 81 et suivantes.

²³⁹ AD AHP, 1 N 47, rapports du préfet et délibérations du conseil général rapport de l'archiviste départemental, 1928, p. 176. Ce sont 1 735 kgs de papiers de la sous-préfecture de Castellane qui sont vendus. La conversion adoptée est à 50 kg correspondent 1 mètre linéaire.

²⁴⁰ AD AHP, 2 T 28, bordereaux de versement et états de suppression d'archives, bordereau d'élimination d'archives de la sous-préfecture de Forcalquier, 1926.

²⁴¹ Sur les carrières des archivistes départementaux, voir : AUBIN (G.), « Nécrologie de M.-Z. Isnard », *Annales des Basses-Alpes, bulletin de la société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, t. XX, n° 143, avril-mai-juin 1924, Digne, Chaspoul, 1924. AD AHP, 1 N 8, séance du 24 août 1864 du conseil général. COLLIER (Raymond), *Émile Isnard, extrait de la bibliothèque de l'école des Chartes*, Tome CXXII, p. 329-395, 1964, s.l., s.d. COLLIER (Raymond), *Guide des archives des Alpes-de-Haute-Provence*, Digne, Imprimerie départementale, 1974, p. 15-21.

²⁴² AD AHP, 2 T 26, renseignements concernant les archives départementales, 1857.

²⁴³ AD AHP, 3 K 60, arrêté du préfet n° 477 du 18 décembre 1841.

²⁴⁴ AD AHP, 2 T 29, dossier de Cyriaque-Union Isnard.

²⁴⁵ AD AHP, 2 T 26, renseignements concernant les archives départementales, 1857.

²⁴⁶ AD AHP, 2 T 29, dossier M^{elle} Isnard.

²⁴⁷ AD AHP, 1 N 47, rapport du préfet et délibérations du conseil général, deuxième session ordinaire de 1928, p. 172.

fut décorée de la Légion d'Honneur en 1958 pour ses engagements humanitaires et notamment comme présidente de la Croix Rouge du département²⁴⁸. Émile Isnard, le fils de Marie-Zéphirin, poursuit lui aussi une carrière d'archiviste mais hors du département, à Marseille, puis à Monaco. Il est nommé dans l'ordre de la légion d'honneur en 1952.

Présentation matérielle du fonds et du contenu

Présentation matérielle

Les dates extrêmes de la série Z sont 1800-1965, le support est le papier. Le fonds est en français mais comporte quelques documents en provençal (2 Z 10), en italien (2 Z 21) et en espagnol (4 Z 86). La série Z comprend 225 boîtes et 42 liasses ou registres et occupe 31,65 mètres linéaires.

Le fonds se structure en cinq sous-séries. La sous-série 1 Z porte sur la sous-préfecture de Barcelonnette avec 199 cotes conditionnées dans 93 boîtes et deux liasses pour un métrage linéaire total de 12,90 et couvre la période 1800-1965. La sous-série 2 Z, sur la sous-préfecture de Castellane, présente 125 cotes conditionnées dans 37 boîtes et deux liasses pour un métrage linéaire total de 4,80 mètres sur la période 1810-1926²⁴⁹. La sous-série 3 Z ne comporte qu'une seule boîte et deux cotes sur la période 1811-1816. Les archives de la sous-préfecture de Forcalquier sont classées dans la sous-série 4 Z avec 238 cotes et conditionnées dans 86 boîtes, 38 registres ou cahiers pour un total de 12,90 mètres linéaires pour la période 1800-1960. Enfin, la sous-série 5 Z concerne la sous-préfecture de Sisteron et compte 29 cotes conditionnées dans huit boîtes et représente un métrage linéaire total de 0,92 pour la période 1800-1953

Présentation du contenu

Sous-préfecture de Barcelonnette (1 Z)

Le fonds est relativement riche et offre des archives reflétant tous les domaines d'intervention du sous-préfet qu'il soit administratif, économique, élection, militaire. Les dossiers des affaires communales constituent un quart du fonds avec 45 articles sur 199 sur une large période puisqu'ils vont de 1831 à 1965. Ces archives ont été reclassées car des dossiers rangés à la suite de la série n'y avaient pas été intégrés. Le plan de classement adopté est thématique et par ordre alphabétique des communes. Les nombreux dossiers relatifs à la location des pâturages rappellent, s'il en était besoin, que l'Ubaye est un territoire de montagne ouvert au pastoralisme. Les premières mesures ou aménagement liés à l'essor du tourisme sont perceptibles à Allos et Barcelonnette : lac (1884-1941) et sport d'hiver (1932-1939) à Allos, tourisme à Barcelonnette (1921-1938).

Territoire frontalier du royaume de Piémont-Sardaigne jusqu'en 1860, puis de l'Italie, le thème de la frontière se retrouve dans les dossiers liés à la sûreté générale avec la surveillance des individus qu'ils soient contrebandiers, anarchistes ou déserteurs italiens (1 Z 37 à 1 Z 41), mais aussi à travers la mise en place d'un poste de surveillance médicale au col de Larche pour lutter contre la propagation de l'épidémie de choléra en 1886-1888 (1 Z 48). Des dossiers sur la douane documentent aussi cette thématique en 1 Z 126 entre 1846 et 1920 et pour la commune de Jausiers en 1 Z 75.

Les affaires militaires occupent une place dans ce fonds où se dessine très nettement l'action du sous-préfet. Il s'occupe notamment des cessions de terrains à l'autorité militaire, des chemins stratégiques, du contrôle de la main d'œuvre pour les multiples ouvrages militaires de

²⁴⁸ Base Léonore, ministère de la Culture et de la Communication, http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore_fr, consultée le 22 décembre 2014.

²⁴⁹ Dans la sous-série 2 Z, il y a néanmoins deux copies de documents datant respectivement de 1756 et de 1759.

l'arrondissement (1 Z 114 à 1 Z 115, 1 Z 141 à 1 Z 146). Une grève (1935, 1936) des ouvriers travaillant à la construction des fortifications de Restefond est même mentionnée en 1 Z 56. Il convient de ne pas négliger non plus les dossiers ou documents concernant les affaires militaires figurant dans les dossiers communaux (1 Z 58 à 1 Z 109). Cependant on peut déplorer l'inexistence d'un dossier constitué sur les guerres d'Italie (1859-1860) malgré la position de frontière de l'arrondissement.

L'originalité de ce fonds réside aussi dans les archives relatives au partage des biens indivis de l'ancien canton de Barcelonnette (1 Z 118 à 1 Z 120). En effet, avant la Révolution de 1789, les communautés de Faucon, Fours, Enchastrayes, Saint-Pons, Les Thuiles et Uvernet n'en formaient qu'une seule avec celle de Barcelonnette. Le terme de « canton de Barcelonnette » était alors usité pour nommer cet ensemble. En 1791, les sept communautés deviennent sept communes indépendantes, mais une partie des biens demeure en indivision : l'hospice, le collège et les montagnes pastorales. Ces biens sont administrés par un syndicat créé par le préfet autour des années 1837 ou 1838, puis le préfet procède au partage. Ainsi ces archives rendent compte de la persistance d'une organisation communautaire antérieure à la Révolution mais aussi, de la difficulté de procéder à ce partage puisqu'il donne lieu à contentieux. Il montre aussi l'action unificatrice de l'État sur un territoire intégré depuis peu à l'ancien royaume de France (traité d'Utrecht, 1713).

Enfin, le fonds offre des archives relatives aux mines et carrières. Hormis le cas de la carrière de marbre vert de Maurin, traité par l'historiographie²⁵⁰, l'arrondissement connaît aussi l'exploitation du gypse, de l'ardoise, pierre de taille et pierre à chaux. Destiné à un usage local, procurant l'hiver un complément de revenu aux propriétaires cultivateurs, l'exploitation n'en demeure pas moins dangereuse. Le contrôle des ingénieurs des Mines peine à s'exercer car l'accessibilité de ce territoire de montagne reste difficile.

La principale limite du fonds réside dans l'absence de documents portant sur le fonctionnement même de la sous-préfecture, son personnel, les bâtiments.

Sous-préfecture de Castellane (2 Z)

Cette sous-série présente une lacune chronologique, puisqu'il n'y a aucun document antérieur à 1810. Ce déficit est ancien puisqu'il était déjà signalé en 1861 par le sous-préfet²⁵¹. La grande majorité du fonds porte sur le dernier tiers du XIX^e siècle et s'arrête brutalement en 1926, date de la suppression de l'arrondissement. Ce fonds présente des documents qui reflètent bien évidemment l'activité administrative du sous-préfet mais offre aussi quelques particularités atypiques. La correspondance entre 1869 et 1879 (2 Z 4) d'un sous-préfet, « enfant du pays »²⁵² revêt une tonalité personnelle. Ces courriers donnent à percevoir les liens qu'un agent de l'État pouvait entretenir avec les autorités locales ou des relations amicales. On y retrouve même une lettre adressée à son épouse (1876). La grande majorité du fonds est composé des dossiers des affaires communales, qui étaient relativement bien classés. Nombre de dossiers a un suivi bien documenté par le secrétaire ou l'expéditionnaire. En effet, à l'inverse de la rotation rapide des sous-préfets, le personnel de bureau est stable. Ainsi MM. Goin et Soulier sont respectivement secrétaire, de 1912 à 1923 voire 1926, et expéditionnaire de 1913 à 1923 voire 1926²⁵³. Le

²⁵⁰ LAFORÉST (Céline), *Marbres de la vallée de l'Ubaye, le vert Maurin, vert des Alpes*, Barcelonnette, Sabença de la Valéia, 2013.

²⁵¹ Voir l'historique de conservation de la présente introduction.

²⁵² Collomp (Ferdinand, Emmanuel, Joseph) est sous-préfet de l'arrondissement de Castellane de 1870 à 1873, puis nommé à Saint-Pons (Hérault) en 1873, Cosne-sur-Loire (Nièvre) en 1877, et enfin Yssingeaux (Haute-Loire) en 1877. (ARCHIVES NATIONALES, *Répertoire de l'administration préfectorale (1800-1880)*, Paris, Centre historique des archives nationales, 1998). Il n'existe pas de dossier individuel sur ce sous-préfet en série M. Né en 1830 et mort en 1908, une des lettres mentionne qu'il est un « enfant du pays ». Nous n'avons pas retrouvé mention de sa naissance dans les tables décennales de l'état civil de Castellane. Il conviendrait cependant d'élargir la recherche aux communes voisines.

²⁵³ Il n'y pas de dossiers sur le personnel de la sous-préfecture dans le fonds même et pas non plus en série M. Par conséquent, nous avons utilisés la collection des annuaires départementaux qui s'arrête en 1923, d'où une incertitude pour la période 1923-

classement interne des dossiers communaux en plusieurs dossiers thématiques respecte dans ses grandes lignes cet ordre préexistant. On remarque dans les dossiers communaux les nombreuses démissions de maires ou de conseillers municipaux, des révocations de gardes champêtres, des difficultés de fonctionnement de l'administration municipale et ce pour la période 1910-1926. L'arrondissement de Castellane subit une forte déprise démographique depuis les années 1840, les villages se vident et il devient difficile pour ceux qui restent d'assurer les fonctions municipales essentielles. Ce fonds présente aussi quelques dossiers relatifs à la première guerre mondiale avec notamment des cahiers tenus par le sous-préfet sur l'état d'esprit de la population (2 Z 97). Enfin, dans la partie « transport », un article (2 Z 108) est consacré aux câbles funiculaires (1888-1896). Ces câbles étaient installés par des particuliers ou des syndicats pour transporter les menus produits de la forêt, coupes de bois, mais aussi les récoltes agricoles. De même dans les dossiers communaux, les documents intéressants ce sujet ont été systématiquement mentionnés en note.

On déplore ici aussi l'absence de documents sur le personnel de la sous-préfecture, la correspondance générale, le fonctionnement du conseil d'arrondissement, le travail et la main-d'œuvre. Mais c'est surtout dans le domaine des affaires militaires, et notamment sur les places fortes de Colmars et Entrevaux (2 Z 92), que les archives sont modestes, sans pour autant être dénuées d'intérêt (1854-1894). L'arrondissement de Castellane est frontalier du comté de Nice jusqu'à sa cession en 1860 par le royaume de Piémont Sardaigne. Or, la thématique de la frontière n'apparaît pas pour autant dans ce fonds.

Sous-préfecture de Digne (3 Z)

Le fonds de la sous-préfecture de Digne est très restreint car il correspond à la période pendant laquelle un auditeur sous-préfet a été placé à la tête de l'arrondissement. En effet, à partir du décret du 28 décembre 1809, des auditeurs sous-préfets sont nommés auprès du préfet à la tête de chaque chef-lieu d'arrondissement. Initialement, le corps des auditeurs est créé en 1803 au sein du Conseil d'État pour assurer une fonction d'intermédiaires avec les ministères. Puis, après plusieurs années au service du Conseil d'État, ils poursuivent leurs carrières au sein de fonctions administratives ou judiciaires. C'est ce que vient confirmer le décret de décembre cité ci-dessus.

Ils sont quatre à Digne à avoir occupé ce poste : Louis Rey-Pailhade (3 octobre 1811-19 mars 1815), Charles Estornel (19 mars 1815-10 juin 1815), Charles Renaudon (du 10 juin à juillet 1815 ?) et peut-être Louis Rey-Pailhade en juillet 1815²⁵⁴. La sous-préfecture est supprimée par ordonnance du 20 décembre 1815.

Ce fonds ne contient que deux articles, des avis et arrêtés (1811-1814) et de la correspondance (1811-1816).

Sous-préfecture de Forcalquier (4 Z)

La grande majorité du fonds est composée, d'une part par les dossiers des affaires communales avec 104 cotes sur un total de 238 qui couvrent la période 1845-1953 et d'autre part par les dossiers de police avec 34 articles. Au sein de ces derniers, il est à noter deux articles relatifs à la guerre civile espagnole. L'un porte sur les volontaires pour les milices espagnoles (4 Z 79) et l'autre documente l'accueil des réfugiés espagnols dans les centres d'hébergement de l'arrondissement (4 Z 86). Cette liasse contient nombre de lettres, rapports, listes sur leur prise en charge. On y perçoit les difficultés de leur arrivée, leurs conditions de vie, notamment dans le camp de Castel Bevens, centre de colonie de vacances reconverti en centre d'accueil, mais aussi les conflits, les possibilités d'embauche qui leur sont offertes et pour certains le retour en Espagne. On y découvre aussi une longue note manuscrite du sous-préfet, probablement de 1939,

1926.

²⁵⁴ ARCHIVES NATIONALES, *Le personnel de l'administration préfectorale, 1800-1880*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998, p. 741.

qui enjoint les réfugiés espagnols à regagner leur pays au motif que la France en guerre n'a plus les moyens de subvenir à leurs besoins²⁵⁵. Le département des Basses-Alpes avait été en effet désigné, deux ans auparavant, par le ministre de l'Intérieur pour recevoir des réfugiés espagnols des départements frontaliers que sont les Hautes-Pyrénées, les Basses-Pyrénées, les Pyrénées Orientales, la Haute Garonne, l'Ariège et les départements de la frontière méditerranéenne²⁵⁶. Après des arrivées numériquement faibles en 1937 et 1938, celle de l'année 1939 est d'une toute autre ampleur. La défaite des républicains espagnols au printemps 1939 provoque un afflux de réfugiés. Ils sont au total plus de 2 200 à rejoindre le département.

Par ailleurs, à l'instar des fonds des autres sous-préfectures du département, les dossiers sur les associations syndicales autorisées ou libres sont aussi bien représentés pour la période 1868 à 1960. Ils ont essentiellement pour objet la gestion des canaux et des travaux d'endiguement, plus rarement la construction d'un pont, d'un chemin ou d'une fontaine. Absents des autres fonds, les dossiers des nomades, avec les carnets anthropométriques, et les dossiers de forains sont présents dans le fonds de la sous-préfecture de Forcalquier. Enfin, l'activité minière de l'arrondissement se retrouve dans deux articles (4 Z 110 et 4 Z 111) qui, malheureusement, portent uniquement sur la première moitié du XX^e siècle. En revanche, on y retrouve un dossier sur la catastrophe survenue à la mine de Bois-d'Asson (commune de Dauphin) en 1930 qui a causé la mort de six mineurs et en a blessé treize autres.

Le fonds n'est pas dénué d'intérêt mais présente de nombreuses limites thématiques et chronologiques. Le fonds démarre, certes, en 1800, mais seulement pour les actes administratifs et la correspondance. Il faut attendre le milieu du XIX^e siècle pour que les autres domaines d'activité de la sous-préfecture soient timidement représentés, exception faite de la voirie en 1836. Le XIX^e siècle est principalement couvert par les dossiers communaux et, ce, seulement à partir de 1845. Il n'est, par conséquent, pas étonnant que la première moitié du XX^e siècle concentre 123 articles sur les 238 qui composent ce fonds. Ajoutons à cela l'absence de dossier sur la première guerre mondiale, sur les sinistres –sauf les calamités agricoles (4 Z 101) –, sur les dénombremens de population, sur la justice, sur le personnel administratif de la sous-préfecture et on aura un état complet des forces et faiblesses de ce fonds.

Comme pour le fonds de la sous-préfecture de Barcelonnette, les dossiers des affaires communales ont été reclassés car des dossiers rangés à la suite de la sous-série n'avaient pas été intégrés.

Enfin, une des dernières particularités de ce fonds réside dans la présence de documents produits par la sous-préfecture de Sisteron. L'arrondissement de Sisteron est supprimé en 1926 et les archives de la sous-préfecture sont alors déposées à Forcalquier. Les dossiers et documents ont été insérés avec les dossiers de travail en cours de l'arrondissement de Forcalquier par le personnel de la sous-préfecture. Aucun reclassement dans le fonds de la sous-préfecture de Sisteron n'a été effectué, au risque de dénaturer l'homogénéité du dossier.

Sous-préfecture de Sisteron (5 Z)

Avec vingt-neuf articles après reclassement, le fonds de la sous-préfecture de Sisteron est très lacunaire pour les raisons évoquées plus haut. Néanmoins, il présente quelques thèmes intéressants notamment les affaires militaires et la navigation intérieure. Sisteron étant une place forte, trois cotes (5 Z 16, 17 et 18) renseignent sur le casernement, les subsistances et le bornage

²⁵⁵ AD AHP, 4 Z 86, réfugiés espagnols, dossier « correspondance » : notes du sous-préfet [1939].

²⁵⁶ AD AHP, 4 Z 86, réfugiés espagnols, dossier « correspondance » : instructions du préfet des Basses-Alpes aux sous-préfets de Forcalquier et Barcelonnette, 8 juillet 1937.

de celle-ci entre 1830 et 1881. Concernant la navigation intérieure, quelques dossiers éclairent sur les conditions d'adjudication des bacs qui permettaient de traverser la Durance et d'autres intéressent les digues. En revanche, même si le fonds est très limité, il convient de compléter éventuellement la recherche avec le fonds de la sous-préfecture de Forcalquier.

Évaluation, tris et éliminations, sort final

Aucune élimination n'a été pratiquée.

Accroissements

Fonds clos.

On remarquera toutefois que les anciennes cotes 1 Z 72 à 1 Z 106, 4 Z 71 à 4 Z 119, et 5 Z 8 et 9 correspondants aux ajouts manuscrits de l'ancien répertoire de 1985 ne figurent pas dans le récolement de 1993²⁵⁷.

Mode de classement

La circulaire AD 98-8 du 18 décembre 1998 des Archives de France portant instruction sur le classement et la cotation des archives dans les services d'archives départementales confirme l'affectation de la série Z aux fonds des sous-préfectures. Elle précise notamment :

« Le cadre classement de 1841 affectait la série Z aux affaires diverses ne rentrant pas dans les séries précédentes²⁵⁸. Les dossiers provenant des versements des sous-préfectures étaient alors fondus avec les dossiers correspondants de la préfecture pour constituer les séries M à Y. La circulaire du 12 octobre 1926 sur l'application des décrets de la réforme administrative avait ensuite offert la faculté de placer dans la série Z les fonds des sous-préfectures [...] supprimées. L'affectation de la série Z aux seuls versements des sous-préfectures a été rendu règlementaire par la circulaire AD 65-29. »

En 1974, dans son guide des archives des Alpes-de-Haute-Provence, l'archiviste départemental Raymond Collier mentionne pour la série Z des répertoires numériques manuscrits. Les documents y sont ordonnés selon un cadre de classement thématique²⁵⁹. En 1985, le répertoire de la série Z est publié par Jean-Bernard Lacroix, alors directeur des archives départementales. Le cadre de classement thématique est abandonné. C'est une cotation à la boîte qui est adoptée et une description archivistique sommaire.

En 2013, il a été constaté que près de 90 articles (liasses et boîtes) étaient rangées en magasin mais non répertoriées dans l'instrument de recherche papier ou sur la base de données²⁶⁰. Des dossiers concernant les sous-préfectures de Barcelonnette, Forcalquier et, dans une moindre mesure, Sisteron, avaient été cotés et rangés à la suite des sous-séries correspondantes. Il est probable que le conditionnement avait été fait lors du déménagement des archives départementales en 1996. Ces dossiers viennent donc compléter le fonds déjà existant et il importait alors de les réintégrer à leur juste place.

Il convient de donner ici le détail des mises à jour manuscrites qui figuraient dans le répertoire de la série Z avant réintégration par sous-préfecture :

²⁵⁷ Consultation du récolement des archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence de 1993, AD AHP, 1076 W 11 et du cahier des entrées (1998-...).

²⁵⁸ Instructions pour la mise en ordre et le classement des Archives départementales et communales (et hospitalières) du 24 avril 1841.

²⁵⁹ COLLIER (Raymond), *Guide des archives des Alpes-de-Haute-Provence*, Digne, 1974, p. 26.

²⁶⁰ Un répertoire de série Z rangé dans un bureau du service comportait en effet des mises à jour manuscrites, qui n'apparaissent nulle part ailleurs.

- Barcelonnette : trente-cinq articles, (cotés 1 Z 72 à 1 Z 110). Il s'agissait pour l'essentiel de dossiers d'affaires communales classés par commune (1835-1946), puis de dossiers électoraux (1931-1937) et enfin de délibérations du conseil d'arrondissement (1932-1940) ;
- Forcalquier : cinquante articles (cotés 4 Z 71 à 4 Z 119). Là encore, la majorité des dossiers concernaient les affaires communales. Cependant d'autres documents d'un grand intérêt historique enrichissent le fonds : registres d'arrêtés du sous-préfet, dossiers sur les marchands ambulants et les nomades, les associations (dont les associations syndicales), le personnel administratif municipal, les distinctions honorifiques, la seconde guerre mondiale, les délibérations de la commission sanitaire de l'arrondissement, les naturalisations et enfin les établissements dangereux et insalubres. Nous avons aussi trouvé une boîte cotée 4 Z 120, non mentionnée dans les ajouts manuscrits du répertoire, qui contenait de la correspondance passive entre 1813 et 1819 ;
- Sisteron : deux articles (cotés 5 Z 8 et 5 Z 9). Il s'agissait de registres de délibérations du conseil d'arrondissement et de registre de délibérations de la commission sanitaire de l'arrondissement.

Par ailleurs, certains dossiers de la sous-préfecture de Barcelonnette versés en série W (1018 W) ont été réintégrés en sous-série 1 Z. Il s'agit de douze articles portant sur les cotes suivantes :

1018 W 0021, dossier « aide sociale et assistance » (1926-1943) de la ville de Barcelonnette en 1 Z 63.

1018 W 0026, sous-dossiers relatifs à la forêt de La Condamine antérieurs à 1940 en 1 Z 70.

1018 W 0046, dossier sur les sapeurs pompiers de Meyronnes (1935-1941) en 1 Z 86.

1018 W 0050, dossier sur la location du presbytère de Revel (1908-1923) en 1 Z 92.

1018 W 0059, dossier sur la location du presbytère de Saint-Pons (1908-1965) en 1 Z 100.

1018 W 0078, une partie du dossier sur la prostitution antérieur à 1940 en 1 Z 35. Des instructions aux maires, de portée générale, antérieures à 1941 en 1 Z 57.

1018 W 103, dossier des élections sénatoriales de 1938 en 1 Z 16.

1018 W 108, dossiers des élections municipales (1929 à 1935) en 1 Z 22.

1018 W 204, dossiers « assistance à la famille » (1923-1949) et « assistance aux vieillards » (1928-1946) en 1 Z 197, 198.

1018 W 205, dossier « assistance aux femmes en couches » (1930-1945) en 1 Z 199.

1018 W 206, dossier commission sanitaire (1921-1953) en 1 Z 44 et un dossier sur les adultes handicapés (1924-1942) en 1 Z 196.

1018 W 213, dossier les interdits de séjour (1926-1942) en 1 Z 42.

Aucune réintégration n'a été faite pour les autres sous-préfectures de Castellane et Forcalquier. Il n'existe pas de versement W pour la sous-préfecture de Sisteron.

Conditions d'accès et d'utilisation

Conditions d'accès

Libre accès.

Conditions de reproduction

Se référer au règlement de la salle de lecture.

Instruments de recherche

Répertoire numérique de la série Z établi par Sophie Chouial entre 2013 et 2020 à partir du répertoire établi par les Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence en 1985.

Sources complémentaires

Archives nationales

Série F : Versements des ministères et des administrations qui en dépendent.

Voir en particulier les sous-séries suivantes

- F/1b, Personnel administratif
- F/1c Esprit public, élections, conseils généraux, conseils d'arrondissement
- F/2 Administration départementales
- F/3 Administration communale
- F/7 Police générale
- F/12 Commerce et industrie
- F/14 Travaux publics
- F/15 Hospices et secours
- F/17 Instruction publique
- F/19 Cultes

Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

On signalera ici les dossiers les plus pertinents qui apportent un complément d'information aux fonds des sous-préfectures.

Série L : Archives révolutionnaires

L 225, mémoire sur la situation économique du département établi le 21 novembre 1792.

Série K : Lois décret, arrêté, conseil de préfecture

Sous-série 5 K : conseil de préfecture

On trouvera en sous-série 5K notamment le contentieux électoral, qu'il s'agisse des élections municipales, celles des conseils d'arrondissement ou des associations syndicales.

5 K 45, arrêtés du conseil de préfecture concernant les opérations des élections aux conseils général et d'arrondissement (1833-1864).

5 K 47 à 5 K 95, contentieux des associations syndicales et des élections municipales, (1875-1926).

5 K 96 à 5 K 104, contestations des élections municipales (1878-1938).

5 K 105, dossiers des contestations d'élection aux conseils d'arrondissement, (1895-1934).

Par ailleurs, les dossiers des affaires jugées du Conseil de préfecture documentent aussi tout le contentieux administratif des communes. Les analyses fines du contenu des dossiers peuvent être très utiles au chercheur.

Série M : Administration générale et économie du département (1800-1940)

Sous-série 1 M : administration générale du département

1 M 176, Contestations et bornage de la frontière avec le royaume de Piémont (1818-1836, croquis et plans). Correspondance relative à la frontière franco-italienne (1923-1929). Relevés des bornes frontières effectués en 1937, puis en 1961 et 1965 par les Eaux-et-Forêts.

1 M 177, circonscriptions territoriales : correspondance et études concernant des modifications dans les ressorts et désignations : arrondissements de Forcalquier (1815, plans), Castellane (1829, 1881).

1 M 257, voyage de Georges Clémenceau au lac d'Allos (1908).

1 M 258, célébration du centenaire du départ pour le Mexique des premiers enfants de la vallée de Barcelonnette (1921).

1 M 259, centenaire de Marcellin Berthelot (1927). Visite de Chéron, ministre de l'Agriculture et inauguration du monument Demontzey (1923).

1 M 260, inauguration de la mairie et du monument du maréchal Berwick à Barcelonnette (septembre 1934).

Sous-série 2 M : personnel

2 M 12-15, dossiers administratifs des sous-préfets de l'an VIII à 1940.

Sous-série 4 M : police

Cette sous-série renferme notamment des rapports de police, des dossiers sur la surveillance des milieux anarchistes et politiques, la surveillance de la frontière, la délivrance de passeports, le contrôle des cercles et associations, la chasse et les armes, les fêtes et manifestations publiques, les forains, les débits de boissons, la police des jeux, et les sinistres.

4 M 15, bulletins de la police générale mentionnant les événements, délits et poursuites dans les arrondissements de Digne, Castellane, Forcalquier et Sisteron, (1807-1811).

4 M 21, rapports du commissariat spécial de La Condamine relatifs à la surveillance de la frontière et des étrangers (1894-1896, 1904).

4 M 22, commissariat spécial de Barcelonnette : rapports (1900-1914).

4 M 53, guerre d'Espagne. Aide aux rapatriés français d'Espagne (1936-1940) ; accueil et surveillance des réfugiés espagnols (1937-1940).

4 M 57, étrangers. États nominatifs des mutations survenues parmi les étrangers dans l'arrondissement de Barcelonnette, (1898-1909).

4 M 88, associations sportives, (1894-1940).

4 M 101, marchands ambulants, forains, nomades : correspondance et dossiers individuels (1914-1940).

4 M 102, autorisations accordées aux saltimbanques et musiciens pour se produire dans le département (1887-1907) ; récépissés de déclaration de marchands ambulants (1913-1926).

4 M 103, récépissés de déclaration de marchands ambulants (1926-1943).

4 M 112 à 4 M 113, sinistres dans le département. Inondations de Barcelonnette (1840) et Manosque (1844) ; incendies de Noyers (1872), Saint-Vincent-les-Forts (1877), La Garde (1886), Revest-des-Brousses (1919).

Sous-série 5 M : santé publique et hygiène

5 M 2, organisation, correspondance et extraits de délibérations des conseils d'hygiène et de salubrité des arrondissements (1849-1902).

5 M 4, extraits des délibérations des commissions sanitaires des arrondissements de Digne (1903-1938), Castellane (1904-1927), Barcelonnette (1904-1936), Forcalquier (1904-1935) et Sisteron (1903-1939).

Sous-série 7 M : agriculture ; eaux et forêts.

7 M 8 et 9 sur les comices agricoles (1838-1939).

7 M 133 à 7 M 145, dossiers relatifs aux associations pour la réalisation de canaux d'irrigation ou de câbles porteurs en Ubaye (1897-1940).

7 M 273, pâturages : correspondance concernant la vaine pâture (1809-1938) et les pâturages domaniaux (1862-1938), plan au 1/10 000^{me} des montagnes pastorales de la commune de Barcelonnette (1867).

7 M 275-295, dossiers sur les pâturages communaux classés par communes (1855-1939).

Sous-série 8 M : commerce et tourisme

8 M 46, stations touristiques. Classement de communes en stations touristiques et climatiques (1921-1940) : Allos (décret 1923), Annot (décret de 1922), Barcelonnette (décret de 1928), Beauvezer (décret de 1929), Colmars (décret de 1926) ; taxe de séjour : correspondance, instructions, produits (1921-1939).

8 M 47, tourisme. Stations de sport d'hiver (1935-1940) : Allos, Auzet, Blégiers, la Colle-Saint-Michel, Larche, Saint-Étienne, Saint-Paul ; homologation des prix des hôtels (1937-1940).

Sous-série 10 M : travail et main d'œuvre

10 M 12 à 10 M 15, grèves et conflits du travail (1882-1939).

Série N : Administration et comptabilité départementale (1800-1940)

Sous-série 1 N : délibérations du conseil général

À partir de 1882 les rapports du préfets et les délibérations du conseil général sont imprimés, voir du 1 N 12 à 1 N 52 (1882-1940). Les délibérations du conseil général des Basses-Alpes se retrouvent aussi sur la bibliothèque numérique Gallica à partir de 1839.

Sous-série 2 N : conseils d'arrondissement

2 N 1 à 2 N 9, procès-verbaux des conseils d'arrondissement de Barcelonnette, Castellane, Digne, Forcalquier, Sisteron de l'an VIII à 1940.

2 N 10 à 2 N 15, rapports du sous-préfet et vœux du conseil d'arrondissement (1818-1900).

2 N 16 à 2 N 20, vœux des conseils d'arrondissement présentés aux sessions du conseil général (1901-1940).

Sous-série 4 N : bâtiments départementaux

4 N 1, correspondance, états des bâtiments départementaux, rapports de l'architecte pour les travaux d'entretien (1811-1931).

4 N 7, dossiers des baux et travaux des bâtiments départementaux : sous-préfecture de Barcelonnette (1838-1939).

4 N 11, dossiers des baux et travaux des bâtiments départementaux : sous-préfecture de Castellane (1838-1937).

4 N 20, Archives départementales (1864-1939).

4 N 22, dossiers des baux et travaux des bâtiments départementaux : sous-préfecture de Forcalquier (1838-1839).

4 N 35, dossiers des baux et travaux des bâtiments départementaux : sous-préfecture de Sisteron (1838-1926).

Série O : Administration et comptabilité communales (1800-1940)

Sous-série 1 O : pièces à l'appui des comptes de gestion

Il s'agit des dossiers des affaires communales suivis par la préfecture. Ce sont des dossiers thématiques classés par commune. Ils viendront utilement compléter ceux qui sont présents dans les fonds des sous-préfectures.

Sous-série 2 O : généralités

Sur le partage de biens indivis entre les sept communes de l'ancienne communauté de Barcelonnette, voir :

2 O 3, procès : réclamation (1808-1940). Biens indivis entre les sept communes de l'ancienne communauté de Barcelonnette (1832-1848).

Sous-série 7 O : octrois

Sur les octrois des quatre villes chefs-lieux d'arrondissement voir :

7 O 2, octroi de Barcelonnette : règlements, tarifs, périmètre (1809-1929) ; procès-verbaux d'adjudication (1828-1906) ; abonnements (1904).

7 O 3, octroi de Castellane : règlements, tarifs, extension du périmètre (1812-1940) ; personnel (1892-1940) ; procès-verbaux d'adjudication (1825-1937) correspondance (1834-1935) ; rapports (1935-1936) ; abonnements (1932).

7 O 6, octroi de Forcalquier : règlements, tarifs, extension du périmètre, bordereaux (1809-1939) ; personnel (1898-1929) ; procès-verbaux d'adjudication (1830-1907) ; correspondance (an IX-1829) ; rapports (1935-1936) ; entrepôts (1913-1920).

7 O 12, octroi de Sisteron : règlements, tarifs, périmètre (1802-1939) ; personnel (1872-1939) ; procès-verbaux d'adjudication (1809-1941) ; correspondance (1908, 1909, 1930) ; rapports (1932-1936).

Série P : Finances, cadastre, PTT

Sous-série 5 P : douanes

5 P 3, bureau des douanes de Gueynier (transféré à La Condamine) : soumissions et acquits à caution pour les bestiaux français allant au pacage dans la zone extérieure (1912-1914). Déclarations et passavants pour ces bestiaux (1908-1924).

5 P 4, bureau de Larche : soumissions et acquits à caution pour les bestiaux au pacage dans la zone extérieure de 1915 à 1918.

5 P 5, bureau de Larche : soumissions et acquits à caution pour les bestiaux au pacage dans la zone extérieure (1919-1924). Soumissions et acquits à caution pour les bestiaux français allant au pacage à l'étranger (1916-1924).

5 P 7, bureau de Larche : registre des rapports de service (1929-1934).

5 P 8-10, bureau de Serennes : soumissions et acquits à caution pour les bestiaux allant au pacage (1915-1927).

5 P 13, bureau de Serennes : registre des rapports de service (1929-1934).

5 P 14, bureau de La Condamine : registre des rapports de service (1929-1935), registre des prisonniers de guerre évadés (1917-1918).

Série R : Affaires militaires

Sous-série 2 R : organisation de l'armée

2 R 19, plan d'évacuation de la 15^e région (Alpes-Maritimes, Entrevaux), (1838-1940).

2 R 20, plan d'évacuation de la 14^e région (vallée d'Ubaye), (1935-1940).

2 R 28, place de Colmars (1833-1938, plan de 1868, dessins).

2 R 64 au 2 R 72, place d'Entrevaux pour la période de l'an III à 1840.

Sous-série 5 R : Première guerre mondiale

Il convient de dépouiller les articles de la sous-série 5 R concernant la Première guerre mondiale car quand bien même les fonds des deux sous-préfectures de Barcelonnette et Castellane renferment quelques boîtes sur cette période ; à l'inverse, celle de Forcalquier n'en comprend aucune.

Série S : Ponts et chaussées

La série S est utile pour compléter les recherches sur la voirie, la circulation, la construction de digues et canaux, les mines et carrières, le chemin de fer, les travaux d'électrification, les usines classées, les câbles funiculaires.

Série T : Enseignement, culture, sport (1800-1940).

Sous-série 1 T : enseignement

1 T 50, comité d'instruction primaire d'arrondissement (1831-1851).

Sous-série 2 T : culture, sport

2 T 26, inspections et rapport annuel des Archives départementales (1813-1940), recolement (1922 à 1926).

2 T 28, bordereaux de versement et états de suppression d'archives (1857-1940).

2 T 29, Bâtiment et personnel des Archives départementales (1839-1940).

2 T 41, correspondance relative aux archives des sous-préfectures, hôpitaux, bureaux de bienfaisance (1850-1902).

Série U : Tribunal criminel, cour d'assises, juridictions spéciales, tribunaux de première instance, justices de paix

Sous-série 3 U : tribunaux de première instance

Il est à noter que la réforme administrative de 1926, bien que n'ayant pas supprimé la sous-préfecture de Barcelonnette a cependant été fatale au tribunal de première instance. La sous-série 3 U 4 qui rassemble les archives de cet ordre judiciaire s'arrête donc en 1926. Cependant, quelques années plus tard, le tribunal reprend brièvement une activité entre 1930 et 1932, date de sa suppression définitive.

Les tribunaux de première instance des autres sous-préfectures que sont Sisteron (3 U 3) et Castellane (3 U 5) sont eux aussi supprimés en 1926, en même temps que l'administration sous-préfectorale.

Quant à celui de Forcalquier (3 U 2), il perdure après la réforme de 1926 puisque la sous-préfecture n'a pas été supprimée. Le fonds s'étend entre 1799 et 1958.

Sous-série 4 U : justice de paix

Même si les tribunaux de première instance sont supprimés dans trois arrondissements sur quatre en 1926, les fonds des justices de paix des chefs-lieux d'arrondissement (qui sont aussi chefs-lieux de canton) sont par ailleurs, dans l'ensemble, bien documentés.

Les bornes chronologiques de la justice de paix du canton de Castellane (4 U 1) s'étendent entre 1801 et 1940, celles de Barcelonnette (4 U 11) entre 1799 et 1939, Forcalquier (4 U 6) de 1801 à 1927. Quant à Sisteron (4 U 24), le fonds est très lacunaire puisqu'il porte uniquement sur la période 1800-1831.

Série V : Cultes

Sous-série 1 V : préfecture ; cultes (1800-1906)

1 V 35 à 1 V 43, fabriques : correspondance classée par commune par ordre alphabétique.

1 V 44 à 1 V 56, comptabilité des fabriques : instructions (1880-1898), liste des trésoriers (1896-1902), comptes (1895 à 1906).

Les cotes 1 V 63 à 1 V 82 concernent la séparation des Églises et de l'État en 1905.

Série W : Archives postérieures au 10 juillet 1940.

Sont répertoriés ici les versements des sous-préfectures. Il n'y a aucun versement W de la sous-préfecture de Sisteron car celle-ci a été définitivement supprimée en 1926. À l'inverse, celle de Castellane a été rétablie en 1942 après sa suppression en 1926.

Sous-préfecture de Barcelonnette

79 W, défense passive, dommages de guerre, prisonniers de guerre, surveillance, catastrophes naturelles, questions diverses (1940-1965).

1018 W, affaires diverses des communes de la vallée de l'Ubaye, guerre 1939-1945, commémorations, élections, manifestations sportives, budgets (1918-1992).

1074 W, dossiers communaux (1907-1992).

1108 W, dossiers communaux (1960-1999).

1147 W, syndicat intercommunal à vocation multiple de l'Ubaye, district de Haute-Ubaye, élections municipales (1989), élections cantonales et régionales (1992-1998), suppression du canton de Saint-Paul-sur-Ubaye (1961-1998).

1668 W, administration générale, immeuble de la sous-préfecture, visite de personnalités, cérémonies et commémorations officielles, élections, naturalisation, établissements dangereux et insalubres, police administrative, associations syndicales autorisées ou libres, recensement de population, protection civile, police aux frontières, eaux et forêts, affaires militaires, planification, aménagement du barrage de Serre-Ponçon (1869-2012).

Sous-préfecture de Castellane

1006 W, dossiers communaux, ravitaillement, permis de chasse, tourisme, hôtellerie, voirie, associations syndicales, barrages hydroélectriques, élections (1945-1981).

1037 W, affaires communales concernant Allos, les stations de sport d'hiver de la Foux et du Seignus d'Allos, le S.I.E. des cantons d'Annot-Entrevaux (1905-1986).

1041 W, travaux communaux concernant Beauvezer, Colmars, Thorame-Basse, Thorame-Haute et Villars-Colmars (1943-1984).

1046 W, dossiers de travaux et d'administration des communes des cantons d'Annot et de Castellane (1932-1987).

1059 W, dossiers des communes du canton de Saint-André-les-Alpes (1955-1991).

1145 W, associations syndicales dissoutes (1865-1984); associations loi 1901 (1925-1995); société d'économie mixte d'aménagement des lacs du Verdon (1986-1995); aménagement touristique de la montagne (1968-1988); communes fusionnées (1964-1980).

1205 W, dossiers communaux (1956-2002).

1238 W, aménagement de la sous-préfecture, remodelage de la carte communale, train des Pignes Digne-Nice, protection civile, marchands-ambulants, élimination des ordures ménagères, installation de relais de télévision, aménagement du territoire, intempéries, aménagement touristique, parc du Mercantour, association syndicale autorisée, dossiers communaux et intercommunaux, élections politiques (1952-2005).

Sous-préfecture de Forcalquier

46 W, correspondances diverses, défense passive, extraits de délibérations des communes, chasse, service du travail obligatoire, délivrance de cartes d'identité françaises, aide sociale, ravitaillement (1939-1951).

65 W, dossiers communaux (1941-1974).

1021 W, travaux divers, délibérations, naturalisations et dénaturalisations, dossiers communaux, élections (1931-1977).

1036 W, travaux communaux, voirie départementale, marchand-ambulant, aide aux entreprises, immigrés, naturalisation, association loi 1901, employés communaux, épreuves sportives, élections, expulsions locatives, distinctions honorifiques, réglementation (1837-1987).

1466 W, arrêtés de la sous-préfecture, associations dissoutes, élections municipales, dossiers harkis, plans d'occupations des sols, livres de déclarations de nationalité française, pays de Giono, parc régional du Lubéron (1938-2013).

Série X : Assistance et prévoyance sociale

Sous-série 1 X : santé, administration hospitalière

Archives sur les hôpitaux de Barcelonnette, Castellane, Forcalquier et Sisteron.

Sous-série 2 X : bureaux de bienfaisance

3 X 3, greniers de réserve (1830-1894).

3 X 4, enquête sur le paupérisme, 1847.

Sous-série 3 X : assistance sociale

3 X 105-106, réfugiés espagnols : états de frais d'hébergement, listes par communes (1939).

3 X 107, réfugiés espagnols : correspondance comptable (1939-1940).

3 X 108-109, réfugiés espagnols : assistance médicale gratuite (1939-1940).

Sous-série 4 X : prévoyance et assurances sociales

4 X 3 à 4 X 15, dossiers des sociétés de secours mutuels classés par commune ou chronologiquement par année comptable (1853-1940).

4 X 16 à 4 X 26, dossiers sur les caisses d'Épargne (1845-1941).

Série Y : Établissements pénitentiaires

Sous-série 1 Y : fonds de la préfecture

1 Y 4, directeurs de la circonscription pénitentiaire de Marseille (1878-1906). Directeurs des prisons des Basses-Alpes (1860-1873). Médecins des prisons (1841-1926), Barcelonnette (1844-1894), Castellane (1852-1919), Digne (1862-1924), Forcalquier (1878-1890), Sisteron (1841-1926). Aumôniers (1842-1935), Barcelonnette (1857-1906), Castellane (1863-1897), Digne (1865-1935), Forcalquier (1845-1899), Sisteron (1869-1886), circulaire (1906), correspondance (1842-1898).

1 Y 13, inspection et activités, rapports généraux du préfet au ministre de l'Intérieur (1843-1857) ; inspecteurs des prisons : rapports et correspondance (1833-1929) ; tournées d'inspection (1863-1873) ; rapports des sous-préfets et maires au préfet (1838-1872).

1 Y 14, commission de surveillance des prisons, composition (1831-1911) ; rapports des commissions et réponses de l'administration (1873-1879) ; activités par commission : Barcelonnette (1833-1901), Castellane (1823-1926), Digne (1930-1958), Forcalquier (1833-1901), Sisteron (1827-1898) ; instructions et circulaires.

Sous-série 2 Y : fonds des établissements pénitentiers

Maison d'arrêt de Barcelonnette

Registres d'écrou

2 Y 1, maison d'arrêt (1840-1857).

2 Y 2-3, maison de correction (1832-1885).

Maison d'arrêt de Castellane

Gestion des détenus

2 Y 4, gardien-chef : rapports journaliers (1876).

2 Y 5, libérations : registre des libérations par mois (1891-1899).

Répertoires généraux des registres d'écrou

2 Y 6, maison d'arrêt et de correction (1901-1944).

Registres d'écrou

2 Y 7-11, maison d'arrêt (An XIV-1926).

2 Y 12-15, maison de correction (1832-1904).

Maison d'arrêt de Forcalquier

Législation

2 Y 70-71, instructions, notes et ordres de service : registre des transcriptions (1897-1917).

Entretien des détenus

2 Y 72, pécule des prisonniers : livre des comptes (1869-1885).

Gestion des détenus

2 Y 73-74, gardien-chef : rapports journaliers (1876-1878).

Registres d'écrou

2 Y 75-81, maison d'arrêt (1811-1926).

2 Y 82-88, maison de correction (1832-1926).

2 Y 89, passagers civils (1842-1860).

Maison d'arrêt de Sisteron

Gestion des détenus

2 Y 92, gardien-chef : rapports journaliers (1878-1882).

2 Y 093, libérations : registre des libérations par mois (1903-1922).

Registres d'écrou

2 Y 94-103, (1825-1910).

2 Y 104, passagers militaires (1842-1856).

2 Y 105, maison de correction (1843-1926).

2 Y 106, détenus pour dettes envers l'État (1887-1926)

Série J : Fonds privés

4 J, fonds André Honnorat (1928-1966)

Sur Barcelonnette

4 J 1, agriculture. – État des productions agricoles, amandes (1934, 1938) ; céréales, fourrage, pommes de terre (1917-1939) ; recensement des petits moulins (1937) ; fruits, fleurs et plantes à parfum (1926-1938) ; vignes et vins (1929-1931). Élevage et services vétérinaires (1913-1938). Chasse (1925-1929). Travaux sur les canaux et les lavoirs, arrosage (1923-1939). Forêts, chemins d'exploitation, jardin alpin, reboisement (1911-1950). Catastrophes naturelles, indemnisation des calamités agricoles (1929-1938). Main-d'œuvre agricole et agriculteurs mobilisés, régime des frontaliers (italiens), permissions (1915-1919, 1926-1940). Coopératives, groupements et associations syndicales (1929-1939) : correspondance, notes, procès-verbaux (notamment de la chambre départementale d'agriculture), projet de loi, modèle de permis de travail pour un ouvrier agricole étranger, *Le cassissier* par J. Vercier (1927), *L'élevage du renard argenté* par L. Martens (1923).

4 J 16, affaires communales, Barcelonnette : voirie, transports, chemin de fer (ligne Chorges-Barcelonnette), adduction d'eau et fontaines (source Soudane), électrification, téléphone, poste, écoles, collège, mairie, musée, bibliothèque, tribunal, justice de paix, recette des Finances, casernes (pompiers, 15^e bataillon de chasseurs alpins), station touristique (taxe de séjour), aménagements de la ville (notamment monument Berwick), monument mexicain, monument aux morts, église, cimetière, hôpital-hospice (tuberculose), forêt, pépinière, chasse, vétérinaire, emprunt communal, sous-préfecture (chauffage), organisation sociale de l'arrondissement, recrutement, nominations et indemnité de résidence pour les fonctionnaires, banque de Barcelonnette, comice agricole, associations (Syndicat du canal des Moulins, Syndicat agricole de l'Ubaye, Union des coopérateurs alpins, Les Éclaireurs de Barcelonnette, Groupement des skieurs de l'Ubaye, Union sportive de Barcelonnette), legs Béraud, legs Caire-Jullien (1934) [à signaler plans pour la construction d'un bureau de poste, 1923, et plans du pavillon d'isolement de l'hôpital-hospice, 1929] (1916-1917, 1920-1951).

Sur Sisteron

4 J 27, affaires communales, Sisteron : voirie, transports, chemin de fer, adduction d'eau, égouts, électrification, téléphone, poste [circuit rural Sisteron-Claret, tarifs et horaires de 1930], écoles,

collège, bibliothèque, tribunal, monuments historiques (cathédrale), citadelle (théâtre, chapelle), hôpital-hospice, sous-préfecture, garde mobile, fêtes (congrès mutualiste, exposition de la Durance de 1928), associations (Association nationale des Poudriers de la Grande Guerre, société musicale, société de chasse, Association des Sinistrés, comité Prosper Mérimée (mémorial), Amicale des mutilés et anciens combattants, société L'Abeille des Alpes) (1923-1939, 1947).

Sur Castellane

4 J 18, affaires communales, voirie, transports, adduction d'eau et fontaines, aménagement du Verdon, électrification, poste, écoles, emprunt communal, recette des Finances, sous-préfecture, tribunal, hôpital-hospice, monuments historiques (tour, église), musée du Verdon, pompiers, caisse d'épargne, fête, associations (société de chasse La Diana castellanais), calamités ; La Baume : école [à signaler programme illustré avec des photographies noir et blanc des excursions de la XX^e conférence des caisses d'Épargne du Midi et du Sud-Est tenue à Castellane les 28-29 mai 1934] (1920-1939).

Sur Forcalquier

4 J 20, Forcalquier : transports, chemin de fer, adduction d'eau et fontaines, électrification (syndicat de Mane-Forcalquier), téléphone, poste, écoles (cinéma scolaire), mairie, musée, bibliothèque, tribunal, hôpital-hospice, église, pompiers, garde républicaine mobile, mine, prison, stade, forêt, moulins, silos à blé (Office national interprofessionnel du blé), abattoir, fêtes, comices agricoles, associations (société du Racing-Club, association des anciens combattants, société L'Édelweiss) (1920-1939, 1946).

Sources imprimées et périodiques

Sources imprimées

ARNAUD (François), *Les Alpes françaises. La vallée de Barcelonnette (l'Ubaye)*, Grenoble, A. Gratier, 1900.

ASTOIN (Jean-Joseph), *Mémoire présenté à M. de Vaidailan, préfet des Basses-Alpes, par M. Astoin, concernant l'introduction de la race de mulets du Poitou dans ce département*, Digne, veuve A. Guichard, [1842].

DES AUBIERS, (M.V.), *Manuel des préfets et sous-préfets*, Paris, Imprimerie Paul Dupont, 2^e édition, 1852. Ancien préfet des Basses-Alpes de 1848 à 1851.

[FABRY J.-B.-G.], *Itinéraire de Buonaparte de l'île d'Elbe à l'île Sainte-Hélène ou mémoires pour servir à l'histoire des évènements de 1815, avec le recueil des principales pièces officielles de cette époque*, Paris, Le Normant, Rey et Gravier, 1816.

FERAUD (J.-J.-M, abbé), *Géographie historique et biographique du département des Basses-Alpes*, Digne, Repos, 1849.

FERAUD (J.-J.-M, abbé), *Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes*, Digne, Vial, 1861.

FREMONT-GARNIER, *Lettres sur la vallée de Barcelonnette, adressées a madame *** [Texte imprimé] par M. Frémont-Garnier, inspecteur des contributions directes et du cadastre du département des Basses-Alpes*, Digne, A. Guichard, 1822.

GORDE (D.-C.-C.), *Impressions de voyage dans les Basses-Alpes*, Digne, Impr. de Chaspoul, Constans et Vve Barbaroux, 1888.

GOMBERT (M. de, maire de Sisteron), *Un épisode du retour de l'île d'Elbe, Napoléon à Sisteron, 5 mars 1815*, Paris, Edmond Dubois, 1898.

PREFECTURE DES BASSES-ALPES, *Règlement général du personnel de la préfecture et des sous-préfectures des Basses-Alpes suivi du règlement intérieur des bureaux*, Digne, Imprimerie Vial, [1938].

VILLENEUVE-BARGEMONT (Christophe de), *Voyage dans la vallée de Barcelonnette, département des Basses-Alpes*, Agen, 1815.

Périodiques

Annales historiques des Basses-Alpes, 1838-1846.

Annales des Basses-Alpes, 1880-1957.

Annuaire du département des Basses-Alpes, 1833-1919.

Bulletin de la société centrale d'agriculture des Basses-Alpes, 1838-1859 devient le *Bulletin de la société centrale d'agriculture et d'acclimation des Basses-Alpes* (1859-1876), puis le *Bulletin de la société départementale d'agriculture des Basses-Alpes*, 1896.

KOLECKI (Wojciech), *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale des origines à 1944.*, 4, *Alpes-de-Haute-Provence*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2015.

Voir le site internet sur la presse locale ancienne <http://presselocaleancienne.bnf.fr/accueil>

Discours

DARTTEY, *Discours adressé, le 4 avril 1831, par le sous-préfet de Sisteron à la garde nationale du cinquième arrondissement... des Basses-Alpes, en lui remettant le drapeau accordé par le roi*, Digne, A. Guichard, (s. d.).

PERCHOT, *Discours prononcé par M. Perchot au comice agricole de Forcalquier le 14 septembre 1919*, Digne, Impr. Chaspoul, 1919.

RICHAUD (Maurice), *Au comice agricole de l'arrondissement de Forcalquier*, Forcalquier, Impr. Testanière, 1920.

BARON (Charles), *Discours prononcé au comice agricole de Forcalquier le 3 septembre 1928*, Forcalquier, Impr. Testanière, s.d.

Bibliographie

Guide, dictionnaires, annuaires

Annuaire de l'administration préfectorale, sixième édition, Paris-Nancy, Berger-Levrault et Compagnie, 1903.

Annuaire du département des Basses-Alpes, Digne, A. Guichard, éditions de 1833, 1837, 1846, 1847.

ARCHIVES NATIONALES, *Le personnel de l'administration préfectorale, 1800-1880*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998.

ARCHIVES NATIONALES, *Le personnel de l'administration préfectorale, 1881-1926*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2001.

BLOCK (Maurice), *Dictionnaire de l'administration française*, quatrième édition, Nancy, Berger-Levrault et C^{ie}, 1898.

COLLIER (Raymond), *Guide des archives des Alpes-de-Haute-Provence*, Digne, 1974.

Histoire générale

ALLORANT (Pierre), « Du bon usage du sous-préfet », dans *Revue histoire@politique, Politique, culture, société*, Revue électronique du centre d'histoire de Sciences Po, n° 1, mai-juin 2007. URL : <http://www.histoire-politique.fr/> consulté le 17 octobre 2013.

APRILE (Sylvie), CORNETTE (Joël) dir., *La révolution inachevée : 1815-1870*, [Paris], Belin, 2010, coll. « Histoire de France ».

BIARD (Michel), BOURDIN (Philippe), MARZAGALLI (Silvia), CORNETTE (Joël), dir., *Révolution, Consulat, Empire : 1789-1815*, [Paris], Belin, 2009, coll. « Histoire de France ».

DUCLERT (Vincent), CORNETTE (Joël), dir., *La république imaginée : 1870-1914*, [Paris], Belin, 2010, coll. « Histoire de France ».

LENTZ (Thierry), *Nouvelle histoire du Premier Empire, 4. Les Cents-Jours, 1815*, Paris, Fayard, 2010.

MARGUIN-HAMON (Elsa), *Le pouvoir en actes. Fonder, dire, montrer, contrefaire l'autorité*, Archives nationales, Somogy-Éditions d'art, 2013.

Histoire du département

BERTRAND (Régis), « Érudits et historiens de Haute-Provence depuis le XVII^e siècle », *Provence historique*, n° 153, 1988, p. 303-321.

FABRE (Éric), *La vie rurale en haute Provence de la fin du XVII^e au milieu du XX^e siècle*, Digne, Archives départementales, 2016.

FABRE (Éric), *Le commerce en haute Provence. Objets et moyens (fin du XVII^e-milieu du XIX^e)*, Paris, Harmattan, 2020.

FABRE (Éric) « Les travaux sur la haute Provence vus au filtre des Annales de Haute-Provence », dans *Actes de la première journée d'études d'histoire de la haute Provence, la matière et le bâti en haute Provence*, Digne, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 2013, p. 58-64.

FERRAND (Henri), GUITON (Paul), *La route des Alpes françaises*, Grenoble, Paris, Arthaud, 1947.

VIDALENC (J.), *La situation économique et sociale des Basses-Alpes en 1848*, s.l., s.d.

Sur les institutions

BACQUIAS (H.), *Le conseil général et le conseil d'arrondissement*, Paris, Éditions Berger-Levrault, 1934.

GODECHOT (Jacques), *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, Paris, Puf, 1951.

Sur les préfets et les sous-préfets

BERLIOZ (Élisabeth), BOUTEILLER (Paul) dir., PARMENTIER (Agnès) dir., *La situation des départements et l'installation des premiers préfets en l'an VIII (23 septembre 1799-22 septembre 1800), Recueil d'analyses et d'extraits de documents de la série F^{1c} III des Archives nationales*, Paris, La Documentation française, 2000.

BORELLA (François), dir., *Le préfet, 1800-2000. Gouverneur, administrateur, animateur*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, [2000].

CORIOIS (André), *Les mémoires d'un sous-préfet*, Paris, G. Oudin, 1913.

GAY (Pierre), *Le Sous-Préfet*, Paris, Berger-Levrault, 1954.

GINTZBURGER (Antoine), *Le rôle et l'organisation des Préfectures en matière économique*, mémoire de stage ENA, 1960.

GRÉMION, (Pierre), *Le pouvoir périphérique : bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, Le Seuil, 1976, coll. « Sociologie ».

HOURCASTAGNÉ (Joseph), *L'institution du sous-préfet. Histoire et avenir*. Thèse de droit, [s.n], [1953].

JUILLET (Jacques), « Le rôle des sous-préfets » dans *Les Préfets dans l'Histoire, cent cinquantième de la loi de pluviôse an VIII*, Association du Corps Préfectoral et des Administrateurs civils, Paris, Imprimerie du Bouloi, [1950].

KARILA-COHEN (Pierre), *Monsieur le Préfet. Incarner l'État dans la France du XIX^e siècle*, Champ Vallon, 2021.

LAHARIE (Patrick), « Le personnel de l'administration préfectorale, chiffres et graphiques, 1800-1914 », dans *histoire et archives n° 5*, janvier-juin 1999, Paris, Honoré Champion éditeur, 1999, p. 53-101.

LE CLÈRE (Bernard), WRIGHT (Vincent), *Les préfets du Second Empire*, Paris, A. Colin, 1973.

MARTIN (Claude), *Ces sous-préfectures oubliées aux temps où les sous-préfets étaient aux champs...*, Paris, Claude Martin, 1999.

PIERRE-HENRY, *Histoire des préfets : 150 ans d'administration provinciale, 1800-1950*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1950.

PREFECTURE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE, *Regard sur l'histoire des services du ministère de l'Intérieur dans les Alpes-de-Haute-Provence*, Gap, Imprimerie Louis-Jean, 2002.

SAVANT (Jean), *Les préfets de Napoléon*, Paris, Hachette, 1958.

« 7 études pour servir à l'histoire du corps préfectoral 1800-1940 », revue *Administration*, numéro spécial, Paris, Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, s.d.

SIWEK-POUYDESSEAU (Jeanne), *Le corps préfectoral sous la Troisième et la Quatrième République*, Paris, A. Colin, 1969.

SOCIETE SCIENTIFIQUE ET LITTERAIRE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE, *Les préfets dans l'histoire de Haute-Provence depuis 1800*, Autour d'une exposition réalisée par les Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, dans *Chroniques de Haute Provence*, n° 340, 120^e année, Château-Arnoux, Imprimerie Vial, 2000.

Sur la route Napoléon, les Cent-Jours ou la légende napoléonienne

ANTOMARCHI (Pascal), *Le retour de l'île d'Elbe par étape jusqu'à Grenoble. La route Napoléon*, Marseille, Imprimerie du Petit Marseillais, 1932.

BARTOLI (Camille), *Vivre l'authentique Route Napoléon d'Elbe à Golfe-Juan et de Golfe-Juan à Digne-les-Bains*, Spéracèdes, TAC Motifs Éditions, 1994.

BERTRAND (Régis), « L'invention de la Haute-Provence, jalons pour une recherche. L'épisode Napoléonien », dans *Histoire des Alpes-Storia delle alpi-Geschichte der alpen*, n° 6, 2001, « Entre les Alpes et la mer », p.105-115. Consulté sur le site internet le 19 novembre 2013 <http://www.institut-montagne.org>

BERTRAND (Régis), « De l'itinéraire de Buonaparte à la route Napoléon : mémoire écrite et monuments commémoratifs », revue *Recherches régionales*, n° 185, Nice, édition des Archives départementales des Alpes-Maritimes, 2007, p. 83-90.

CAUVIN (Christian), *Le retour de l'île d'Elbe et les Cent Jours dans les Basses-Alpes*, Digne, Imprimerie Chaspoul, 1916.

CHOLLIER (Antoine), *La vraie route Napoléon*, Paris, Alpina, 1946.

DE CASTEL (Pierre-Jacques), *L'épopée de la route Napoléon, du Golfe-Juan à Grenoble en 1815*, Spéracèdes, TAC Motifs Éditions, 1993.

[DOR DE LA SOUCHERE (R.)], *Le retour de l'île d'Elbe, 1^{er} mars 1815*, exposition napoléonienne, Musée d'Antibes, 1937.

GOMBERT (Pierre de), *Napoléon, de l'île d'Elbe à la citadelle de Sisteron*, Aix-en-Provence, le S.O.C.L.E., 1968.

HAZAREESINGH (Sudhir), « La légende napoléonienne sous le Second Empire : les médaillés de Sainte-Hélène et la fête du 15 août », dans *Revue Historique*, Paris, PUF, n° 627, juillet 2003.

HOUSSAYE (Henri), *Le retour de l'île d'Elbe*, [Paris], Flammarion, 1933.

LALLEMENT (M.), *Histoire du retour et du règne de Napoléon en 1815, pendant les Cent-Jours, renfermant les proclamations, ordonnances, décrets, opinions et discours émis et prononcés à cette époque*, Paris, Moessard, 1832.

PETITEAU (Nathalie), *Napoléon, de la mythologie à l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1999.

PROVENCE (Marcel), *Éloge de Cambronne*, Aix-en-Provence, Édition du Feu, 1934.

ROUX (Paul), « La route Napoléon de Barrême à Digne par la montagne », dans *Annales de Haute Provence*, t. XXXIX, n° 224, avril-juin 1966, p.90-105.

TULARD (Jean), « Le retour des Cendres », dans Nora (Pierre, dir.) *Les lieux de mémoire, La Nation*, II, 3^e volume, Paris, Gallimard, 1986, p. 81-110.

Sur l'environnement et l'économie

Études générales

CHALVET (Martine), « Paysages et conflits en Provence (fin du XVIII^e siècle et début du XIX^e siècle) », dans *Paysages, environnement, rapports sociaux* (XVIII^e-XX^e siècles), Rives nord-méditerranéennes, n° 23, Aix-en-Provence, Telemme, 2006, p. 11-26.

DIRECTION GENERALE DES FORETS, *Reboisement des montagnes, compte rendu des travaux de 1869 à 1874*, monographies, Paris, imprimerie nationale, 1875.

DOUGUEDROIT (Annick), *Les paysages forestiers de Haute-Provence et des Alpes-Maritimes*, Aix-en-Provence, Édisud, 1976.

LE ROY LADURIE (Emmanuel), *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, Flammarion, 1967.

MATHIEU (M. A), *Le reboisement et le regazonnement des Alpes*, Paris, Typographie Hennuyer et fils, 1865.

MINISTERE DES FINANCES, ADMINISTRATION DES FORETS, *Reboisement des montagnes, compte rendu des travaux de 1863*, Paris, Imprimerie Impériale, 1864.

MINISTERE DES FINANCES, DIRECTION GENERALE DES FORETS, *Compte rendu 1^o des travaux de reboisement et de gazonnement des montagnes effectués durant les exercices 1865 et 1866 ; 2^o des routes forestières construites ou améliorées et des subventions accordées pour des chemins publics durant les exercices 1861 à 1866 inclusivement*, Paris, Imprimerie Impériale, 1868.

MINISTERE DES FINANCES, ADMINISTRATION DES FORETS, *Reboisement et gazonnement des montagnes, compte rendu des travaux de 1867 et 1868*, Paris, Imprimerie Impériale, 1870.

REPARAZ (André de), « La montagne provençale investie », dans *Provence historique*, tome XXXII, fascicule 130, octobre-novembre-décembre 1982, pp. 391-407.

REPARAZ (André de), *La vie rurale dans les Préalpes des Haute-Provence*, thèse présentée devant l'université d'Aix-Marseille II le 18 mai 1978, Édisud/Atelier national de reproduction des thèses Université de Lille III.

Études locales

BERTRAND (Régis), « L'impossible statistique bas-alpine : remarques sur une absence », dans *Les statistiques du sud-est. Décrire un espace et la vie de ses habitants, Provence historique*, tome LVII, fascicule 249, juillet, août, septembre 2012.

DUGIED (M.P.H), *Projet de boisement des Basses-Alpes*, Paris, Imprimerie royale, 1819.

FABRE (Éric), VERNET (Claire), « Évolution de l'occupation du sol dans les Alpes-de-Haute-Provence (début du XIX^e siècle/fin du XX^e siècle) », dans *Méditerranée*, 3.4, 2006, p. 35-42.

FABRE (Éric), « Il y a 200 ans : la loi de l'an 10 et l'interdiction de la possession de chèvres », dans *Chroniques de Haute Provence*, n° 351, 2004, p.131-137.

FABRE (Éric), « Le cheptel de la Haute-Provence au XIX^e siècle vu au travers des enquêtes agricoles : Haute vallée du Sasse », dans *Chroniques de Haute Provence*, n° 351, 2004, p. 139-154.

JOUYNE (Zéphérin), *Vues sur l'agriculture du département des Basses-Alpes ; moyens propres à l'améliorer, applicables aux départemens méridionaux de la France*, Marseille, Imp. Antoine Ricard, 1823.

JOUYNE (Zéphérin), *Reboisement des montagnes. Reboisement ; difficultés ; cause des inondations et moyens de les prévenir*, Digne, Repos, 1850.

LAFOREST (Céline), *Marbres de la vallée de l'Ubaye, le vert Maurin, vert des Alpes*, Barcelonnette, Sabença de la Valéia, 2013.

ROBERT (J. B.), *Statistique agricole de Valensole (Basses-Alpes)*, Marseille, typographie Barlatier-Feissat et Demonchy, 1848.

PICHARD (Georges), « Torrents et sociétés à Vergons au temps du Petit Âge Glaciaire » dans *Méditerranée*, tome 102, 2004.

TRESSOL (Joël), *Les câbles à foin en Ubaye. Essai sur les câbles porteurs agricoles*, Barcelonnette, Sabença de la Valeia, Association Câbles Porteurs en Espace Montagnard, 2002.

Sur l'action d'Eugène Robert en matière de sériciculture

BLANCHARD (Maurice), *Sainte-Tulle, Eugène Robert, Max Trouche, deux maires d'avant-garde, deux personnalités locales du XIX^e et du XX^e siècle*, Sainte-Tulle, association TETEA de Durance-Luberon, 2013.

Sur la seconde République et l'Insurrection de 1851

Études générales

Base de données de Jean-Claude FARCY, Rosine FRY, *Poursuivis à la suite du coup d'Etat de décembre 1851*, Centre Georges Chevrier-(Université de Bourgogne/CNRS), [En ligne], mis en ligne le 27 août 2013, URL : <http://tristan.u-bourgogne.fr/1851.html>

AGULHON (Maurice), *1848 ou l'apprentissage de la république 1848-1852*, Paris, Le Seuil, Nouvelle histoire de la France contemporaine, 1992.

APRILE (Sylvie), « La prison agrandie ». L'internement au lendemain du 2 décembre 1851 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46-4, oct.-déc. 1999, p. 658-679.

DESSAL (Marcel), « Le Complot de Lyon et la résistance au coup d'État dans les départements du Sud-Est », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 22, 2001. Mis en ligne le 27 juin 2005 et consulté le 14 mai 2014. URL : <http://rh19.revues.org/255>

DEVOS (Denise), *La troisième république et la mémoire du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Archives nationales, 1992.

LECŒUR (Dominique), *Louis Langomazino (1820-1885). Un missionnaire républicain de la Provence aux îles Marquises*, Mane, Alpes de Lumière, Association 1851-2001, 2002, coll. « Les cahiers de Salagon » n° 6.

PEYRARD (Christine), « Éléments de bibliographie méridionale sur 1848 et la Seconde République », dans *Provence historique, cent cinquantième de 1848*, t. XLVIII, fascicule 194, octobre-novembre-décembre 1998, pp. 457-469.

Université Paul Valéry-Montpellier III, *De la Révolution au coup d'État (1848-1851), les répercussions des événements parisiens entre Alpes et Pyrénées*, Actes du colloque des 18 et 19 septembre 1998, université de Montpellier, 1999.

VIGIER (Philippe), *La Seconde République dans la région alpine étude politique et sociale, t. I, Les notables (vers 1845-fin 1848)*, Paris, PUF, 1963.

VIGIER (Philippe), *La Seconde République dans la région alpine étude politique et sociale, t. II, Les paysans (1849-1852)*, Paris, PUF, 1963.

Études locales

AMIEL (Maxime), *La seconde république et l'insurrection de décembre 1851*, Bulletin d'information n° 45 des Amis du Vieux Riez, Riez, 1991.

AMIEL (Maxime), « La répression de la résistance au coup d'État de 1851 », dans *Bulletin d'information n° 88 des Amis du Vieux Riez*, Riez, 2003.

Archives départementales [des Alpes-de-Haute-Provence], service éducatif, *Les Basses-Alpes à la veille de l'insurrection de 1851*, Digne, 1991.

Collectif, *1851 un soulèvement pour la République*, Savoires du Verdon, Courrier scientifique hors série n° 3, Parc naturel régional du Verdon, 2012.

COMPAN (André), « Les réfugiés politiques provençaux dans le Comté de Nice, après le coup d'État du 2 décembre 1851 », dans *Provence historique*, Tome VII, fascicule 27, janvier-mars 1957, p. 61-75.

DEVOS (Denise et Jean-Claude), *L'insurrection de 1851 à Barcelonnette*, Cahier de la vallée, Sabença de la Valeia, Barcelonnette, 2001.

MANTOY (Georges), « Le soulèvement de décembre 1851 à Barcelonnette », dans *Annales de Haute-Provence, Bulletin de la Société Scientifique et Littéraire des Alpes-de-Haute-Provence*, n° 304, 2^{ème} semestre 1987, p.109-115.

URSCH (Jacqueline), « L'insurrection bas-alpine contre le coup d'État du 2 décembre 1851 et l'action du pouvoir » dans *Regards sur l'histoire des services du ministère de l'Intérieur dans les Alpes-de-Haute-Provence*, Digne, Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, Digne, 2002.

Les quatre ouvrages publiés par l'association 1851, pour la mémoire des Résistances républicaines :

Association pour le 150^e anniversaire de la résistance au coup d'État du 2 décembre 1851, *Provence 1851 une insurrection pour la République, Actes des journées d'étude de 1997 à Château-Arnoux et de 1998 à Toulon*, Gap, Imp. Louis Jean, 2000.

Association 1851 pour la mémoire des Résistances républicaines, *1851 une insurrection pour la République, Événements, mémoire, littérature*, s.l., Imp. Vial, décembre 2004.

Association 1851, pour la mémoire des Résistances républicaines, *1851 une insurrection pour la République*, Actes des journées d'étude de 1999 à La Tour d'Aigues et de 2001 à Sainte-Tulle, s.l., Imp. Vial, s.d.

Association 1851, pour la mémoire des Résistances républicaines, *1851 une insurrection pour la République, Résistance, mémoire et valeurs républicaines*, Château-Arnoux, Imp. Vial, 2008.

Sur le chemin de fer

Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, *Combats pour le rail, catalogue de l'exposition de décembre 1991 à mars 1992*, Digne-les-Bains, 1991.

DELENAT (Jean-François), ESPITALIER (Jean-Michel), *Des diligences aux premiers autobus, De l'histoire d'un grand rêve à celle d'un échec, Les hommes et la route en Ubaye suivi de Le chemin de fer de Barcelonnette*, Sabença de la valèia, Barcelonnette, 1992.

(R.G) « Castellane est la dernière sous-préfecture qui va être reliée au réseau ferré » dans *L'outillage national*, n° 13, 25 septembre 1919, p.3, 4.

WOLKOWITSCH (Maurice), « La construction du réseau ferré en Provence », dans *Provence historique, Les voies de communication en Provence*, Tome L, fascicule 201 ; juillet-août-septembre 2000, p. 321-329.

[Sur la réforme administrative de 1926](#)

VERDIER (Nicolas), « La réforme des arrondissements de 1926 : un choix d'intervention entre espace et territoire », dans Allorant (P.), *Les territoires de l'administration : départir, décentraliser, déconcentrer*, Orléans, 2009, p. 107-122.

VERDIER (Nicolas), « Du district à l'arrondissement (1790-2013) : vie et survie d'une circonscription intermédiaire », dans *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 20, 2014.

[Sur les réfugiés espagnols dans le département](#)

LESUEUR (Josette et Gérard), *Les travailleurs espagnols en Ubaye 1939-1940*, Cahiers de la vallée, Sabença de la valeia, Cuneo, 2010.

Contrôle de la description

Auteur

Sophie Hessmann, attachée de conservation du patrimoine aux Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, sous la direction de Jean-Christophe Labadie, conservateur en chef du patrimoine, directeur.

Note de l'archiviste

Je remercie Mélanie Claux, archiviste, pour ses recherches d'articles de presse portant sur les conséquences de la réforme de 1926 dans les Basses-Alpes ; Éric Fabre, habilité à diriger des recherches en histoire moderne et contemporaine pour ses conseils et relectures ; Élisabeth Marin-Pain, agent des Archives départementales, pour la saisie de la liste des sous-préfets par arrondissement.

Dans les dossiers concernant les nomades de la sous-préfecture de Forcalquier (4 Z 75 et 4 Z 76) les noms et prénoms ont été inscrits au verso des photographies d'identité. Les dossiers ou documents ont été reclassés par ordre alphabétique.

Règles ou conventions

ISAD (G), édition 2000.

L'ensemble du fonds a été indexé selon le vocabulaire normalisé du *Thésaurus pour la description et l'indexation des archives locales, anciennes, modernes et contemporaines*, (Paris, 2011). Il n'a pas été créé de descripteurs particuliers.

Instruction de la Direction des Archives de France AD 94-8 du 5 septembre 1994. *Traitement des archives contemporaines. Indexation. Instruments de recherche.*

Date de la description

Octobre 2013-juin 2020.

CORPS DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE

Sous-série 1 Z, sous-préfecture de Barcelonnette

(1800-1965)



10. La ville de Barcelonnette en hiver, vue du côté ouest

(AD AHP, 29 Fi 228, fonds de la RTM, photographie Bauby, 1895)

Administration générale et économie

Administration générale de l'arrondissement

Affaires générales

1 Z 1 Registres des arrêtés et des avis sur pétitions.

9 vendémiaire an X-1831

À noter : 16 cahiers. Lacunes an XII, 1810, 1821, 1824-1826.

1 Z 2-6 Transcription de la correspondance au départ : cahiers numérotés.

an VIII-1829

À noter : les cahiers sont numérotés de 1 à 37 entre l'an VIII et 1819, puis la numérotation repart de 1 à 30 de 1819 à 1829.

1 Z 2 n° 1 à 14.

1^{er} prairial an VIII-10 août 1806

1 Z 3 n° 15 à 30.

10 août 1806-21 avril 1813

À noter : n° 27 en lacune, janvier à juin 1812.

1 Z 4 n° 31 à 37, puis numérotés de 5 à 9, dernier cahier non numéroté.

25 novembre 1813-2 février 1819

À noter : n° 34 et n° 35 en lacunes (avril à novembre 1815). Cahier n° 6 en lacune (15 mars au 4 mai 1817). Correspondance du sous-préfet Bruand (Anne, Joseph) avec le chevalier Barbié du Bocage, doyen de la faculté de lettres à Paris au sujet des antiquités de la vallée de l'Ubaye (1816-1819).

1 Z 5 n° 1 à 15.

2 février 1819-23 août 1823

1 Z 6 n° 16 à 30, puis numérotés 1 à 2.

22 août 1823-9 novembre 1829

À noter : n° 22, (3 septembre 1825 au 6 août 1826), n° 28 et n° 29 (4 novembre 1827 au 11 juin 1828) en lacune.

Conseil d'arrondissement

1 Z 7-9 Procès-verbaux des séances, rapports des chefs de service, correspondance.

1801-1940

1 Z 7 1801-1815, 1822-1829, 1880-1910.

À noter : dans le dossier de l'année 1902, un exemplaire du périodique *La Durance*, août 1902. Voir aussi en 2 N 1 et 2 N 2 les procès-verbaux du conseil d'arrondissement.

1 Z 8 1911-1931.

À noter : voir aussi en 2 N 2 les procès-verbaux du conseil d'arrondissement.

1 Z 9 1932-1940.

Cérémonies officielles

1 Z 10 Voyage à Avignon du prince Louis-Napoléon. – Organisation d'une délégation des Basses-Alpes : passeport, correspondance.

1852

1 Z 11 Commémoration du centenaire de Marcellin Berthelot. – Organisation de festivités à Barcelonnette : discours, programme, carton d'invitation, articles de presse, correspondance.

1927

Distinctions honorifiques

1 Z 12 Actes de dévouement et de courage. – Remise de médailles : correspondance.

1873-1895

Sinistres

1 Z 13 Information du sous-préfet, évaluation des dégâts, organisation de souscriptions. – Incendies, dossiers classés par commune : Allos (1903), La Bréole (1886), Faucon (1880), Larche (1893, 1901), Le Lauzet (1895, 1896, 1913), Meyronnes [1897], Méolans (1854, 1883-1884, 1890, 1927), Saint-Vincent (1900, 1904), Ubaye (1840), Uvernet (1896-1897), souscription au profit des habitants de Ceillac (Hautes-Alpes), (1889). Orages et inondations (1875, 1886, 1887, 1900, 1920). Avalanches : exploitation de la forêt communale de Fours par des habitants sinistrés (1896, 1897), accident en montagne du 157^e régiment d'infanterie de Jausiers (1904).

1840-1927

À noter : la souscription au profit de La Bréole dans le dossier incendie de cette commune concerne aussi le village de Selonnet, arrondissement de Digne, (1886).

Élections

1 Z 14 Propagande électorale : correspondance (pièces éparses).

1901-1914

1 Z 15-22 Organisation et résultats : procès-verbaux, articles de presse, tracts, affiches, correspondance.

1 Z 15 Plébiscite en faveur de Louis-Napoléon Bonaparte : circulaire (1851) ; correspondance sur l'insurrection de 1851 (1881) ; plébiscite sur le rétablissement du Second Empire : correspondance, délibérations des communes (1852) ; candidature à la députation d'Auribeau en remplacement de Jean-Baptiste Fortuné Fortoul démissionnaire²⁶¹ : correspondance (1853).

1851-1881

À noter : lettre d'un insurgé de 1851 évoquant le préjudice subi par lui et sa famille (1881).

1 Z 16 Élections sénatoriales.

1920, 1929, 1938

1 Z 17-18 Élections législatives.

1906-1936

1 Z 17 1906, 1914, 1919, 1924, 1928, 1932

1 Z 18 1936

1 Z 19 Élections cantonales et des conseils d'arrondissement

1852-1910, 1931, 1934, 1937

1 Z 20-22 Élections municipales.

1841-1935

1 Z 20 Installations, prestations de serment, plaintes, démissions, révocations, décoration.

1841-1915

À noter : dans le dossier « installation et prestations de serments des maires et adjoints », pétition de citoyens républicains de Barcelonnette (en partie des insurgés de 1851) à l'adresse du préfet des Basses-Alpes, en date du 26 septembre 1870, demandant la mise en place d'une nouvelle commission municipale

²⁶¹ Jean-Baptiste Fortuné Fortoul (1812-1890) était avocat à Digne à la fin du règne de Louis-Philippe. Nommé secrétaire général de la préfecture en 1844, il est ensuite élu député au corps législatif en février 1852. Il démissionne en décembre 1852 pour cause d'incompatibilité car il est nommé dans la magistrature ; il est remplacé à la Chambre, le 30 janvier 1853, par Xavier Louis Réguis. D'Auribeau était aussi candidat mais il n'est pas soutenu par le pouvoir. (Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 2 M 11 et Base de données des députés français depuis 1789, site de l'assemblée nationale).

républicaine²⁶². Courrier de Tyran Pierre, de Larche, au préfet demandant la création d'un comité républicain.

1 Z 21 Organisation, résultats, contentieux, vacances, prestations de serments, sections électorales : arrêtés du conseil de préfecture (1846-1897).

1846-1925

1 Z 22 1929, 1935.

Police

Personnel de police

1 Z 23 Commissaires de police. – Nomination, instructions générales : arrêté préfectoral, circulaires, notice individuelle, correspondance

1852, 1855, 1856, 1871, 1889.

À noter : empreinte du timbre spécial des Basses-Alpes destiné aux ouvrages colportés (1852).

1 Z 24-26 Gardes champêtres.

1852-1928

1 Z 24 Instructions, états nominatifs, arrêtés municipaux, correspondance (1852-1921), prestations de serment politique (1854, 1855), distinctions honorifiques (1904-1906).

1852-1906

1 Z 25-26 Dossiers classés par commune sur les gardes champêtres.

1853-1928

1 Z 25 Allos (1855-1913), Barcelonnette (1880-1915), La Bréole (1857-1910), La Condamine (1854-1900), Enchastrayes (1857-1902), Faucon (1854-1910), Fours (1858-1908), Jausiers (1853-1907), Larche (1860-1919).

1853-1919

À noter : le dossier de la commune de Barcelonnette comprend une enquête judiciaire à l'encontre d'un garde champêtre, Demaison Jean, pour outrage à la gendarmerie (1913).

1 Z 26 Le Lauzet (1856-1928), Méolans (1853-1914), Meyronnes (1855-1914), Pontis (1858-1914), Revel (1874-1908), Saint-Paul (1854-1919), Saint-Pons (1856-1920), Saint-Vincent (1856-1905), Les Thuiles (1853-1910), Ubaye (1863-1904), Uvernet (1858, 1889, 1919).

1853-1928

²⁶² Pour mémoire, la IIIe République a été proclamée le 4 septembre 1870.

1 Z 27 Gardes particuliers (canal, terres agricoles, chasse). – Gestion du personnel : liste des gardes particuliers par commune de l'arrondissement (1890-1942), instructions (1855-1913) ; dossiers classés par commune : Barcelonnette (1898, 1905, 1930), La Condamine (1906), Enchastrayes (1892, 1893, 1897), Faucon (1901), Fours (1900), Jausiers (1901-1912), Larche (1892-1901), Le Lauzet (1906), Méolans (1900), Meyronnes (1898), Saint-Paul (1876, 1890-1893, 1909), Ubaye (1855, 1896), Uvernet (1896).

1855-1942

Police administrative

1 Z 28 Contrôle des associations. – Recensement des cercles et associations (1866-1921), création de cercles (1865-1906), associations des anciens élèves d'écoles ou du collège de Barcelonnette (1901, 1902), société de lecture des Thuiles (1901) : statuts, règlements, listes des membres, circulaires, correspondance.

1865-1921

À noter : une circulaire de 1921 sur la réglementation des jeux.

1 Z 29 Sociétés musicales. – Création, demande de subventions : rapport du sous-préfet sur l'opportunité de créer des sociétés musicales dans l'arrondissement (1880), liste des membres, arrêté préfectoral, règlement, correspondance.

1880-1899

1 Z 30 Colonies, camps de vacances, écoles d'altitude : procès-verbal de gendarmerie, arrêté préfectoral, enquête, imprimé, notes, correspondance.

1920-1939

1 Z 31 Cinéma. – Réglementation sur la projection publique de films, sécurité du public : rapports, arrêtés préfectoraux, circulaires.

1924-1940

1 Z 32 Organisation de loteries et tombolas : demandes d'autorisation et arrêtés.

1933-1943

1 Z 33 Chasse. – Création du syndicat des chasseurs de l'arrondissement de Barcelonnette : statut, liste des adhérents, affiches (1897-1899) ; destruction des animaux nuisibles, gestion des périodes d'ouverture de la chasse : extraits de délibération municipales, circulaires, articles de presse, arrêtés (1902-1943).

1897-1943

1 Z 34 Décisions administratives d'ouverture ou de fermeture de débits de boissons, commerces, bal, représentations artistiques ; répression de l'ivresse publique : arrêtés préfectoraux, correspondance (1880, 1898, 1917-1941).

1880-1941

1 Z 35 Prostitution. – Instructions générales (1919-1940) ; prostitution clandestine : correspondance (1889, 1890) ; contrôle sanitaire et administratif des maisons de tolérance de Barcelonnette et Jausiers : procès-verbal de gendarmerie, pétitions des habitants, coupure de presse (1913), rapport, arrêtés municipaux (1913-1940).

1889-1940

À noter : un règlement modifié de protection de la santé publique du département des Basses-Alpes de 1930.

Ce dossier sur la prostitution était anciennement versé en 1018 W 78. Une partie du dossier postérieure à 1940 et contenant des instructions de portée générale est resté coté en 1018 W 78.

Sûreté générale

1 Z 36 Situation politique des communes de l'arrondissement : cahiers de transcription des rapports du sous-préfet.

an X-1815

À noter : cahiers numérotés 1 à 5.

1 Z 37-42 Surveillance des individus.

1865-1942

1 Z 37 Surveillance de la frontière : instructions, état, correspondance (1883, 1897, 1907, 1917, 1920). Enregistrement de cartes d'identité d'étrangers : cahiers (1935-1937).

1883-1937

1 Z 38 Surveillance des déserteurs italiens : questionnaire, listes, laissez-passer, circulaires, correspondance (1865-1867, 1888-1902). Vagabonds (1881).

1865-1902

À noter : un courrier du ministère de l'Intérieur du 11 juin 1902 sur un futur voyage d'étude dans les Alpes françaises de Théodore Steck, conservateur des collections entomologiques du musée d'histoire naturelle de Berne et Paul Born-Maser.

1 Z 39-41 Surveillance des étrangers et des individus suspects (anarchistes, déserteurs italiens, contrebandiers, voyageurs), surveillance de la frontière, dossiers numérotés : photographies, fiches anthropométriques, rapports des commissaires spéciaux, procès-verbaux de gendarmerie, télégrammes, notices de renseignement individuelles, notes de service, notes manuscrites.

1887-1899

1 Z 39 dossiers n° 1 à 199 (1889-1896, 1899).

À noter : dans le dossier n° 42, instructions relatives aux anarchistes et notamment sur les manifestes prohibés (1892-1896).

1 Z 40 dossiers n° 200 à 1000 (1887-1896).

À noter : dans le dossier n° 260 affectation du commissaire spécial de La Condamine (1896), dans le dossier n° 293 note sur le comité républicain de La Condamine (1894), dossier n° 468 surveillance des fournisseurs alimentaires de la garnison de Tournoux et des individus suspects en relation avec les militaires de la garnison (1895, 1896), dossier n° 567 fiches anthropométriques d'anarchistes italiens (1895), photographies dans les dossiers 368, 746, 872, 891, 897, 924, 943.

Les dossiers relatifs à la surveillance des individus suspects étaient numérotés de 1 à 1000 par le sous-préfet. Cependant, lors du classement du fonds, quelques-uns ne comportant pas de numéros ont été placés à part, voir le 1 Z 41.

1 Z 41 Dossiers non numérotés, correspondance, instructions, rapports et procès-verbaux de gendarmerie.

1887-1899, 1906, s.d.

1 Z 42 Interdits de séjour : arrêtés, correspondance.

1926-1942

Police judiciaire

1 Z 43 Arrestations, crimes, délits et événements divers constatés par la gendarmerie : tableaux sommaires, procès-verbaux, correspondance.

1920-1933

Hygiène et santé publique

Organismes sanitaires

1 Z 44 Commission sanitaire, conseil d'hygiène publique et de salubrité : registres de délibérations du conseil d'hygiène publique et de salubrité de l'arrondissement (1849-1901), registre de délibérations de la commission sanitaire (1903-1953), extraits de délibérations du conseil général, arrêtés de nomination des membres, rapport sur la situation sanitaire des cimetières (1903), correspondance.

1849-1953

Personnel

1 Z 45 Contrôle des médecins et pharmaciens : listes, correspondance.

1841-1907

Hygiène

1 Z 46 État sanitaire de la population : statistiques sanitaires (1911-1928) ; enquêtes : goitre (1858), rage (1869), mortalité infantile (1878), recensement des aveugles (1883),

enfants délaissés ou maltraités (1891), enfants handicapés (1884, 1893), maladies endémiques (1894).

1858-1928

1 Z 47 Lutte contre les épidémies, hygiène publique : cahiers des maladies déclarées par commune (1891-1903), tableaux des causes de décès pour les communes de Faucon, Meyronnes, La Bréole (1909-1911), règlements sanitaires communaux (1903), carte lettre de déclaration de maladie, états, circulaires, correspondance.

1874-1930

À noter : autorisation de vente de la liqueur Lazare dans le département (1894).

1 Z 48 Lutte contre les épidémies. – Choléra, établissement d'un poste de surveillance médicale au col de Larche : plans, affiche, procès-verbal du sous-préfet, arrêté, mémoires des sommes dues, correspondance (1886-1888) ; correspondance générale sur le choléra (1908-1911). Rougeole : carte lettre de déclaration des maladies, rapport de gendarmerie, correspondance (1911-1918). Vaccination : instructions, tableaux, correspondance (1884-1922).

1884-1922

À noter : plan du refuge du col de la Madeleine, plan de la frontière franco-italienne avec les points à garder [1886] dans le dossier sur l'épidémie de choléra.

1 Z 49 Service des fraudes. – Contrôle des denrées alimentaires : carnet de prélèvement à souche, imprimés vierges, arrêté, circulaires, correspondance.

1887, 1907-1913

Établissements dangereux et insalubres

1 Z 50 Établissements dangereux et insalubres : plans topographiques, états, arrêtés, procès-verbal d'enquête, extrait de délibération, rapport, correspondance.

1874-1924

À noter : états de déclaration d'accidents du travail (1907-1910).

Population, enquêtes statistiques

1 Z 51 Dénombrement de la population : tableaux.

[1851]-1907, 1921

À noter : tableau de la population générale classée par profession [vers 1851], tableau du nombre d'étrangers et de Français par commune en 1872 et 1896, tableau des durées de mariage et du nombre d'enfants vivants par famille (1896), tableau récapitulatif de dénombrement de la population par communes et cantons de 1783 à 1911, (s.d), tableau comparatif entre les dénombrements de 1896 et 1901.

1 Z 52 Émigration, lutte contre la dépopulation : correspondance.

1850-1921

À noter : un dossier sur l'émigration en Algérie (1850-1899). Évocation aussi de la Cochinchine, et de la Nouvelle Calédonie (1875).

1 Z 53 Enquêtes statistiques. – Agriculture et élevage : statistiques agricoles (1878, 1887-1899), dénombrement des troupeaux (1889, 1891), chambre consultative d'agriculture (1852, 1874-1875), rapports sur les semailles et les récoltes (1857-1898), enquête sur le phylloxéra (1879-1891, 1900), enquête sur la consommation de viande (1876-1898) ; industrie : travail des enfants dans les manufactures (1842-1880), statistiques industrielles (1849, 1856-1894), enquête sur les livrets ouvriers (1878) ; objets divers : enquête sur les usages locaux (1855), statistiques sur la population, l'habitat, les animaux et les voitures, moulins, fours, puits, mares ou étangs (1879), enquête sur l'habitat (1889), statistiques sur les sinistres (1898-1934), statistiques sur les biens meubles et immeubles (1909).

1842-1934

Agriculture

1 Z 54 Affaires générales : rapport sur la situation agricole de l'arrondissement (1884), instructions, affiches, circulaires, correspondance, articles de presse, affiche, (1920-1940), correspondance sur la commission des statistiques, statut de la caisse locale de crédit agricole mutuel de Barcelonnette (s.d). Création et fonctionnement du comice agricole : statut, cahiers des délibérations et des dépenses (1883-1922, 1936-1939), cahier des cotisations (1906-1921, 1936), liste des agriculteurs primés, liste des adhérents, affiche, correspondance (1874-1940). Lutte contre la fraude et les épizooties : correspondance (1885-1905). Fonctionnement du service vétérinaire : correspondance (1877-1892). Réglementation des pâturages : liste des communes assujetties, instructions, correspondance (1923-1939).

1874-1940

Commerce et industrie

1 Z 55 Situation industrielle et commerciale : enquêtes (1850-1925). Laiterie coopérative d'Allos : liste des membres, convention, contentieux, correspondance (1906, 1921). Transfert et création de foires et marchés : arrêtés préfectoraux, extraits de délibération municipales, correspondance (1847-1931). Surveillance des prix, coopérative de consommation : listes du nombre de consommateurs, circulaires, articles de presse, arrêté préfectoral, correspondance (1917-1937).

1847-1937

Travail et main d'oeuvre

1 Z 56 Chômage, main d'oeuvre étrangère, saisonnière ou agricole, surveillance des ouvriers, réglementation du travail, travail des enfants, durée du travail, congés exceptionnel, repos hebdomadaire, inspection du travail : instructions ministérielles, modèle vierge de registre d'usine ou d'atelier, arrêtés préfectoraux et municipaux, correspondance du sous-préfet (1906, 1921-1939). Grèves : rapport, questionnaire,

arrêté préfectoral, affiche, correspondance (1889-1938). Infractions aux lois sur le travail : tableaux des contraventions, correspondance (1914-1938). Élaboration des conventions collectives du syndicat des transports de Barcelonnette et du syndicat du bâtiment : projet d'accord, convention, coupure de presse, correspondance (1937, 1938).

1889-1939

À noter : dans le sous-dossier « repos hebdomadaire », une affiche servant de pochette sur les « mesures d'hygiène contre le développement de la tuberculose dans les dortoirs » (1906), grève des patrons boulangers dans l'arrondissement de Barcelonnette en 1894 et 1921, grèves des ouvriers des chantiers de la route du col de Vars et des fortifications de Restefond (1935-1937).

Administration et comptabilité communale

Dossiers communaux

1 Z 57 Instructions aux maires.

1934-1941

1 Z 58-109 Affaires communales. – Gestion du domaine communal, construction et entretien des édifices publics, voirie, eaux et forêts, location de pâturages, police municipale, legs, postes et télécommunications, personnel communal, affaires judiciaires, assistance et hygiène publique, police administrative, administration générale, budget, sapeurs-pompiers, service hydraulique.

1831-1965

1 Z 58-59 Allos.

1846-1942

1 Z 58 Administration générale (1884-1942) ; postes et télécommunications (1892-1940) ; suppression de la brigade de gendarmerie (1910-1923) ; travaux communaux (1846-1856, 1913, 1940) ; travaux de recherche d'eau potable, contentieux (1937-1940) ; travaux d'adduction d'eau et assainissement (1865-1930) ; legs (1860, 1920-1940).

1846-1942

1 Z 59 Forêts (1893-1940) ; pâturages (1905-1939) ; voirie (1904-1938, 1942) ; cultes (1846-1942) ; restauration de l'église Notre-Dame de Valvert (1882-1905) ; lac (1884-1941) ; assistance (1916-1941) ; instruction publique (1879-1942) ; sport et tourisme (1922-1941) ; associations syndicales (1898-1924).

1846-1942

À noter : dossier sur le lac d'Allos (1884-1941) comportant notamment un plan topographique du chalet refuge [1904] et des articles de presse. Dossiers sur les trois syndicats des canaux d'arrosage des Bruissets (1898-1913), de La Foux (1912) et des Charrières (1924). Dossier sur le classement de la commune d'Allos comme station de tourisme (1922-1939). Dossier sur les aménagements et la pratique liés aux

sports d'hiver (1932-1939). Un dossier sur les restrictions d'affichage au titre des sites pittoresques (1939-1941).

1 Z 60-64 Barcelonnette.

1842-1943

1 Z 60 Administration générale (1874-1941) ; octroi (1872-1923, 1929).

1872-1941

À noter : règlements du tarif de l'octroi pour les villes de Forcalquier (1872) et de Barcelonnette (1899).

1 Z 61 Caserne, garnison (1879-1933) ; justice (1863-1922) ; hygiène publique (1884-1898) ; personnel communal (1892-1908, 1937-1941) ; finances (1893, 1894, 1920-1940) ; gestion des biens communaux (1858-1921) ; legs (1900, 1922, 1925, 1930) ; travaux publics sur les fontaines, lavoirs, adduction d'eau, source, canal, électrification (1872-1943).

1863-1943

À noter : plan des conduites d'eau de la ville de Barcelonnette (1894) dans le dossier « hygiène publique ». Règlement sur la concession des eaux aux particuliers de Barcelonnette (1899) dans le dossier « travaux publics sur les fontaines », plan du tribunal et de la caserne de Barcelonnette (1876) dans le cadre des concessions d'eau. Dossier sur la source de La Soudane à capter pour alimenter la gare de Barcelonnette et la ville, plans (1919-1932).

1 Z 62 Travaux publics sur les lavoirs, lieux d'aisance, l'abattoir, l'hôtel de ville, l'église, la tour de l'horloge (1890-1937) ; voirie (1842-1943) ; cultes (1885-1896, 1909-1930).

1842-1943

À noter : dans le dossier « voirie », plan du délaissé de la route nationale n° 100 (1923) et pétition des cafetiers de la place Manuel au sujet de l'emplacement des tables et de la mise en place d'une redevance d'occupation du domaine public (1912, 1913).

1 Z 63 Aide sociale (1874, 1922-1943) ; établissement hospitalier (1908-1944) ; instruction publique (1858-1944).

1858-1944

À noter : dans le dossier « instruction publique », reconstruction du collège de garçons (1912-1924).

1 Z 64 Tourisme.

1921-1938

1 Z 65-67 La Bréole.

1841-1943

1 Z 65 Administration générale (1841-1939) ; affaires militaires (1900-1939) ; justice (1888-1903) ; personnel communal (1841-1943) ; finances (1868-1924).

1841-1943

À noter : Dans le dossier « administration générale », extrait de délibération municipale portant sur une concession de carrière de pierre au hameau de La Garde (1889). Dans le dossier « justice », contentieux entre la fabrique de La Bréole et la commune au sujet du presbytère de Charamel, plan (1888-1896). Dans le dossier « personnel communal », création d'une subdivision de sapeurs-pompiers (1875-1937).

1 Z 66 Forêts (1891-1937) ; legs (1874-1885) ; fontaines, adduction d'eau (1876-1895, 1922-1941) ; travaux communaux, cultes (1853-1937) ; voirie (1880, 1881, 1894-1942) ; aide sociale (1821-1937).

1853-1942

À noter : dans le dossier « aide sociale » création et gestion du grenier de réserve (1821-1862). Dans le dossier « travaux communaux, cultes », travaux de réparation au presbytère de La Garde, extrait d'une délibération municipale de 1883 comportant un dessin à l'encre des travaux projetés.

1 Z 67 Instruction publique.

1862-1939

1 Z 68-70 La Condamine.

1846-1940

1 Z 68 Administration générale (1848-1940) ; postes et télécommunications (1896-1966) ; affaires militaires (1904-1934).

1848-1940

À noter : dossier sur le transfert à La Condamine du chef-lieu de la commune du Châtelard (1848-1850) avec plans de la commune du Châtelard (1850) dans le dossier « administration générale ». Dossier sur le champ de tir du fort de Tournoux (1898-1900) comportant un plan aquarellé dans le dossier « affaires militaires ».

1 Z 69 Justice (1882-1902) ; eau et hygiène publique (1872, 1900-1938) ; personnel communal (1887-1937) ; finances communales (1891-1939) ; gestion des biens communaux (1848-1940).

1848-1940

1 Z 70 Forêts (1889-1938) ; travaux communaux et électrification (1857-1940) ; voirie (1895-1938), culte (1846-1904, 1922) ; instruction publique (1851-1932).

1846-1940

À noter : plan du village de La Condamine (1901) sur le projet de reconstruction du clocher dans le dossier « cultes » ; dans le même dossier désaffectation de la chapelle des Pénitents (1922).

1 Z 71 Enchastrayes : administration générale (1886-1943) ; affaires militaires (1896-1898) ; justice (1853-1902) ; gestion des biens communaux (1850-1943) ; voirie (1874-1938) ; cultes (1846-1898, 1916, 1921, 1925) ; instruction publique (1850-1943).

1846-1943

1 Z 72 Faucon : administration générale (1887-1943) ; forêts, canaux, fontaines (1891-1942) ; gestion des biens communaux (1880-1943) ; voirie (1891-1943) ; cultes (1876-1918) ; instruction publique (1892-1939).

1876-1943

À noter : dossier sur le syndicat du canal d'arrosage des Davis (1891-1911) dans le dossier « forêts, canaux, fontaines ».

1 Z 73-74 Fours.

1835-1940

1 Z 73 Administration générale (1883-1940) ; legs (1835-1934).

1835-1940

À noter : dossier contentieux au sujet du legs Bellon (1835-1905).

1 Z 74 Gestion des biens communaux et eau (1857-1939) ; forêts (1896-1938) ; voirie (1873-1928) ; cultes (1847-1930) ; instruction publique (1842-1936).

1842-1939

À noter : dans le dossier « instruction publique », deux plans aquarellés du projet de construction de la maison d'école de Fours (1843). Dans le cadre d'un projet d'échange de terrains, plans aquarellés de la section E de la commune (1939) dans le dossier « gestion des biens communaux », sous-dossier « locations des montagnes pastorales ».

1 Z 75-78 Jausiers.

1848-1942

1 Z 75 Administration générale, personnel, finances communales (1884-1940) ; postes et télécommunications (1882-1904) ; affaires militaires (1889-1938) ; sapeurs-pompiers, incendies (1871-1939) ; douanes (1924, 1930) ; élections (1893, 1909, 1928).

1871-1940

À noter : dossier sur la création d'une compagnie de sapeurs-pompiers (1871-1936) et sur l'incendie de Jausiers en 1896. Dans le cadre du sectionnement électoral, plan aquarellé (1909) des trois sections électorales.

1 Z 76 Gestion des biens communaux (1881-1940) ; legs (1848-1937) ; forêts, pâturages (1888-1940) ; électrification (1902, 1912, 1927) ; voirie (1887-1942).

1848-1942

1 Z 77 Voirie (1887-1942) ; cultes (1848-1936) ; aide sociale (1886-1940).

1848-1942

1 Z 78 Instruction publique (1871-1940) ; associations syndicales (1872-1941).

1871-1941

À noter : un dossier sur le syndicat du câble de Terre-Plaines (1893-1906). Ce câble servait à descendre le foin. Le dossier comporte un plan (1897).

1 Z 79-81 Larche.

1849-1944

1 Z 79 Administration générale, personnel, finances communales.

1880-1943

À noter : classement comme « sites pittoresques » des lacs du Lauzanier (1939). Contentieux avec la commune de Meyronnes au sujet du parcours de vaine pâture (1845).

1 Z 80 Postes et télécommunications (1912-1943) ; affaires militaires (1892-1921, 1933) ; gestion des biens communaux (1853-1930) ; legs (1875-1876, 1921-1928) ; partage de biens indivis entre communes (1849-1889) ; droits de pêche et de chasse (1891-1902, 1923-1940) ; forêts, pâturages, police de l'eau (1880-1940).

1849-1943

À noter : échanges de parcelles (pâturages) entre les communes de Meyronnes et Larche comportant un plan (1932) dans le dossier « gestion des biens communaux ». Partage des biens indivis entre les communes de Larche et Meyronnes comportant notamment une pétition (1878) des habitants de Meyronnes, (1849-1885). Partage entre les communes de Saint-Paul, Larche et Meyronnes du prix d'acquisition par l'État des terrains du fort de Tournoux (1866-1880). Dans le dossier « droits de pêche et de chasse », demande de la commune de Larche que la marmotte soit classée parmi les animaux nuisibles eu égard aux dégâts qu'elle cause dans les prairies (1895-1897). Pétitions des habitants de Larche au sujet d'une fontaine (1886) dans le dossier « police de l'eau ».

1 Z 81 Électrification, adduction d'eau (1886-1933) ; voirie (1886-1937) ; transports en commun (1912-1932) ; cultes (1885-1944) ; aide sociale (1888-1940) ; instruction publique (1857-1939).

1857-1944

1 Z 82-83 Le Lauzet.

1845-1943

1 Z 82 Administration générale, personnel, finances communales, legs, police (1861-1943) ; sapeurs-pompiers (1877-1941) ; gestion des biens communaux (1845-1943) ; forêts (1896-1941).

1845-1943

À noter : dans le dossier « administration générale », pétition de 80 habitants de la commune et des conseillers municipaux au sujet de l'interdiction de parcours des bêtes à laine dans les bois voisins des hameaux du Lauzet (1861). Demande d'admission dans une maison d'éducation de la Légion d'honneur (1937). Correspondance du préfet avec le sous-préfet au sujet du maire du Lauzet, prisonnier de guerre (1942). Dans le dossier « gestion des biens communaux » : plan du village du Lauzet indiquant la parcelle à acquérir pour la construction d'une maison commune, maison d'école et prétoire de la justice de paix (1847). Adjudication de la cueillette de graines de pin cembro (1918), de la cueillette de la lavande (1927). Dossier sur l'incendie de la maison commune du Lauzet (1896).

1 Z 83 Assainissement (1923-1927) ; adduction d'eau (1857-1911, 1916, 1919, 1936) ; voirie (1867-1942) ; cultes (1852-1908) ; aide sociale (1907-1942) ; instruction publique (1874-1940).

1852-1942

À noter : plan d'alignement de la traversée du village (1881), dans le dossier « voirie ». Plan (1897) de la maison Combe, ancienne gendarmerie du Lauzet réutilisée comme école suite à l'incendie de la maison commune en 1896, dans le dossier « instruction publique ».

1 Z 84-85 Méolans.

1834-1943

1 Z 84 Administration générale, personnel communal (1903-1942) ; finances communales (1886-1914) ; gestion des biens communaux : délimitation des biens indivis entre Revel et Méolans (1834-1850) ; forêts (1899, 1902-1943) ; pâturages (1899-1943) ; carrières (1899-1903) ; fontaines, canaux (1887-1904, 1933) ; voirie (1888-1921, 1935, 1936, 1942).

1834-1943

À noter : dans le dossier « administration générale », refus de demande de libération d'un pupille placé à la colonie d'Aniane (1916) ; incendie du hameau du Pont-du-Braux (1921). Création de l'association syndicale du canal d'arrosage du Duc au quartier du Laverq (1887-1894) dans le dossier « fontaines, canaux ».

1 Z 85 Cultes (1855-1940) ; aide sociale (1907-1942) ; instruction publique (1873-1930).

1855-1942

1 Z 86-88 Meyronnes.

1840-1944

1 Z 86 Administration générale, affaires militaires, sapeurs-pompiers, police, aide sociale (1881-1941) ; postes et télécommunications, service automobile (1915-1940) ; gestion des biens communaux (1840-1936).

1840-1941

À noter : dans le dossier « gestion des biens communaux », lettre du préfet au sous-préfet de Barcelonnette sur une demande d'autorisation d'extraction d'ardoise de la carrière de Paraviella (1888).

1 Z 87 Forêts, pâturages (1882-1944) ; legs (1853-1912) ; adduction d'eau, électrification (1875-1942) ; voirie, routes stratégiques (1897-1939).

1875-1944

À noter : dossier sur l'acquisition et l'échange de terrains pour l'agrandissement de montagnes pastorales (1895-1937), comportant notamment des plans. Dans le dossier « forêts, pâturages », dossier de location de la « Réserve du Lauzanier » par la Société nationale d'acclimatation de France (1937-1944).

1 Z 88 Cultes (1843-1932) ; instruction publique (1869-1938).

1843-1938

À noter : Dans le dossier « instruction publique », sous-dossier « construction de maisons d'école à Meyronnes et Saint-Ours », articles de presse et procès-verbal de gendarmerie sur des propos tenus par une habitante de Meyronnes au sujet du droit de vote des femmes (1895) à l'occasion de la visite du sous-préfet ayant pour objet le projet de changement de local scolaire.

1 Z 89-90 Pontis.

1846-1940

1 Z 89 Administration générale, finances communales, assistance (1880-1939) ; forêts (1879-1940) ; pâturages (1895-1903, 1931, 1939) ; voirie, canal, adduction d'eau (1887-1940) ; cultes (1846-1938).

1846-1940

À noter : compte rendu de l'incendie du hameau des Sartres à Pontis en 1904 dans le dossier « administration générale ». Demande d'un garde particulier par divers propriétaires de la commune de Pontis (1898). Dans le dossier « voirie », dossier de cession d'une parcelle de terrain communal situé sur la rive gauche de la Durance, à Pavie François, industriel à Savines, pour la réalisation d'un canal de déviation des eaux de la Durance (1907).

1 Z 90 Instruction publique (1879-1934).

À noter : correspondance du sous-préfet au sujet d'un différend entre l'instituteur et le curé comportant un projet d'article non paru dans le Journal de Barcelonnette (1895).

1 Z 91-93 Revel.

1837-1942

1 Z 91 Administration générale (1840-1938) ; postes et télécommunications (1898-1931) ; gestion des biens communaux (1842-1939) ; partage des biens indivis entre les communes de Revel et Méolans (1893-1904) ; forêts, pâturages (1875-1940) ; adduction d'eau (1905-1909).

1840-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », inventaire des archives et objets mobiliers de la mairie (1843) ; trois questionnaires destinés à l'obtention de la carte d'identité d'étranger comportant des photographies (1923) ; projet de construction d'une scierie hydraulique avec plans (1906-1907) ; demandes de concessions de terres agricoles en Algérie (1900-1902).

1 Z 92 Voirie, canal (1886-1941) ; cultes (1837-1936) ; assistance (1898-1921, 1928, 1933).

1837-1941

À noter : dans le dossier « cultes », dossier « reconstruction du presbytère de Rioclar », un plan au sol de l'église de Rioclar (1839) et un plan en élévation du presbytère (1837), puis dans le dossier « réparation de l'église de Rioclar », un plan en coupe et un plan au sol de l'église de Rioclar. Un dossier sur l'établissement de différents câbles aériens (1888-1934) dans le dossier « voirie ».

1 Z 93 Instruction publique.

1847-1942

1 Z 94-97 Saint-Paul.

1835-1943

1 Z 94 Administration générale, postes et télécommunications, personnel communal, finances communales, contentieux, affaires militaires, sapeurs-pompiers, aide sociale (1881, 1914-1943).

1881-1943

1 Z 95 Contentieux (1847-1918) ; gestion des biens communaux (1853-1910) ; legs (1835-1925) ; forêts (1876-1940) ; pâturages (1887-1937) ; carrières (1858-1940), travaux communaux (1925-1938).

1835-1940

À noter : dossier sur les classements et les travaux au titre des monuments historiques et des sites, du patrimoine de la commune (1914-1941), dans dossier « cultes » et « gestion des biens communaux ». Dans le dossier « forêts », sous-dossier « achats et ventes », protestation du conseil municipal de Saint-Paul au sujet de la location ou de la vente de terrains appartenant à des propriétaires non exploitant ne résidant plus dans la commune à l'administration des Eaux et Forêts. Ces ventes potentielles favoriseraient l'exode rural (1930). Dans le dossier « pâturages », contentieux entre la commune de Saint-Paul et la section de Tournoux au sujet d'un droit de pacage (1934, 1935). Dossier de contentieux entre la commune et une entreprise au sujet de la vente des pierres de la carrière de La Blachière (1930-1936), dans le dossier « carrières ».

1 Z 96 Adduction d'eau, assainissement (1880-1937) ; voirie (1889, 1900-1941) ; cultes (1854-1934).

1854-1941

À noter : dans le dossier « cultes », plan parcellaire de 1854 pour l'acquisition d'un nouveau cimetière au hameau de Fouillouse indiquant, entre autres, l'emplacement des moulins et du four banal (1817 copie d'un acte de vente entre particulier d'une maison utilisée comme presbytère). Dans le dossier « voirie », sous-dossier « travaux de réparations suite à des calamités », plan (1900) des dégâts causés par le torrent de La Grave à la suite des orages survenus en 1899 et 1900. Les dégâts sont pour partie attribués aux aménagements réalisés par l'exploitant de la carrière de marbre de Maurin d'après une pétition des habitants (1900). Extrait de délibération de la commune de Saint-Paul (1932) dans le dossier « voirie » sur les désavantages du goudronnage des routes pour la circulation des chevaux et les risques que cela entraîne, réponse de l'ingénieur.

1 Z 97 Instruction publique.

1862-1936

À noter : dans le dossier « instruction publique », plan cadastral du projet de la maison d'école de Fouillouse (vers 1867).

1 Z 98-100 Saint-Pons.

1856-1965

1 Z 98 Administration générale ; finances communales ; aide sociale.

1886-1943

À noter : dans le dossier « administration générale », dossier sur une épizootie touchant les ovins (1899).

1 Z 99 Forêts ; pâturages ; adduction d'eau.

1856-1942

1 Z 100 Voirie, canaux (1887-1938) ; cultes (1865-1965) ; instruction publique (1886-1939).

1865-1965

À noter : les documents postérieurs à 1940 appartiennent au même dossier de location du presbytère et proviennent du 1018 W 59.

1 Z 101-103 Saint-Vincent.

1842-1956

1 Z 101 Administration générale ; personnel ; finances communales ; aide sociale.

1848-1943

À noter : un dossier sur la création d'un grenier de réserve (1851-1879), changement de nom de la commune (1893-1923) dans le dossier « administration générale ». La commune de Saint-Vincent est dénommée Saint-Vincent du Lauzet ou Saint-Vincent, puis Saint-Vincent-les-Forts à partir de 1923.

1 Z 102 Postes et télécommunications (1882-1943) ; justice (1859-1900) ; gestion des biens communaux (1851-1935) ; forêts, pâturages, adduction d'eau, électrification (1882-1943) ; voirie (1892-1956).

1851-1956

À noter : Un dossier sur les biens communaux usurpés (1851-1864) dans le dossier « gestion des biens communaux ».

1 Z 103 Cultes (1853-1944) ; instruction publique.

1842-1944

À noter : plans en élévation du projet d'une maison d'école au Lautharet (1843, 1858) dans le dossier « instruction publique ».

1 Z 104-105 Les Thuiles.

1846-1946

1 Z 104 Administration générale ; finances communales.

1846-1943

À noter : dans le dossier « administration générale », pétition pour la reconstruction du pont des chapeliers (1905), location d'une carrière de pierre à chaux (1908), projet de classement du lac du Lauzet comme site pittoresque (1939).

1 Z 105 Justice (1857-1880) ; forêts, canaux, fontaines (1887-1943) ; pâturages (1888-1943) ; voirie (1878-1942) ; cultes (1850-1946) ; instruction publique (1857-1891).

1850-1946

1 Z 106-107 Ubaye.

1831-1940

1 Z 106 Administration générale (1846-1940) ; forêts, adduction d'eau (1880-1940) ; droit de chasse dans les terrains communaux (1885-1939) ; voirie (1892-1940).

1846-1940

1 Z 107 Cultes (1831-1930) ; aide sociale (1900-1940) ; instruction publique (1861-1932).

1831-1940

1 Z 108-109 Uvernet.

1850-1940

1 Z 108 Administration générale, gestion des biens communaux (1850-1940) ; contentieux (1883-1892) ; forêts (1874-1937).

1850-1940

1 Z 109 Pâturages (1890-1940) ; voirie, canaux (1890-1938) ; cultes (1852-1930) ; instruction publique (1873-1939).

1852-1940

À noter : dans le dossier « pâturages », plan de la montagne pastorale du Vescalet et de Pauret (1927). Dans le dossier « instruction publique » plan de l'école des Agneliers (1937).

Comptabilité communale

1 Z 110 Examen par le sous-préfet de la situation financière des communes de l'arrondissement : cahier.

1886

Forêts et pâturages communaux

1 Z 111 Administration, exploitation, protection de la forêt et des pâturages communaux : Allos (1857-1921), Barcelonnette (1866-1898), La Condamine (1847-1895), Fours (1852-1901), Larche (1865-1897), Le Lauzet (1864-1909), Méolans (1853-1911), Meyronnes (1824-1912), Pontis (1883-1891), Revel (1887-1893), Saint-Pons (1845-1904), Saint-Vincent-les-Forts (1890-1907), Uvernet (1853-1898).

1824-1921

À noter : Dans le dossier de Saint-Pons, plan du projet de construction d'un lavoir dans le périmètre de reboisement de Terreuse (1887). Dans le dossier d'Uvernet, plan d'ensemble du projet d'acquisition de la montagne de Costebelle par la commune (1888).

1 Z 112-113 Forêt et pacages communaux de Saint-Paul.

1605 (copie)-1894

1 Z 112 Administration de la forêt (1887-1921), création d'un chemin stratégique dans la forêt de Tournoux (1605-1894), acquisition d'une montagne pastorale (1882-1889), droit d'usage des habitants de Meyronnes et de Larche dans la forêt de Tournoux (1851-1899), administration de la montagne pastorale de la section de Maurin (1887-1903, 1916, 1917).

1605 (copie)-1894

À noter : Dans le dossier « création d'un chemin stratégique dans la forêt de Tournoux », transcription de sentences et transactions au sujet de la forêt de Tournoux de 1605 et 1660. Dans le dossier « administration de la forêt », extrait d'arrêté préfectoral autorisant l'installation d'un câble pour le transport des récoltes (1905).

1 Z 113 Délimitation des bois communaux : registre comportant des plans (1841), extrait de délibération du conseil d'État, extraits de délibération, arrêtés préfectoraux, correspondance.

1841-1884

Voirie communale

1 Z 114-115 Chemins vicinaux, chemins de grande communication, chemin agricole, chemin stratégique, dossiers classés par commune. – Construction, entretien, financement des travaux, construction d'ouvrage d'art, acquisition de terrain, expropriation, classement, déclassement.

1842-1925

1 Z 114 Allos (1867-1907), Barcelonnette (1878-1908), La Bréole (1865-1896), La Condamine (1885-1907), Enchastrayes (1871-1873), Fours (1866-1904), Larche (1849-1905), Le Lauzet (1889-1906).

1849-1908

À noter : dossier de La Condamine : contentieux judiciaire portant sur une demande d'indemnités pour dommages causés par la construction du chemin stratégique du Parpaillon (1891-1903). Dossier de Fours : deux plans de 1866, l'un sur le chemin entre le hameau des Gaillards et le Pré Bourreau, l'autre entre La Rousse et le col d'Enchastrayes. Dans le dossier du Lauzet : association syndicale du chemin agricole de la Gourette au quartier du Selle du Riou (1889).

1 Z 115 Méolans (1863-1898), Meyronnes (1866-1899), Pontis (1884-1892), Revel (1842-1887), Saint-Paul (1874-1913), Saint-Pons (1886), Saint-Vincent-du-Lauzet (1888-1925), Les Thuiles (1881, 1886), Ubaye (1876-1897), Uvernet (1888-1900).

1842-1925

À noter : dossier de Méolans, association syndicale du chemin agricole de Saint-Barthélemy au col de Bernardez (1875). Dossier de Meyronnes : expropriation de terrain appartenant à la fabrique de Meyronnes pour la construction du chemin vicinal ordinaire n° 5 (1892-1895). Dossier de Pontis : rapport de l'ingénieur des Ponts et Chaussées sur les prestations faites par les habitants sur l'entretien de chemins vicinaux (1892). Dossier de Revel : pétition des habitants pour délimiter une draille pour le passage des troupeaux (1842, 1843). Dossier des Thuiles : plan d'une portion du chemin n° 1 dans le hameau des Thuiles Hautes (1886).

1 Z 116 Agrandissement de place publique. – Commune de Saint-Paul, transaction entre la commune et un particulier : extrait de délibération, correspondance (1852-1853). Commune du Lauzet, acquisition de terrains : arrêté préfectoral, extrait de délibération, correspondance (1878-1904).

1852-1904

Domaine, Enregistrement, Hypothèques

1 Z 117 Domaine de l'État. – Acquisition de terrains communaux pour le reboisement : Barcelonnette (1876-1913), La Condamine (1903-1904), Enchastrayes (1916), Faucon (1874), Fours (1894, 1910, 1911), Jausiers (1883-1887), Saint-Paul (1910), Saint-Pons (1873-1909), Les Thuiles (1877-1886, 1912), Ubaye (1905-1908), Uvernet (1875-1913), actes de cession, plans, correspondance ; cession ou rétrocession concernant plusieurs communes ou particuliers (1888-1916).

1873-1916

À noter : quelques projet d'actes concernant des terrains départementaux (prison, caserne) en 1909, 1913, 1921. Extrait d'arrêté départemental (1906) autorisant l'extraction de gypse dans une carrière située au ravin du Peissier (Saint-Pons). La liasse ne présentait pas un classement cohérent, les acquisitions de l'État étaient classées tantôt par commune, tantôt par ordre chronologique. Il a été adopté un classement par commune. Les quelques projets d'actes concernant le département ont été classés à part.

1 Z 118 Commission syndicale des sept communes formant l'ancien canton de Barcelonnette. – Création, administration et dissolution du syndicat, comptabilité,

gestion des revenus des biens indivis, partage des biens indivis, contentieux : ordonnance royale, arrêtés préfectoraux, extraits de délibération municipale, mémoires d'avocat, états comptables, procès-verbaux d'adjudication, correspondance.

1831-1849

À noter : avant la Révolution, Faucon, Fours, Enchastrayes, Saint-Pons, Les Thuiles et Uvernet ne formaient qu'une seule communauté dénommée Barcelonnette. En 1791 intervient la division en sept communes. Cependant, l'hospice, le collège et les montagnes pastorales restent indivis. De 1791 à 1844, les sept communes formant l'ancienne communauté de Barcelonnette continuent d'administrer le produit de leurs biens indivis. Vers 1837 ou 1838 une « Commission syndicale des sept communes formant l'ancien canton de Barcelonnette » est créée. Elle est dissoute en 1844 alors que les biens indivis étaient partagés en 1843.

1 Z 119-120 Partage des biens indivis entre les 7 communes de l'ancienne communauté de Barcelonnette : registres.

1843-1845

1 Z 119 Procès-verbaux du projet, plans (1843, 1844).

1 Z 120 Procès-verbaux de bornage, plans (1845).

1 Z 121 Gestion du domaine public. – Vente de montagnes pastorales appartenant à la commune de Barcelonnette : décret présidentiel, extraits de délibération municipale, correspondance (1848-1851) ; Frais de délimitation des bois communaux de Saint-Paul, Meyronnes, La Condamine (1850-1851).

1848-1851

1 Z 122 Vente de la poudrière de Barcelonnette à un particulier : acte de vente, extrait de délibération, correspondance.

1858, 1859

Finances, Postes

Trésor public et comptabilité générale

1 Z 123 Perception. – Nomination des percepteurs des cantons d'Allos, du Lauzet, de La Condamine : prestation de serment, extrait de délibération, correspondance (1850-1924) ; projet de suppression de la perception d'Allos : correspondance (1908).

1850-1924

1 Z 124 Contribution volontaire. – Création du comité d'arrondissement, gestion comptable : brochures, extrait de délibération, coupures de presse, listes de souscripteurs, circulaires, correspondance.

1926

Contributions directes et indirectes

1 Z 125 Perception des contributions indirectes : états (1907-1909) ; révision du revenu net des propriétés bâties : correspondance (1928).

1907-1928

1 Z 126 Douanes. – Police sanitaire, contrebande, zone de surveillance, contrôle des marchandises, localisation des postes de douane : état sur la répression de la fraude, cartes (vers 1898), extraits de délibération, correspondance.

1846-1920

Postes et télécommunications

1 Z 127 Distribution du courrier. – Création de bureaux de poste, transport de la correspondance, personnel des postes, installation de boîtes aux lettres : extraits de délibération, correspondance.

1881-1927

1 Z 128 Télégraphe et téléphone. – Installation des bureaux télégraphiques, distribution, personnel : arrêté préfectoral, extraits de délibération, correspondance (1878-1913) ; projet de création du réseau téléphonique, installation de cabines : extraits de délibération, correspondance (1899, 1911-1930).

1878-1930

Affaires militaires

Armée

Affaires générales

1 Z 129 Correspondance.

1877-1928

À noter : deux cartes des troupes françaises et italiennes mentionnant les effectifs des troupes se trouvant dans un rayon de 80 kilomètres de la frontière des Basses-Alpes (1894), un dossier relatant un accident en montagne de trois sous-officiers (1916).

1 Z 130 Commission de réquisition des chevaux et voitures : listes, correspondance.

1876-1905

1 Z 131 Logement et cantonnement des troupes : états par commune, réclamation de la commune de Fours, correspondance.

1878-1908

1 Z 132 Recensement annuel des chevaux, mulets, automobiles, plan de mobilisation (1938), surveillance des étalons : états par commune, états récapitulatifs, listes nominatives, affiches.

1887-1940

1 Z 133 Ravitaillement militaire. – Organisation des commissions de réception et d'appel : états, correspondance.

1893-1914

1 Z 134 Allocations militaires. – Attribution et contrôle : note de service, bulletin individuel, registre des demandes de pécule (1919-1922), circulaires, télégrammes, correspondance, imprimé vierge.

1914-1922, 1927-1935

Préparation militaire et recrutement

1 Z 135 Armée territoriale. – Recensement : tableaux par commune, affiche, correspondance.

1874, 1875

1 Z 136 Manœuvres militaires. – Organisation, état sanitaire des troupes, évaluation des dégâts : tableaux, états, arrêtés, correspondance.

1879-1914

1 Z 137 Entraînement au tir. – Champs de tirs temporaires et permanents : listes des champs de tirs, arrêtés, désignation des membres des commissions d'évaluation des dégâts (1902-1914) ; sociétés de tirs civiles : extraits de délibération, correspondance (1912-1914).

1902-1914

À noter : carte du champ de tir du col de Vars (1910).

Gardes nationale, communales et autres corps spéciaux

1 Z 138 Garde nationale. – Organisation, mobilisation, attribution de secours aux familles des mobilisés : listes nominatives, correspondance.

1870-1872

1 Z 139 Gardes communales. – Création : liste, déclarations nominatives, correspondance.

1913

1 Z 140 Sapeurs-pompier. – Organisation des subdivisions, gestion des effectifs, avancement, administration, équipement, prévention des incendies : tableaux des effectifs, procès-verbal de réunion, arrêtés de nomination, extrait de délibération, tableaux des primes d'assurance, correspondance.

1923-1946

Travaux et ouvrages militaires

1 Z 141 Construction du fort de Tournoux. – Acquisition de terrains, bornage de la zone des fortifications : plans, procès-verbaux, décret impérial autorisant l'expropriation des terrains (1857), actes de vente, correspondance.

1841-1901

À noter : une correspondance entre le sous-préfet de Barcelonnette et le capitaine du génie chargé de la construction du fort de Tournoux en 1841-1843. Plan des terrains des communes du Châtelard et de Saint-Paul nécessaires à l'emplacement du fort de Tournoux (1842) dans le dossier « acquisition de terrains pour la construction du fort de Tournoux ». Dans le dossier « procès-verbaux et plans de bornage de la zone des fortifications de Tournoux » plans de délimitation des zones de servitudes de la place de Tournoux (1854), plan de la circonscription de la zone des fortifications en ce qui concerne les limites tant intérieures qu'extérieures (1864), délimitation de la zone des fortifications de la batterie des Caurres (1886), de la batterie du vallon Claus (1886), de la zone des fortifications du poste crénelé du ravin de Tourre (1886), des zones de servitudes de la batterie du vallon Claus (1897), de la batterie des Caurres (1897), deux plans de circonscription de la zone des fortifications de Roche-la-Croix (1899), de la batterie et du baraquement de Viraysse (1899), plan de la circonscription de la zone des fortifications de la batterie du Cuguret (1899).

1 Z 142 Place de Tournoux. – Acquisition et rétrocession de terrains par le génie militaire : plans, actes de vente, correspondance. Pièces éparses : établissement d'une cantine (1852), nouvelles dénominations des forts et casernes de l'arrondissement de Barcelonnette (1887), rapport sur une tentative d'incursion dans la poudrière de la batterie des Caurres (1889), rupture du fil télégraphique par les habitants de Meyronnes (1894).

1852-1898

À noter : ce dossier contient des actes concernant les communes d'Enchastrayes, La Condamine, Jausiers, Larche, Le Lauzet, Meyronnes, Saint-Paul, Saint-Vincent. Actes de vente concernant la batterie de Cuguret, magasin à poudre de Roche-la-Croix, postes et sentier des crêtes de la Druyère, source des Combettes à Jausiers, batterie de Mallemort, batterie de Colbas, baraquement et batterie de Viraysse, ouvrage de Serre de Lant, batterie des Caurres et batterie du vallon Claus (1889-1893).

1 Z 143 Fort de Saint-Vincent, batterie du Châtelard, batterie du col Bas. – Bornage, cession de terrain : plans (1854, 1857), procès-verbal, correspondance.

1854-1889

1 Z 144 Ouvrages militaires de Meyronnes. – Cession de terrains communaux à l'autorité militaire, indemnisation de la commune pour des dommages causés aux communaux : arrêtés préfectoraux, extrait de délibération, correspondance.

1885-1910

1 Z 145 Constructions des fortifications de Restefond. – Contrôle de la main-d'œuvre et des commerçants autorisés à se rendre sur le chantier : correspondance.

1934-1939

1 Z 146 Chemins stratégiques des places de Tournoux et de Saint-Vincent. – Classement dans la voirie vicinale, projet de construction : extraits imprimés de délibération du conseil général, extraits de délibérations municipales, correspondance.

1879-1882

Première guerre mondiale

1 Z 147 Instructions militaires, ministérielles et préfectorales, demandes particulières faites au sous-préfet de Barcelonnette en 1915.

1915-1918

1 Z 148 Mobilisation. – Instructions militaires, ministérielles et préfectorales, état d'esprit de la population, statistiques sur les mobilisés, décoration de militaires : rapport sur la situation des Basses-Alpes en 1914-1915, télégramme, brouillons, correspondance.

1914-1915

À noter : *Août 1914-août 1915, Un an de guerre à la préfecture des Basses-Alpes*, rapport au Conseil général dressé par M. Braconnier, secrétaire général, Digne, Imp. Chaspoul, 1915. Télégramme original de l'ordre de mobilisation. Brouillon du sous-préfet au préfet en date du 15 juillet 1915 sur l'état d'esprit de la population de l'arrondissement. Garde des ponts du Faut (Uvernet) et du Pas de la Tour (Le Lauzet) par les habitants en août 1914 et avril 1915. État statistique des mobilisés par commune pour l'arrondissement de Barcelonnette.

1 Z 149 Organisation des réquisitions : télégrammes, extrait de délibération, instructions ministérielles et militaires, correspondance (1914-1918). Travailleurs agricoles militaires mis à disposition des communes : état numéraire, instructions, correspondance (1915, 1918). Constitution et suppression des gardes civiles : arrêté préfectoral, acte d'engagement vierge, instructions préfectorales, télégramme, correspondance (1914-1915). Dons en nature aux militaires, œuvres de guerre : circulaires, correspondance, liste (1914, 1916).

1914-1918

À noter : brouillon de courrier du sous-préfet au préfet sur la situation à Barcelonnette en août 1914. Le sous-préfet transmet la demande du maire de Barcelonnette souhaitant que les gardes civils « inutiles et dispendieux » soient supprimés car les effectifs de gendarmerie sont toujours au complet dans la ville et celle-ci est calme. Enquête sur les dépôts de peaux de moutons fraîches avec laine en octobre 1914 peut-être en vue de la confection des cache-nez pour les soldats durant l'hiver 1914 par les femmes des associations charitables de l'arrondissement. Souscription de la commune de La Bréole en faveur des blessés militaires (septembre 1914).

1 Z 150 Prisonniers de guerre (français et allemands), réfugiés, jeunes Serbes à Barcelonnette et Jausiers. – Accueil, soutien, recherche d'individus : circulaires, correspondance, télégrammes.

1914-1917

À noter : dans le sous-dossier « circulaire, correspondance sur les prisonniers de guerre et les réfugiés », lettre circulaire du sous-préfet de Barcelonnette aux maires de l'arrondissement en date du 7 septembre 1914 demandant à ce que toutes les traditions d'humanité française soient gardées envers les éventuels prisonniers allemands qui seraient dirigés vers la forteresse de Tournoux. Journée des prisonniers de guerre des Basses-Alpes organisée le 28 mai 1916, constitution préalable d'un comité départemental de secours aux prisonniers de guerre en septembre 1915. Courrier du commissaire spécial à la direction de la sûreté générale à Paris au sous-préfet de Barcelonnette en date du 3 mars 1915 au sujet de deux Alsaciens internés au dépôt des prisonniers de guerre de Barcelonnette. Organisation en 1915 d'une souscription en faveur des Belges, liste des donateurs de la commune de Larche et instructions préfectorales correspondantes.

1 Z 151 Militaires décédés. – Information du sous-préfet de Barcelonnette : circulaires, correspondance, bulletins individuels.

1914-1917

1 Z 152 Soldats en sursis dans l'arrondissement de Barcelonnette. – Organisation et contrôle, mise en sursis des employés des établissements dont le fonctionnement présente un intérêt économique (meunier, maréchal ferrant, boulanger, bourrelier, pharmacien, entrepreneur de battage, ouvrier électricien, entrepreneur des messageries, instituteur) : instructions de portée générale, correspondance nominative, télégrammes, extrait de délibérations municipales, liste nominative par commune des hommes placés en sursis d'appel.

1914-1916

1 Z 153 Soldats en sursis dans l'industrie (France et Basses-Alpes). – Transmission au sous-préfet de Barcelonnette des soldats en sursis domiciliés dans l'arrondissement (dossiers classés par nom d'industrie), soldats renvoyés dans leurs foyers : bulletins et déclarations individuelles, liste nominative, correspondance.

1915-1918

1 Z 154 Insoumis, réfractaires, déserteurs : correspondance.

1917-1919

1 Z 155 Démobilisation. – Mise en sursis de secrétaires de mairies, soins gratuits aux victimes de guerre, prêts de chevaux : circulaires, listes, correspondance, télégramme (1919, 1922). Construction de monuments aux morts, acquisition de trophées de guerre, transfert de corps de militaires : états par commune du nombre de tués, disparus, blessés, réformés, insoumis, déserteurs ou morts par suite de blessures (1919), liste nominative des déserteurs et insoumis par commune (1919), listes des « Morts pour la France » (1920), correspondance (1919-1921). Comité départemental des mutilés et des réformés, vote de subventions par les communes de l'arrondissement : extraits de délibération des conseils municipaux, liste, circulaire (1922). Aide aux communes dévastées, organisation d'une souscription au profit de la commune d'Ébouleau (Aisne) : extraits de délibération, état récapitulatif des sommes votées, correspondance (1920-1923).

1919-1923

1 Z 156 Pièces éparses non datées sur la première guerre mondiale.

vers 1914-1918

Travaux publics, transports, industrie

Routes

1 Z 157 Routes nationales. – Cession de terrain, vente de délaissé, contentieux, construction d'aqueduc, déneigement, rectification de tracé pour la RN 100 : plans (1884, 1907), rapports, enquête publique, arrêtés préfectoraux, extrait de délibération, affiche, correspondance (1874-1926). Classement de la route nationale 207 entre le pont de Gueydan et Barcelonnette, (1893, 1896). Alignement, pose de câble, aqueduc, refuge du col d'Allos sur la route nationale 208 : règlement (1892), arrêtés préfectoraux, rapport, extrait de délibération, correspondance, (1889-1901). Demande d'indemnité par un particulier lors de la construction d'un ouvrage d'art sur la route nationale 212 (1911, 1913).

1874-1926

À noter : pour la RN 100, les dossiers sont classés par ordre alphabétique de commune : Barcelonnette, La Condamine, Larche, Le Lauzet, Meyronnes, Revel, Saint-Vincent-du-Lauzet, Ubaye.

1 Z 158 Gestion et entretien des routes départementales. – Route départementale n° 3 : rectification, construction d'un pont sur le Rif-Tord (1844-1849), rectification dans la commune de Méolans (1850, 1851) ; route départementale n° 10 : vente d'un délaissé à la laiterie coopérative d'Allos (1898, 1908) ; rapport sur l'entretien des routes de l'arrondissement (1913).

1844-1913

1 Z 159 Construction de ponts sur l'Ubaye, communes des Thuiles, du Châtelard, de La Condamine-Châtelard, de Méolans : plan (1844), extrait de délibération, correspondance (1842-1864). Rachat de la concession de péage pour le pont suspendu du Rousset par des communes des Hautes-Alpes et celle de La Bréole (Basses-Alpes) : convention, correspondance (1876-1880).

1842-1880

À noter : plan du pont sur l'Ubaye aux Thuiles (1844).

1 Z 160 Logement d'un ingénieur des Ponts et Chaussées à Barcelonnette : extrait de délibération, correspondance (1861, 1878).

1861-1880

Chemin de fer

1 Z 161 Affaires générales. – Gare de Prunières : horaires des trains, bureau télégraphique, livraison des marchandises (1885-1911). Ligne Coni-Nice : coupures de presse du *Petit Marseillais* (1902). Correspondance générale (1933-1944).

1885-1944

1 Z 162 Construction de la ligne de Chorges à Barcelonnette. – Gestion administrative du projet : enquête d'utilité publique (1901), concours financiers des communes, enquêtes parcellaires, emplacement des gares et stations, déclassement de la voie (1940, 1941).

1887-1946

Circulation

1 Z 163 Coordination de la circulation automobile : réglementation, correspondance, état des infractions au code de la route, organisation du Tour de France (1931, 1932). Transport de voyageurs : expertise des voitures publiques (1872-1897), organisation des transports de voyageurs entre Barcelonnette et la gare de Prunières (1915, 1930), entre Barcelonnette et Allos, Larche (1920).

1872-1932

Service hydraulique, associations syndicales autorisées

1 Z 164 Syndicats (arrosage, endiguement, chemin agricole, assainissement) : enquête (1845), liste des syndicats de l'arrondissement de Barcelonnette (1886).

1845, 1886

1 Z 165 Réglementation des prises d'eau dans la Durance : enquête, projet de loi imprimé, extraits de délibération, affiche, correspondance.

1887

1 Z 166 Endiguement de l'Ubaye, commission syndicale des digues. – Travaux d'endiguement, administration du syndicat, financement : plan (1856), extraits de délibération, rapport, arrêtés préfectoraux, correspondance.

1837-1902

À noter : la commission syndicale des digues de l'Ubaye semble avoir été séparée en deux commissions syndicales, l'une de la rive gauche de l'Ubaye, l'autre de la rive droite en 1870. Des travaux concernent aussi la commune de La Condamine-Châtelard (1866).

1 Z 167 Associations syndicales, travaux, droit d'usage de l'eau concernant plusieurs communes : Uvernet et Barcelonnette, canal haut et canal bas du plan de Barcelonnette (1849-1885) ; Barcelonnette et Saint-Pons, association syndicale pour l'endiguement du torrent de la Valette (1862) ; Uvernet et Barcelonnette, projet d'endiguement de la rive droite du Bachelard (1864-1868) ; Méolans et Revel, aliénation du droit de riveraineté et d'usage des eaux du torrent du Riou Grand (1900, 1901).

1849-1901

1 Z 168-169 Associations syndicales de canaux d'arrosage. – Constitution, administration, travaux d'irrigation, drainage, dossiers classés par commune.

1845-1926

1 Z 168 Allos (1862-1896) ; Barcelonnette (1895-1908) ; La Bréole, association syndicale de Costebelle, drainage (1894,1895) ; La Condamine (1845-1902) ; Enchastrayes (1847-1893) ; Faucon (1860,1861) ; Fours, usage de l'eau (1896) ; Jausiers (1852-1900).

1845-1908

À noter : pour Barcelonnette, syndicat du Pont de l'Abattoir sur l'Ubaye (1892-1894) ; La Condamine, syndicat des fontaines du Serre (1890-1896). Pour Jausiers, commission spéciale des fontaines publiques du hameau des Sanières (1884-1886), dans le dossier du canal du Pas de Grégoire, nomination d'un garde canal (1881).

1 Z 169 Larche (1865-1868), Le Lauzet (1872-1903), Méolans (1859-1876), Pontis (1880), Revel (1869-1878), Saint-Paul (1852-1895), Saint-Pons (1855-1862), Saint-Vincent (1860-1926), Les Thuiles (1846-1870), Ubaye (1920), Uvernet (1852-1896).

1846-1926

À noter : pour Le Lauzet, plans du canal de la Pause (1872). Pour Saint-Paul, plans du canal de l'Adroit des Gleizolles (1870).

1 Z 170 Associations syndicales d'endiguement. – Constitution, administration, travaux d'endiguement, construction de passerelles, dossiers classés par commune : Barcelonnette (1864, 1877, 1888), La Bréole (1874), La Condamine (1851-1901), Enchastrayes (1897), Jausiers (1855-1880), Le Lauzet (1874-1894), Méolans (1875-1895), Meyronnes (1864-1895, 1908), Saint-Paul (1857-1877), Saint-Pons (1847-1911), Saint-Vincent (1880-1891), Revel (1874), Uvernet (1857-1879).

1847-1911

1 Z 171 Alimentation en eau des moulins à farine, à chaux et à plâtre, usine électrique, scierie mécanique : Barcelonnette (1858-1903), Méolans (1874-1902), Revel (1894, 1899), Saint-Pons (1875-1876), Ubaye (1888).

1858-1903

À noter : à Barcelonnette, syndicat du canal des moulins Fortoul et Talon (1895-1901).

Électrification

1 Z 172 Travaux d'électrification. – Demandes et attributions de concession, projets de construction d'usine hydroélectrique, cessions de terrains, travaux d'électrification : correspondance de portée générale et avec la société d'Électricité du Parpaillon (1930-1940) ; dossiers classés par commune, Allos (1937-1943), Barcelonnette (1897-1920, 1935-1942), La Bréole (1932), La Condamine (1901-1904, 1940-1943), Enchastrayes

108

(1933-1941), Faucon (1935-1942), Fours (1942), Jausiers (1936-1941), Larche et Meyronnes (1930-1942), Le Lauzet (1904-1908, 1930-1936), Méolans (1930-1938), Revel (1930, 1937), Saint-Paul (1907-1912, 1937-1943), Saint-Pons (1930, 1939), Saint-Vincent (1904, 1921, 1927-1937), Les Thuiles (1930), Ubaye (1937), Uvernet (1937-1941) : cahiers des charges, traités, extraits de délibération, correspondance.

1897-1943

À noter : évocation de la société d'Électricité du Parpaillon dans plusieurs dossiers (Barcelonnette, La Condamine, Enchastrayes, Faucon, Jausiers, Larche, Meyronnes, Saint-Paul, Saint-Pons).

1 Z 173 Cessions de terrains nécessaires à la construction de canaux industriels. – Communes du Lauzet et Ubaye (1898-1913) pour la construction d'une usine électrochimique ; Méolans et Revel pour l'alimentation d'une usine hydroélectrique (1910-1913) : extraits de délibérations, décret présidentiel, projets d'acte de vente, plans, correspondance.

1898-1913

À noter : plans uniquement dans les dossiers des communes du Lauzet et d'Ubaye [1899].

Mines et carrières

1 Z 174 Demandes d'exploitation des carrières d'ardoise au Lauzet, à La Condamine, à Jausiers : rapports de l'ingénieur des Ponts et Chaussées, arrêtés préfectoraux, extraits de délibération (1876-1903). Autorisation et interdiction d'exploitation des carrières de pierre de taille et d'ardoise à Saint-Paul : rapports de l'ingénieur des Mines, de l'ingénieur des Ponts et Chaussées, extraits de délibération, arrêtés préfectoraux, correspondance (1879-1896). Extraction de pierres sur la commune du Lauzet : extraits de délibération (1908, 1911, 1913). Mines : correspondance générale (1890).

1876-1913

Enseignement général, affaires culturelles

1 Z 175 Enseignement élémentaire. – Personnel, plaintes, dons et legs, caisse des écoles, établissement d'enseignement, inspection médicale, accidents scolaires, programme scolaire, remise de prix : registre des mouvements du personnel (1878-1944), articles de presse, correspondance (1843-1944). Pensionnat de filles tenu par l'hospice de Barcelonnette : correspondance (1854-1877).

1843-1944

À noter : un extrait de délibération du comité supérieur d'instruction primaire de Barcelonnette (1843).

1 Z 176 Salles d'asile. – Création à Barcelonnette : plan, extrait de délibération municipale, correspondance (1842-1844), nomination de la directrice (1875). Création au Lauzet : correspondance (1860-1864). Crèche : correspondance (1877).

1839-1877

À noter : un livret imprimé sur les salles d'asile (1839).

1 Z 177 Tour Cardinalis (Barcelonnette). – Déclassement et reclassement au titre des monuments historiques, projet de restauration, entretien : procès-verbal d'adjudication, article de presse, extrait de délibération municipale, arrêté préfectoral, rapport de l'architecte départemental, correspondance.

1887-1921

À noter : évocation du tremblement de terre de février 1887.

Justice, établissements pénitentiaires

1 Z 178 Assassinat d'un Italien à La Bréole : rapport de gendarmerie, rapport d'expertise médico-légal, procès-verbaux, articles de presse.

1887, 1888

1 Z 179 Administration générale des établissements pénitentiaires. – Instructions et circulaires, libération conditionnelle, personnel, commission de surveillance des prisons : registre de délibérations de la commission des prisons de Barcelonnette (1842-1897) et des arrêtés pris par le sous-préfet autorisant les détenus à apporter un supplément de vivres (1858-1862), permis de libération conditionnelle (1896), état nominatif des détenus (1889-1894), extrait du règlement général des prisons départementales de 1841, correspondance.

1842-1908

Cultes

Organisation et police du culte

1 Z 180 Affaires religieuses avant la loi de séparation des Églises et de l'État intéressant diverses communes : correspondance, procès-verbal de gendarmerie (1898), rapport de gendarmerie (1905), extrait de délibération.

1854, 1879-1905

1 Z 181-184 Application de la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.

1901-1928

1 Z 181 Correspondance générale et instructions (1906, 1912), demandes d'autorisation des congrégations (1901, 1903), propriété des églises, chapelles et presbytères (1903-1906).

1901-1912

1 Z 182 Réalisation des inventaires (1905, 1906), attributions des biens ecclésiastiques aux établissements de bienfaisance (1907-1911), réunions publiques dans les églises (1906, 1907), allocations aux anciens ministres du culte (1906-1911), congrès d'action religieuse à Barcelonnette en 1908.

1905-1911

1 Z 183 Location des presbytères et attribution des biens des anciennes fabriques, dossiers classés par commune : Allos (1907, 1908), Barcelonnette (1907-1911), La Bréole (1906-1912), La Condamine (1907, 1913, 1918), Enchastrayes (1907-1909, 1912, 1917), Faucon (1907, 1908), Fours (1907, 1908), Jausiers (1907-1916), Larche (1907-1914), La Lauzet (1907, 1908), Méolans (1907, 1908, 1914), Meyronnes (1907-1916), Pontis (1907, 1908, 1914), Saint-Paul (1907, 1908), Saint-Pons (1908), Les Thuiles (1907-1910), Saint-Vincent (1907, 1908, 1913), Ubaye (1907-1918), Uvernet (1907-1909, 1917) ; correspondance, instructions générales (1906-1910).

1906-1918

À noter : dans le dossier « correspondance, instructions générales », un état du nombre de presbytères de l'arrondissement de Castellane et de Sisteron en 1907.

1 Z 184 Enquête sur les établissements congréganistes (1924) et contrôle financier des associations culturelles (1927, 1928).

1901-1928

1 Z 185 Érection de succursale. – Chapelle de l'Adroit à Pontis (1838-1844), hameau de Certamussat à Meyronnes (1848-1859) : extrait de délibération du conseil de fabrique, du conseil municipal, ordonnance du roi (1844), correspondance.

1838-1859

1 Z 186 Désaffectation de la chapelle des Pénitents au Lauzet : journal *La Croix de Provence* du 18 juin 1899, n° 392, extrait de délibération du conseil de fabrique, du conseil municipal, correspondance.

1899

Fabriques

1 Z 187 Legs en faveur des fabriques. – Dossiers classés par commune, Allos (1870-1906), Barcelonnette (1877-1890), La Bréole (1864-1898), La Condamine (1897), Enchastrayes (1847-1887), Faucon (1850-1852), Fours (1852, 1853, 1884-1898), Larche (1888, 1889), Méolans (1889-1891), Meyronnes (1855-1891), Pontis (1888, 1889), Revel (1858-1860), Saint-Paul (1875-1898), Saint-Pons (1879-1882), Saint-Vincent (1853), Les Thuiles (1848, 1881), Ubaye (1864, 1865), Uvernet (1846-1848, 1879) : décrets présidentiels ou impériaux, ordonnance royale, arrêtés préfectoraux, extraits de délibération des conseils de fabrique, correspondance.

1846-1906

Assistance et prévoyance sociale

Affaires générales

1 Z 188 Assistance publique : correspondance. 1908-1911

À noter : pièces éparses.

Administration hospitalière

1 Z 189 Correspondance et instructions générales sur les hôpitaux-hospices. 1868-1926

À noter : une enquête sur l'hôpital-hospice de Barcelonnette de 1888.

1 Z 190 Hospice de Barcelonnette. – Administration générale de l'établissement (1851, 1857-1911), legs et dons (1853-1926), gestion de biens (1857-1926), contentieux (1857-1909), admission des malades civils et militaires (1852-1913), entretien des bâtiments et gestion des fournitures (1886-1930). 1851-1926

À noter : certains legs concernent aussi les hospices d'Allos, Faucon, Jausiers, Saint-Vincent, Larche et Marseille. Un legs de 100 kg de sel aux pauvres de la commune de Saint-Vincent (1857), legs Gauthier. Legs d'Émile Chabrand à l'hospice de Barcelonnette d'une maison abritant une collection muséographique, futur musée Chabrand, actuel musée de la Vallée (1893-1900). Les dossiers étaient classés par nom patronymique de légataires, classement qui a été conservé. Dans le dossier « administration générale de l'établissement », affermage de pâturage et de droit de chasse sur des propriétés appartenant à l'hospice et situées sur la commune d'Arles (deuxième moitié du XIX^e siècle).

Institutions de bienfaisance, d'assistance, de secours mutuels

1 Z 191 Administration générale des bureaux de bienfaisance-Renouvellement des commissions administratives, gestion financière. 1925-1941

1 Z 192-193 Bureaux de bienfaisance, dossiers classés par commune-Création, legs, administration, gestion de biens, entretien de bâtiment.

1840-1924

1 Z 192 Allos (1882-1906), Barcelonnette (1886-1917), La Bréole (1858-1862), Enchastrayes (1859-1902), Fours (1873-1903), Larche (1844-1901), Le Lauzet (1846-1899).

1844-1906

À noter : plans de situation cadastrale des biens du bureau de bienfaisance d'Allos [1886].

1 Z 193 Meyronnes (1848-1921), Revel (1853-1856), Saint-Paul (1880-1924), Saint-Pons (1840-1857).

1840-1924

1 Z 194 Société de secours mutuels. – Création, legs : statuts, arrêté, extrait de délibération municipale, correspondance.

1894-1928

1 Z 195 Création d'un grenier de réserve à Pontis : liste des indigents, extrait de délibération, arrêté, correspondance.

1860-1904

Assistance sociale

1 Z 196 Adultes handicapés. – Internement : arrêtés, correspondance.

1924-1942

1 Z 197 Assistance aux vieillards, infirmes et incurables : instructions générales, fixation des taux d'assistance.

1928-1946

1 Z 198 Assistance à la famille : instructions générales, correspondance, deux numéros de la *Revue de l'Alliance nationale contre la dépopulation* (n° 334 et 336, 1941).

1924-1956

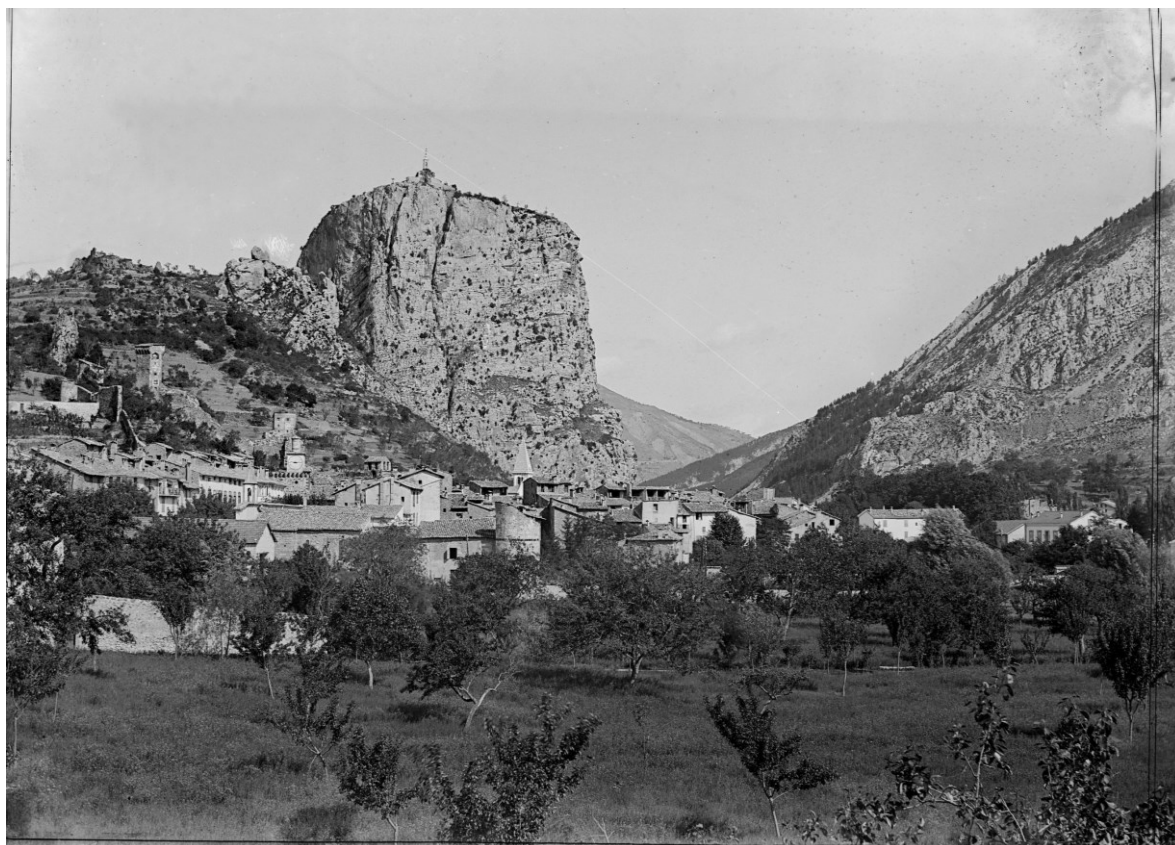
À noter : un dossier sur la carte nationale de priorité aux mères de famille (1940-1942) contenant un prospectus.

1 Z 199 Assistance aux femmes en couches : instructions générales, attribution de la prime d'allaitement.

1930-1947

Sous-série 2 Z, sous-préfecture de Castellane

(1810-1926)



11. La ville de Castellane, vue générale

(AD AHP, 31 Fi 149, fonds Saint-Marcel Eysseric, 1890)

Administration générale et économie

Administration générale de l'arrondissement

Affaires générales

2 Z 1-3 Registres des arrêtés.

1826-1926

2 Z 1 1826-1874.

2 Z 2 1874-1900.

2 Z 3 1901-1926.

À noter : 11 cahiers en 2 Z 1. Dans le 2 Z 3 il y a aussi un registre destiné à l'inscription des prestations de serment de fonctionnaires ayant déjà exercé les mêmes fonctions (1894-1912) ; registre d'enregistrement des certificats et diplômes des officiers de santé, médecins, sages-femmes (1878-1912).

2 Z 4 Correspondance confidentielle et personnelle de Collomp (Ferdinand, Emmanuel, Joseph).

1869-1879

À noter : Collomp (Ferdinand, Emmanuel, Joseph) est sous-préfet de l'arrondissement de Castellane de 1870 à 1873, puis nommé à Saint-Pons (Hérault) en 1873, puis Cosne-sur-Loire (Nièvre) et Yssingaux (Haute-Loire) en 1877. Enfin après avoir été sous-préfet de Saint-Julien (Haute-Savoie) entre 1881 et 1883, il termine sa carrière comme conseiller de préfecture de Vaucluse pour quelques mois en 1883 avant d'être mise en disponibilité la même année. (Archives nationales, *Répertoire de l'administration préfectorale (1800-1880)*, Paris, Centre historique des archives nationales, 1998, p. 139.). Il n'existe pas de dossier individuel sur ce sous-préfet en série M. Né en 1830 et mort en 1908, une des lettres mentionne qu'il est un « enfant du pays ». Nous n'avons pas retrouvé mention de sa naissance dans les tables décennales d'état civil de Castellane. Il conviendrait cependant d'élargir la recherche aux communes alentours.

Cérémonies officielles

2 Z 5 Commémoration, organisation de souscriptions. – Fête du cinquantenaire de la République (1920). Journée de Pasteur : insignes, coupures de presse, correspondance (1923). Cataclysme du Japon : liste des souscripteurs, affiche, correspondance (1923).

1920-1923

À noter : la fête du cinquantenaire de la République se déroule le 11 novembre et commémore les morts de la Grande Guerre. Un exemplaire du *Petit Provençal* du 21 mai 1923 et un exemplaire du journal *Le Radical* du 26 avril 1923.

2 Z 6 Voyages ministériels. – Visite du Président du Conseil à Allos (1908). Visite Ministre de l'Agriculture dans les Basses-Alpes (1923) : factures, correspondance.

1908, 1923

Sinistres

2 Z 7 Statistiques sur les sinistres (1913-1925). Crues du Verdon (1923, 1926) : coupures de presse, rapports de gendarmerie, correspondance.

1913-1926

À noter : Un exemplaire du *Petit Provençal* du 12 novembre 1926.

Personnel administratif et non administratif

2 Z 8 Enquête sur les personnes sollicitant bourses, emplois, demandes de secours : correspondance (1893-1919).

1893-1919

Élections

2 Z 9 Élections sénatoriales (1894, 1903, 1907, 1910, 1912).

1894-1912

À noter : coupures de presse et journaux pour celle de 1907, profession de foi avec photo du candidat Marius Galfard (1907).

2 Z 10 Élections législatives (1889, 1898, 1902, 1906, 1910, 1914, 1919).

1889-1919

À noter : profession de foi des candidats (1910, 1914), chanson en provençal « La Bas-Alpino Elétouralo » sur l'air de « La Marseillaise » (1902).

2 Z 11 Élections cantonales (1895, 1898, 1901, 1904, 1919, 1922-1925).

1895-1925

2 Z 12 Élections municipales (1888-1925).

1888-1925

À noter : affiche des élections municipales de Castellane (1896), arrêtés du conseil de préfecture sur des irrégularités électorales en 1888, tableaux de l'appartenance politique, du degré d'instruction et de la moralité des conseillers municipaux par commune de l'arrondissement (1919).

2 Z 13 Chambre de commerce de Digne et tribunal de commerce de Manosque. – Établissement des listes électorales : listes, affiches, correspondance (1908, 1912, 1919, 1921, 1923, 1925).

1908-1925

2 Z 14 Listes électorales. – Révisions : tableaux.

1892-1902

Police

Police administrative

2 Z 15 Copie des arrêtés municipaux concernant la police de la ville : registre.
1883-1901

2 Z 16 Chasse. – Permis, délits : trois registres de permis de chasse (1866-1923), listes alphabétiques, correspondance (1881-1901, 1912).
1866-1923

2 Z 17 Contrôle des associations. – Création de cercles, sociétés : règlements (1895), listes des membres, rapport de gendarmerie, procès-verbaux de gendarmerie, correspondance (1890-1897).
1890-1897

À noter : sociétés musicales à Annot (1890-1894), nomination d'un garde particulier par la société de l'union agricole de Moriez (1892), deux procès-verbaux de gendarmerie sur un cercle non autorisé à Allons (1896).

2 Z 18 Contrôle des jeux de hasard et des loteries : enquête, correspondance (1890-1896, 1921).
1890-1926

À noter : un dossier sur le contrôle des jeux d'argent dans les cercles (1921).

2 Z 19 Contrôle des débits de boisson : extraits de délibération, enquête sur l'application dans les communes de l'arrêté préfectoral limitant la vente d'alcool au détail en 1916, liste des débitants de boisson en 1917, correspondance.
1892-1922

À noter : un arrêté préfectoral sur la prostitution en 1917.

2 Z 20 Délivrance de passeports gratuits.
1901-1910

À noter : deux billets de sortie de la maison d'arrêt de Castellane (1907, 1910).

Sûreté générale

2 Z 21 Surveillance des individus. – Expulsion, naturalisation, administration des étrangers, surveillance de la frontière : carte (1899), correspondance (1887-1923). Anarchistes : répertoire alphabétique (1898), registre, télégrammes, états signalétiques, correspondance, passeport gratuit (1893-1915). Espionnage : dossiers individuels, carte postale (1901), correspondance (1894-1902). Grèves : coupures de presse, correspondance (1910, 1919, 1920). Communistes : correspondance (1925, 1926). Correspondance générale (1878-1925) et correspondance dite « confidentielle » (1921-1925).

À noter : un exemplaire du journal *La question du jour* par Marius Savignol, sur l'affaire Ferrer (vers 1909). Marius Savignol (1866-1936) est un homme politique français et un célèbre dessinateur caricaturiste qui a notamment publié ses dessins dans *L'Assiette au beurre*. Francisco Ferrer (1859-1919) est un libre-penseur espagnol exécuté par un tribunal militaire en 1909 accusé d'être l'instigateur d'une grève générale et d'émeutes à Barcelone en 1909. Dans le dossier de surveillance des étrangers, surveillance de la frontière en 1899 avec une carte du département indiquant les commissariats spéciaux, brigades de gendarmerie, fortifications, bureaux de poste, brigades de douanes. Dans le dossier « espionnage », correspondance en italien dans le dossier Lanzi-Consoni-Franciolini (1901) et une carte postale (1901) montrant les quatre Italiens effectuant un voyage autour du monde.

2 Z 22 Surveillance des hôtels et cafés, ou des faits pouvant intéresser la sûreté générale par le commissariat spécial de Castellane. – Information du sous-préfet : rapports quotidiens.

1890-1896

Hygiène et santé publique

2 Z 23 Protection de la santé publique. – Contrôle du personnel médical, des pharmacies : cahier d'enregistrement des diplômes des médecins et chirurgiens 1759 (copie)-1859, listes nominatives, correspondance (1759-1911, 1923). Lutte contre les épizooties et les épidémies : rapport, extraits de délibération, correspondance (1888-1897, 1921-1926). Commission sanitaire : rapports, extraits d'arrêté préfectoraux, plan (1910) sur l'établissement d'un poste de désinfection, correspondance (1907-1914). Hygiène et santé publique : instructions et correspondance de portée générale (1889, 1912-1916).

1759 (copie)-1926

2 Z 24 Police des mœurs : instructions, affiche.

1915-1916

2 Z 25 Aveugles : statistique, souscription en faveur d'un aveugle de Gigors.

1922

Établissements dangereux et insalubres

2 Z 26 Établissements insalubres, éclairage à l'acétylène. – Contrôle : rapport, procès-verbal de gendarmerie, instructions, liste nominative, statistiques, correspondance.

1899-1911

Enquêtes statistiques

2 Z 27 Enquête sur les femmes sachant filer la quenouille.

1913

2 Z 28 Enquêtes statistiques sur l'agriculture.

1921-1925

Agriculture et forêt

2 Z 29 Culture de l'olivier. – Encouragement : liste des membres de la commission départementale relative aux primes et encouragements à la culture de l'olivier, instructions, correspondance.

1911

2 Z 30 Lavandes. – Récolte : procès-verbaux d'adjudication, affiches, correspondance.

1921-1926

2 Z 31 Comice agricole. – Fonctionnement : affiches, correspondance.

1921-1926

2 Z 32 Forêt et pâturage. – Reboisement, exploitation, gestion : cahier des charges d'adjudication, affiche, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux de la commission spéciale chargée de donner son avis sur le projet du périmètre de restauration, liste des ouvriers, correspondance.

1903-1926

À noter : exclusion des ouvriers employés au reboisement qui ont pris part à une manifestation anti-républicaine en 1903.

Commerce et industrie

2 Z 33 Suivi de la situation industrielle et commerciale. – Surveillance des prix et des stocks : extraits d'arrêtés préfectoraux, correspondance (1921-1926) ; sous-comité de consommateurs : procès-verbaux des réunions, correspondance (1920-1921) ; enquête sur les stocks de blé (1925, 1926). Richesse industrielle de l'arrondissement : correspondance (1920-1923). Enquête sur les maisons couvertes de chaume ou de bois (1922). Création d'une foire à Saint-Pierre (1921).

1920-1926

2 Z 34 Service des poids et mesure. – Contrôle : registre de statistique annuelle des tournées de surveillance, extrait de jugement de simple police, procès-verbal (1834, 1862, 1891-1894).

1834-1894

2 Z 35 Voyageurs de commerce et marchands ambulants. – Surveillance : dossiers nominatifs, cartes d'identité professionnelles avec photos, registre des cartes d'identité

des voyageurs de commerce (1922-1926), registre des récépissés de déclaration des marchands ambulants (1913-1926).

1913-1926

2 Z 36 Octroi de Castellane. – Adjudication de la ferme, nomination du préposé : extrait de délibérations, extrait d'un avis du Conseil d'Etat (1886), extraits de décret présidentiel, extraits d'actes d'état civil, correspondance (1882-1896, 1910-1920).

1882-1920

Bâtiments

2 Z 37 Casernes de gendarmerie. – Location, dossiers classés par commune : baux de location, plan (1864), correspondance (1861-1896).

1861-1896

2 Z 38 Immeuble de la sous-préfecture. – Location : plan (1881), inventaires du mobilier, baux de location, correspondance (1878-1904).

1878-1904

Administration et comptabilité communale

Dossiers communaux

2 Z 39-89 Affaires communales. – Dossiers classés par commune.

1810-1926

À noter : les dossiers de nomination de gardes champêtres ou de gardes particuliers comportent des extraits de casier judiciaires qui sont non communicables.

2 Z 39 Allons : administration générale, assistance, voirie, culte, instruction publique, legs, révocation d'un adjoint au maire.

1892-1921

À noter : concession perpétuelle dans le cimetière pour le soldat Émile Latil (1925) ; démissions du maire en 1921 et 1923 ; dossier sur la révocation de l'adjoint au maire (1897-1900).

2 Z 40 Angles : administration générale, assistance, instruction publique, culte, voirie.

1904-1926

À noter : démission du maire (1926).

2 Z 41 Annot : administration générale (1914-1926) ; voirie (1909-1925) ; assistance (1913-1925) ; legs (1898-1914) ; instruction publique (1904-1925).

1898-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », dissolution de la société coopérative l'Économie (1925). Dossier sur le classement de la commune comme station de tourisme comportant une liste nominative des estivants en 1921 (1921-1922). Courrier du délégué cantonal Gamet au sous-préfet du 20 juillet 1922 au sujet de l'absence de réunion des délégués cantonaux de l'enseignement primaire, courrier comportant un bel en-tête de négociant ou cultivateur de fleurs de lavande. Extrait de délibération sur le classement des grés d'Annot (3 juin 1920). Télégramme du préfet du 29 décembre 1917 au sous-préfet sur le régime alimentaire du dépôt des internés civils d'Annot. Dans le dossier « voirie », agrandissement du cimetière (1921-1923). Demande de pose d'un câble aérien pour exploiter une coupe de bois (1916). Dans le dossier « assistance », courrier du préfet au sous-préfet du 18 décembre 1919 sur la fermeture du dépôt d'internés d'Annot.

2 Z 42 Argens : administration générale, assistance, instruction publique, culte, voirie, pâturages, forêts, démission d'un adjoint.

1914-1926

À noter : extrait de délibération mentionnant un incendie dans la forêt d'Argens en juillet 1920. Démission d'un adjoint en 1922.

2 Z 43 Aurent : administration générale, assistance, voirie, instruction publique, forêt, biens communaux.

1904-1925

À noter : carte du périmètre de restauration forestière du Var-Colomb (1904) et acte de vente. Démission du maire (1922).

2 Z 44 Beauvezer : administration générale, culte, instruction publique, forêts, personnel municipal (1911-1925) ; assistance, legs (1898-1916) ; voirie, associations syndicales (1898-1926).

1898-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », demande de bourse pour l'École polytechnique d'un fils Trotabas (1921-1922). Difficultés de fonctionnement du conseil municipal (1911), démissions du maire (1915, 1918, 1920), comptabilité occulte de l'ancien maire (1919), procès-verbal de gendarmerie au sujet d'un tir au revolver sur des conscrits par un médecin aide-major de l'armée (1918). Dans le dossier « voirie », plainte d'un habitant de Beauvezer dont l'accès au câble porteur est entravé par la route nationale 208 (1911) ; demande de classement comme station climatique (1921-1923).

2 Z 45 Blieux : administration générale, pâturage, culte, association syndicale, voirie (1895, 1913-1926) ; assistance (1897-1920).

1895-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », démission d'un conseiller municipal (1922), du maire (1919). Copie du testament olographe de Joseph Granet en faveur de la commune de Blieux (1918). Courrier du préfet au sous-préfet au sujet des frais d'inhumation du déserteur Léon Gilbert Hermellin (1917). Dans le dossier « instruction publique », effondrement de la maison d'école en 1896.

2 Z 46 Braux : administration générale, culte, forêt, pâturage, voirie, association syndicale, instruction publique, assistance (1897-1926) ; forêts (1897-1926) ; voirie, comptabilité communale (1887-1896).

121

1887-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », correspondance entre le cafetier de Braux, le sous-préfet et le préfet au sujet de l'annulation d'un procès-verbal de gendarmerie sanctionnant la fête des soldats démobilisés (1923). Extrait de délibération pour le bail des terrains communaux pour la récolte des champignons (1917, 1920). Extrait de délibération au sujet de la perte de récolte des châtaignes (1919). Expression de la reconnaissance du conseil municipal à l'égard du général Pershing, commandant de l'armée américaine (1919). Démission du maire (1915). Dans le dossier « forêt », affiche de vente aux enchères des champignons récoltés dans la forêt communale (1926).

2 Z 47-48 Castellane.

1810-1926

2 Z 47 Administration générale, poste et télécommunication, personnel communal, legs, biens communaux, pâturage, octroi (1891-1926). Voirie, associations syndicales, adduction d'eau, électrification (1911-1926). Dossier sur la société hydro-électrique du Verdon : plans, articles de presse, mémoire, enquête, correspondance (1919-1923).

1891-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », vente des portes de l'ancienne chapelle Saint-Joseph (1919), réglementation du stationnement des troupeaux transhumants (1907, 1919, 1921-1925), un exemplaire du journal *Le Var* du 1^{er} janvier 1922, demande de classement de la commune comme station de tourisme (1925), correspondance entre l'archiviste départemental, le sous-préfet et le receveur des postes au sujet de l'étymologie du nom de Castellane (1925), affiche de vente de fleurs de lavande récoltées sur les terrains communaux (1926). Dans le dossier « voirie, adduction d'eau », trois exemplaires du *Républicain de Castellane* du 17 août 1911, demande d'autorisation d'établir un câble à frein sur le bord du chemin de grande communication n° 2 dans la commune de Demandolx (1917), contentieux avec le syndicat du Pesquier (1925) et le syndicat des Basses-Listes (1912-1926). Dans le dossier de la société hydro-électrique du Verdon, plan général de la retenue de Castillon, profil en long du Verdon (1922).

2 Z 48 Cultes (1908-1911, 1924) ; assistance (1810, 1860, 1912-1926) ; mutualité, caisse d'épargne (1906-1910) ; instruction publique (1911-1924).

1810-1924

À noter : Dans le dossier « cultes », désaffectation de la chapelle Saint-Joseph (1909, 1910), liquidation financière de la congrégation dissoute des frères de Saint-Gabriel (1908-1910). Dans le dossier « instruction publique », arrêtés de nomination de deux percepteurs (1912).

2 Z 49 Castellet-lès-Sausses : administration générale, pâturage, voirie, assistance, culte (1893-1926) ; voirie, associations syndicales (1897-1921) ; assistance (1899-1916) ; instruction publique (1913-1922).

1893-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », révocation du garde-champêtre en 1926 pour avoir laissé pacager ses bêtes dans un terrain communal en défens. Projet de réparation du clocher de l'église d'Enriez (1913, 1924, 1925), démission du maire en 1920.

2 Z 50 Castellet-Saint-Cassien : administration générale (1912-1925), comptabilité communale (1893-1897).

1893-1925

À noter : dans le dossier « administration générale », démission du maire en 1912.

2 Z 51 Castillon : administration générale.

1913-1926

2 Z 52 Chasteuil : administration générale.

1913-1924

2 Z 53 La Colle-Saint-Michel : administration générale.

1912-1922

2 Z 54 Colmars : administration générale (1912-1926) ; assistance (1910-1916) ; affaires militaires (1904-1925) ; instruction publique (1909-1911) ; voirie, association syndicale (1910-1925).

1904-1926

À noter : dans le dossier « affaires militaires », procès-verbal de délimitation et bornage de la zone des servitudes de la place de Colmars, plan d'ensemble de la place de Colmars (1904), ouverture de deux passages dans l'enceinte des remparts (1910). Dans le dossier « administration générale », démission du maire (1926).

2 Z 55 Courchons : administration générale.

1900-1925

À noter : démissions du maire (1918, 1924).

2 Z 56 Demandolx : administration générale.

1913-1926

À noter : révocation du garde champêtre (1925, 1926), arrêté de la coupe de lavande (1926), démission du maire et de l'adjoint (1918, 1921). Arrêté préfectoral résiliant une concession pour le passage d'un câble aérien au-dessus des terrains domaniaux (1913). Courrier d'un habitant de Demandolx au préfet au sujet de l'absence de « sonnettes » pour les troupeaux qui ravagent les récoltes la nuit (1924) et réponse du maire disant qu'il s'agit d'une « jalousie de berger ». Réclamation d'un conseiller municipal qui n'est plus convoqué aux séances du conseil municipal (1925).

2 Z 57-58 Entrevaux.

1896-1926

2 Z 57 Administration générale.

1914-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » autorisation de maintien d'un câble (1916). Extraits de délibération sur l'adjudication des fleurs de lavande (1917, 1919). Extrait de délibération de la commune du Fugeret sur l'adjudication de la récolte des champignons dans les forêts communales (1917), courrier du préfet au maire d'Entrevaux lui confirmant que les femmes peuvent être adjudicatrices des baux (1915), correspondance au sujet des services rendus pendant la guerre par l'ancien maire d'Entrevaux, Richelmi, lors de la mobilisation du maire en fonction (1916), courrier du préfet au sous-préfet l'informant de la création du syndicat du canal du plan d'Entrevaux (1921), projet de création de l'association syndicale du quartier du Chaudon (1923), extrait de délibération portant sur un vœu du conseil municipal de lutter contre la dénatalité (1924), correspondance au sujet d'un arrêté municipal pris contre le stationnement des nomades (1925).

2 Z 58 Affaires militaires (1909-1912) ; voirie, associations syndicales (1906-1925) ; assistance (1896-1926) ; instruction publique (1905-1922).

1896-1926

À noter : Dans le dossier « assistance », dossier sur la « Ruche Entrevalaise », société coopérative de consommation cantonale au sujet d'une modification de statuts (1922, 1923). Dans le dossier « instruction publique », courrier au sujet du renvoi d'enfants de l'école du Castellet-Saint-Cassien à l'école de Montblanc (1906).

2 Z 59 Éoulx : administration générale.

1912-1926

À noter : courrier du maire d'Éoulx au préfet l'informant de la démission du secrétaire de mairie et de la difficulté de lui trouver un remplaçant (1921).

2 Z 60 Le Fugeret : administration générale (1894, 1911-1926) ; assistance (1899-1923) ; voirie, associations syndicales (1904-1926) ; forêts (1897-1926) ; instruction publique (1893-1926).

1893-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » arrêté municipal interdisant la cueillette de la lavande aux étrangers (1925) ; arrêté préfectoral de maintien d'autorisation de câble (1918, 1920), réclamation d'un négociant de bois contre la commune au sujet des adjudications (1926). Dans le dossier « voirie », correspondance sur le syndicat du canal de Braux (1911, 1913), correspondance au sujet d'un câble aérien destiné au transport du bois entre le sous-préfet, le maire, le préfet (1903, 1910), dossier sur l'établissement d'une gare aux Scaffarels au lieu d'une station avec extraits de délibérations des communes du Fugeret, Vergons, Braux, Ubraye, Aurent et réponse négative du ministère des Travaux publics (1908). Dans le dossier « forêt », affiche de la vente aux enchères de la récolte de champignons (1926).

2 Z 61 La Garde : administration générale.

1910-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », démission de plusieurs conseillers municipaux (1915, 1923).

2 Z 62 Majastres : administration générale (1895-1925) ; assistance (1904-1916).

1895-1925

À noter : dans le dossier « administration générale » dossier sur la création de la chambre de l'Union Républicaine avec les statuts et la liste des membres (1895), courrier de l'inspecteur d'Académie au préfet lui demandant de fermer l'école de Majastres pour danger imminent (1925).

2 Z 63 Méailles : administration générale (1888, 1889, 1912-1925) ; voirie, associations syndicales (1897-1926), assistance (1898-1916).

1888-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », un dossier sur la comptabilité communale de 1888, 1889, bail à ferme de la récolte de champignons, cahier des charges (1915), bail des lavandes communales (1916). Dans le dossier « voirie », un courrier du ministre de l'Intérieur au préfet (1921) au sujet de l'érection du monument aux morts à la place d'un ancien calvaire.

2 Z 64 Montblanc : administration générale.

1912-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », démissions du maire (1920, 1923).

2 Z 65 Moriez : administration générale (1911-1926) ; voirie, association syndicale (1907-1912) ; assistance (1898-1917).

1898-1926

À noter : dans le dossier « voirie », rapport avec croquis (1908) de l'agent voyer cantonal au sujet d'une plainte d'un habitant de Moriez qui souhaite abattre l'ormeau de la place de la Fontaine.

2 Z 66 La Mure : administration générale (1905-1926) ; voirie, association syndicale (1902-1925) ; assistance (1909-1915).

1902-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », démission du maire et d'un conseiller municipal (1921), démission de garde champêtre (1905). Dans le dossier « voirie », extrait de délibération réglant la récolte de lavande communale (1911).

2 Z 67 Peyresq : administration générale (1890-1926) ; voirie (1900-1923) ; assistance (1898, 1904, 1908).

1890-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », démissions de conseillers municipaux (1915, 1920) ; note manuscrite résumant une convention verbale entre les habitants de Peyresq, les bergers et la commune sur l'affermage de la montagne pastorale : les bergers paient en plus du prix de location les contributions directes des habitants. Un berger dénonce alors cette pratique [fin des années 1890].

2 Z 68 Peyroules : administration générale (1912-1926) ; instruction publique, cultes (1908-1913) ; assistance (1909-1919).

1908-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » arrêté préfectoral autorisant l'allumage d'un fourneau pour distiller les fleurs de lavande à distance prohibée de la forêt communale (1913).

2 Z 69 Le Poil : administration générale (1911-1921) ; instruction publique, biens communaux (1899-1925) ; voirie (1919) ; assistance (1911-1919).

1899-1925

À noter : dans le dossier « administration générale », démission d'un conseiller municipal et d'un adjoint (1911), demande de démission du maire (1916).

2 Z 70 Robion : administration générale.

1913-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » démission du maire (1920).

2 Z 71 La Rochette : administration générale.

1904-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » démolition de l'ancien château (1889-1893).

2 Z 72 Rougon : administration générale (1913-1926) ; instruction publique, cultes (1910-1913) ; voirie (1912-1914).

1912-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » démission du maire (1916), correspondance sur le fermage des lavandes (1915). Dans le dossier « voirie », journal Le Républicain de Castellane du 4 juillet 1914. Plan du chemin d'intérêt commun n° 6 de Rougon au Chaffaut (1913).

2 Z 73 Saint-André : administration générale (1848, 1912-1926) ; voirie, associations syndicales (1905-1924) ; forêts (1911-1922) ; instruction publique (1909-1921) ; assistance (1911-1922).

1848-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », une affiche de vente aux enchères de bois secs « bostrychés » (1926), démission du maire (1918), courrier portant sur trois concessions à perpétuité dans le cimetière (1916), arrêté préfectoral autorisant le maintien d'un câble transporteur (1916). Dans le dossier « voirie », pétition de propriétaires lésés par les travaux de construction du chemin de fer de Saint-André à Puget-Théniers avec plan (1905).

2 Z 74 Saint-Benoît : administration générale (1912-1926) ; instruction publique (1919-1924) ; assistance (1911-1924) ; voirie (1909-1926).

1909-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » démission du maire (1922).

2 Z 75 Saint-Julien : administration générale (1893, 1913-1925).

1893-1925

À noter : dans le dossier « administration générale », courrier sur le changement de dénomination de nom de la commune (1893).

2 Z 76 Saint-Pierre : administration générale.

1904-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » démission du maire (1919), affiche de l'adjudication des travaux de construction d'école (1909).

2 Z 77 Sausses : administration générale (1911-1926) ; assistance (1900-1917), voirie, association syndicale (1897-1922).

1897-1926

À noter : une épidémie d'oreillons à Sausses en 1913. Dans le dossier « voirie », cession, par la commune, des droits d'usage et de riveraineté des eaux du Var à la société niçoise d'électrochimie (1908-1911).

2 Z 78 Senez : administration générale (1909-1926) ; assistance (1910-1914) ; instruction publique, cultes (1893-1920) ; voirie, associations syndicales (1870-1926).

1870-1926

À noter : courrier du sous-préfet au lieutenant de gendarmerie de l'arrondissement (1915) évoquant la suppression de la brigade eu égard à la faible densité de population (1915). Courrier du préfet au sous-préfet au sujet de l'autorisation d'installation d'un câble aérien (1916), démission du maire de Senez (1912). Dans le dossier « voirie », arrêté préfectoral de concession d'eau au quartier de Rocas-Blanc (1883).

2 Z 79 Soleilhas : administration générale (1900-1926) ; voirie, fontaines (1906-1916) ; assistance (1911-1916).

1900-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », dossier sur la surveillance des étalons (1900-1910), refus par le conseil municipal de signer les comptes et budgets de la commune (1920), démission d'un conseiller municipal et d'un adjoint (1914).

2 Z 80 Taloire : administration générale.

1913-1926

À noter : démission du maire (1921).

2 Z 81 Taulanne : administration générale.

1913-1926

À noter : démission d'un conseiller municipal (1916), de l'adjoint (1917), du maire (1919).

2 Z 82 Thorame-Basse : administration générale (1913-1926) ; instruction publique (1898-1920) ; voirie, associations syndicales (1899-1926) ; forêts (1898-1923) ; assistance (1911-1921).

1898-1926

À noter : dans le dossier « voirie », plan des alignements dans la traversée de Thorame-Basse (1899).

2 Z 83 Thorame-Haute : administration générale (1911-1926) ; voirie (1908-1926) ; assistance (1912-1926).

1908-1926

À noter : démission du maire (1925). Dans le dossier « voirie », plan d'assemblage des chemins vicinaux de la commune d'Allons (1914), plan des lieux et état parcellaire de la partie comprise entre la station de Saint-André et le souterrain de la Colle-Saint-Michel pour le chemin de fer de Saint-André à Puget-Thénier (1914), plans du projet d'établissement d'une voie ferrée de 0,60 m empruntant le chemin vicinal de Thorame-Haute à Villars-Heysier, pour l'exploitation d'une coupe de bois (1909).

2 Z 84 Ubraye : administration générale (1895, 1913-1925) ; voirie, association syndicale (1896-1919) ; assistance (1905-1918).

1895-1925

2 Z 85 Vergons : administration générale (1891, 1899-1926) ; instruction publique (1910-1912) ; postes et télécommunications (1911-1913) ; voirie (1908-1925) ; assistance (1910-1925).

1891-1926

À noter : dans le dossier « administration générale » érection de la section des Iscles en commune (1922-1924) ; dans le dossier « cultes », construction de l'église (1896-1899).

2 Z 86 Villars-Brandis : administration générale.

1913-1925

2 Z 87-88 Villars-Colmars.

1896-1926

2 Z 87 Administration générale (1910-1925) ; voirie, associations syndicales (1896-1926).

1896-1926

À noter : dans le dossier « administration générale », démission du maire, d'un conseiller municipal (1923), un dossier sur la comptabilité occulte avec une pétition des habitants en soutien à l'ancien maire accusé de détournement de fonds publics (1889, 1890) ; dans le dossier voirie, un exemplaire du journal *La Sentinelle des Alpes* du 2 mai 1897 et du *Journal de Castellane* du 17 novembre 1901.

2 Z 88 Assistance (1901-1912) ; instruction publique (1898-1913).

1898-1913

2 Z 89 Villevieille : administration générale (1907-1923) ; voirie (1897-1900) ; assistance (1898-1916).

1897-1923

2 Z 90-91 Situation financière des communes.

1914-1925

2 Z 90 Emprunts, dettes : relevés.

1914-1917

2 Z 91 Emprunts, dettes, souscription aux bons du trésor, emprunts nationaux : relevés, instructions, imprimés explicatifs sur les emprunts, coupures de presse, correspondance.

1916-1925

Affaires militaires

Armée

Affaires générales

2 Z 92 Définition des zones de servitude militaire de Colmars et d'Entrevaux : plans (1854, 1859), correspondance (1887, 1894). Vente de la poudrière de Castellane : cahier des charges, affiche (1885). Nouvelle dénomination des forts et casernes à Entrevaux et Colmars (1887).

1854-1894

À noter : le dossier sur la vente de la poudrière de Castellane est non communicable pour des raisons de conservation.

Préparation militaire et recrutement

2 Z 93 Sociétés de tirs et de préparation militaire. – Création, administration : extraits de délibérations, cahier récapitulatif des sociétés de tirs, de sport et de préparation militaire des communes de l'arrondissement (1913), statuts, correspondance (1889-1924).

1889-1924

À noter : deux exemplaires du journal *Le Tir national*, 1909. Un sous-dossier sur la société de secours mutuels *L'Avenir d'Annot* (1905-1909).

Corps spéciaux

2 Z 94 Sapeurs-pompiers de Beauvezer et Colmars. – Gestion des effectifs, administration, équipement, prévention des incendies : tableaux des effectifs, extrait de délibération, correspondance.

1903-1925

2 Z 95 Gendarmerie : tableaux sommaires des arrestations opérées dans l'arrondissement, rapports, procès-verbaux, correspondance.

1907-1922

Première guerre mondiale

2 Z 96 Mobilisation. – Organisation : instructions préfectorales et ministérielles, circulaires, télégrammes.

1914

2 Z 97-98 Propagande, presse, espionnage. – Surveillance et contrôle.

1914-1918

2 Z 97 Informations générales : brochures, télégrammes, circulaires, correspondance (1914-1918). État d'esprit de la population : cahier, télégramme, correspondance (1915-1918).

1914-1918

À noter : courrier du préfet au sous-préfet de Castellane du 25 avril 1916 lui intimant de surveiller de façon plus étroite la presse de son arrondissement. Collection de télégrammes portant sur le contrôle de la presse entre 1914 et 1918. Courrier du préfet au sous-préfet du 20 janvier 1917 lui rappelant qu'il a le devoir d'inciter à la mise en culture des terres incultes. Lettre de remerciement du général Drude commandant la 15^e région au sous-préfet de Castellane en date du 7 juin 1917 pour l'exercice des fonctions de censeur que ce dernier a exercé. Le cahier consignant les remarques du sous-préfet sur l'état d'esprit de la population est riche de renseignements sur la situation de l'arrondissement pendant la guerre. Diverses lettres d'entrepreneurs, conseiller général, percepteur qui rendent compte au sous-préfet de l'état d'esprit de la population de leur canton.

2 Z 98 *Bulletins des communes* de l'arrondissement de Castellane (1914-1915). Enquête du ministère de la Guerre sur la situation économique de l'arrondissement (1917). Prévention des raids de zeppelins : recensement des usines hydroélectriques de l'arrondissement, restriction de l'éclairage public (1917-1918).

1914-1918

2 Z 99 Prise en charge et contrôle des individus. – Accueil de réfugiés dans l'arrondissement de Castellane : instructions, listes, télégrammes, correspondance (1914-1919). Détention administrative et extradition de déserteurs italiens, recherche de prisonniers évadés : télégramme, correspondance (1916-1917). Gestion administrative du dépôt des internés d'Annot : enquêtes individuelles, circulaires, télégrammes, correspondance (1917-1918).

1914-1919

2 Z 100 Ravitaillement. – Fourniture en huile, allumettes, sucre, charbon, essence, pétrole, céréales : enquête, instructions, télégrammes, affiche, ticket de rationnement, procès-verbaux de l'Office départemental des céréales des Basses-Alpes (1917-1918),

correspondance. Contrôle du prix des denrées : instructions, affiches, télégrammes, état des prix (1913-1914, 1919-1921).

1913-1921

À noter : registre des délibérations du comité partiel du sucre de l'arrondissement de Castellane (1916-1917). Affiche sur le ravitaillement en charbon (1918). Ticket de pétrole (1918). Procès-verbaux de l'Office départemental des céréales des Basses-Alpes (1917-1918).

2 Z 101 Contrôle des soldats en sursis. – Dans et hors de l'arrondissement : bulletins et déclarations nominatives, listes nominatives, correspondance. Par canton : demandes de renseignements, correspondance (1917-1918). Dans l'agriculture : états, correspondance (1917).

1914-1918

2 Z 102-104 Allocations militaires.

1911-1920

2 Z 102 Demande d'attribution et contrôle : correspondance sur des demandes de renseignements, circulaires (1914-1920), statistiques des rejets, majorations, affaires diverses (1914-1918). Demandes d'allocations au titre de soutien de famille : extraits de délibérations, extraits du registre des décisions de conseil cantonal, listes, bulletins de renseignement, correspondance (1914-1916).

1914-1920

2 Z 103 Gestion : tableaux statistiques et états des bénéficiaires (1914-1920), avis de mutation. États des enfants bénéficiaires de majoration (1916). Suppression : procès-verbaux de gendarmerie, correspondance (1914-1916). Allocations additionnelles : listes nominatives (sans date).

1914-1920

2 Z 104 Décisions de la commission d'appel : cahiers des délibérations, cahiers de transmission des certificats d'admission, répertoire des bénéficiaires classés par ordre alphabétique des communes, cahier des hommes en sursis par commune, cahier de décision de la commission d'appel des allocations temporaires, liste des recours admis par la commission supérieure à Paris (1915-1919), cahier des demandes de secours (1911-1919).

1911-1919

À noter : sept cahiers de délibération de la commission d'appel siégeant à Castellane. Le cahier des demandes de secours ne concerne pas les allocations militaires (1911-1919), mais porte sur des secours accordés pour perte de bétail, assistance, sinistres, enfants assistés.

2 Z 105 Soldats blessés ou décédés. – Soins gratuits aux mutilés de guerre : instructions, correspondance (1917-1922). Monuments aux morts, trophées militaires : correspondance (1922-1925). Entretien aux frais de l'État des sépultures militaires dans les cimetières communaux : enquête, correspondance (1925).

Travaux publics et transports

Routes

2 Z 106 Routes nationales et départementales, chemins stratégiques, chemin de grande communication, voirie urbaine, dossiers classés par commune. – Construction, vente, acquisition, expropriation, classement, entretien : Annot (1873-1896), Beauvezer (1890-1895), Braux (1863-1867), Castellane (1861-1895), Castellet-lès-Sausses (1867-1868), La Colle (1892-1895), Colmars (1889-1896), Demandolx (1866, 1867), Entrevaux (1870-1896), Le Fugeret (1890-1896), Méailles (1892-1896), Moriez (1869, 1893), La Mure (1875), Peyroules (1890, 1892), Saint-André (1868-1897), Senez (1888), Thorame-Basse (1889-1892), Thorame-Haute (1887-1896), Vergons (1879-1896), Villars-Colmars (1895).

1861-1897

À noter : dans le dossier de Castellane, plan d'alignement de la rue du milieu (1888) ; dossier de Castellet-lès-Sausses, quatre plans du chemin vicinal n° 2 (1868) ; dossier de Demandolx, plan du chemin n° 4 de Castellane à Saint-Auban (1866), un exemplaire de *L'Ami de l'Ordre*, n° 19 du 9 mai 1867 et un document non communicable pour des raisons de conservation ; dossier du Fugeret, un exemplaire du journal *La Sentinelle des Alpes*, n° 9 du 10 mars 1892 ; dans le dossier de Thorame-Haute deux exemplaires du journal *La Sentinelle des Alpes*, n° 24 du 28 juin 1891 et n° 9 du 4 mars 1894.

Chemin de fer

2 Z 107 Ligne de Digne à Nice. – Expropriation des terrains, décision des emplacements des gares et stations : enquêtes, presse, correspondance.

1899-1906

À noter : un dossier sur un projet de tramways départementaux (1904) ; un exemplaire du *Journal de Castellane* n° 230 du 11 mai 1902, un exemplaire du journal *Le Républicain de Castellane* n° 14 du 9 juillet 1903.

Câbles funiculaires

2 Z 108 Demandes d'autorisation, dossiers par commune : extraits d'arrêtés préfectoraux, correspondance.

1888-1896

Service hydraulique

2 Z 109 Fontaines, adduction d'eau, sources, assainissement. – Réparation, construction, (dossiers classés par commune) : Argens (1894-1897), Braux (1892-1895), Castellane (1894, 1895, 1904-1922), Le Fugeret (1865, 1866, 1894), Peyroules (1864-1897), Saint-Julien (1859-1869), Senez (1893, 1894), Soleilhas (1865-1889), Thorame-Basse (1884-1896), Ubraye (1891-1897), Vergons (1888-1896).

1859-1922

À noter : dossier de Castellane, deux exemplaires du journal *Le Républicain de Castellane*, n° 16 du 5 août 1911 et n° (illisible) du 13 août 1911. Dans le dossier du Fugeret, un courrier sur un projet de concession de source communale à un particulier (1893), plans de construction de fontaines dans les dossiers de Peyroules (1864), Saint-Julien (1863), dossier de Soleilhas plan des jardins arrosés par la fontaine publique (1865).

2 Z 110 Moulins et autres installations. – Construction, concession, (dossiers classés par commune) : Annot (1870-1896), Braux (1868), Castellane (1861-1894), Entrevaux (1888-1896), Le Fugeret (1866), Saint-Benoît (1890), Soleilhas (1881-1882), Vergons (1878, 1894).

1861-1896

À noter : dossier de Castellane, extrait d'arrêté préfectoral au sujet d'une fabrique de poterie (1861), correspondance au sujet d'une chaudière à vapeur (1892) et d'une tuilerie (1894). Dossier de La Mure, extrait d'arrêté préfectoral sur la construction d'un équarrissage (1869). Dossier de Sénez, arrêté préfectoral sur la construction d'un moulin à plâtre (1868). Dossier de Saint-Benoît, correspondance au sujet d'un four à pain (1890). Dossier de Vergons, rapport de l'ingénieur des forêts sur la construction d'un four à plâtre comportant un plan de situation (1878), courrier sur l'établissement d'une chaudière à vapeur (1894).

2 Z 111 Travaux sur le Verdon. – Défaut de paiement des ouvriers : correspondance.

1921

2 Z 112 Bureau de l'ingénieur des Ponts et Chaussées à Castellane. – Suppression : correspondance.

1924

Enseignement général

2 Z 113 Bâtiments scolaires. – Construction, entretien, loyers, (dossiers classés par commune) : Allons (1879-1896), Annot (1880-1891), Aurent (1894), Blieux (1877-1879, 1896), Braux (1880-1897), Castellane (1880-1885), Castellet-lès-Sausses (1889-1897), Castellet-Saint-Cassien (1881-1885), Chasteuil (1892-1894), Colmars (1886), Demandolx (1888-1893), Le Fugeret (1889-1893), La Garde (1866-1882), Méailles (1869-1894), Montblanc (1889-1896), Moriez (1878-1896), La Mure (1883), Peyresq (1872, 1887-1896), Le Poil (1893-1896), Robion (1885-1897), La Rochette (1890-1894), Rougon (1896), Saint-André (1885), Saint-Benoît (1885-1892), Saint-Julien (1881-1885), Soleilhas (1879-1896), Taloire (1882-1886), Thorame-Basse (1865-1887), Thorame-Haute (1892-1894), Ubraye (1888-1889), Vergons (1896), Villars-Brandis (1882-1885), Villars-Colmars (1893-1896), Villevieille (1880-1887).

1865-1897

Cultes

2 Z 114 Édifices cultuels. – Réparation ou construction, (dossiers classés par commune) : Allons (1890-1896), Angles (1891), Annot (1895), Beauvezer (1889-1891), Braux (1890-1896), Castellane (1869-1896), Chasteuil (1892-1894), La Colle-Saint-Michel (1893-1895), Courchons (1885-1890), Éoulx (1893), Majastres (1894), Moriez (1889-1891), La Mure (1889-1896), La Rochette (1863-1893), Saint-Pierre (1852, 1853), Soleilhas (1891-1894), Thorame-Basse (1890-1896), Thorame-Haute (1868-1870), Ubraye (1859-1864), Villars-Colmars (1888-1895), Villevieille (1895).

1852-1896

À noter : plans du projet de reconstruction de l'église de La Rochette (1863).

2 Z 115 Affaires culturelles diverses. – Enquête sur les fêtes en l'honneur de Jeanne d'Arc dans l'arrondissement (1894-1896), sur le journal *La Croix de Provence* (1896), sur les comités assomptionnistes (1899).

1894-1899

2 Z 116 Congrégations. – Renseignements, demandes d'autorisation : procès-verbaux de notification, correspondance (1900-1909). Enquête : correspondance (1922-1925).

1900-1925

À noter : l'enquête porte essentiellement sur les religieuses installées au parc de Glandèves à Entrevaux.

2 Z 117 Application de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. – Attribution des biens des anciennes fabriques (1907-1909), réalisation des inventaires (1905), enquête sur la présence des emblèmes religieux dans les écoles (1906), circulaires, correspondance.

1905-1909

2 Z 118 Presbytères. – Location : liste des communes, baux, extraits de délibérations, correspondance.

1907-1908

Assistance et prévoyance sociale

Administration hospitalière

2 Z 119 Hospices. – Castellane : contrôle de l'inspection générale (1890), gestion administrative, entretien du bâtiment, legs (1873-1897). Entrevaux : legs, gestion de biens, plainte (1867-1896). Statistiques (1875, 1894-1897).

1867-1897

Institutions de bienfaisance, d'assistance, de secours mutuels

2 Z 120-121 Bureaux de bienfaisance.

1756 (copie)-1925

2 Z 120 Création. – Fugeret et Méailles (1847-1855) ; Villars-Colmars (1879) ; Beauvezer (1883-1896) : extraits de délibération, arrêtés préfectoraux, extraits d'arrêtés préfectoraux, correspondance (1847-1896). Vente et achat de rentes, remboursement : arrêtés préfectoraux, correspondance (1863-1897). Vente et acquisition de biens : arrêtés préfectoraux, extraits des arrêtés de la sous-préfecture, croquis d'une maison (1876), (1876-1895). Statistiques (1913-1925).

1847-1925

2 Z 121 Legs, dossiers classés par commune. – Annot (1883-1892), Beauvezer (1873-1875), Blieux (1886), Braux (1894), Castellane (1873-1892), Colmars (1875-1892), Entrevaux (1894), Sausses (1875), Saint-André (1886-1892), Senez (1877), Soleilhas (1836-1895), Taloire (1834-1856), Taulanne (1756 (copie)-1854), Thorame-Basse (1892-1895), Thorame-Haute (1853-1868), Ubraye (1884-1890), Villars-Colmars (1875, 1892-1893), Villevieille (1840-1845, 1854) : expéditions de testament, extraits d'arrêtés et de décrets présidentiels, extraits de délibérations de la commission administrative de l'hospice, extraits de délibérations communales, extraits d'arrêtés de la sous-préfecture, correspondance.

1756 (copie)-1895

2 Z 122 Grenier de réserve à Saint-Pierre. – Création : extrait d'arrêté ministériel, extrait de délibération, correspondance.

1856-1896

2 Z 123 Retraites, nomination des fonctionnaires, rentes et valeurs mobilières consignées ou déposées à la caisse des dépôts et consignations. – Contrôle du sous-préfet : cahiers.

1862-1897

2 Z 124 Caisse d'Épargne de Castellane. – Contrôle et gestion : correspondance.

1890-1895

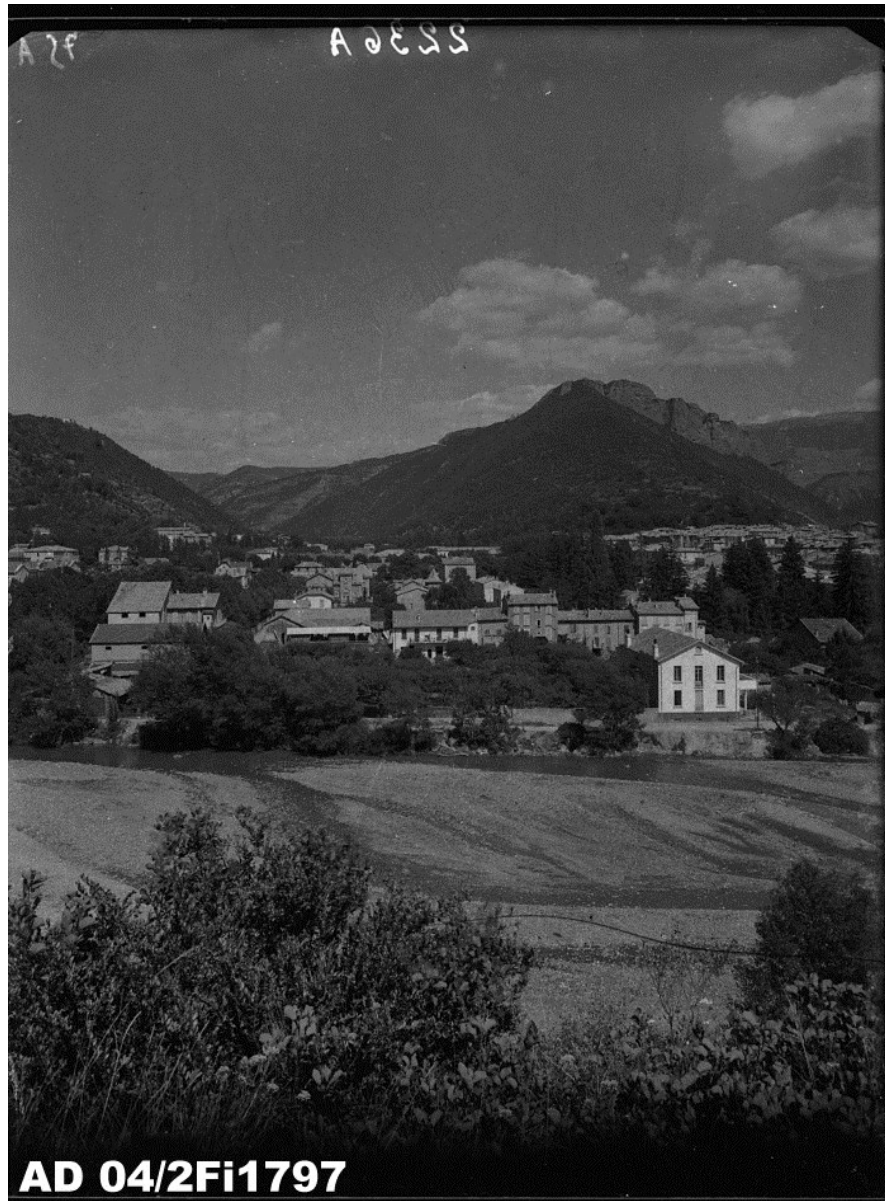
Assistance sociale

2 Z 125 Adultes handicapés. – Internement, gestion financière, dossiers classés par commune : Annot (1887-1895), Blieux (1890, 1891), Castellane (1896, 1897), Castellet-lès-Sausses (1892-1896), Demandolx (1894), Entrevaux (1896), Éoulx (1894), Méailles (1889, 1890), Saint-André (1894), Thorame-Basse (1895), Thorame-Haute (1896), Ubraye (1889-1895).

1887-1897

Sous-série 3 Z, sous-préfecture de Digne

(1811-1816)



12. La ville de Digne, vue générale

(AD AHP, 29 Fi 1797, photographe Genet, Fonds de la R.T.M., 1933)

- 3 Z 1 Cahiers de transcription de la correspondance active (12 cahiers). 1811-1816
- 3 Z 2 Cahiers des avis et arrêtés du sous-préfet (5 cahiers). 1811-1814

Sous-série 4 Z, sous-préfecture de Forcalquier

(1800-1960)



13. La ville de Forcalquier, vue générale

(AD AHP, 31 Fi 313, photographe François Eysseric, fonds Eysseric, 1890)

Administration générale et économie

Administration générale de l'arrondissement

Affaires générales

4 Z 1-3 Registres des avis du sous-préfet.

an VIII-1851

4 Z 1 prairial an VIII-prairial an XII

4 Z 2 prairial an XII-décembre 1833

4 Z 3 janvier 1834-octobre 1851

À noter : 3 cahiers.

4 Z 4-14 Registres des arrêtés.

an VIII-1938

4 Z 4 floréal an VIII-messidor an XII.

4 Z 5 vendémiaire an XIII-8mai 1817.

4 Z 6 12 mai 1817-juillet 1827.

4 Z 7 août 1827-octobre 1836.

4 Z 8 novembre 1836-juillet 1843.

4 Z 9 août 1843-avril 1858.

4 Z 10 mai 1858-avril 1886.

4 Z 11 17 mai 1886-19 août 1912.

4 Z 12 16 septembre 1912-5 août 1929.

4 Z 13 8 août 1929-27 février 1935.

4 Z 14 1^{er} mars 1935-28 décembre 1938.

4 Z 15 Registre des procès-verbaux du sous-préfet.

1800-1850

À noter : dans les procès-verbaux du 19 mars et 19 avril 1819, un inventaire des papiers et autres objets de la sous-préfecture.

4 Z 16-26 Registres de transcription de la correspondance active.

an VIII-1822

À noter : registres partiellement numérotés de 1 à 10, le registre n° 9 est en lacune.

4 Z 16 floréal an VIII-22 frimaire an XI (n° 1).

- 4 Z 17 23 frimaire an XI-29 floréal an XII (n° 2).
- 4 Z 18 29 floréal an XII-21 juin 1806 (non numéroté).
- 4 Z 19 21 juin 1806-15 septembre 1807 (non numéroté).
- 4 Z 20 15 septembre 1807-5 avril 1809 (n° 5).
- 4 Z 21 5 avril 1809-14 février 1811 (n° 6).
- 4 Z 22 14 février 1811-8 mars 1813 (n° 7).
- 4 Z 23 8 mars 1813-14 juin 1815 (n° 8).
- 4 Z 24 2 janvier 1817-24 juin 1819 (n° 10).
- 4 Z 25 24 juin 1819-8 décembre 1820 (non numéroté).
- 4 Z 26 9 décembre 1820-31 décembre 1822 (non numéroté).

4 Z 27-31 Registres de transcription de la correspondance active adressée au préfet.

1823-1846

- 4 Z 27 2 janvier 1823-16 novembre 1825.
- 4 Z 28 16 novembre 1825-24 mai 1828.
- 4 Z 29 27 mai 1828-16 décembre 1830.
- 4 Z 30 16 décembre 1830-31 décembre 1834.

À noter : lacunes 1835-1840.

- 4 Z 31 13 août 1840-25 mai 1846 (6 cahiers).

4 Z 32-41 Registres de transcription de la correspondance active adressée aux maires et aux particuliers.

1823-1846

- 4 Z 32 janvier 1823-décembre 1825.
- 4 Z 33 janvier 1826-19 janvier 1828.
- 4 Z 34 19 janvier 1828-20 août 1829.
- 4 Z 35 20 août 1829-9 juin 1831.
- 4 Z 36 9 juin 1831-31 décembre 1833.
- 4 Z 37 1^{er} janvier 1834-31 décembre 1835 (n° 18).
- 4 Z 38 1^{er} janvier 1836-31 décembre 1837 (n° 19).
- 4 Z 39 1^{er} janvier 1838-30 décembre 1839 (n° 20).
- 4 Z 40 1^{er} janvier 1840-31 décembre 1842 (deux cahiers).
- 4 Z 41 1^{er} janvier 1843-25 mai 1846 (six cahiers).
- 4 Z 42 Correspondance passive.

1813-1819

Cérémonies officielles et distinctions honorifiques

4 Z 43 Commémorations, organisations de souscriptions. – Fête du 14 Juillet, fête de Jeanne d'Arc, Indépendance Day, commémoration des Trois Glorieuses de juillet 1830, armistice du 11 Novembre, commémoration de l'anniversaire de Jean Jaurès (1927-1939). Inondations en Tunisie (1932). Monuments aux morts des villages non reconstruits (1932). Monument Paul Doumer et Alexandre Fallières (1933). Monument à la mémoire d'Albert 1^{er} (1934). Monument à la mémoire du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie (1935) : extraits de délibérations, correspondance.

1927-1939

À noter : programme de la fête du 14 Juillet à Sainte-Tulle (1939).

4 Z 44-45 Distinctions honorifiques. – Propositions et attributions.

1920-1946

4 Z 44 Mérite agricole : fiches de renseignements nominatives, correspondance, extraits de casier judiciaire, cahier.

1920-1939

À noter : le cahier porte sur le Mérite Agricole et les Palmes académiques (1933-1938).

4 Z 45 Légion d'honneur (1921-1938), Palmes académiques (1922-1939), Médaille de la police municipale et rurale (1925-1938), acte de dévouement et de courage (1927-1937), Médaille de la famille française (1927-1946), Médaille de la mutualité agricole (1929-1934), Médaille d'honneur du travail (1933-1940) : fiches de renseignements nominatives, extraits de casier judiciaire, instructions, correspondance.

1921-1946

Élections

4 Z 46 Élections sénatoriales.

1929-1938

4 Z 47 Élections législatives.

1919-1936

4 Z 48 Élections cantonales et des conseils d'arrondissement.

1913-1940

4 Z 49-51 Élections municipales.

1866-1949

4 Z 49 Élections générales.

1919, 1929, 1935

4 Z 50 Élections partielles, communes d'Astoin à Esparron-la-Bâtie.
1866-1949

4 Z 51 Élections partielles, communes de Forcalquier à Volonne.
1866-1949

À noter : dans le dossier de Sainte-Tulle, un sous-dossier sur la démission du maire Gondran ; mention des réfugiés de la famille Canac et de la famille Thierry (1941).

4 Z 52-53 Élections municipales et commissions administratives des hospices, bureaux de bienfaisance, grenier de réserve : deux registres des suffrages obtenus par élus, par élection et par commune, liste des membres des commissions administratives.

1896-1907

4 Z 52 1878-1892.

4 Z 53 1896-1907.

4 Z 54 Élections municipales : liste des conseillers municipaux avec les tendances politiques.

1912-1940

Police

Personnel

4 Z 55 Gardes particuliers et gardes champêtres. – Nomination : deux registres de transcription des arrêtés de nomination.

1873-1926

À noter : ces registres concernent la sous-préfecture de Sisteron.

4 Z 56 Gardes particuliers (canal, terres agricoles, chasse). – Gestion du personnel : dossiers nominatifs.

1903-1947

4 Z 57 Gardes messiers. – Nomination : dossiers nominatifs.

1943

Police administrative

4 Z 58 Détention d'armes. – Surveillance : déclarations nominatives, arrêtés préfectoraux, listes, circulaires.

1920-1943

4 Z 59 Colombophilie. – Détention de pigeons voyageurs : affiche, procès-verbal de gendarmerie, arrêtés préfectoraux, correspondance.

1921-1937

4 Z 60 Presse. – Contrôle du dépôt légal par le sous-préfet de Sisteron : imprimés présentant les journaux, correspondance (1923). Interdiction de journaux : instructions préfectorales (1926-1939).

1923-1939

4 Z 61 Jeux de hasard, cercles. – Contrôle : rapport de gendarmerie, correspondance

1926-1935

À noter : quelques correspondances sont adressées au sous-préfet de Sisteron, la sous-préfecture est effectivement supprimée en 1926 et rattachée à Forcalquier.

4 Z 62 Cinéma. – Dénombrement, autorisation d'exploitation, sécurité du public : enquête (1931), rapports, arrêté préfectoral, instructions, correspondance.

1930-1947

4 Z 63 Salle de spectacle à Forcalquier. – Demande d'autorisation d'ouverture : extraits de délibération, correspondance.

1919

Associations et sociétés

4 Z 64-66 Associations syndicales autorisées, associations syndicales libres. – Création, modification, travaux : plans, état parcellaire, règlement d'eau, rapport, liste des membres, correspondance, arrêtés préfectoraux.

1868-1960

4 Z 64 Syndicat de la Fontaine à Bellafaire (1929, 1936) ; association syndicale libre d'amenée d'eau du col de la Roche à Claret (1924) ; association du pont et du chemin de champ Isnard à Curel (1928) ; usage et entretien du canal d'arrosage dit de la Tuilière à Châteauneuf-Miravail et Curel (1902) ; curage, régularisation et endiguement du ravin de Drouille à Manosque (1923, 1936, 1937) ; canal d'arrosage Bouchard à Mison (1933-1959) ; canal de Saint-Étienne (1895, 1957-1960), grand canal d'arrosage de La Motte (1868, 1896), projet de transformation d'une association syndicale libre en association syndicale autorisée canal d'arrosage de la Rivaine (1899-1900) à La Motte-du-Caire ; association du canal de Ventavon (1929-1945) ; construction et entretien des digues contre le Sasse à Nibles (1903-1904) ; travaux de défense contre la rivière du Jabron à Noyers (1906, 1926) ; entretien des canaux d'arrosage de la galerie du château à Peyruis (1901, 1920) ; chemin de Boutouens (1938-1940), entretien et réglementation du canal de la Lauze (1913-1915), entretien du canal d'arrosage du haut et du bas Croués (1905) à Salignac.

1868-1960

143

À noter : de nombreux plans dans les dossiers.

4 Z 65 projet de construction d'un pont sur le Lauzon et remise en état d'un chemin (1943), entretien du canal du bas moulin (1908, 1909), canal d'irrigation des Hautes Pointes (1908-1910, 1959), canal d'arrosage des Basses Pointes (1909, 1910) à Sigonce ; canal des Thorons à Sourribes (1899-1919) ; canal de Sisteron (1902-1937) ; travaux de protection des terrains situés au quartier des Prés-Haut à Sisteron (1899, 1936) ; canal d'irrigation dit des « grands prés » ou du « moulin Arnaud » sur les communes de Dauphin et Saint-Michel (1894-1901) ; assainissement de terrains au quartier Saint-Paul à Saint-Michel (1908) ; syndicat du ravin du Chaffère sur les communes de Corbières et Sainte-Tulle (1930-1935) ; assainissement et drainage du fossé Mestra à Sainte-Tulle (1896-1898) ; canal d'arrosage du Bouissaye à Saint-Vincent-sur-Jabron (1902-1907) ; entretien et règlementation du canal du moulin à Vilhosc (1907) sur les communes d'Entrepierres, Vilhosc et Salignac (1907) ; fontaine de Richaud (1928), association syndicale du Plan et de la Sève (1921) à Valbelle ; exécution et entretien de travaux de défense contre la rivière du Sasse à Valernes (1912) ; canal d'arrosage de la plaine de Volonne (1933-1939), amenée d'eau des Demesses à Volonne (1937-1949) ; entretien et fonctionnement du canal d'arrosage à Volx (1872-1900).

1872-1949

4 Z 66 canal du moulin et syndicat de la source de Fonsubrane, canal d'arrosage à Château-Arnoux (1881, 1931) ; canal de Manosque (1884-1937) ; travaux de défense contre des eaux du Largue à Revest-des-Brousses (1903-1904) ; ravin de Rideau à Sainte-Tulle et Manosque (1908-1913) ; usine hydroélectrique de La Brillanne (1911) ; canal de Ventavon (1911-1943) ; canal de Saint-Tropez et canal Harmand à Sisteron (1930-1945) ; endiguement de la rive droite de la Durance à Sainte-Tulle et Corbières, torrent de Chaffère à Sainte-Tulle (1933-1943) ; canal du moulin à Volonne (1936) ; ravin de la Drouille à Manosque (1936) ; canal d'Apt à Forcalquier (1940) ; digues de la Durance à Manosque et dans les autres communes (1941-1942).

1881-1945

À noter : un exemplaire de *La Dépêche agricole des Alpes* du 24 janvier 1942 dans le sous-dossier « digues de la Durance à Manosque et dans les autres communes ».

4 Z 67 Associations, associations d'anciens combattants, syndicats professionnels. – Déclarations, modifications de statuts : récépissés de déclaration, instructions, correspondance.

1913-1940

4 Z 68-69 Associations. – Déclarations, modifications de statuts : récépissés de déclaration, instructions, correspondance (dossiers par commune).

1913-1940

4 Z 68 Astoin à Lurs.

1914-1940

À noter : dans le dossier de la commune de Château-Arnoux, une liste nominative des sujets étrangers en résidence dans la commune (1935).

4 Z 69 Manosque à Volx.

1913-1940

À noter : dans le dossier de la commune de Manosque, courriers à en-tête de la société de chasse (1928,1930) et de la *Société de trompettes rallye manosquin* (1934). Dans le dossier de la commune de Saint-Étienne, courrier à en-tête de l'association *Lure-Ski Stéphanois* (1937). Dans le dossier de la commune de Sisteron, une association pour la diffusion de l'esperanto en 1930, avec un courrier à en-tête.

4 Z 70 Sociétés musicales. – Création : règlement, correspondance.

1862, 1866, 1920

4 Z 71 Société aéro-club Bas-alpin. – Ouverture d'un aérodrome privé : arrêté préfectoral, correspondance.

1934-1937

Sûreté générale

4 Z 72 Victimes du coup d'État de 1851. – Réversion de pension : extraits d'actes d'état civil, certificat de paiement, correspondance.

1881-1920

4 Z 73 Passeports. – Délivrance : instructions, correspondance

1916-1926

À noter : un sauf conduit de 1916.

4 Z 74 Cartes d'identité. – Enregistrement : trois cahiers (1924-1943). Demandes de cartes, instructions : procès-verbal de gendarmerie, correspondance (1935-1939). Étrangers nés en France devenus français par déclaration ou naturalisation : cahier (1931-1958).

1924-1958

4 Z 75 Forains. – Contrôle : notices individuelles, récépissés de déclaration, carnets d'identité, photographies, correspondance (dossiers nominatifs).

1913-1937

À noter : dans le dossier Louis Jean Ficaia, un courrier à en-tête du cirque Palace, 1930.

4 Z 76 Nomades. – Contrôle : notices individuelles, dossiers pour le carnet collectif, carnets anthropométriques, photographies, correspondance.

1913-1937

4 Z 77 Partis politiques. – Surveillance : rapports de gendarmerie et de police, tract, correspondance.

1929-1946

4 Z 78 Communistes. – Surveillance : rapports de gendarmerie, journaux, correspondance.

1921-1931

À noter : deux exemplaires de la publication *La Gazette des Alpes* du 10 septembre et du 1^{er} octobre 1921. Un exemplaire de la publication *L'écho Manosquin* du 19 juin 1926.

4 Z 79 Volontaires pour les milices espagnoles. – Recensement : correspondance.

1937

4 Z 80 Surveillance des individus. – Menées terroristes : instructions (1937-1940) ; enquête sur les fonctionnaires (1940-1942) ; communistes (1926-1940) ; parachutistes (1930, 1940) ; rapports sur l'état d'esprit de la population (1940) ; dossier « secret » sur l'organisation de la défense nationale (1938, 1939) : liste nominative des commerçants de l'arrondissement de Forcalquier ; défense nationale avant la guerre en 1939. Inscrit au carnet « B » : rapport. (1938).

1923-1942

Étrangers

4 Z 81 Surveillance. – Recensement : listes (1922-1940). Recensement des Nords-Africains (1923, 1924, 1932). Enquête sur les étrangers occupés dans l'agriculture (1926, 1927). Contrôle de l'état civil : listes, cahier, actes (1926-1937). Recensement des réfugiés russes et arméniens (1926, 1932). Délivrance de carte d'identité : liste (1940). Commission de recensement des ressortissants de la puissance n° 6 (Italiens) : listes, circulaires, réponses des communes (1940). Étrangers naturalisés susceptibles d'être déchus (1939, 1940). Instructions, correspondance de portée générale (1927-1938).

1922-1940

À noter : dans le dossier de la commission de recensement des ressortissants de la puissance n° 6 (Italiens), une liste des Italiens des Basses-Alpes ayant été internés et libérés du camp de Saint-Cyprien dans les Pyrénées-Orientales (1940).

4 Z 82-83 Expulsions et condamnations : procès-verbaux de gendarmerie, instructions, rapports de police, correspondance (dossiers nominatifs).

1922-1941

4 Z 82 de A à O.

À noter : dossiers sur les Italiens ayant quitté la France (1938, 1939).

4 Z 83 de P à Z.

4 Z 84-85 Contrôle : procès-verbaux de gendarmerie, rapports de police, arrêtés préfectoraux, correspondance (dossiers nominatifs).

1927-1941

4 Z 84 de A à E.

4 Z 85 de F à Z.

4 Z 86 Réfugiés espagnols. – Arrivées et départs des centres d'hébergement : listes nominatives, notices individuelles, états des sommes dues, instructions, correspondance (dossiers par centre classés par ordre alphabétique de communes, 1939-1942). Gestion des réfugiés : rapport de gendarmerie, listes de réfugiés, circulaires, correspondance (1936-1942).

1936-1942

À noter : quelques correspondances en espagnols.

4 Z 87-89 Naturalisations (dossiers nominatifs).

1928-1956

4 Z 87 de A à E.

4 Z 88 de F à P.

4 Z 89 de R à Z.

Hygiène et santé publique

4 Z 90-91 Établissements dangereux et insalubres.

1859-1939

4 Z 90 Filature de soie, fabrique de chapeaux, dépôts de cuirs, abattoir, équarrissage, moulin à huile, fabrique de tuiles et de briques : plans, arrêtés préfectoraux, correspondance.

1859-1927

À noter : un plan du projet d'implantation d'un moulin à huile à Sisteron (1863) ; un plan de localisation du dépôt de cuir (1869), un plan d'implantation de la fabrique de tuiles et de briques à Peipin, hameau des Bons-Enfants (1874).

4 Z 91 Dépôts d'essence, pétrole, explosifs, porcherie : arrêtés préfectoraux, extraits de délibération de la commission sanitaire de l'arrondissement de Forcalquier, enquête, correspondance (1927-1939) ; statistiques (1908-1934) ; circulaires, correspondance (1901-1933).

1886-1939

À noter : un courrier à en-tête de la boucherie-charcuterie à Manosque (1933).

4 Z 92 Contrôle des établissements classés. – Usines de Sisteron (papeterie, usine de cyanamide, usine de mételline) : baux de location, presse, correspondance. Usine de Saint-Auban : décret présidentiel (1909), rapport, extrait de délibération de la commission sanitaire de l'arrondissement, arrêtés préfectoraux, correspondance.

1912-1942

À noter : un exemplaire du *Sisteron Journal* n° 2591 du 17 décembre 1921. Un dossier sur la pollution des eaux à Sisteron en 1942. Dans le dossier de l'usine de Saint-Auban, un mémoire sur le projet de création d'un barrage réservoir à Fonbeton comportant des plans (1912).

4 Z 93 Commission sanitaire. – Délibérations : registre.

1903-1949

4 Z 94 Protection de la santé publique : état sanitaire des communes de l'arrondissement de Sisteron : rapport par commune (1900) ; conseil d'hygiène de l'arrondissement de Sisteron : correspondance (1886).

1886, 1900

4 Z 95 Protection de la santé publique. – Vaccination : états récapitulatifs (1925-1944). Lutte contre les épidémies, déclarations des maladies, désinfection : tableaux statistiques, bulletins de déclarations des maladies, correspondance (1907-1939). Commission sanitaire : rapports, extraits du registre des délibérations de la commission sanitaire, correspondance (1926-1939).

1907-1944

À noter : un règlement sanitaire départemental publié au recueil des actes administratifs du Département (30 juin 1937).

Enquêtes statistiques

4 Z 96 Richesse naturelles et industrielles des arrondissements de Forcalquier et de Sisteron. – Inventaire : correspondance.

1923

4 Z 97 Agriculture. – Enquêtes statistiques : questionnaires, correspondance.

1923-1934

À noter : des états statistiques pour l'arrondissement de Sisteron en 1923.

4 Z 98 Statistiques sur les sinistres : registre sans date, états.

vers 1912-1938

Forêt, agriculture

4 Z 99 Administration forestière. – Défrichement de la forêt privée (1860). Reboisement des terrains de montagne (1896-1907). Adjudication des droits de pêche et de chasse (1897-1939). Coupes de bois (1903-1931). Acquisition et concession de terrains domaniaux (1904-1928) : plans. Adjudication de la récolte de truffes, de la coupe des lavandes et de gemmage (1905-1947). Adjudication de pâturages, pacage des bêtes à laine (1906-1932). Personnel des Eaux et Forêts (1913-1939). Correspondance (1904-1940).

1860-1947

À noter : dans le dossier « acquisition et concession de terrains domaniaux », un plan des terrains offerts à l'État par la commune de Volonne (1905).

4 Z 100 Fonctionnement des organisations agricoles professionnelles, institutionnelles et associatives. – Syndicat agricole : rapport de gendarmerie, statut, correspondance (1926-1939). Coopératives agricoles : statuts, correspondance (1936-1939). Caisse régional de crédit agricole : statuts, procès-verbaux d'assemblée, obligation hypothécaire, correspondance (1936-1939). Chambre d'agriculture : procès-verbaux des séances, arrêté préfectoral, correspondance (1921-1931). Comices agricoles : revue de presse (1921-1926), coupures de presse et journaux, affiche, correspondance (1912-1938).

1912-1939

À noter : le dossier des comices agricoles comprend un sous-dossier sur ceux de l'arrondissement de Sisteron (1923). Dans le dossier des comices agricoles de 1929, un exemplaire du journal *Alpes et Provence* du 25 août 1929 ; dans le dossier du comice agricole de 1932, un exemplaire du journal *Le Bas Alpin* du 14 août 1932.

4 Z 101 Calamités agricoles. – Indemnisation : instructions, liste des bénéficiaires, correspondance.

1933-1934

4 Z 102 Étalons. – Contrôle : listes, arrêtés préfectoraux, affiche, correspondance.

1922-1932

Commerce, industrie, main d'œuvre, travaux publics

4 Z 103 Commerce. – Création de sous-comité de consommateurs : procès-verbaux des réunions, instructions, correspondance (1920-1921). Coopératives : statuts, états, correspondance (1912, 1925-1938). Redevables de la taxe sur le chiffre d'affaires : répertoire (1925). Calendrier et police administrative des foires : arrêtés municipaux, prospectus, états des foires et marchés (1930-1940). Création et transferts de fonds de commerce, requêtes de commerçants : arrêtés préfectoraux, dossiers nominatifs, instructions, correspondance (1936-1946).

1912-1946

À noter : un dossier sur les foires de l'arrondissement de Sisteron (1907-1914). Dans le dossier « coopératives », affiche des statuts de la société coopérative de boulangerie *L'économie* (1912).

Prospectus de la foire exposition de Manosque (1930) dans le sous-dossier « foires ». Dans le dossier de « création et transfert de fonds de commerce », un sous-dossier concernant des demandes d'autorisation pour des commerces de chaussures (1938, 1939).

4 Z 104-108 Marchands ambulants. – Déclarations : registres, pièces justificatives.

1926-1937

4 Z 104 1926-27 septembre 1928.

À noter : le registre de déclaration de marchands ambulants pour la période 1926-1928 concerne la sous-préfecture de Sisteron pour les mois de mai à août 1926. Les pièces justificatives des registres de déclaration de marchands ambulants étaient insérées avec chaque déclaration au sein du registre. Pour des raisons de conservation, celles-ci ont été regroupées en une seule liasse, placée avec le registre.

4 Z 105 4 octobre 1928-25 avril 1930

4 Z 106 5 mai 1930-20 septembre 1932

4 Z 107 18 octobre 1932-29 mars 1935

4 Z 108 30 mars 1935-4 mai 1937

4 Z 109 Suivi de la situation industrielle et commerciale. – Surveillance des prix et des stocks : questionnaires, enquêtes, correspondance (1927-1939). Comité départemental contre la vie chère, comité départemental d'action économique, commission départementale de surveillance des prix : arrêtés préfectoraux, affiches, questionnaires, correspondance (1924-1940). Circulaires, instructions, correspondance de portée générale (1926-1940).

1924-1940

À noter : des circulaires de la sous-préfecture de Sisteron sur la vie chère (1925).

4 Z 110 Mines. – Conflit entre les ouvriers mineurs et les compagnies minières : rapports de police, circulaires, correspondance (1926). Contrôle des opérations des sociétés de secours (1926-1938). Admission à la retraite, chômage partiel, salaires : rapport du commissariat spécial, circulaires, correspondance (1926-1931). Syndicats des ouvriers mineurs (1929-1931). Grève : rapports de gendarmerie et de police, correspondance (1931). Transmission des listes des ouvriers employés dans les mines (1927-1932). Élections des délégués mineurs et du Comité consultatif des mines : décision du Conseil d'État (1930), indemnisation des délégués, listes, arrêtés ministériels, arrêtés préfectoraux, correspondance (1920-1932). Catastrophe de Bois-d'Asson : rapport de gendarmerie, procès-verbal de répartition des secours, listes, correspondance (1930). Correspondance éparse (1923-1934).

1920-1938

4 Z 111 Mines, carrières, autres industries. – Élections des délégués des mines de Bois-d'Asson et de Gaude : arrêtés préfectoraux, rapports, correspondance (1934-1938). Concession, bornage, recherche des mines et carrières : rapport, correspondance (1911-1937). Rapports de la Direction de la Sûreté générale sur les industries de l'arrondissement (1929). Caisse de secours, de retraite, chômage des ouvriers mineurs : rapport, liste nominative du personnel, arrêtés ministériels, instructions, correspondance (1923-1940). Correspondance, liste des employés (1931-1938).

1911-1940

À noter : une affiche sur l'école des maîtres-mineurs à Alès (1932) dans le sous-dossier « école maîtres mineurs d'Alès ».

4 Z 112 Main d'œuvre. – Surveillance des grèves : rapports de gendarmerie, questionnaires, procès-verbaux de gendarmerie, états, correspondance (1918-1937). Salaires, congés, pensions : rapports de police, enquête (1924), instructions, correspondance (1924-1938). Situation ouvrière de l'arrondissement : rapports du commissaire spécial de Digne, correspondance (1926-1929).

1918-1938

4 Z 113 Main-d'œuvre. – Indemnisation et recensement des chômeurs : extraits de délibération, instructions, correspondance, (1931-1933). Contrôle de la proportion de travailleurs étrangers : procès-verbal de gendarmerie, arrêté ministériel, instructions, correspondance (1931-1938). Contrats collectifs de travail, revendications ouvrières, licenciements : contrats, rapports de gendarmerie et de police, correspondance (1936-1938). Syndicats professionnels : listes des syndicats par commune, liste de préparation des élections (1927-1939). Surveillance de la fête du 1^{er} mai : instructions, correspondance (1926-1935).

1926-1939

À noter : dans le sous dossier « syndicats professionnels », la création du syndicat des garçons bouchers de Forcalquier (1938-1939).

4 Z 114 Routes nationales, chemins de grande communication, voirie vicinale, chemins ruraux – Construction, vente, acquisition, expropriation, classement, entretien, stationnement, cantonniers : extraits de délibération, enquêtes publiques, plans, extrait d'arrêtés préfectoraux, rapports, instructions, marchés de gré à gré, affiches, actes de vente, correspondance.

1836-1943

À noter : un exemplaire du *Journal de Forcalquier et de la Haute-Provence*, du 17 mars 1935. Dans le dossier sur « chemins vicinaux », les plans du chemin vicinal de Châteaufort à Saint-Geniez (1872) et un sous-dossier sur les cantonniers. Dans le dossier « chemins ruraux », un plan du chemin de Saint-Martin à Mane (1867). Un tableau des chemins vicinaux du département en 1855.

4 Z 115 Syndicats intercommunaux d'électrification. – Création, administration : extraits de délibération, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux de réunion, rapports, correspondance (dossiers par syndicat).

1920-1952

Administration communale

4 Z 116 Astoin. – Administration générale.

1902-1940

- 4 Z 117 Aubenas. – Administration générale.
1922-1940
- 4 Z 118 Aubignosc. – Administration générale.
1908-1940
- 4 Z 119 Augès . – Administration générale.
1926-1939
- 4 Z 120 Authon . – Administration générale.
1903-1939
- 4 Z 121 Banon. – Voirie, adduction d'eau, fontaine, lavoir (1912-1939); enseignement public (1909-1940); biens communaux, immeubles menaçant ruine (1911-1939).
1909-1940
- 4 Z 122 Bayons. – Administration générale (1903-1940); poste et télécommunications (1905-1914, 1929); biens communaux (1911-1935); forêts, pâturages communaux (1905-1940); voirie (1900-1938); culte (1894-1925); assistance (1905-1940); instruction publique (1881-1917).
1881-1940
- À noter : dans le dossier « biens communaux », le plan des parcelles vendues par la commune situées au ravin de Trente-Pas (1912).
- 4 Z 123 Bellaffaire. – Administration générale (1903-1939); biens communaux (1908-1935); forêts, pâturages (1900-1938); voirie (1909-1939); assistance (1903-1921); instruction publique (1905-1936).
1900-1939
- À noter : dans le dossier « biens communaux », trois exemplaires du *Sisteron Journal* du 21 décembre 1935.
- 4 Z 124 Bevons. – Administration générale.
1879-1940
- À noter : un projet de reconstitution du conseil de fabrique (1900-1903).
- 4 Z 125 La Brillanne. – Administration générale (1911-1940); biens communaux (1922-1940); voirie (1913-1939); instruction publique (1914-1936).
1911-1940

4 Z 126 Le Caire. – Administration générale (1879-1940) ; biens communaux (1899-1938) ; forêts, pâturages (1879-1939) ; voirie, association syndicale (1877-1919) ; assistance (1880-1939) ; instruction publique (1880-1936).

1877-1940

À noter : dans le dossier « voirie », les statuts et les plans des canaux d'arrosage des quartiers du Champas et de la Prise (1892).

4 Z 127 Carniol. – Administration générale.

1926-1940

4 Z 128 Château-Arnoux. – Administration générale (1913, 1928, 1939-1953) ; biens communaux (1913, 1927-1952) ; voirie, eau et assainissement (1913-1939) ; culte (1927-1931) ; instruction publique (1901-1951).

1901-1953

À noter : dans le dossier « administration générale », une concession de cimetière (1939-1941), un dossier sur le monument aux morts (1928). Dans le dossier « biens communaux », un plan de bornage des terrains situés au quartier de la côte Saint-Marc (1931).

4 Z 129 Chateaufort. – Administration générale.

1902-1939

4 Z 130 Châteauneuf-Miravail. – Administration générale (1880-1939) ; voirie, associations syndicales (1886-1933) ; assistance (1886-1938) ; instruction publique (1880-1931).

1880-1939

À noter : dans le dossier « administration générale », une pétition des habitants de la commune contre le premier adjoint au sujet des journées de travail fournies pour la construction du presbytère (1880). Des dons en argent et en nature n'auraient pas été déclarés à l'administration de l'Enregistrement.

4 Z 131 Châteauneuf-Val-Saint-Donnat. – Administration générale, culte, voirie (1880-1940) ; biens communaux, cimetière (1876-1933) ; forêts, pâturages (1904-1929, 1939, 1940) ; assistance (1886-1940) ; instruction publique (1879-1940).

1876-1940

À noter : dans le dossier « instruction publique », le plan de la maison Mouranchon, future maison d'école (1879).

4 Z 132 Céreste. – Administration générale.

1910-1940

À noter : un dossier sur le classement de la chapelle de Carluc (1932, 1933) et sur la restauration du « Pont romain » (1934).

4 Z 133 Clamensane. – Administration générale (1904-1940) ; forêts, pâturages (1902-1935) ; voirie, associations syndicales (1901-1937) ; culte (1902-1940) ; assistance (190-1936) ; instruction publique (1881-1889, 1935).

1881-1940

4 Z 134 Claret. – Administration générale, forêts (1880-1940) ; biens communaux (1882-1938) ; voirie (1880-1935) ; culte (1880-1905) ; assistance (1880-1925) ; instruction publique (1880-1940).

1880-1940

4 Z 135 Corbières. – Administration générale.

1910-1940

4 Z 136 Cruis. – Administration générale.

1920-1940

4 Z 137 Curbans. – Administration générale, culte, forêts, biens communaux, association syndicale (1901-1940) ; voirie, adduction d'eau (1895-1937) ; assistance (1903-1935) ; instruction publique (1880-1937).

1880-1940

4 Z 138 Curel. – Administration générale (1897-1940) ; voirie (1901-1932) ; assistance (1903-1932) ; instruction publique (1887-1911).

1887-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », la création et la dissolution du cercle de l'Union Républicaine de Curel (1899) ; dans le dossier « instruction publique », les plans et dessins de l'école (1887).

4 Z 139 Dauphin. – Administration générale (1921-1940) ; biens communaux (1929-1935) ; voirie, associations syndicales (1912-1931) ; culte (1910-1928) ; assistance (1926-1941) ; instruction publique (1926-1930).

1910-1941

À noter : dans le dossier « administration générale », le rapatriement du corps d'un soldat mort pour la France (1926).

4 Z 140 Entrepierres. – Administration générale.

1880-1940

4 Z 141-142 L'Escale.

1897-1940

4 Z 141 Administration générale.
1901-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », la dissolution du conseil municipal en 1907.

4 Z 142 Biens communaux (1901-1939) ; association syndicales (1901-1937) ; voirie, adduction d'eau (1903-1940) ; assistance (1897-1935).
1897-1940

4 Z 143 Esparron-la-Bâtie. – Administration générale, assistance (1901-1940) ; biens communaux (1913-1939) ; forêts, pâturages (1897-1938) ; voirie, adduction d'eau (1898-1940) ; culte (1921-1935) ; instruction publique (1878-1930).
1878-1940

4 Z 144 Faucon-du-Caire. – Administration générale.
1898-1940

4 Z 145 Feissal. – Administration générale.
1900-1936

À noter : comprend le dossier de rattachement avec la commune d'Authon (1924-1936).

4 Z 146 Fontienne. – Administration générale.
1910-1941

4 Z 147 Forcalquier. – Administration générale (1901, 1933-1943) ; biens communaux (1907-1946) ; voirie (1901-1939).
1901-1946

À noter : dans le dossier « administration générale », le règlement de police du cimetière (1901) et des concessions (1935, 1941) ; dans le dossier « voirie », deux exemplaires du *Journal de Forcalquier* des 4 janvier et 5 avril 1931, une affiche d'un arrêté municipal portant règlement de police sur le balayage de la voie publique et des mesures sanitaires générales (1911).

4 Z 148 Ganagobie. – Administration générale.
1912-1939

4 Z 149 Gigors. – Administration générale (1892-1939) ; biens communaux (1905-1929) ; forêts, pâturages (1897-1940) ; voirie, adduction d'eau, fontaines (1898-1930) ; assistance (1902-1938) ; instruction publique (1903-1935).
1897-1940

4 Z 150 L'Hospitalet. – Administration générale.

1910-1939

4 Z 151 Lardiers. – Administration générale.

1910-1940

À noter : correspondance au sujet d'un projet d'arrêté municipal sur les ruches (1932).

4 Z 152 Limans. – Administration générale.

1910-1941

4 Z 153 Lincel. – Administration générale (1910-1940) ; biens communaux (1921-1935) ; voirie (1905-1935).

1905-1940

À noter : dans le dossier « biens communaux », des concessions perpétuelles de cimetière (1918).

4 Z 154 Lurs. – Administration générale (1914-1940) ; biens communaux (1914-1935) ; voirie (1913-1932).

1913-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », le projet d'installation d'une table d'orientation (1929) ; dans le dossier « biens communaux », un dossier sur les carrières de pierre (1929-1935).

4 Z 155 Mallefougasse. – Administration générale.

1910-1913, 1926-1940

4 Z 156 Mane. – Administration générale (1865-1940) ; biens communaux (1863-1874, 1930-1934) ; voirie (1859-1872, 1911-1940) ; assistance (1913-1943) ; instruction publique (1859-1870, 1928).

1859-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », une lettre du ministre de l'Intérieur et des Cultes au préfet des Basses-Alpes au sujet des victimes du coup d'État de 1851 (1910), à propos d'une réversion de pension, et une autre du préfet au sous-préfet de Forcalquier sur le même sujet en 1931 ; un dossier sur des travaux de réparation à Notre-Dame de Salagon (1925, 1926) ; un dossier sur le classement de la crypte de Vilhosc (1933, 1934). Dans le dossier « assistance », le règlement de l'hospice de Mane (1862). Les dossiers des affaires communales de Mane étaient initialement classés sous deux cotes qui ont donc été fusionnées. Pour une meilleure accessibilité des dossiers, les documents ont été reclassés par thèmes, sauf pour les années 1935-1940, pour lesquelles le secrétaire avait constitué des chemises chronologiques par année qui ont été conservées dans le dossier « administration générale ».

4 Z 157 Manosque. – Administration générale (1912-1944) ; biens communaux (1912-1944) ; voirie (1921-1946).

1912-1946

À noter : dans le dossier « administration générale », une pétition des habitants concernant la circulation des troupeaux transhumants (1936).

4 Z 158 Melve. – Administration générale, biens communaux, voirie, forêts et pâturages (1896-1940); voirie (1896-1939); assistance (1896-1935); instruction publique (1897-1933).

1896-1940

4 Z 159 Mison. – Administration générale, biens communaux (1903-1940); voirie, adduction d'eau, associations syndicales (1896-1939); assistance (1902-1935); instruction publique (1888-1932).

1888-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », le dossier sur le transfert du chef-lieu de la commune (1910, 1911). Dans le dossier « voirie », un extrait de plan cadastral de la commune de Mison (1879). Dans le dossier « instruction publique », les dessins et plans de l'école de filles et presbytère du chef-lieu (1868).

4 Z 160 Montfort. – Administration générale.

1881-1940

4 Z 161 Montfuron. – Administration générale.

1924-1939

4 Z 162 Montjustin. – Administration générale.

1909-1941

4 Z 163 Montlaux. – Administration générale.

1912-1940

4 Z 164 Montsalier. – Administration générale.

1912-1941

À noter : un courrier de l'archiviste départemental sur la coutume du droit de bûcherage (1907).

4 Z 165 La Motte-du-Caire. – Administration générale (1922-1940); biens communaux (1927-1935); forêts, pâturages (1928-1938); voirie, adduction d'eau, électrification (1928-1938); assistance (1918-1935).

1918-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », la liquidation de la société scolaire de secours mutuels et de retraite de La Motte-Turriers (1918-1934), comprenant un cahier de délibérations et la liste des sociétaires.

4 Z 166 Nibles. – Administration générale.

1851-1940

À noter : l'état des chemins ruraux de la commune de 1851.

4 Z 167 Niozelles. – Administration générale.

1909-1939

4 Z 168 Noyers-sur-Jabron. – Administration générale.

1911, 1922-1941

4 Z 169 Les Omergues. – Administration générale (1866-1940) ; biens communaux (1910-1938) ; voirie (1899-1936) ; assistance (1904-1938) ; instruction publique (1867-1932).

1866-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », un courrier de Joseph Gabert au ministre de l'Agriculture le 28 novembre 1904 au sujet d'une « installation ingénieuse » portant sur un appareil à distiller la lavande et son invention d'un chariot remplaçant les charrettes ordinaires pour le transport du bois sur les versants abrupts. Le pétitionnaire demande au ministre la médaille du Mérite agricole. Dans le dossier « biens communaux », le plan des terrains de la crête de la montagne de Lure (1934). Dans le dossier « voirie », le tableau supplémentaire des chemins vicinaux (1912).

4 Z 170 Ongles. – Administration générale.

1910-1940

4 Z 171 Oppedette. – Administration générale.

1923-1937

4 Z 172 Peipin. – Administration générale (1876-1940) ; biens communaux (1881-1930) ; voirie (1878-1940) ; association syndicale (1878-1937) ; assistance (1878-1919, 1933-1936) ; instruction publique (1878-1929).

1876-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », la création du cercle des Bons Enfants (1876), la liste du cercle des travailleurs (1888). Dans le dossier « voirie », le plan des alignements de la traversée de Peipin (1896).

4 Z 173 Peyruis. – Administration générale.

1911-1941

4 Z 174 Piégut. – Administration générale (1878-1940) ; biens communaux (1898, 1923, 1931-1932) ; forêts, pâturages (1879-1880, 1911-1939) ; voirie (1879-1886, 1905-1940) ; culte (1880-1938) ; assistance (1880-1929).

1878-1940

4 Z 175 Pierrerue. – Administration générale (1878-1940) ; voirie (1899-1936) ; culte (1904, 1931) ; assistance (1900-1940) ; instruction publique (1900-1927).

1878-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », la création de la société « La Concorde » dont le but est de maintenir l'ordre et la paix au hameau de Saint-Pierre (1878).

4 Z 176 Pierrevert. – Administration générale (1901-1941) ; biens communaux (1920-1941) ; voirie, adduction d'eau (1900-1937) ; culte (1907-1937) ; instruction publique (1899-1938) ; assistance (1905-1930).

1899-1941

À noter : dans le dossier « culte », un sous-dossier sur la désaffectation et l'aliénation des chapelles Saint-Véran et Saint-Patrice (1910-1936) ; dans le même sous-dossier, la correspondance sur la désaffectation de l'église de Beaudument, commune de Sourribes (1911-1913).

4 Z 177 Redortiers. – Administration générale (1889-1941) ; biens communaux (1920-1941) ; voirie, adduction d'eau (1909-1938) ; culte (1909-1937) ; assistance (1904-1931).

1889-1941

À noter : quelques documents faisant partie intégrante du dossier de la commune concernent les communes de Montsalier, Ongles, Corbières, Sigonce et la Rochegiron, essentiellement des extraits de délibérations des années 1903, 1904. De même, un dossier porte sur les budgets primitifs des bureaux de bienfaisance de l'arrondissement de Forcalquier (1904).

4 Z 178 Reillane. – Administration générale, instruction publique, culte (1906-1938) ; biens communaux (1905-1943) ; voirie (1905-1942).

1905-1943

4 Z 179 Revest-des-Brousses. – Administration générale (1908-1940) ; biens communaux (1926-1936) ; voirie (1906-1938) ; instruction publique (1886-1905).

1889-1941

4 Z 180 Revest-du-Bion. – Administration générale (1903-1940) ; biens communaux (1908-1940) ; voirie (1900-1940) ; culte (1904-1939) ; assistance (1873-1939) ; instruction publique (1905-1941).

1873-1941

4 Z 181 Revest-Saint-Martin. – Administration générale, forêts pâturages, culte, assistance (1892-1939) ; biens communaux (1913-1940) ; voirie (1901-1936) ; instruction publique (1901-1936).

1892-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », un dossier sur le changement de nom de la commune et le transfert du chef-lieu (1892-1894).

4 Z 182 Reynier. – Administration générale, biens communaux (1877-1940) ; voirie (1879-1940) ; forêts, pâturages (1878-1940) ; assistance (1877-1940) ; instruction publique (1877-1932).

1877-1940

4 Z 183 La Rohegiron. – Administration générale.

1884-1940

4 Z 184-185 Saint-Étienne-les-Orgues.

1910-1941

4 Z 184 Administration générale.

1912-1941

À noter : dans le dossier « administration générale » un croquis et des notes sur la « cinquième colonne » et le réseau lié à Jean Giono (auteur inconnu, 1940).

4 Z 185 Biens communaux (1910-1940) ; voirie (1910-1937) ; culte (1927-1933) ; assistance (1926-1939) ; instruction publique (1932-1938) ; tourisme (1936-1940).

1910-1940

4 Z 186 Saint-Geniez. – Administration générale (1887-1932) ; biens communaux (1888-1939) ; mines, carrières (1899-1936) ; voirie (1888-1939) ; forêts, pâturages (1888-1939) ; culte (1888-1933) ; assistance (1898-1939) ; instruction publique (1884-1933).

1887-1939

À noter : dans le dossier « administration générale », un dossier sur le classement de la crypte de la chapelle Notre-Dame-de-Dromont et travaux (1909-1926). Dans le dossier « culte », un dossier sur la désaffectation de deux cimetières et de la chapelle de la Forest et de la Robine (1936-1938).

4 Z 187 Saint-Maime. – Administration générale (1912-1943) ; biens communaux (1909-1930) ; voirie (1906-1930) ; culte (1913-1937) ; assistance (1930-1939) ; instruction (1912-1932).

1906-1943

À noter : dans le dossier « administration générale », un dossier sur le projet de constitution d'une association syndicale de défense contre la Laye (1936) ; une correspondance au sujet du comité d'entraide aux réfugiés espagnols comprenant notamment une correspondance de Jean Giraud (1939, 1940).

4 Z 188 Saint-Martin-les-Eaux. – Administration générale.

1907-1940

4 Z 189 Saint-Michel. – Administration générale (1929-1939) ; biens communaux (1913-1940) ; voirie (1894-1937) ; culte (1929) ; assistance (1909-1940) ; instruction publique (1903-1940).

1894-1940

À noter : dans le dossier « voirie », le plan des alignements dans la traversée de Saint-Michel (1894).

4 Z 190 Saint-Symphorien. – Administration générale (1874-1939) ; voirie (1879-1911) ; culte (1879-1932) ; assistance (1897-1930) ; instruction publique (1880-1933).

1874-1939

4 Z 191 Saint-Vincent-sur-Jabron. – Administration générale (1922-1940) ; voirie, adduction d'eau, électrification (1927-1936) ; instruction publique (1928-1937).

1922-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », un dossier sur les adjudications de fleurs de tilleuls (1927-1940) ; les concessions perpétuelles de cimetière (1935) ; une correspondance sur la comptabilité du syndicat des barges (1935).

4 Z 192 Sainte-Croix-à-Lauze. – Administration générale.

1921-1940

4 Z 193-194 Sainte-Tulle.

1895-1949

4 Z 193 Biens communaux.

1899-1948

À noter : dans le dossier « voirie », un négatif photographique de la piscine de Sainte-Tulle et le programme de la fête du 14 juillet 1939.

4 Z 194 Voirie, adduction d'eau et assainissement (1927-1949) ; culte (1895-1949) ; instruction publique (1912-1931).

1895-1949

4 Z 195 Salignac. – Administration générale (1928-1940) ; biens communaux (1930-1940) ; voirie (1928-1940) ; forêts (1935-1940) ; instruction publique (1918-1932).

1918-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », un dossier sur l'extension du périmètre de l'association syndicale du canal du moulin (1936). Dans le dossier « biens communaux », le projet de démolition du clocher de l'église (1922).

4 Z 196 Saumane. – Administration générale (1892-1939) ; biens communaux (1897-1935) ; voirie (1897-1937) ; assistance (1899-1931) ; instruction publique (1896-1939).

1892-1939

À noter : dans le dossier « administration générale », une demande de subvention de la société musicale *La Lyre Saint Buguet* (1931) ; un dossier sur le cimetière et notamment un arrêté de concession perpétuel (1935-1938). Dans le dossier « biens communaux », un bail à ferme de la feuille de murier communal (1920).

4 Z 197 Sigonce. – Administration générale (1922-1941) ; biens communaux (1922-1933) ; voirie (1929-1940) ; assistance (1923-1941) ; instruction publique (1927-1929).

1922-1941

À noter : dans le dossier « administration générale », deux dossiers sur l'installation d'un câble aérien pour l'usine de Sigonce (1922, 1927-1928). Dans le dossier « voirie », une correspondance au sujet d'une demande d'électrification de la ferme de *La Chapelle* comportant un argumentaire particulièrement développé (1939-1940).

4 Z 198 Sigoyer. – Administration générale, biens communaux, voirie, culte, assistance, instruction publique.

1879-1940

4 Z 199 Simiane. – Administration générale (1892-1940) ; biens communaux (1906-1938) ; voirie (1905-1935) ; assistance (1901-1939) ; instruction publique (1906-1940). Transmission au préfet des comptes et budgets des communes de l'arrondissement. – extraits de délibérations (1905-1906).

1892-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », une demande de concessions de terre en Algérie (1905) ; un sous-dossier sur la création d'un marché aux truffes (1903) et l'affermage des truffières communales (1926) ; un sous-dossier sur l'entretien de la Rotonde (1921).

4 Z 200-201 Sisteron.

1923-1950

4 Z 200 Administration générale (1929-1950) ; biens communaux (1924-1949).

1929-1950

4 Z 201 Voirie, eau et assainissement, cimetière (1923-1949) ; culte (1933) ; instruction publique (1934).

1923-1949

4 Z 202 Sourribes. – Administration générale (1897-1938) ; biens communaux (1904-1935) ; mines de lignite (1929-1930), voirie (1887-1938) ; culte (1894-1918) ; assistance (1913-1935) ; instruction publique (1881-1912) ; association syndicale (1895-1922).

1881-1938

À noter : dans le dossier « administration générale », un sous-dossier sur la société de tir « La Prévoyante » (1902-1911) ; un avis de réhabilitation (1898), un sous-dossier sur la société chorale (1906-1908) ; un sous-dossier sur la demande de réunion de la commune de Beaudument à la commune de Sourribes (1908). Dans le dossier « voirie », un tableau des chemins ruraux (1887). Dans le dossier « instruction publique », une pétition des habitants de Sourribes en faveur de leur instituteur (s.d, vers 1902, 1903).

4 Z 203 Thèze. – Administration générale (1902-1940) ; biens communaux (1901-1935) ; voirie (1911-1940) ; assistance (1902-1929) ; instruction publique (1901-1936) ; association syndicale (1938).

1901-1940

4 Z 204 Turriers. – Administration générale (1911-1940) ; biens communaux (1921-1940) ; forêts, pâturages (1932-1939) ; voirie (1930-1936) ; culte (1921-1935) ; assistance (1930-1935).

1911-1940

À noter : dans le dossier « forêts, pâturages », une pétition des habitants du village de Turriers demandant à être rémunérés pour avoir été réquisitionnés pour éteindre l'incendie de forêt (1938).

4 Z 205-206 Urtis.

1862-1940

4 Z 205 Administration générale.

1863-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », l'acte héroïque de Caire et Pauchon qui ont sauvé un homme de la noyade dans une cuve de vin (1877-1878). Dans le dossier « assistance », le récit d'un accident de charrette (26 juillet 1881).

4 Z 206 Forêts, pâturages (1864-1908) ; voirie (1868-1929) ; culte (1862-1894) ; assistance (1865-1933) ; instruction publique (1863-1920).

1862-1933

4 Z 207 Vachères. – Administration générale (1900-1941) ; biens communaux (1900-1934) ; forêts, pâturages (1900-1937) ; voirie (1903-1938) ; culte (1907-1909) ; assistance (1902-1935) ; instruction publique (1898-1933).

1898-1941

À noter : dans le dossier « administration générale », un arrêté de police municipale interdisant les jeux de boules (18 juillet 1902) ; un avis de réhabilitation d'un condamné par le conseil de guerre en 1891 (1900) ; la correspondance du préfet au sous-préfet au sujet du ban de moisson (1901). Dans le dossier « culte », un arrêté municipal sur les sonneries de cloche (1907).

4 Z 208 Valavoire. – Administration générale (1889-1940) ; biens communaux (1902-1937) ; forêts, pâturages (1905-1938) ; voirie (1905-1937) ; assistance (1903-1935).

1889-1940

4 Z 209 Valbelle. – Administration générale (1929-1941) ; biens communaux (1930-1940) ; forêts, pâturages (1930-1936) ; voirie (1928-1937) ; culte (1927-1935) ; assistance (1929-1940) ; instruction publique (1928-1936) ; association syndicale (1929-1930).

1928-1941

4 Z 210-211 Valernes.

1882-1939

4 Z 210 Administration générale.

1903-1939

À noter : dans le dossier « administration générale », la demande d'un particulier pour placer des gabions pour protéger sa propriété des corrosions du Sasse (25 avril 1914).

4 Z 211 Biens communaux (1884-1937) ; forêts, pâturages (1901-1938) ; voirie (1900-1936) ; assistance (1902-1935) ; instruction publique (1886-1930) ; association syndicale (1882-1915, 1936).

1882-1938

4 Z 212 Valsaintes. – Administration générale.

1895-1938

4 Z 213 Vaumeilh. – Administration générale (1895-1940) ; biens communaux (1923-1937) ; voirie (1883-1938) ; assistance (1883, 1903-1930) ; instruction publique (1881-1934) ; association syndicale (1883-1914).

1881-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », un avis de réhabilitation de Joseph Latil (1919).

4 Z 214 Venterol. – Administration générale (1852-1939) ; biens communaux (1928-1934) ; forêts, pâturages (1881-1940) ; voirie (1871-1939) ; culte (1872-1940) ; assistance (1872-1936) ; instruction publique (1872-1939) ; association syndicale (1900-1921).

1852-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », une correspondance sur les internés politiques de 1851 (1852) ; un compte rendu du maire au sous-préfet sur l'incendie d'un grenier à foin (8 août 1912) ; des demandes de subventions par des propriétaires souhaitant remplacer le chaume de leur toitures par de l'ardoise (1932).

4 Z 215 Vilhosc. – Administration générale (1880-1940) ; forêts, pâturages (1881-1935) ; voirie (1878-1911) ; culte (1879, 1931-1936) ; assistance (1882-1934) ; instruction publique (1879-1917) ; association syndicale (1907-1913).

1878-1940

4 Z 216 Villemus. – Administration générale (1900-1940) ; biens communaux (1845 copie-1938) ; voirie (1900-1938) ; culte (1910-1940) ; assistance (1902-1935) ; instruction publique (1904-1932).

1845-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », une demande de concession de terres en Algérie (1904). Dans le dossier « biens communaux », un dossier sur la concession d'une mine de lignite (1845 copie-1924).

4 Z 217 Villeneuve. – Administration générale (1878-1940) ; biens communaux (1908-1938) ; voirie (1903-1940) ; assistance (1900-1939) ; instruction publique (1901-1940) ; association syndicale (1898-1939).

1878-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », un dossier sur la rage (1878-1897) ; une correspondance sur l'installation de chaudière à vapeur aux mines de Bois-d'Asson (24 septembre 1901) ; une correspondance sur la sécurité dans le cinéma (1935) ; un arrêté réglementant le stationnement des nomades (1938). Dans le dossier « biens communaux », un extrait de délibération municipale de la commune des Omergues sur la « location des champignons de la Lauzette » (1934). Dans le dossier « assistance », une correspondance sur une tentative de suicide (1906) ; une demande de secours pour un placement en nourrice pour un nouveau-né que la mère est dans l'impossibilité d'allaiter (1908). Dans le dossier « association syndicale », des documents sur la société coopérative vinicole de Villeneuve (1925, 1926) et sur la société coopérative pour l'utilisation des machines agricoles (1939).

4 Z 218 Volonne. – Administration générale (1902-1940) ; biens communaux (1909-1938) ; voirie (1903-1936) ; assistance (1900-1937) ; instruction publique (1909-1936) ; association syndicale (1934).

1900-1940

À noter : dans le dossier « administration générale », un courrier d'accompagnement de félicitations adressé à deux propriétaires de Volonne ayant tenté de sauver des enfants de la noyade (18 février 1907) ; une correspondance du ministère de l'Intérieur sur la « traite des blanches » (21 septembre 1907) ; une demande de subvention de la société musicale « La Lyre Volonaise » (1911) ; un courrier du préfet au sous-préfet au sujet d'une pétition sur le monument aux morts (1922) ; dans le cadre d'une demande d'établissement d'un abattoir, un courrier à en-tête de l'hôtel Touring de Volonne comportant une photographie du pont suspendu de Volonne (1927) ; un rapport du garde général des Eaux et Forêts du 22 août 1935 à propos d'un incendie de forêt.

4 Z 219 Volx. – Administration générale (1898-1941) ; biens communaux (1897-1940) ; voirie (1899-1941) ; assistance (1898-1940) ; instruction publique (1903-1929) ; association syndicale (1900-1909).

1897-1941

À noter : dans le dossier « administration générale », un courrier du maire de Volx au sous-préfet relatant une secousse sismique en 1913.

Affaires militaires

4 Z 220 Sociétés de tirs et de préparation militaire. – Création, administration : statut de la société de tir national de Sisteron (1887), modèles imprimés de statuts (1885),

165

correspondance sur les sociétés de tir des communes de l'arrondissement de Sisteron, bail de terrains domaniaux à la société de tir de Forcalquier (1937).

1885-1937

À noter : le dossier concerne essentiellement les sociétés de tir de l'arrondissement de Sisteron.

4 Z 221 Gardes communales, gardes civiques, agents de police auxiliaires. – Création, administration : listes des membres, actes nominatifs d'engagement, registre nominatif des gardes communales pour l'arrondissement de Forcalquier (1914), instructions, correspondance.

1913-1924

À noter : un dossier concerne l'arrondissement de Forcalquier, l'autre celui de Sisteron.

4 Z 222 Sapeurs-pompiers. – Gestion des effectifs, administration, équipement, prévention des incendies : tableaux des effectifs, extrait de délibération, plans de motopompe à incendie [1939], instructions, correspondance.

1866, 1922-1941

À noter : le règlement de la compagnie de sapeurs-pompiers de la ville de Forcalquier (1922).

4 Z 223 Première guerre mondiale : ordre de mobilisation.

1914

4 Z 224 Seconde guerre mondiale. – Organisation de la défense passive de l'arrondissement de Forcalquier, mise en œuvre du plan d'évacuation de la vallée de l'Ubaye : télégramme, instructions, arrêté préfectoral, liste des hôtels, correspondance commerciale avec plan, instructions, correspondance de portée générale, rapport, arrêtés du ministre de l'Intérieur portant interdiction de séjour pour espionnage, liste des boulangers mobilisés .

1932, 1937-1940

À noter : dans le dossier « instruction », une affiche sur les mesures de protection contre les effets des bombardements aériens. Dans le dossier « plan d'évacuation », un télégramme du préfet aux sous-préfets de Forcalquier et Barcelonnette donnant l'ordre de ne pas évacuer les populations civiles de la vallée de l'Ubaye, même en cas d'attaque (1^{er} juin 1940). Le 11 juin, les populations seront finalement évacuées en Lozère.

Enseignement général, affaires culturelles, sport

4 Z 225 Enseignement public. – Association des parents d'élève : statuts (1936), correspondance. Dossier d'accident survenu à l'école publique de Manosque (1925-1928). Société de défense de l'école laïque de Sisteron : statuts (1909), correspondance. Enseignement technique (1921-1923). Création, suppression de classe, travaux d'entretien : correspondance.

1902-1946

4 Z 226 Collèges. – Manosque : résultats des examens et concours (1941), correspondance sur un projet de travaux. Sisteron : dénomination du collège Paul Arène, résultats des examens et concours (1943), discours de distribution des prix (1946), demande de création d'une chaire de philosophie.

1929-1946

4 Z 227 Théâtre de verdure (Sisteron). – Subvention, réquisition de gendarmes pour le service d'ordre des représentations : ordre de réquisition, compte-rendu de gendarmerie, correspondance.

1929-1935

4 Z 228 Fête de la Haute-Provence. – Organisation : correspondance isolée du préfet aux présidents de groupes folklorique et aux sous-préfets.

1942

4 Z 229 Sport. – Développement de la pratique : avis à la presse, correspondance.

1933-1938

À noter : deux sous-dossiers sur le développement des sports d'hiver (1935-1939).

Cultes

4 Z 230 Affaires religieuses : correspondance

1905-1926

4 Z 231 Paroisses à Manosque. – Fusion : correspondance.

1873, 1874

4 Z 232 Congrégations religieuses. – Contrôle : correspondance.

1901-1911

4 Z 233 Séparation des Églises et de l'État. – Mise sous séquestre, location des presbytères : instructions, circulaires, arrêté préfectoral, correspondance.

1906-1910

4 Z 234 Fabrique de l'église de Mane. – Legs : correspondance.

1845-1852

Hôpitaux et assistance

4 Z 235-236 Hôpitaux-hospice. – Administration, legs, gestion de biens, travaux et entretien : extraits de délibérations, actes notariés, cahiers des charges, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux d’adjudication, correspondance (dossiers classés par commune).

1857-1947

4 Z 235 Banon, Forcalquier, Mane, Manosque.

1857-1947

À noter : dans le sous-dossier « gestion des biens » de l’hôpital hospice de Banon, les plans de situation des immeubles situés sur le territoire de la commune légués à l’hospice (1927, 1930).

4 Z 236 Reillanne, Sisteron.

1910-1942

À noter : le dossier de Sisteron concerne aussi le bureau de bienfaisance.

4 Z 237 Sociétés de secours mutuels. – Création, administration, dissolution : statuts, correspondance.

1898-1935

À noter : ce dossier comprend, entre autres, des sous-dossiers sur les sociétés mutualistes scolaires.

4 Z 238 Bureaux de bienfaisance. – Situation financière : états.

1927-1939

Sous-série 5 Z, sous-préfecture de Sisteron

(an VIII-1953)



14. La ville de Sisteron, le bourg Reynaud

(AD AHP, 90 Fi 26, photographe François Eysseric, 1893)

Administration générale de l'arrondissement

5 Z 1-2 **Registres des arrêtés du sous-préfet.**

5 Z 1 (7 cahiers).

an VIII (floréal)-1811

5 Z 2 (11 cahiers).

1815-1823

5 Z 3-6 **Registres de transcription de la correspondance active.**

an VIII-1837

5 Z 3 floréal an VIII-fructidor an IX (4 cahiers).

5 Z 4 juillet 1815-1^{er} mars 1821 (14 cahiers).

5 Z 5 22 juin 1821-7 juin 1826 (12 cahiers).

5 Z 6 8 juin 1826-1837 (10 cahiers).

5 Z 7 Registre de délibération du conseil d'arrondissement.

1900-1926

À noter : quelques correspondance éparses étaient dans le registre et ont été placées à part.

5 Z 8 Registre de délibération de la commission sanitaire de l'arrondissement.

1909-1953

5 Z 9 Mont de piété. – Création : projet de statuts, correspondance.

1832, 1833

À noter : un courrier épars sur l'admission d'une orpheline à la maison des orphelins de Digne (1841).

5 Z 10 Entretien des écoles primaires de l'arrondissement. – Vote des dépenses par commune : tableau.

1841

5 Z 11 Octroi de Sisteron. – Réclamations des brasseurs : correspondance.

1857

5 Z 12 Foire à Saint-Vincent-de-Noyers. – Établissement : décret impérial.

1860

170

5 Z 13 Application aux cérémonies religieuses de la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion, loi de séparation des Églises et de l'État : procès-verbaux, correspondance.

1906

Affaires militaires

5 Z 14 Poudre du magasin de Sisteron. – Vente aux particuliers : états, correspondance.

1806-1808

À noter : le mauvais état de la liasse de 1806 la rend incommunicable.

5 Z 15 Garde nationale. – Recensement : tableaux.

1814, 1870

5 Z 16 Place de Sisteron. – Bornage de la zone de fortification, adjudication des travaux pour le génie militaire, inventaire des objets mobiliers, affermage des terrains, états des lieux : procès-verbaux, états, plans, correspondance.

1830-1881

5 Z 17 Place de Sisteron. – Casernement : états, rapports, procès-verbaux, correspondance.

1829-1868

5 Z 18 Place de Sisteron. – Subsistances : baux de location, procès-verbaux, correspondance.

1833-1838

5 Z 19 Citoyens mobilisables. – Relevé : tableau.

1841

5 Z 20 Guerre de 1914-1918. – Mesures à prendre en cas de mobilisation : instructions, télégramme, correspondance.

1887-1914

Travaux publics et transports

Voirie

5 Z 21 Entretien des routes. – Ferme de la barrière et perception du « droit de passe » : extraits d'arrêtés préfectoraux, extraits de délibération, procès-verbal d'adjudication, correspondance.

An VIII-1808

5 Z 22 Élargissement de la traversé de Sisteron. – Projet de démolition de maisons : procès-verbaux de délit de grande voirie, correspondance.

1830, 1831

5 Z 23-24 Ponts en charpente sur le Jabron. – Construction.

1826-1874

5 Z 23 Communes de Châteauneuf-Miravail et de Saint-Vincent : procès-verbal d'adjudication, devis, extrait de délibérations, plan, correspondance.

1826, 1827, 1874

5 Z 24 Commune d'Entrepierre : procès-verbal d'adjudication, correspondance.

1863-1869

Navigation intérieure

5 Z 25 Bacs. – Adjudications du bac de Claret (1823-1831), de Valernes (1826, 1831), de « l'archidiacre » à Venterol (1831), de Volonne (1837) : procès-verbaux, cahier des charges, conventions, extrait d'arrêté préfectoral, correspondance.

1823-1837

5 Z 26 Digues. – Construction à Claret : extraits d'arrêtés préfectoraux, procès-verbal d'adjudication, correspondance (1824-1834) ; destruction ou endiguement sur le torrent de la Sasse : extrait d'arrêté du conseil de préfecture, extrait d'arrêté préfectoral, correspondance (1847, 1848) ; construction de la digue des « Prés-hauts » à Sisteron : plan, correspondance (1857).

1824-1857

5 Z 27 Canaux. – Contentieux, bornage, comptabilité du canal de « Saint-Tropez » à Sisteron : tableau de situation financière, extrait d'arrêté du conseil de préfecture (1826-1837) ; canal d'irrigation de Château-Arnoux : décret impérial d'utilité publique (1870).

1826-1870

À noter : dans le dossier du canal de Saint-Tropez, une affiche sur le tarif des droits exigibles sur les bacs et bateaux dans le département des Basses-Alpes (1830).

Service hydraulique

5 Z 28 Moulins. – Rachat de moulins banaux à Sisteron : correspondance (1829-1831) ; transfert du moulin et machine à battre blé et déplacement de parapet en aval du pont du Buech : extrait d'arrêté préfectoral, correspondance (1835, 1836) ; contentieux au sujet du canal d'alimentation du moulin Roux et Provençal sur le Buech : plan, extrait d'arrêté préfectoral, correspondance (1847) ; injonction d'exécution de travaux au moulin et usine du sieur Escudier à Valernes (1861) : extrait d'arrêté préfectoral, correspondance (1861).

1829-1861

5 Z 29 Gravier dans le lit de la Durance (Curbans). – Concession : correspondance.

1830

INDEX

Tableau méthodique des mots matières utilisés

Les mots matières sont exclusivement issus de ceux proposés par le thésaurus pour la description et l'indexation des archives locales anciennes, modernes et contemporaines (Instruction DITN/RES/2009/006 du 8 juin 2009).

1. Administration

1.1 Administration générale

Commune

Conseil d'arrondissement

Conseiller municipal

Établissement public de coopération intercommunale

Fonctionnaire de l'état

Fonctionnaire territorial

Hôtel de la sous-préfecture

Hôtel de ville

Personnel

1.2 Finances publiques

Biens communaux

Cimetière

Comptabilité publique

Domaine public

1.3 Fiscalité

Contributions indirectes

Droits de circulation

Droits de douane

Octroi

1.4 Police

Agent de la force publique

Animal nuisible

Débit de boissons

Détention d'armes

Gendarmerie

Interdit de séjour

Police administrative
Police de la chasse
Police de la pêche
Police des eaux
Police des jeux
Police des mœurs
Police judiciaire
1.5 Protection civile
Catastrophe naturelle
Incendie
Inondation
Sapeur pompier
Sinistre
Installation classée

2. Agriculture

2.1 Économie rurale

Aménagement des eaux
Association syndicale de propriétaire
Chemin rural
Concours agricole
Coopérative agricole
Droits d'usage forestiers
Hydraulique agricole
Irrigation
Transhumance
Vie pastorale

2.2 Forêt

Pâturage
Reboisement

2.3 Production agricole

Abattoir
Calamité agricole
Équidé
Industrie textile
Maladie des animaux

Maladie des végétaux

Reproduction animale

3. Communications

3.1 Messagerie

Distribution postale

Pigeon voyageur

Poste

Télécommunications

Télégraphe

3.2 Transport

Aérodrome

Bateau de navigation intérieure

Circulation routière

Gare

Transport en commun

Transport ferroviaire

Véhicule automobile

4. Économie

4.1 Action économique

Police économique

Prix

4.2 Commerce

Marchand forain

Manifestation commerciale

Marché de détail

Poids-et-mesure

4.3 Entreprise

Banque mutualiste

Caisse d'épargne

Chambre consulaire

Organisation professionnelle

Société coopérative

4.4 Industrie

Carrière

Exploitation minière

Industrie du bois
Industrie extractive
Poterie
Tuilerie

4.5 Énergie

Distribution électrique
Énergie hydraulique
Production électrique

5. Education et sciences

5.1 Organisation scolaire

Collège
École
Enseignement élémentaire
Enseignement préélémentaire
Enseignement public

5.2 Recherche scientifique

Société savante

5.3 Vie scolaire

Accident scolaire
Centre de vacances

6. Équipement

6.1 Environnement

Eau souterraine
Expropriation
Nappe d'eau
Traitement des eaux usées
Travaux d'utilité publique

6.2 Immobilier

Construction
Démolition

6.3 Urbanisme

Eau potable
Équipement collectif
Fontaine
Installation sanitaire publique

Lavoir

Place publique

6.4 Voie de communication

Ouvrage d'art

Réseau routier

7. Extérieur

7.1 Défense du territoire

Armée

Armée de terre

Atteinte à la sûreté de l'État

Caserne

Fortification

Garde nationale

Garde particulier

Génie militaire

Infrastructure militaire

Manœuvre militaire

Mobilisation

Ravitaillement militaire

Recrutement militaire

Réquisitions militaires

7.2 Guerre

Conscription

Ravitaillement

Camp d'internement

Défense passive

Œuvre de guerre

Prisonnier de guerre

Réfugié de guerre

Victime de guerre

7.3 Relations internationales

Colonisation

Frontière

8. Justice

8.1 Condition pénitentiaire

Établissement pénitentiaire

8.2 Justice civile

Contentieux administratif

8.3 Justice pénale

Contrebande

Infraction militaire

Meurtre

Terrorisme

8.4 Organisation judiciaire

Juridiction

9. Opinion

9.1 Élection

Droits civiques

Élection cantonale

Élection législative

Élection municipale

Élection sénatoriale

Maire

Référendum

9.2 Vie politique

Anarchisme

Parti politique

9.3 Vie publique

Association

Cérémonie publique

Commémoration

Distinction honorifique

Dons-et-legs

Presse

Propagande

9.4 Vie religieuse

Association culturelle

Congrégation

Culte

Édifice cultuel

Fabrique d'église
Presbytère
10. Société
10.1 Emploi
Assurance vieillesse
Chômage
Population active
Travailleur étranger
10.2 Population
Émigration
Étranger
Naturalisation
Nomade
Recensement de population
Sans domicile fixe
10.3 Protection sociale
Adulte handicapé
Allocation militaire
Invalide de guerre
Société mutualiste
Structure communale d'aide sociale
10.4 Santé
Action sanitaire
Épidémie
Établissement de santé
Établissement médico social
Hygiène alimentaire
Organisation sanitaire
Profession médicale
Vaccination
10.5 Travail
Conditions du travail
Conflit du travail
Syndicat professionnel
Travail des enfants

11 Temps libre et sociabilité

11.1 Culture

Archéologie

Cinéma

Manifestation culturelle

Musée

Musique

Patrimoine architectural

Salle de spectacles

11.2 Loisirs

Bal public

Chasse

Fête

Sport

11.3 Tourisme

Hôtel de tourisme

Refuge de montagne

Index général

Cet index regroupe en une liste unique les mots matières, les noms de personnes et les noms géographiques contenus dans les analyses du répertoire. Les mots matières sont ceux qui ont été présentés dans le tableau méthodique. Les noms de personne sont en petite majuscule, suivi du prénom. Les noms géographiques sont en italique. La référence est faite à la côte de l'article.

Abattoir : 1 Z 62.

Accident scolaire : 4 Z 225.

Action sanitaire : 1 Z 46-48, 1 Z 61, 2 Z 23-25, 4 Z 93-95, 5 Z 8.

Administration générale : 1 Z 1-6, 58, 60, 65, 68, 71-73, 75, 79, 82, 84, 86, 89, 91, 94, 98, 101, 104, 106, 108, 2 Z 1-4, 39-47, 49-57, 59-87, 89, 3 Z 1-2, 4 Z 1-42, 116-120, 122-141, 143-184, 186-192, 195-200, 202-205, 207-210, 212-219, 5 Z 1-7.

Adulte handicapé : 2 Z 125.

Aérodrome : 4 Z 71.

Agent de la force publique : 1 Z 138-140, 4 Z 221, 5 Z 15.

Agriculture : 1 Z 53-54, 2 Z 28-31, 4 Z 44, 4 Z 97, 4 Z 100.

Algérie : 1 Z 91.

Allocation militaire : 1 Z 134, 2 Z 102-104.

Allons (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 39, 113-114.

Allos (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 13, 25, 55, 58-59, 111, 114, 123, 158, 163, 168, 172, 183, 187, 190, 192, 2 Z 6.

Aménagement des eaux : 1 Z 164, 166-167, 170, 5 Z 26.

Anarchisme : 1 Z 39-41, 2 Z 21.

Angles (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 40, 114.

Animal nuisible : 1 Z 80.

Annot (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 41, 93, 99, 106, 110, 113-114, 121, 125.

Archéologie : 1 Z 4.

Armée : 1 Z 65, 68, 71, 75, 80, 86, 94, 129-155, 2 Z 54, 58, 92-93, 96-99, 101-105, 4 Z 220.

Armée de terre : 1 Z 13.

Argens (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui La Mure-Argens) : 2 Z 42, 109.

Arles (Bouches-du-Rhône, France) : 1 Z 190.

Association : 1 Z 28-29, 2 Z 17, 4 Z 67-70.

Association culturelle : 1 Z 184.

Association syndicale de propriétaires : 1 Z 59, 72, 78, 84, 114-115, 164, 166-170, 2 Z 44-47, 49, 54, 57-58, 60, 63, 65-66, 73, 77-78, 82, 84, 87, 4 Z 64-66, 126, 130, 133, 137, 139, 142, 159, 172, 202-203, 209, 211, 213-215, 217-219.

Assurance vieillesse : 2 Z 123.

Astoin (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Bayons) : 1 Z 116.

Atteinte à la sûreté de l'État : 2 Z 21.

Aubenas (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Aubenas-les-Alpes) : 4 Z 117.

Aubignosc (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 118.

Augès (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Mallefougasse-Augès) : 4 Z 119.

Aurent (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Braux) : 2 Z 42, 60, 113.

Authon (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 120.

Avignon (Vaucluse, France) : 1 Z 10.

Bal public : 1 Z 34.

Banon (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 121, 235.

Banque mutualiste : 4 Z 100.

Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 11, 25, 27, 60-64, 111, 114, 117-122, 150, 157, 160, 163, 167-168, 170-172, 175-177, 179, 182-183, 187, 190, 192.

Bateau de navigation intérieure : 5 Z 25.

Bayons (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 122.

Beaudument (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Sourribes) : 4 Z 202.

Beauvezer (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 44, 94, 106, 114, 120-121.

Bellaiffaire (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 123.

Bevons (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 124.

BERTHELOT, Marcellin : 4 Z 11.

Biens communaux : 1 Z 61, 69, 71-72, 74, 76, 80, 82, 84, 86, 91, 95, 102, 108, 117-121, 144, 4 Z 121-123, 125-126, 128, 131, 134, 137, 1398, 142-143, 147, 149, 153-154, 156-159, 165, 169, 172, 174, 176-182, 185-187, 189, 193, 195-200, 202-204, 207-209, 211, 213-214, 216-219.

Blieux (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 45, 113, 121, 125.

Braux (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 46, 60, 106, 109-110, 113-114, 121.

Caisse d'épargne : 2 Z 124.

Calamité agricole : 4 Z 101.

Camp d'internement : 2 Z 41, 99.

Carniol (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Simiane-la-Rotonde) : 4 Z 127.

Carrière : 1 Z 65, 84, 86, 95-96, 104, 117, 174, 4 Z 111, 154, 186.

Caserne : 1 Z 61, 117, 2 Z 37, 92, 5 Z 17.

Castellane (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 22, 36, 47-48, 92, 98-99, 106, 109-110, 112-114, 119, 121, 124-125.

Castellet-les-Sausses (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 49, 106, 113, 125.

Castellet-Saint-Cassien (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Val-de-Chalvagne) : 2 Z 50, 58, 113.

Castillon (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Castellane) : 2 Z 51.

Castillon, lac de (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 47.

Catastrophe naturelle : 1 Z 13, 4 Z 219.

Ceillac (Hautes-Alpes, France) : 1 Z 13.

Centre de vacances : 1 Z 30.

Cérémonie publique : 1 Z 11, 2 Z 5-6, 4 Z 43.

Céreste (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 132.

Chambre consulaire : 4 Z 100, 2 Z 13.

Chasse : 1 Z 80, 190, 4 Z 99.

Chasteuil (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Castellane) : 2 Z 52, 113-114.

Château-Arnoux (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Château-Arnoux-Saint-Auban) : 4 Z 66, 92, 128, 5 Z 27.

Châteaufort (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 129.

Châteauneuf-Miravail (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 130, 5 Z 23.

Châteauneuf-Val-Saint-Donnat (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 131.

Chantier : 2 Z 111.

Chemin rural : 1 Z 112, 164.

Chômage : 1 Z 56, 4 Z 113.

Cimetière : 1 Z 96, 2 Z 39, 41, 73, 105, 4 Z 131, 153, 201.

Cinéma : 1 Z 31, 4 Z 62, 217.

Circulation routière : 1 Z 163.

Clamensane (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 133.

Claret (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 134, 5 Z 25-26.

Collège : 1 Z 118, 4 Z 226.

COLLOMP, Ferdinand : 2 Z 4.

Colmars (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 54, 92, 94, 106, 113, 121.

Colonisation : 1 Z 91.

Commémoration : 1 Z 151, 155, 2 Z 63, 105.

Commerce : 1 Z 34, 55, 2 Z 33-36, 4 Z 80, 103-109.

Commune : 1 Z 57.

Comptabilité publique : 1 Z 123-124.

Concours agricole : 1 Z 54, 2 Z 31, 4 Z 100.

Conditions du travail : 1 Z 56, 4 Z 112-113.

Conflit du travail : 1 Z 56, 2 Z 21, 4 Z 110, 112.

Congrégation : 1 Z 181, 184, 2 Z 48, 116, 4 Z 232.
 Conscription : 1 Z 152-155, 2 Z 44, 46, 101.
 Conseil d'arrondissement : 1 Z 7-9, 19, 5 Z 7.
 Conseiller municipal : 2 Z 12, 39, 42, 45, 56, 61, 66-67, 69, 79, 81, 87, 97.
 Construction : 1 Z 58, 66, 70, 95.
 Contentieux administratif : 1 Z 94-95, 108, 114, 118-120.
 Contrebande : 1 Z 39-41, 126.
 Contributions indirectes : 1 Z 125.
 Coopérative agricole : 1 Z 55, 4 Z 100, 103, 217.
Corbières (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65-66, 135.
Courchons (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-André-les-Alpes) : 2 Z 55, 114.
Cruis (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 136.
 Culte : 1 Z 59, 62, 66, 70-72, 74, 77, 81, 83, 85, 88-89, 92, 96, 100, 103, 105, 107, 109, 180, 2 Z 39-40, 42, 44-46, 48-48, 68, 72, 78, 85, 114-118, 4 Z 122, 128, 131, 133-134, 137, 139, 143, 174-178, 180-181, 185-187, 189-190, 194, 198, 201-202, 204, 206-207, 209, 214-216, 230-234, 5 Z 13.
Curbans (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 137.
Curel (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 138.
Dauphin (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65, 139.
 Débit de boissons : 1 Z 34, 2 Z 19.
 Défense passive : 2 Z 98.
Demandolx (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 47, 56, 106, 113, 125.
 Démolition : 5 Z 22.
 Détention d'armes : 4 Z 58, 5 Z 14.
Digne (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 3 Z 1.
 Distinction honorifique : 1 Z 12, 24, 4 Z 44-45.
 Distribution électrique : 1 Z 61, 70, 76, 81, 87, 102, 4 Z 115, 165, 191.
 Distribution postale : 1 Z 127.
 Domaine public : 1 Z 117-121.
 Dons-et-legs : 1 Z 58, 61, 66, 73, 76, 80, 82, 87, 95, 187, 190-194, 2 Z 39, 41, 44, 47, 119, 121.
 Droits civiques : 1 Z 88.
 Droits d'usage forestiers : 1 Z 112.
 Droits de circulation : 5 Z 21.
 Droits de douane : 1 Z 75, 126.
Durance, (cours d'eau) : 1 Z 89.
 Eau potable : 1 Z 58, 61, 66, 69, 74, 81, 83-84, 87, 89, 91, 96, 99, 102, 106, 2 Z 79, 109, 4 Z 121, 137, 142-143, 149, 159, 165, 176-177, 191, 194, 201.

Eau souterraine : 1 Z 61.

Ébouleau (*Aisne, France*) : 1 Z 155.

École : 1 Z 74, 82, 88, 109, 2 Z 113.

Économie : 4 Z 96, 109.

Édifice cultuel : 1 Z 59, 62, 92, 181, 185, 186.

Élection : 1 Z 14-15, 75, 2 Z 13-14, 4 Z 110-111.

Élection cantonale : 1 Z 19, 2 Z 11, 4 Z 48.

Élection législative : 1 Z 17-18, 2 Z 10, 4 Z 47.

Élection municipale : 1 Z 20-22, 2 Z 12, 4 Z 49-54.

Élection sénatoriale : 1 Z 16, 2 Z 9, 4 Z 46.

Émigration : 1 Z 52.

Enchastrayes (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 25, 27, 71, 114, 117-120, 142, 168, 170, 172, 183, 187, 192.

Énergie hydraulique : 1 Z 96, 171, 2 Z 110, 5 Z 28.

Enseignement élémentaire : 1 Z 175.

Enseignement préélémentaire : 1 Z 176.

Enseignement public : 1 Z 59, 63, 67, 70-72, 74, 78, 81, 83, 85, 88, 90, 93, 97, 100, 103, 105, 107, 109, 2 Z 39-44, 46, 48-49, 54, 58, 60, 68-69, 72-74, 76, 78, 82, 85, 88, 4 Z 121-123, 125-126, 128, 130-131, 133-134, 137-139, 143, 149, 156, 158-159, 169, 172, 175, 176, 178, 179-182, 185-186, 189-191, 194-199, 201-203, 206-207, 209, 211, 213-219, 225, 5 Z 10.

Entrepierrres (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65, 140, 5 Z 6, 24.

Entrevaux (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 57-58, 92, 106, 110, 119, 121, 125.

Éoulx (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Castellane) : 2 Z 59, 114, 125.

Épidémie : 1 Z 47-48, 2 Z 23, 77, 4 Z 95.

Équidé : 1 Z 132.

Équipement collectif : 4 Z 227.

Esparron-la-Bâtie (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Bayons) : 4 Z 143.

Établissement de santé : 1 Z 63, 4 Z 235-236.

Établissement médico social : 1 Z 118, 189-193, 4 Z 52-53.

Établissement pénitentiaire : 1 Z 117, 179, 2 Z 20.

Établissement public de coopération intercommunale : 4 Z 115.

Étranger : 1 Z 37, 39-41, 2 Z 21, 4 Z 81-85, 87-89, 113.

Exploitation minière : 1 Z 174, 4 Z 110-111, 186, 202, 217.

Expropriation : 1 Z 115.

Fabrique d'église : 1 Z 65, 115, 183, 186-187, 2 Z 117, 4 Z 234.

Faucon-de-Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 13, 25, 27, 47, 72, 117-120, 168, 172, 183, 187, 190.

Faucon-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 144.

Feissal (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Authon) : 4 Z 145.

Fête : 4 Z 228.

Finances publiques : 1 Z 61, 65, 69, 75, 79, 82, 84, 89, 94, 98, 101, 104, 110, 2 Z 46, 50, 79, 87, 90-91.

Fonctionnaire : 4 Z 80.

Fonctionnaire de l'État : 1 Z 123, 2 Z 8, 123.

Fonctionnaire territorial : 1 Z 61, 65, 69, 75, 79, 82, 84, 94, 101.

Fontaine : 1 Z 61, 66, 72, 80, 84, 105, 168.

Fontienne (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 146.

Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 60, 4 Z 63, 147, 220, 222, 235.

Forêt : 1 Z 59, 66, 70, 72, 74, 76, 80, 82, 84, 87, 89, 91, 95, 99, 102, 105-106, 108, 111-113, 121, 2 Z 32, 41-44, 60, 68, 73, 82-83, 4 Z 99, 122-123, 126, 131, 133, 137, 143, 149, 158, 165, 174, 181-182, 186, 195, 204, 206-209, 211, 214-215.

Fortification : 1 Z 56, 141-143, 145-146, 5 Z 16-18.

Fours (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Uvernet-Fours) : 1 Z 25, 27, 73-74, 111, 114, 117-120, 131, 168, 172, 183, 187, 192.

Frontière : 1 Z 37, 39-41, 2 Z 21.

Ganagobie (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 148.

Garde nationale : 1 Z 138.

Garde particulier : 1 Z 24-27, 89, 168, 2 Z 17, 44-47, 49, 53, 56-57, 61-62, 64-66, 68, 70-71, 74, 76, 78-80, 84-85, 89-90, 4 Z 55-57.

Gare : 1 Z 61, 161-162.

Gendarmerie : 1 Z 58, 83, 2 Z 37, 78, 95.

Génie militaire : 1 Z 141-143, 145-146, 5 Z 16.

Gigors (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 149.

Guerre (1914-1918) : 1 Z 147-156, 2 Z 96-105, 4 Z 223, 5 Z 20.

Guerre (1939-1945) : 4 Z 224.

Guerre d'Espagne (1936-1939) : 4 Z 79, 86.

Hôtel de la sous-préfecture : 2 Z 38.

Hôtel de tourisme : 2 Z 22.

Hôtel de ville : 1 Z 62, 91.

Hydraulique agricole : 1 Z 61, 89, 92, 167, 4 Z 64-66, 5 Z 27-28.

Hygiène alimentaire : 1 Z 49.

Incendie : 1 Z 75, 82-84, 89, 2 Z 42, 4 Z 204, 214.

Industrie : 1 Z 53, 55, 2 Z 33-36, 4 Z 109, 111-112.

Industrie du bois : 1 Z 91.

Industrie extractive : 5 Z 29.

Industrie textile : 2 Z 27.

Infraction militaire : 1 Z 38-41, 154-155, 2 Z 45, 99.

Infrastructure militaire : 1 Z 65, 68, 122, 142-144.

Inondation : 2 Z 7.

Installation classée : 4 Z 92.

Installation sanitaire publique : 1 Z 62.

Insurrection de 1851 : 4 Z 72, 156.

Interdit de séjour : 1 Z 42.

Invalide de guerre : 1 Z 155, 2 Z 105.

Irrigation : 1 Z 61, 164-165, 167-169.

Jabron, (cours d'eau) : 5 Z 23, 24.

Japon : 2 Z 5.

Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 13, 25, 27, 75-78, 117, 142, 150, 168, 170, 172, 174, 190.

Juridiction : 1 Z 61, 82, 2 Z 13.

Justice : 1 Z 61, 65, 69, 71, 102, 105.

La Bréole (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 13, 25, 47, 65-67, 114, 159, 168, 170, 172, 178, 183, 187, 192.

La Brillanne (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 66, 125.

La Colle-Saint-Michel (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Thorame-Haute) : 2 Z 53, 106, 114.

La Condamine-Châtelard (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 25, 27, 40, 68-70, 111, 114, 117, 121, 141-142, 157, 159, 166, 168, 170, 172, 174, 183, 187.

La Garde (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 61, 113.

La Motte (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui la Motte-du-Caire) : 4 Z 64, 165.

La Mure (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui La Mure-Argens) : 2 Z 66, 106, 113-114.

La Rochegiron (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 183.

La Rochette (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 71, 113-114.

Larche (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 13, 25, 27, 48, 79-81, 111-112, 114, 142, 150, 157, 163, 169, 172, 183, 187, 190, 192.

Lardiers (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 151.

Lauzaniens, Lac du (Larche, Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 79.

Lavoir : 1 Z 61-62, 111.

Le Caire (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 126.

Le Fugeret (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 60, 106, 109-110, 113, 120.

Le Lauzet (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Le Lauzet-Ubaye) : 1 Z 13, 26-27, 82-83, 111, 114, 116, 142, 157, 169-170, 172-174, 176, 186, 192.

Le Lauzet, Lac du (Le Lauzet-Ubaye, Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 104.

Le Poil (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Senez) : 2 Z 69, 113.

Les Omergues (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 169.

Les Thuiles (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 26, 104-105, 115, 117-120, 159, 169, 172, 183, 187.

L'Escalé (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 141-142.

L'Hospitalet (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 150.

Limans (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 152.

Lincel (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-Michel-l'Observatoire) : 4 Z 153

Lurs (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 154

Maire : 2 Z 40, 43, 46, 49-50, 54, 56, 64, 66, 69-70, 72-74, 76, 78, 80-81, 83, 87.

Majastres (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 62, 114.

Maladie des animaux : 1 Z 54, 98, 2 Z 23.

Maladie des végétaux : 1 Z 53.

Mallefougasse (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Mallefougasse-Augès) : 4 Z 155.

Mane (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 156, 234, 235.

Manifestation commerciale : 1 Z 55, 4 Z 103, 5 Z 12.

Manifestation culturelle : 1 Z 34.

Manœuvre militaire : 1 Z 131, 136-137.

Manosque (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 66, 157, 225-226, 231, 235.

Marchand forain : 2 Z 35, 4 Z 75, 104-108.

Marché de détail : 1 Z 55.

Marseille (Bouches-du-Rhône, France) : 1 Z 190.

Méailles (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 63, 106, 113, 120, 125.

Melve (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 158.

Méolans (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Méolans-Revel) : 1 Z 13, 26-27, 84-85, 111, 115, 158-159, 167, 169-173, 183, 187.

Meyronnes (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 13, 26-27, 47, 79-80, 86-88, 111-112, 115, 121, 142, 144, 157, 170, 172, 183, 185, 187, 193.

Meurtre : 1 Z 178.

Mison (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 159.

Mobilisation : 1 Z 132, 148, 2 Z 96.

Montblanc (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Val-de-Chalvagne) : 2 Z 58, 64, 113.
Montfort (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 160.
Montfuron (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 161.
Montjustin (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 162.
Montlaux (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 163.
Montsalier (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 164.
Moriez (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 65, 106, 113-114.
Musée : 1 Z 190.
Musique : 2 Z 17, 4 Z 70, 196, 218.
Nappe d'eau : 1 Z 59.
Naturalisation : 4 Z 87-89.
Nibles (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 166.
Niozelles (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 167.
Nomade : 4 Z 76, 217.
Noyers-sur-Jabron (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 168.
Octroi : 1 Z 60, 2 Z 36, 47, 5 Z 6, 11.
Œuvre de guerre : 1 Z 149-150, 155.
Ongles (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 170.
Oppedette (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 171.
Organisation professionnelle 1 Z 56, 4 Z 100.
Organisation sanitaire : 1 Z 44, 54, 2 Z 23, 4 Z 93, 95, 5 Z 8.
Ouvrage d'art : 1 Z 104, 157-159, 5 Z 23-24.
Parti politique : 4 Z 77-78.
Patrimoine architectural : 1 Z 62, 95, 177, 2 Z 47-49, 71, 114, 4 Z 132, 156, 218.
Pâturage : 1 Z 54, 59, 76, 79-80, 82, 84, 87, 89, 91, 95, 99, 102, 105, 109, 111-112, 118-121, 190, 2 Z 32, 42, 45-47, 49, 4 Z 99, 122-123, 126, 131, 133, 143, 149, 165, 174, 181-182, 186, 204, 206-209, 211, 214-215.
Peipin (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 172.
Personnel : 2 Z 8.
Peyresc (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Thorame-Haute) : 2 Z 67, 113.
Peyroules (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 68, 106, 109.
Peyruis (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 173.
Piegut (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 174.
Pierrerie (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 175.
Pierrevert (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 176.
Pigeon voyageur : 4 Z 59.

Place publique : 1 Z 116.

Poids-et-mesures : 2 Z 34.

Police : 1 Z 82, 86, 2 Z 21-22.

Police administrative : 1 Z 28-35, 50, 2 Z 15-20, 26, 4 Z 73-74, 90-92.

Police de la chasse : 1 Z 27, 33, 106, 2 Z 16.

Police de la pêche : 1 Z 80, 4 Z 99.

Police des eaux : 1 Z 80.

Police des jeux : 1 Z 32, 2 Z 18, 4 Z 61.

Police des mœurs : 1 Z 35, 2 Z 19, 24.

Police économique : 1 Z 55.

Police judiciaire : 1 Z 23, 43.

Pontis (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 26, 89-90, 111, 115, 169, 183, 187, 195.

Population : 1 Z 53.

Population active : 1 Z 56.

Poste : 1 Z 58, 68, 75, 80, 86, 91, 94, 102, 2 Z 23, 47, 85, 4 Z 122.

Poterie : 2 Z 110.

Presbytère : 2 Z 118.

Presse : 4 Z 60.

Prisonnier de guerre : 1 Z 82, 150.

Prix : 1 Z 55.

Production électrique : 1 Z 172-173.

Profession médicale : 1 Z 45, 2 Z 23.

Propagande : 2 Z 97-98.

Protection sociale : 1 Z 59, 63, 66, 77, 81, 83, 85-86, 89, 92, 64, 98, 101, 107, 188, 195-199, 2 Z 39-46, 48-49, 54, 58, 60, 62-63, 65-69, 73-74, 77-79, 82-85, 88-89, 119-125, 4 Z 122-123, 126, 130-131, 133-134, 137-139, 142-143, 149, 156, 158-159, 165, 169, 172, 174-177, 180-182, 185-187, 189-190, 196-199, 202-204, 206-209, 211, 213-219, 235-238, 5 Z 9.

Prunières, gare de (Hautes-Alpes, France) : 1 Z 163.

Puget-Théniers (Alpes-Maritimes, France) : 2 Z 73.

Ravitaillement : 2 Z 100.

Ravitaillement : 2 Z 100.

Ravitaillement militaire : 1 Z 133, 5 Z 18.

Reboisement : 1 Z 111, 117, 2 Z 43.

Recensement de population : 1 Z 51.

Recrutement militaire : 1 Z 38, 154-155, 5 Z 19.

Redortiers (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 177.

Référendum : 1 Z 15.

Refuge de montagne : 1 Z 157.

Réfugié de guerre : 2 Z 99, 4 Z 86.

Reillanne (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 178, 236.

Reproduction animale : 1 Z 132, 4 Z 102.

Réquisitions militaires : 1 Z 130, 149.

Réseau routier 1 Z 59, 62, 66, 70-72, 74, 76-77, 81, 83-84, 87, 89, 92, 96, 100, 102, 105-106, 109, 114-115, 146, 157-160, 2 Z 39-47, 49, 54, 58, 60, 63, 65-67, 69, 72-74, 77-79, 82-85, 87, 89, 106, 112, 4 Z 114, 121-123, 125-126, 128, 130-131, 133-134, 137-139, 142-143, 147, 149, 153-154, 156-159, 165, 169, 172, 175-182, 185-187, 189-191, 194-199, 201-204, 206-209, 211, 213-219, 5 Z 21-22.

Restefond, fort de (Jausiers, Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 56, 145.

Revel (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Méolans-Revel) : 1 Z 26, 91-93, 111, 115, 157, 167, 169-173, 183, 187, 193.

Revest-des-Brousses (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 66, 179.

Revest-du-Bion (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 180.

Revest-Saint-Martin : 4 Z 181.

Reynier (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Bayons) : 4 Z 182.

Robion (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Castellane) : 2 Z 70, 113.

Rougon (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 72, 113.

Rousset (Hautes-Alpes, France) : 1 Z 59.

Saint-André (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-André-les-Alpes) : 2 Z 73, 106, 113, 121, 125.

Saint-Benoît (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 74, 110, 113.

Saint-Étienne (Alpes-de-Haute-Provence, France, aujourd'hui Saint-Étienne-les-Orgues) : 4 Z 64, 184-185.

Saint-Geniez (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 186.

Saint-Julien (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-Julien-du-Verdon) : 2 Z 75, 109, 113.

Saint-Maime (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 187.

Saint-Martin-les-Eaux (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Manosque) : 4 Z 188.

Saint-Michel (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-Michel-l'Observatoire) : 4 Z 65, 189.

Saint-Paul (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-Paul-sur-Ubaye) : 1 Z 26, 27, 80, 94-97, 112-113, 115-117, 121, 141-142, 169-170, 172, 174, 183, 187, 193.

Saint-Pierre (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 33, 76, 114, 122.

Saint-Pons (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 26, 98-100, 111, 115, 117-120, 167, 169-172, 183, 187, 193.

Saint-Symphorien (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Entrepierres) : 4 Z 190.

Saint-Vincent-du-Lauzet (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-Vincent-les-Forts) : 1 Z 13, 26, 101-103, 111, 115, 142-143, 146, 157, 169-170, 172, 183, 187, 190

Saint-Vincent (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Saint-Vincent-sur-Jabron) : 4 Z 65, 191, 5 Z 6, 12, 23

Sainte-Croix-à-Lauze (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 192.

Sainte-Tulle (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65-66, 193-194.

Salignac (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64-65, 195.

Salle de spectacles : 4 Z 63.

Sans domicile fixe : 1 Z 38.

Sapeur pompier : 1 Z 65, 75, 82, 86, 94, 140, 2 Z 94, 4 Z 222.

Sasse, (cours d'eau) : 5 Z 26.

Saumane (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 196.

Sausses (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 49, 77, 106, 113, 121, 125.

Savines (Hautes-Alpes, France) : 1 Z 89.

Second Empire (1852-1870) : 1 Z 10.

Selonnet (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 13.

Senez (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 78, 106, 109, 121.

Séparation des Églises et de l'État (1905) : 1 Z 181-182, 2 Z 117, 4 Z 233, 5 Z 13.

Serbe : 1 Z 150.

Sigonce (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65, 197.

Sigoyer (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 198.

Simiane (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Simiane-la-Rotonde) : 4 Z 199.

Sinistre : 1 Z 13, 53, 96, 2 Z 7, 4 Z 98.

Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 60, 65-66, 92, 94, 96, 200-201, 220, 225-227, 236, 5 Z 6, 26-27.

Société coopérative : 2 Z 41, 58.

Société mutualiste : 1 Z 194, 4 Z 110-111, 237.

Société savante : 1 Z 87.

Soleilhas (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 79, 109-110, 113-114, 131.

Sourribes (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65, 202.

Sport : 1 Z 59, 4 Z 229.

Structure communale d'aide sociale : 1 Z 182.

Surveillance du territoire : 1 Z 36-37, 39-42, 2 Z 21-22, 97-99, 4 Z 77-78, 80-81.

Syndicat professionnel : 4 Z 113.

Taloire (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Castellane) : 2 Z 80, 113, 121.

Taulanne (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Castellane) : 2 Z 81.

Télécommunications : 1 Z 102, 128.

Télégraphe : 1 Z 128, 142.

Terrorisme : 4 Z 80.

Thèze (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 203.

Thorame-Basse (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 82, 106, 106, 113-114, 121, 125.

Thorame-Haute (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 83, 106, 113-114, 121, 125.

Tourisme : 1 Z 59, 64, 2 Z 41, 44, 4 Z 185.

Tournoux, fort de (Saint-Paul-sur-Ubaye, Alpes-de-Haute-Provence, France) : 1 Z 40, 68, 80, 141-142, 146.

Traitement des eaux usées : 1 Z 83, 96, 164, 2 Z 109.

Transhumance : 2 Z 47.

Transport : 1 Z 86, 2 Z 108.

Transport en commun : 1 Z 81.

Transport ferroviaire : 1 Z 161-162, 2 Z 73, 83, 107.

Travail des enfants : 1 Z 56.

Travailleur étranger : 1 Z 56.

Travaux d'utilité publique : 1 Z 157-159.

Tuilerie : 2 Z 110.

Turriers (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 204.

Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Le Lauzet-Ubaye) : 1 Z 13, 26-27, 106-107, 115, 117, 157, 159, 169, 171, 172-173, 183, 187.

Ubaye, vallée de l' (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 224.

Ubraye (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 60, 84, 109, 113-114, 121, 125.

Urtis (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Venterol) : 4 Z 205, 206.

Uvernet (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Uvernet-Fours) : 1 Z 13, 26-27, 108-109, 111, 115, 117-120, 167, 169-170, 172, 183, 187.

Vaccination : 1 Z 48, 4 Z 95.

Vachères (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 207.

Valavoire (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 208.

Valbelle (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65, 209.

Valernes (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65, 210-211, 5 Z 25, 28.

Valsaintes (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Simiane-la-Rotonde) : 4 Z 212.

Vars, route du col de (Alpes-de-Haute-Provence / Hautes-Alpes) : 1 Z 56.

Vaumeilh (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 213.

Ventavon (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 64, 66.

Venterol (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 214, 5 Z 25.

Verdon, (cours d'eau) : 2 Z 111.

Vergons (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 60, 85, 106, 109-110, 113.

Véhicule automobile : 1 Z 132.

Victime de guerre : 1 Z 149-150, 155.

Vie pastorale : 2 Z 56, 67.

Vilhosc (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Entrepierres) : 4 Z 65, 215.

Villars-Brandis (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Castellane) : 2 Z 86, 113.

Villars-Colmars (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 2 Z 87-88, 106, 113-114, 120-121.

Villemus (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 216.

Villeneuve (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 217.

Villevieille (Alpes-de-Haute-Provence, France ; aujourd'hui Val-de-Chalvagne) : 2 Z 89, 113-114, 121.

Volonne (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65-656, 218, 5 Z 25.

Volx (Alpes-de-Haute-Provence, France) : 4 Z 65, 219.

ANNEXES

Liste chronologique des versements des sous-préfectures du département aux archives départementales²⁶³ :

Il n'existe aucun bordereau de versement pour les archives des sous-préfectures entre 1853 et 1940.

1^{er} décembre 1926, sous-préfecture de Sisteron, registres ou liasses. Dates extrêmes non indiquées.

14 décembre 1926, sous-préfecture de Castellane, 1 m³ 400 environ. Dates extrêmes non indiquées.

23 avril 1927, sous-préfecture de Sisteron, documents financiers. Il s'agit probablement de documents émanant de la recette des finances.

29 décembre 1927, sous-préfecture de Castellane, documents financiers déposés par la recette des finances.

21 janvier 1928, sous-préfecture de Castellane, documents financiers déposés par la recette des finances. Ils sont triés et vendus pour la plupart.

29 juillet et 2 août 1932, sous-préfecture de Forcalquier, versement des rôles, échantillon provenant de l'ancienne recette des finances.

5 octobre 1932, sous-préfecture de Barcelonnette, rôles des contributions directes des perceptions de l'arrondissement.

10 juin 1943, sous-préfecture de Forcalquier, anciennes affiches électorales, 3 liasses.

21 juillet 1954, sous-préfecture de Barcelonnette, 26 liasses.

3 avril 1957, sous-préfecture de Forcalquier, dossiers divers, 219 liasses.

Janvier 1958, sous-préfecture de Castellane, cartes d'identité de français, demandes de permis de chasse, 10 liasses.

26 octobre 1967, sous-préfecture de Barcelonnette, documents divers, 89 liasses, 2m.

1^{er} juillet 1986, sous-préfecture de Forcalquier, archives de 1860 à 1940, 6 ml.

14 octobre 1986, sous-préfecture de Forcalquier, archives de 1940 à 1968, 30 ml.

1988, sous-préfecture de Castellane, dossiers d'affaires communales, dossiers divers, dates extrêmes non mentionnées, 24 ml.

Il n'y a pas de registre des entrées entre 1996 et 1998.

15 novembre 1996, sous-préfecture de Barcelonnette, mentionne des documents allant en 1 Z, 27 ml²⁶⁴.

23 février 1998, sous-préfecture de Castellane, dossiers communaux, 1943-1984, 2, 80 ml,

1 041 W.

²⁶³ AD AHP, consultation des registres des entrées, 2 T 37, 1488 W 0013, registre des entrées actuellement en service, ouvert en 1998. Par ailleurs, selon M. Restelli, archiviste du service, les versements sont interrompus lors du déménagement des archives dans le nouveau bâtiment en 1996. Nous n'avons pas trouvé de registre des entrées pour les années 1996-1997. Information orale

²⁶⁴ 1488 W 13, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence. – Collecte : registre des entrées du 30 janvier 1984 à avril 1995. La cote W de ce versement de la sous-préfecture n'est pas mentionnée.

24 septembre 1998, sous-préfecture de Castellane, contrôle des communes des cantons d'Annot et Castellane, 1943-1987, 5 ml, 1 046W.

21 mars 2001, sous-préfecture de Barcelonnette, dossiers communaux, 1938-1992, 15, 6 ml, 1 074 W.

8 octobre 2002, sous-préfecture de Barcelonnette, dossiers communaux, 1.80 ml, 1 1108 W.

2 mars 2005, sous-préfecture de Castellane, dossiers ASA, fusion et regroupement de communes, 1865-1997, 17 cartons, 1 145 W.

23 août 2006, sous-préfecture de Castellane, dossiers communaux, 1956-2002, 15,50 ml, 1 205 W.

25 octobre 2007, sous-préfecture de Castellane, dossiers communaux, épreuves sportives, registres des arrêtés, 1952-2005, 21,6 ml, 1 238 W.

13 décembre 2013, sous-préfecture de Forcalquier, arrêtés du sous-préfet, associations dissoutes, élections municipales, dossiers harkis, P.O.S, livres de déclaration de nationalités, pays de Giono, parc régional du Luberon, 1938-2013, 30 ml, à traiter.